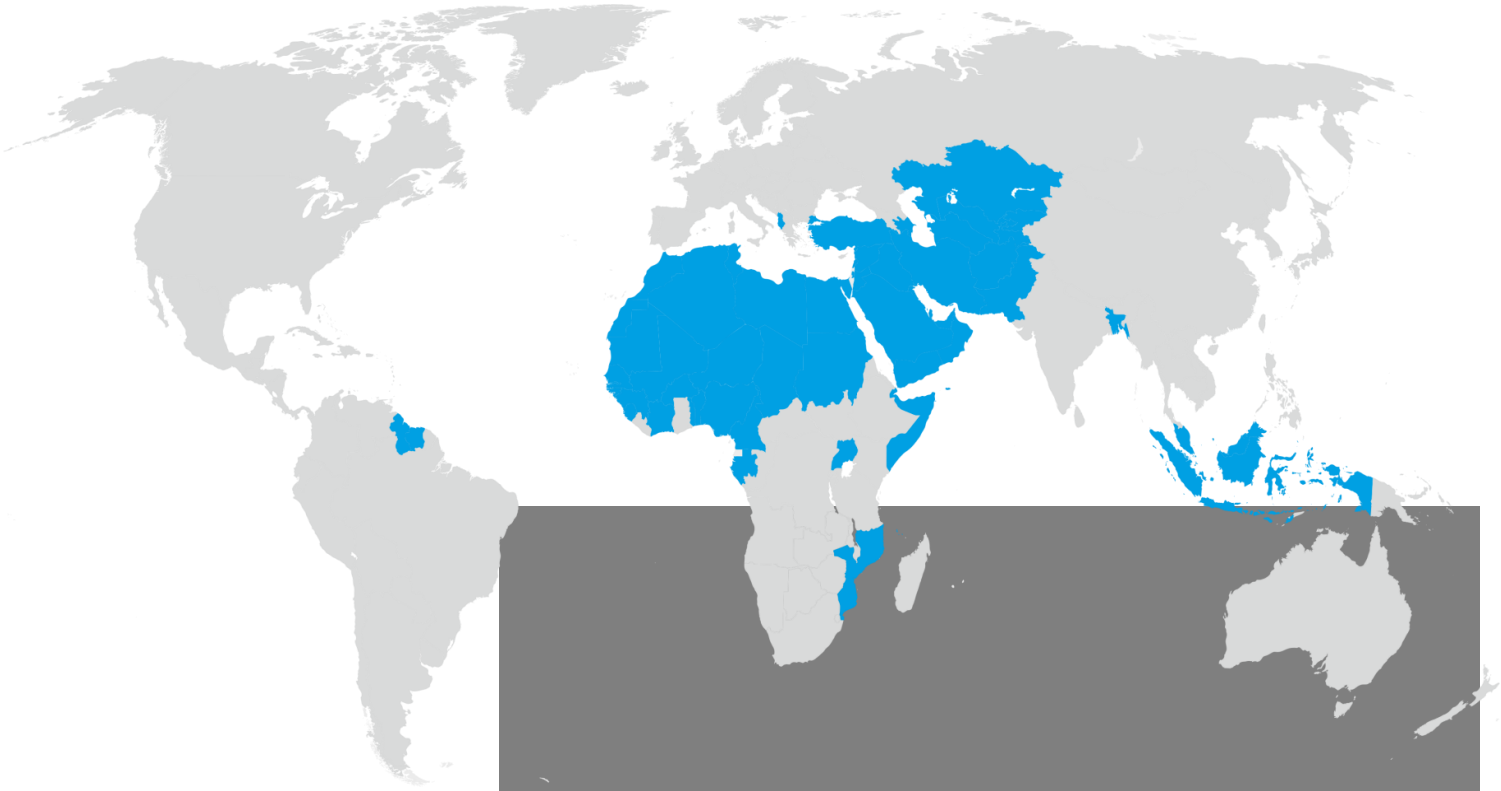
2016 PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCI

Transformation des potentiels en impact

ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE

CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES



PERSPECTIVE ÉCONOMIQUE DE L'OCI 2016

TRANSFORMATION DES POTENTIELS EN IMPACT

Organisation de Coopération Islamique

Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques

© 2016 Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 Oran, Ankara –Turquie
Téléphone +90-312-468 6172
Internet www.sesric.org
Email pubs@sesric.org

Le matériel présenté en cette publication est protégé par les droits d'auteur. Les auteurs donnent l'autorisation de voir, copier, télécharger, et imprimer le matériel présenté à condition que ces matériaux n'aillent pas être réutilisés, sur n'importe quelle condition, pour des buts commerciaux. Pour la permission de reproduire ou de réimprimer n'importe quelle partie de cette publication, veuillez envoyer une demande avec l'information complète au Département des publications de SESRIC.

Toutes questions concernant les droits et les permissions devraient être adressées au Département des publications, SESRIC, à l'adresse mentionnée ci-dessus.

ISBN : 978-975-6427-47-7

La Conception de la Couverture est faite par Savaş Pehlivan le Département des publications, SESRIC.

Pour des informations supplémentaires, veuillez contacter le Département de Recherches, SESRIC à travers : research@sesric.org

Ce rapport a été préparé par une équipe de Recherches à SESRIC mené par Kenan Bağcı et comprenant Cem Tintin, Mazhar Hussain, Davron Ishnazarov, Cihat Battaloğlu et Adam Ben Said.

La traduction de ce rapport a été faite par une équipe de traducteurs à SESRIC composée de M. Mostafa Denis Rmouch et Mlle Najah Elyahyaoui.

CONTENU

ACRONYMES III

PREFACE V

RESUME GENERAL 1

PARTIE I : DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LE MONDE ET DES PAYS DE L'OCI 13

1 PRODUCTION, CROISSANCE ET EMPLOI 15

2 LE COMMERCE ET FINANCES 39

PARTIE II : TRANSFORMATION DES POTENTIELS EN IMPACT DANS LES PAYS DE L'OCI 61

3 EXPLORER LES POTENTIELS DES PAYS DE L'OCI AVEC L'IMPACT ECONOMIQUE 63

3.1 FACTEURS MENANT A UNE PLUS GRANDE CROISSANCE ECONOMIQUE 63

3.2 AVANTAGES COMPARATIFS DES PAYS DE L'OCI DANS LA PROMOTION DE LA CROISSANCE ET DE LA COMPETITIVITE 66

3.2.1 CAPITAL HUMAIN 66

3.2.2 RESSOURCES NATURELLES 68

3.2.3 CAPITAL DES CONNAISSANCES 70

3.2.4 CAPITAL SOCIAL 71

3.2.5 GEOGRAPHIE ECONOMIQUE 74

4 STRUCTURE DYNAMIQUE DE POPULATION 79

4.1 STRUCTURE DE LA POPULATION DANS LES PAYS DE L'OCI 80

4.2 ROLE DU CAPITAL HUMAIN DANS LE DEVELOPPEMENT 86

4.3 INVESTISSEMENT DANS LE CAPITAL HUMAIN 89

4.4 LIBERER LA CAPACITE PRODUCTIVE DE LA JEUNESSE 94

4.4.1 DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES DE LA JEUNESSE 95

4.4.2 ENTREPRENARIAT ET CREATION D'EMPLOIS 97

4.4.3 MOBILITE SOCIALE 99

5 RESOURCES NATURELLES RICHES 101

5.1 BILAN DES RESSOURCES NATURELLES DANS LES PAYS DE L'OCI 101

5.1.1 RESSOURCES MINERALES 102

5.1.2 RESSOURCES ENERGETIQUES 107

5.2 AJOUTER LA VALEUR AUX RESSOURCES NATURELLES 112

5.3 LANCEMENT DES POTENTIELS DE L'ENERGIE RENOUVELABLE 114

6 GRAND POTENTIEL DU MARCHE 115

6.1 TAILLE DU MARCHE DANS LES PAYS DE L'OCI 116

6.2 UTILISATION DE LA TAILLE DU MARCHE POUR PLUS D'ECHANGES 119

6.2.1 SURMONTER DES OBSTACLES AU COMMERCE 120

6.2.2 PARTENARIATS CROISSANTS 124

6.2.3 POSSIBILITES POUR PLUS DE COMMERCE 126

6.3 UTILISATION DE LA TAILLE DU MARCHE POUR PLUS D'INVESTISSEMENTS PRIVES 128

6.3.1 SURMONTER LES OBSTACLES A L'INVESTISSEMENT 129

6.3.2 AUGMENTATION DES PARTENARIATS 131

6.3.3 POSSIBILITES POUR PLUS D'INVESTISSEMENTS 133

7 OPTIONS DE POLITIQUE POUR TRANSFORMER LES POTENTIELS EN IMPACT 135

RÉFÉRENCES 147

ACRONYMES

BAD	Banque asiatique de développement
TBI	Traités bilatéraux d'investissement
BNEF	Bloomberg New Energy Finance
EBRD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
IFDB	l'Indice de la facilité de *doing business*
AELE	Association européenne de libre-échange
IDE	Investissement direct à l'étranger
ALE	Accord de libre-échange
CCG	Conseil de coopération du golfe
FBC	Formation brute de capital
PIB	Produit intérieur brut
TSB	Taux de scolarité brut
FBCF	Formation brute de capital fixe
RNB	Revenu national brut
IDH	Indice de développement humain
PPTE	Pays pauvres très endettés
TIC	Technologie de l'information et des communications
BID	Banque islamique de développement
SFI	Statistiques financières internationales
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
DPI	Droits de propriété intellectuelle
ALC	Amérique latine et les caraïbes
PMA	Pays moins avancés
BDM	Banque de développement multilatérale

MOAN	Moyen-Orient et Afrique du nord
IMM	Institut mondial de McKinsey
APD	Aide publique au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCI	Organisation de coopération islamique
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PPP	Partenaires privées publiques
PRETAS	Graphique du tarif préférentiel pour TPS-OCI
ACP	Accord commercial préférentiel
R&D	Recherche et développement
ACR	Accord commercial régional
ODD	Objectifs de développement durable
ASS	Afrique subsaharienne
SWFI	Institut souverain de fonds de richesse
SPC-OCI	Système préférentiel commercial entre les pays membres de l'OCI
EAU	Émirats arabes unis
NU	Nations unies
UNCTAD	Conférence de nations unies sur le commerce et le développement
CESAP	Commission économique et sociale des nations unies pour l'asie et le pacifique
UNESCO	Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture
DSNU	Division de statistiques des nations unies
OMTNU	Organisation mondiale du tourisme des nations unies
USD	Dollar des États-Unis
BM	Banque mondiale
IDM	Indicateurs de développement dans le monde
FEM	Forum économique mondial
OMC	Organisation mondiale du commerce

PRÉFACE

La croissance de l'économie mondiale continue d'être fragile à la suite des crises financières mondiales en 2008 qui n'ont augmenté que de 3,1% en 2015. Le rendement faible et répétitif de l'économie mondiale est largement influencé par la forte baisse des prix des produits de base, le ralentissement économique en Chine, la perspective macro-économique négative au Brésil et en Russie et l'augmentation des préoccupations concernant la sécurité mondiale. En outre, l'incertitude causée par la décision du Royaume-Uni de quitter l'UE, le resserrement des conditions financières et les dettes considérables dans de nombreux pays de la zone euro a affaibli davantage les perspectives de la croissance économique mondiale. En conséquence, le taux de croissance de l'économie mondiale devrait atteindre 3,2% vers la fin de l'année.

La trajectoire du développement économique des pays de l'OCI a été extrêmement volatile au cours des dernières décennies, tandis que le paysage du développement des pays de l'OCI est divers. En général, les pays membres de l'OCI n'ont pas pu maintenir une croissance à long terme comme ce fut le cas dans les pays développés au cours du dernier siècle. Le fait que les performances économiques des pays membres de l'OCI ont été relativement plus faibles que celles des pays occidentaux pour diverses raisons, n'implique pas l'idée que les pays de l'OCI ne possèdent pas suffisamment de capacité et de ressources pour être encore plus performants. C'est juste une question d'identifier les potentiels et ressources productifs et de développer ensuite les mécanismes et instruments corrects à utiliser efficacement dans les activités économiques visant à améliorer le bien-être. Chaque pays a des ressources et potentiels différents à catalyser pour leurs programmes de développement économique. Ce rapport fait suite à une approche plus large et tente d'identifier les potentiels les plus communs des pays de l'OCI qui peuvent être utilisés pour avoir une meilleure performance économique.

À cet égard, ce rapport a identifié trois facteurs importants qui peuvent potentiellement contribuer à réaliser une meilleure performance économique et de meilleurs niveaux de vie. Il s'agit de la structure de la population dynamique, les riches ressources énergétiques et le grand potentiel de marché. Dans tous ces domaines, le rapport a fourni certaines estimations préliminaires sur l'importance de ces ressources et les contributions potentielles qu'ils peuvent apporter au développement socio-économique dans les pays de l'OCI. Il a été également noté que négliger ces ressources et potentiels peut également détériorer le niveau du développement déjà existant, transformant ainsi ces potentiels en menace plutôt qu'en force.

Amb. Musa Kulaklıkaya
Directeur Général
SESRIC

RÉSUME GENERAL

Développements économiques récents dans le monde et dans les pays de l'OCI

Production, croissance et emploi

Production

Le PIB mondial - exprimé en dollars des États-Unis courant sur la base de la parité du pouvoir d'achat (PPA) - a connu une tendance à la hausse au cours de la période 2011-2015, pour atteindre 113,5 trillion de dollars des États-Unis en 2015 par rapport à 94,2 trillion de dollars des États-Unis en 2011. Les pays en développement ont connu une augmentation plus rapide du PIB de 51,5 trillion de dollars des États-Unis en 2011 à 65,3 trillion de dollars des États-Unis en 2015. Le PIB total des pays développés a été enregistré à 48,2 trillion de dollars des États-Unis en 2015 par rapport à 42,7 trillion de dollars des États-Unis en 2011. Les pays de l'OCI ont également connu une tendance à la hausse de l'activité économique et leur PIB passant de 13,9 trillion de dollars des États-Unis en 2011 à 17,1 trillion de dollars des États-Unis en 2015. En tant que groupe, les pays de l'OCI n'ont produit que 15,0% de l'ensemble de la production mondiale et 26,1% de celle des pays en développement en 2015. En prix courants, la part des pays de l'OCI du total mondial du PIB ne représente que 8,6%. Le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI a également augmenté de 8,988 dollars des États-Unis en 2011 à 10.224 dollars des États-Unis en 2015.

Croissance

Le ralentissement de l'économie mondiale s'est poursuivi en 2015, avec un taux de croissance baissant jusqu'à 3,1%. Cependant, les perspectives pour 2016 et 2017 sont positives avec des taux de croissance prévus de 3,2% et de 3,5%, respectivement. Alors que la reprise dans les pays développés est restée faible, les pays en développement semblent être le moteur de la croissance de l'économie mondiale. D'autre part, la croissance mondiale du PIB par habitant a également connu une tendance à la baisse avec 2,2% de taux de croissance en 2015 et elle est prévue d'atteindre 2,3% en 2016 et 2,7% en 2017. En 2015, la croissance du PIB par habitant a été enregistrée à 2,9% dans les pays en développement et devrait augmenter jusqu'à 3,0% en 2016 et à 3,6% en 2017. D'autre part, les pays développés ont connu un taux de croissance relativement très faible (1,3%) par rapport à leur PIB par habitant de 2015, ce taux devrait augmenter à 1,4% en 2017. Les pays de l'OCI ont également connu un ralentissement de leur activité économique et leur taux de croissance moyen a diminué passant de 3,9% en 2014 à 3,4% en 2015. On prévoit qu'ils augmenteront à un rythme

accéléré en 2016 et 2017 avec un taux de croissance moyen de 3,6% et de 4,0%, respectivement. Le taux de croissance moyen réel du PIB par habitant dans les pays de l'OCI a diminué au cours de la période 2011-2015 en enregistrant 1,5% en 2015 mais devrait rebondir de nouveaux à 1,7% en 2016 et à 2,1% en 2017.

Production par secteurs

En ce qui concerne les parts moyennes des valeurs ajoutées des quatre secteurs principaux dans le PIB mondial en 2014, le secteur des services a enregistré la plus grande part avec 66,0%, suivi par le secteur de l'industrie (le secteur manufacturier et non manufacturier) avec 29,5%, alors que la part de l'agriculture, de la pêche et de la foresterie était relativement faible (4,5%). Une structure similaire a été également observée dans le cas des pays de l'OCI en tant que groupe. La part moyenne de l'agriculture dans les économies de l'OCI a progressivement diminué passant de 11,8% en 2000 à 10,1% en 2014. De même, dans les pays en développement non membres de l'OCI, la part moyenne de l'agriculture dans l'économie a diminué de 10,7% en 2000 à 8,9% en 2014. Le secteur des services a représenté 48,8% et le secteur de l'industrie (manufacturier et non manufacturier ensemble) s'élevait à 41,1% dans les pays de l'OCI, tandis que pour les pays en développement non membres de l'OCI, ils étaient de 53,9% et 37,3% respectivement.

PIB par principaux postes de dépenses

En ce qui concerne les parts des principaux postes de dépenses dans le PIB total, la consommation finale des ménages et des administrations publiques f a continué à être les plus élevée dans le PIB total au cours des années. En 2014, la consommation mondiale des ménages a représenté la majeure partie (57,4%) suivie de la formation brute de capital (25,0%) et de la consommation finale des administrations publiques (16,8%). Les parts relatives des principaux postes de dépenses dans le PIB total des pays de l'OCI ont enregistré une variation importante par rapport à celle du monde. En 2014, les dépenses des ménages et les dépenses publiques générales finales ont représenté 69,2% du PIB total des pays de l'OCI. Ces chiffres indiquent une augmentation des parts des deux types de consommation par rapport aux deux années précédentes.

Chômage

Le chômage est l'un des problèmes les plus graves auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Malgré la reprise qu'ont connue les activités économiques récemment, le taux de chômage mondial chez les adultes a atteint 5,8% de la population active totale. Le nombre de chômeurs dans le monde est estimé à 197,1 millions en 2015, avec au moins 1 million de chômeurs supplémentaires par rapport à l'année précédente et environ 27 millions de plus par rapport à la période de pré-crise en 2007. Les jeunes continuent à souffrir du manque d'offres d'emplois décents dans le monde entier. Selon les dernières estimations, environ 73,4 millions de jeunes étaient sans emploi en 2015. Les pays de l'OCI ont enregistré des taux de chômage moyens considérablement plus élevés par rapport à ceux du monde et des pays en développement non membres de l'OCI au cours de la période 2000-2015. Au cours de cette période, les taux de chômage total dans les pays de l'OCI ont changé entre 8,1% et 7,5%. Après la crise financière mondiale, les taux de chômage dans les pays développés ont progressé passant d'un niveau inférieur de 6% à plus de 8%. Au cours de la période 2009-

2013, le taux de chômage moyen dans les pays développés est demeuré plus élevé par rapport au taux des pays de l'OCI. En 2014, les pays développés ont parvenus de nouveaux à baisser ce taux au-dessous de celui observé dans les pays de l'OCI. Depuis 2015, les pays de l'OCI ont enregistré un taux de 7,5%, alors que ce taux est estimé à 6,8% dans les pays développés. Le taux de chômage moyen dans les pays en développement non membres de l'OCI est demeuré considérablement inférieur à la moyenne de l'OCI au cours de toute la période considérée (entre 2% à 3%). Les chiffres sur le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI sont même moins prometteurs. Depuis 2015, le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI est estimé à 16,1%, par rapport à 16,0% dans les pays développés et 11,6% dans les pays en développement non membres de l'OCI.

Productivité du travail

Globalement, la productivité du travail a connu une tendance à la hausse au cours de la période 2010-2015. Le niveau moyen de la production par travailleur a augmenté de 29,003 dollars des États-Unis en 2011 jusqu'à 33,237 dollars des États-Unis en 2015. Au cours de cette période, la productivité du travail dans les pays de l'OCI, en termes de production moyenne par travailleur, a augmenté de 22,815 dollars des États-Unis en 2011 jusqu'à 25.613 dollars des États-Unis en 2015. L'écart de productivité du travail entre les pays développés et en développement est demeuré substantiel tout au long de cette période comme la production par travailleur dans les pays développés a été estimé à 91,294 dollars des États-Unis en 2015 contre 21.731 dollars des États-Unis seulement dans les pays en développement non membres de l'OCI.

Inflation

Au cours de la période considérée, l'inflation était en baisse partout dans le monde ce qui reflète principalement l'impact de la baisse des prix du pétrole et d'autres marchandises, et l'affaiblissement de la demande dans certaines économies avancées. Les dernières estimations montrent que le taux d'inflation mondial a diminué en passant de 5,1% en 2011 à 2,8% en 2015 ; et il devrait se maintenir à 2,8% en 2016. La volatilité des prix est demeurée non seulement une préoccupation mais surtout un défi pour les pays en développement contrairement aux pays développés. Le taux d'inflation devrait être 0,7% en 2016 dans les pays développés et 7,4% dans les pays en développement non membres de l'OCI. Dans les pays de l'OCI, le taux d'inflation moyen pour 2011 était supérieur à la moyenne des économies développées et en développement. Toutefois, conformément aux tendances mondiales, l'inflation dans les pays de l'OCI a diminué, passant de 7,6% en 2011 à 5,9% en 2015.

Solde budgétaire

À la suite du resserrement des politiques mises en œuvre en particulier dans les pays développés, et la forte baisse des prix des produits de base notamment pour le pétrole, les soldes budgétaires montrent une tendance mixe dans le monde. Le solde budgétaire mondial en tant que pourcentage du PIB a connu une augmentation de -3,5% en 2011 à -4,0% en 2015. Dans le groupe des pays développés, le solde d'équilibre budgétaire comme pourcentage du PIB a diminué de -6,2% en 2011 à -2,9% en 2015. Les pays en développement ont également enregistré des déficits budgétaires mais sont restés relativement en meilleure

position que les pays développés jusqu'en 2015. Dans les pays de l'OCI, des excédents budgétaires ont été enregistrés pour les années 2011 et 2012 ; cette tendance a été toutefois inversée malgré la forte baisse des prix du pétrole. En tant que groupe, les pays de l'OCI ont enregistré un solde budgétaire de -6,0% du PIB en 2015 et on s'attend à ce que ce taux augmente en 2016.

Commerce et finances

Commerce des marchandises

Les exportations totales des marchandises en provenance des pays de l'OCI ont baissé pendant trois années consécutives et ont connu un recul de 1,6 trillion de dollars des États-Unis en 2015, par rapport à leur niveau historiquement élevé de 2,3 trillion de dollars des États-Unis observé en 2012. En conséquence, la part des pays de l'OCI dans le total des exportations des pays en développement a diminué à 24,3% au cours de la même année, contre 30,5% en 2012. De même, après avoir atteint un niveau record de de 12,7% en 2012, la part des pays de l'OCI dans l'ensemble des exportations de marchandises mondiales, qui a été de 16,4 trillion de dollars des États-Unis, , a diminué à 9,9% en 2015, représentant la part la plus faible depuis 2005.

Le total des importations de marchandises des pays de l'OCI a connu un fort rebond post-crise et a augmenté de 1,2 trillions de dollars des États-Unis en 2009 à 2,0 trillions de dollars des États-Unis en 2014. Cependant, les pays de l'OCI ont également enregistré une chute des importations en 2015, qui ont diminué à 1,8 trillion de dollars des États-Unis. La part des pays de l'OCI dans les importations mondiales de marchandises a atteint 11,1% au cours de la même année. En revanche, leur part des importations totales de marchandises des pays en développement a soutenu son expansion pendant trois années successives depuis 2011 et a atteint 28,4% en 2015.

Commerce des services

Les pays de l'OCI en tant que groupe ont continué à être l'importateur net de services. Ensemble, Ils ont exporté des services correspondant à 304 milliards dollars des États-Unis en 2015 alors qu'ils en aient importé 517 milliards dollars des États-Unis au cours de la même année. Entre 2009 et 2014, le volume du commerce des services des pays de l'OCI a enregistré une augmentation constante, mais l'année 2015 a été marquée par une chute des importations et exportations de services. En conséquence, les parts de l'OCI dans les importations et exportations de services totales des pays en développement ont chuté pour atteindre 23,2% et à 30,3% en 2014, tandis que la part collective des pays membres de l'OCI dans les exportations mondiales totales de services abaissé de 6,5% en 2009 à 6,3% en 2015 et leur part dans les importations mondiales totales a augmenté de 10,5% à 10,9% au cours de la même période.

Commerce de marchandises intra-OCI

Les pays de l'OCI ont enregistré un total de 709 milliards dollars des États-Unis du commerce de marchandises intra-OCI en 2015. Lors de la période post-crise, le commerce intra-OCI a enregistré une reprise relativement plus forte par rapport aux échanges commerciaux des pays de l'OCI avec le reste du monde. En conséquence, depuis 2015, le commerce intra-OCI a représenté 20,6% du total du commerce de marchandises des pays de l'OCI. Les exportations Intra-OCI ont été enregistrées à 339 milliards dollars des États-Unis en 2015, par rapport à 375 milliards dollars des États-Unis en 2014. Les importations Intra-OCI, d'autre part, ont été

enregistrées à 370 milliards dollars des États-Unis en 2015, enregistrant une diminution importante par rapport à sa valeur de 400 milliards dollars des États-Unis observée en 2014.

Flux et stocks d'IDE

Les entrées totales mondiales d'IDE se sont élevées à 1,76 trillion dollars des États-Unis en 2015, dont 45,4% ont été attirés par des pays en développement. Les flux d'IDE dans les pays de l'OCI, d'autre part, continuent d'être au-dessous de son potentiel. En 2015, les pays de l'OCI n'ont été en mesure d'attirer que 116 milliards dollars des États-Unis d'IDE, par rapport à 136 milliards dollars des États-Unis en 2013. Les parts des pays de l'OCI tant dans pays en développement que dans les entrées mondiales d'IDE ont été enregistrées à 14,6% et 6,6% en 2015, respectivement. D'une somme de 24,9 trillion dollars des États-Unis représentant le total des stocks intérieurs mondiaux d'IDE en 2015, les pays de l'OCI n'ont accueilli que 7,1%. Les stocks intérieurs d'IDE d'Intra-OCI ont passé de 97,8 dollars des États-Unis en 2013 à 84,1 milliards dollars des États-Unis en 2014. De même, les entrées d'IDE d'intra-OCI ont légèrement diminué passant de 8,8 milliards dollars des États-Unis en 2013 à 8,7 milliards dollars des États-Unis en 2014. Depuis 2014, les entrées et stocks intérieurs d'IDE intra-OCI continuent d'être inférieurs à leurs valeurs maximales enregistrées en 2008 et à 2010, respectivement.

Développement de secteur financier

Le niveau du développement de secteur financier dans les pays de l'OCI reste superficiel. Comme signe du faible approfondissement financier, le volume moyen de réserves relatives au PIB dans les pays de l'OCI était 62,3% en 2015, par rapport à 139% dans les pays en développement non membres de l'OCI et à 116,2% dans le monde. Au cours de la même année, le crédit national fourni par le secteur financier dans les pays de l'OCI était, en moyenne, de 59,7% du PIB tandis que ce chiffre était de 137,6% dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 205% dans les pays développés.

Dette extérieure et réserves

Les parts totales de dette extérieure des pays de l'OCI ont continué à augmenter pour atteindre 1,5 trillion dollars des États-Unis en 2014. La dette moyenne-à-RNB pour les pays endettés de l'OCI a augmenté jusqu'à 22% en 2014 contre 18,7% en 2011. Au cours de la même période, le total des parts de dette extérieure des pays de l'OCI, comme pourcentage de la dette totale de pays en développement, a légèrement diminué passant de 28,8% à 28,2%. On considère souvent les réserves comme instrument important pour protéger l'économie contre des chocs externes brusques. Le total mondial des réserves monétaires, y compris l'or, ont atteint 10,6 trillion dollars des États-Unis en 2015, dont 1,5 trillion dollars des États-Unis sont détenus par les pays de l'OCI. La part des pays de l'OCI dans le total des réserves des pays en développement a diminué de 23,6% en 2013 à 21,7% en 2015.

APD et transferts de fond

En 2014, les flux d'APD nets de tous les donateurs aux pays en développement ont atteint 100,8 milliards dollars des États-Unis. Au cours de la même année, les pays de l'OCI, avec 53,8 milliards dollars des États-Unis, ont représenté 53,3% du total des flux d'APD destinés aux pays en développement. En 2014, les 5 pays membres principaux ont reçu 36,5% de flux totaux d'APD aux pays de l'OCI tandis que les pays membres principaux ont reçu 59,4%. Les entrées des transferts de fond personnels aux pays membres de l'OCI ont augmenté de 110 milliards

dollars des États-Unis en 2011 à 133 milliards dollars des États-Unis en 2014, mais elles ont brusquement diminué pour atteindre 66,4 milliards dollars des États-Unis en 2015. Les flux d'envois de fonds à destination des pays en développement non membres de l'OCI ont suivi une tendance similaire au cours de la même période, en augmentant pour atteindre 238 milliards dollars des États-Unis en 2011 à 272 milliards dollars des États-Unis en 2014, avant de décroître rapidement pour s'établir à 209 milliards dollars des États-Unis en 2015.

Transformation des potentiels en impact dans les pays de l'OCI

Explorer les potentiels des pays de l'OCI avec un impact économique

Une grande variation a été observée dans les expériences de croissance de différents pays au fil du temps. Alors que certains pays connaissaient une croissance soutenue pour plus qu'un siècle et devenaient énormément riches, certaines autres continuent à vivre près du niveau minimal de subsistance. La documentation identifie plusieurs facteurs qui permettent d'expliquer les expériences divergentes de croissance des pays au cours des années. Il est important que toutes dotations initiales que les pays possèdent, doivent être utilisées d'une manière à encourager les capacités productives des facteurs de production.

La présente section identifie certains domaines potentielles dans lesquels les pays de l'OCI ont une position relativement plus forte vis-à-vis le reste du monde, l'utilisation efficace de ce qui peut résulter en taux de croissance économiques plus élevés. Les forces potentielles des pays de l'OCI en termes de croissance et développement sont explorées en cinq catégories à savoir : le capital humain, les ressources naturelles, le capital des connaissances, le capital social et la géographie économique. En fonction de l'estimation des forces potentielles des pays de l'OCI, le rapport identifie trois potentiels importants pour les pays de l'OCI qui devraient être gérés et coordonnés pour une plus forte et meilleure performance économique. Il s'agit de la structure de la population dynamique, les riches sources d'énergie et le grand potentiel du marché. Le reste du rapport se concentre principalement sur ces sujets afin de fournir une meilleure idée sur la façon d'utiliser ces potentiels importants. Le capital social a toujours été un atout important des communautés musulmanes, mais les indicateurs actuels révèlent une détérioration grave dans ce domaine. Une fois les interventions critiques sont faites, il peut être également un stimulant important pour le développement socio-économique dans les pays de l'OCI dans le proche avenir.

Structure de la population dynamique

Les activités économiques sont fortement influencées par la structure démographique d'une société. La proportion de population de chaque groupe d'âge a des implications sur le comportement des épargnes, la participation au marché du travail, l'investissement et les décisions en matière de dépenses. Ceux-ci peuvent, à leur tour, affecter l'économie en se répercutant sur la croissance de la production réelle, la productivité, l'inflation et les taux d'intérêt. Les jeunes seront également plus susceptibles de s'engager dans l'investissement en leurs propres compétences ainsi que d'autres actifs servant à la production dans un effort de réaliser un futur meilleur. Une jeune population bien éduquée avec de bonnes

perspectives sur le marché du travail est susceptible de contribuer largement au développement économique global.

Avec une population de 1,28 milliards de personnes, les pays de l'OCI représentaient 21,1% du total de la population mondiale en 2000. Jusqu'en 2050, il est estimé que cette part s'élèvera jusqu'à 29,5%, avec 2,9 milliards de population. À la fin du siècle, 4 sur 11,2 milliards de populations mondiales résideront dans les pays membres de l'OCI, augmentant davantage leur part à 36%. L'augmentation de la part des pays de l'OCI dans le total mondial de la population et la considérable rapidité du vieillissement de la population dans les pays non membres de l'OCI influencera également la structure démographique mondiale en faveur des pays de l'OCI. La part des pays de l'OCI s'élèvera dans tous les groupes d'âge, mais les niveaux les plus élevés seront observés dans de plus jeunes groupes d'âge. D'ici 2050, les pays de l'OCI représenteront 36,9% d'enfants âgés de 14 ans et moins dans le monde. De même, 34,1% de jeunes âgés entre 15-29 ans dans le monde résideront dans les pays de l'OCI.

Cela crée tant d'opportunités que de défis et menaces pour les pays membres de l'OCI. De cette façon, ayant une structure de population très dynamique, les pays de l'OCI doivent adopter des politiques et des programmes pertinents pour augmenter les capacités et les compétences des jeunes population et pour stimuler leur contribution aux économies nationales avant que la structure démographique devienne défavorable à une meilleure performance économique.

Une approche simple pour utiliser ce potentiel est de doter les jeunes des compétences et capacités nécessaires et de leur fournir les possibilités de réaliser leur plein potentiel dans leur domaine. En termes génériques, il est nécessaire de fournir une bonne éducation et des possibilités d'emploi. Cela peut être plus facile à dire qu'à faire. Les gouvernements sont confrontés à de multiples défis et contraintes de ressources dans leurs efforts à créer des conditions appropriées pour une éducation de qualité avec une bonne perspective sur le marché du travail. L'utilisation efficace des ressources limitées pour de meilleures possibilités d'éducation et un meilleur climat d'affaires ne peuvent pas être accordés à cause des diverses lacunes et des capacités limitées des mécanismes existants de mise en œuvre dans certains pays.

Les jeunes obtiennent un diplôme des établissements d'enseignement avec de nouvelles compétences, qui ont des conséquences directes sur leur niveau d'employabilité. La responsabilité principale des gouvernements est d'assurer, dans la mesure du possible, que ces nouvelles compétences correspondent aux demandes du marché de travail. Quand les jeunes s'intègrent dans le marché du travail, il est important de s'assurer que les emplois disponibles peuvent mieux bénéficier les compétences et les capacités des jeunes diplômés. Afin d'encourager les jeunes à investir dans leur capital humain, les possibilités d'entreprenariat et de changement dans leur statut économique devraient être fournies.

Richesse des ressources naturelles

Plusieurs pays de l'OCI dans différentes régions géographiques ont exploité les riches ressources naturelles (surtout le gaz et le pétrole) dans leur voie de développement qui a permis à certains d'entre eux d'atteindre un statut de pays à revenu élevé. En 2014, 23,1% de

tous les combustibles minéraux et 15,8 de l'ensemble de la production de minéraux industriels dans le monde ont provenaient des pays de l'OCI. Les pays de l'OCI ont au total possède 58,5% du total mondial des réserves prouvées de pétrole brutes en 2015 et ont fourni 41,5% de l'ensemble de la production mondiale du pétrole. La part des pays de l'OCI dans les réserves de gaz prouvées globalement a atteint 58,8% en 2015 et 36% de l'ensemble de la production mondiale du gaz naturel a provenu des pays de l'OCI. D'autre part, 52,7% de l'ensemble de la production de l'uranium dans le monde, une matière première minérale utilisée aux centrales nucléaires, sont en provenance des pays de l'OCI en 2014.

En ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles dans la production énergétique, les pays de l'OCI fournissent une image mitigée. 84,0% de l'ensemble de la production d'électricité dans les pays de l'OCI provenaient des combustibles fossiles (54,2% du gaz naturel, 15,9% du charbon et 13,9%du pétrole) en 2013 où l'utilisation moyenne mondiale des combustibles fossiles s'élevait à 66,6%. La contribution de l'énergie hydraulique dans la production d'électricité a été de 11,0% dans le groupe de l'OCI tandis que la moyenne mondiale était égale à 16,3%. Tous autres types de sources d'énergie renouvelables ont contribué de façon négligeable (1,1%) au total de la production d'électricité du groupe de l'OCI. Dans les pays en développement non membres de l'OCI, la part des sources d'énergie renouvelables (hors hydro) dans la production d'électricité totale a été de 4,6% (plus de 4 fois plus élevée que la moyenne de l'OCI) en 2013. Si l'on ajoute l'énergie hydraulique, les pays développés ont produit presque 28,5% de leur électricité totale des ressources renouvelables. Cette part a été mesurée de 12,1% seulement dans le groupe de l'OCI. Seulement 4 pays de l'OCI ont une puissance installée pour produire l'électricité de l'énergie solaire en 2015. Au total, 7 pays de l'OCI ont pu produire l'électricité en utilisant l'énergie éolienne depuis 2015. Le Pakistan et l'Iran étaient les seuls pays de l'OCI qui ont signalé avoir des centrales nucléaires dans le but de produire de l'électricité.

Plusieurs pays de l'OCI ont largement bénéficié de leurs ressources naturelles dans leur cours du développement, particulièrement ceux dotés de riches combustibles fossiles et d'autres minéraux. De telles ressources naturelles offrent un grand potentiel pour la stimulation du développement. Cependant, les chiffres révèlent une large sous-utilisation des ressources naturelles dans les pays de l'OCI ce qui ralentit le rythme du développement. En particulier, si les pays de l'OCI peuvent lancer le potentiel des énergies renouvelables, cela peut être utile pour l'amélioration de la sécurité énergétique, la diversification des sources d'énergie, l'atténuation des effets environnementaux, l'élargissement de l'accès à l'électricité, et l'atteinte de l'efficacité énergétique.

Un grand potentiel de marché

Une vaste analyse sur le potentiel du marché révèle que l'ensemble du potentiel du marché des pays de l'OCI a atteint 1,13 trillion dollars des États-Unis en 2014 contre 0,6 trillion dollars des États-Unis en 1991, avec une augmentation totale de 87%. D'autre part, le potentiel du marché des pays de l'OCI a représenté de plus en plus une plus grande part de potentiel du marché mondial, qui a augmenté jusqu'à 25,6% en 2014 de son niveau de 24,3% en 1991. En outre, le potentiel du marché intra-OCI a presque triplé au cours des 25 dernières années, alors qu'il n'a augmenté que de 70-75% entre les pays de l'OCI et non membres de l'OCI ainsi

que parmi les pays non membres de l'OCI. Cependant, le potentiel total du marché intra-OCI avec une valeur totale de 179 milliards dollars des États-Unis représente seulement 5,5% du potentiel total du marché mondial depuis 2014.

Malgré la croissance rapide du potentiel de marché des pays de l'OCI, leur part dans le marché mondial est davantage assez faible par rapport à leur part dans la production mondiale. L'utilisation efficace du potentiel existant du marché aidera à l'augmenter à des niveaux plus élevés. À cet égard, le rapport analyse les obstacles et les possibilités sur la façon dont on peut utiliser le potentiel du marché existant pour davantage de commerce et d'investissement.

Au cours des 25 dernières années, le commerce entre les pays de l'OCI s'est développé à une cadence rapide comparé à leur commerce avec les pays non membres de l'OCI. La valeur totale des exportations intra-OCI a augmenté de 13 milliards dollars des États-Unis à 235 milliards dollars des États-Unis au cours de cette période, reflétant une augmentation de valeur 17 fois plus élevée. Malgré la hausse de la part des exportations intra-OCI, il existe des obstacles importants aux échanges parmi les pays membres de l'OCI. Le haut niveau des coûts commerciaux représente un obstacle important. En 2012, les coûts commerciaux dans les pays de l'OCI (179% ad valorem) étaient en moyenne deux fois plus élevés que ceux dans les pays développés (86% ad valorem). En outre, en appliquant une moyenne de 7,4% contingent tarifaire, les pays de l'OCI dévoilent une image plus protectionniste une fois comparés aux moyennes de pays développés (1,4%) et de pays en développement non membres de l'OCI (5,5%).

Compte tenu du niveau actuel des obstacles au commerce, il est nécessaire d'accroître les partenariats pour faciliter les échanges commerciaux entre les pays membres de l'OCI. L'augmentation constante du nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) et des accords commerciaux préférentiels (ACP) est une caractéristique proéminente du commerce international. Depuis février 2016, quelque 625 ACR avaient été enregistrés par le GATT/OMC, dont 419 sont en vigueur. Les pays de l'OCI sont également tout à fait actifs dans le cadre des ACR. 502 paires de pays dans la région de l'OCI ont des ACR. Cependant, le nombre d'accords commerciaux avec les pays non membres de l'OCI augmente généralement à un rythme beaucoup plus rapide. Cela implique qu'il est nécessaire d'adapter de nouveaux mécanismes pour renforcer des partenariats entre des pays de l'OCI.

La structure d'exportation des pays de l'OCI est très concentrée sur peu de produits, principalement les minéraux et les produits primaires. Lorsque la structure des exportations n'est pas assez diversifiée, il est pratiquement difficile de trouver des possibilités pour plus de commerce. En fait il existe de bonnes possibilités pour le commerce bilatéral entre les pays de l'OCI. Si les décisions politiques sont prises afin de réduire les obstacles aux échanges commerciaux et faciliter le commerce entre les pays membres, la structure diversifiée des économies de l'OCI peut être un moteur d'une plus forte croissance et de développement économique dans la région de l'OCI à travers une intégration économique plus poussée.

Un autre aspect important de l'utilisation du grand potentiel du marché est l'accroissement de l'investissement entre les pays membres. Le potentiel élevé du marché est associé à plus d'entrées d'investissements, parce qu'il permet un accès facile aux fournisseurs et clients pour les entreprises multinationales et permet également de faire des économies d'échelle

qui réduisent de façon remarquable les coûts de production et d'exploitation. Les flux élevés d'investissement améliorent la coopération économique des pays. De même, le volume élevé des entrées nettes d'IDE intra-OCI implique l'existence de liens économiques plus forts entre les pays de l'OCI. Au cours d'une décennie, les flux de l'investissement intra-OCI ont augmenté de 9 fois pour atteindre 15,6 milliards dollars des États-Unis. La hausse en stock d'investissement était plus substantielle. Elle a augmenté de 95,3 milliards dollars des États-Unis par rapport à son niveau de 2,8 milliards dollars des États-Unis, il y a juste une décennie. Cela reflète une amélioration de l'intégration économique entre les pays de l'OCI. Néanmoins, il vaut mieux réclamer que ces chiffres sont loin de leur potentiel. La part de l'investissement intra-OCI en flux totaux d'investissement mondial n'est que de 1,1%, qui était à peine de 0,2% dans les dix dernières années.

Par conséquent, plusieurs interventions politiques sont nécessaires pour réduire les obstacles à l'investissement intra-OCI. Ces interventions ne devraient pas être seulement limitées à la libre circulation des capitaux à travers les frontières des pays membres de l'OCI mais doit également adresser les régimes restrictifs de visa appliqués aux citoyens des pays de l'OCI par d'autres pays de l'OCI puisque les investisseurs étrangers consultent souvent pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre à travers les frontières. Il est important que les pays de l'OCI reconnaissent le fait qu'il existe un grand potentiel en termes d'investissement intra-OCI, ce qui peut stimuler la croissance économique et générer le développement dans les pays de l'OCI. Cependant, les obstacles existants dans les pays de l'OCI confrontant les investisseurs en termes de qualité institutionnelle, les régimes de visa, les restrictions au profit et aux transferts de capitaux etc., limitent le niveau de la coopération économique entre les pays membres de l'OCI.

Questions politiques pour transformer les potentiels en impact

En général, les pays membres de l'OCI n'ont pas pu soutenir une croissance à long terme comme ce fut le cas des pays développés au cours du dernier siècle. Le fait que les performances économiques des pays membres de l'OCI ont été relativement plus faibles que celles des pays occidentaux pour diverses raisons n'implique pas que les pays de l'OCI ne possèdent pas suffisamment de capacités et de ressources pour être encore plus performants. C'est juste une question d'identifier les potentiels et les ressources productifs et de développer ensuite les mécanismes et les instruments corrects pour les utiliser effectivement dans les activités économiques visant à améliorer le bien-être. Chaque pays a des ressources et potentiels différents à catalyser pour leurs programmes de développement économique. Ce rapport fait suite à une approche plus large et tente d'identifier les potentiels les plus communs des pays de l'OCI qui peuvent être utilisés pour une meilleure performance économique. À cet égard, ce rapport a identifié trois facteurs importants qui peuvent potentiellement contribuer à réaliser une meilleure performance économique et de meilleurs niveaux de vie. Il s'agit de la structure de la population dynamique, les riches ressources énergétiques et le grand potentiel du marché. Dans tous ces domaines, le rapport a fourni certaines estimations préliminaires sur l'importance de ces ressources et les contributions potentielles qu'elles peuvent apporter au développement socio-économique dans les pays de l'OCI. Il a été également noté que négliger ces ressources et potentiels peut également

détériorer le niveau du développement déjà existant, en transformant ces potentiels en menace plutôt qu'en force.

La plupart des pays de l'OCI ont une structure démographique jeune et dynamique. La main-d'œuvre est traditionnellement connue comme l'un des composants essentiels de la croissance économique. Dans le monde d'aujourd'hui, la main-d'œuvre est un atout mais elle devient précieuse pour le processus de production seulement si elle dispose de connaissances techniques et capacités pour entreprendre des tâches complexes. Par conséquent, ayant une plus grande partie de la population jeunes n'est jamais un avantage en soi. En fait, la proposition de politique pour déployer la capacité productive des jeunes est très simple : fournir une éducation de bonne qualité et créer des possibilités d'emploi appropriées. L'impact du capital humain devient fort quand on prête assez d'attention à la qualité de l'enseignent au lieu d'un simple accomplissement scolaire. Les compétences cognitives des jeunes faciliteront le développement économique si ces dernières sont utilisées dans les processus de production productifs des biens et des services. Cela améliorera également leurs rémunérations individuelles et l'ensemble de leur distribution des revenus.

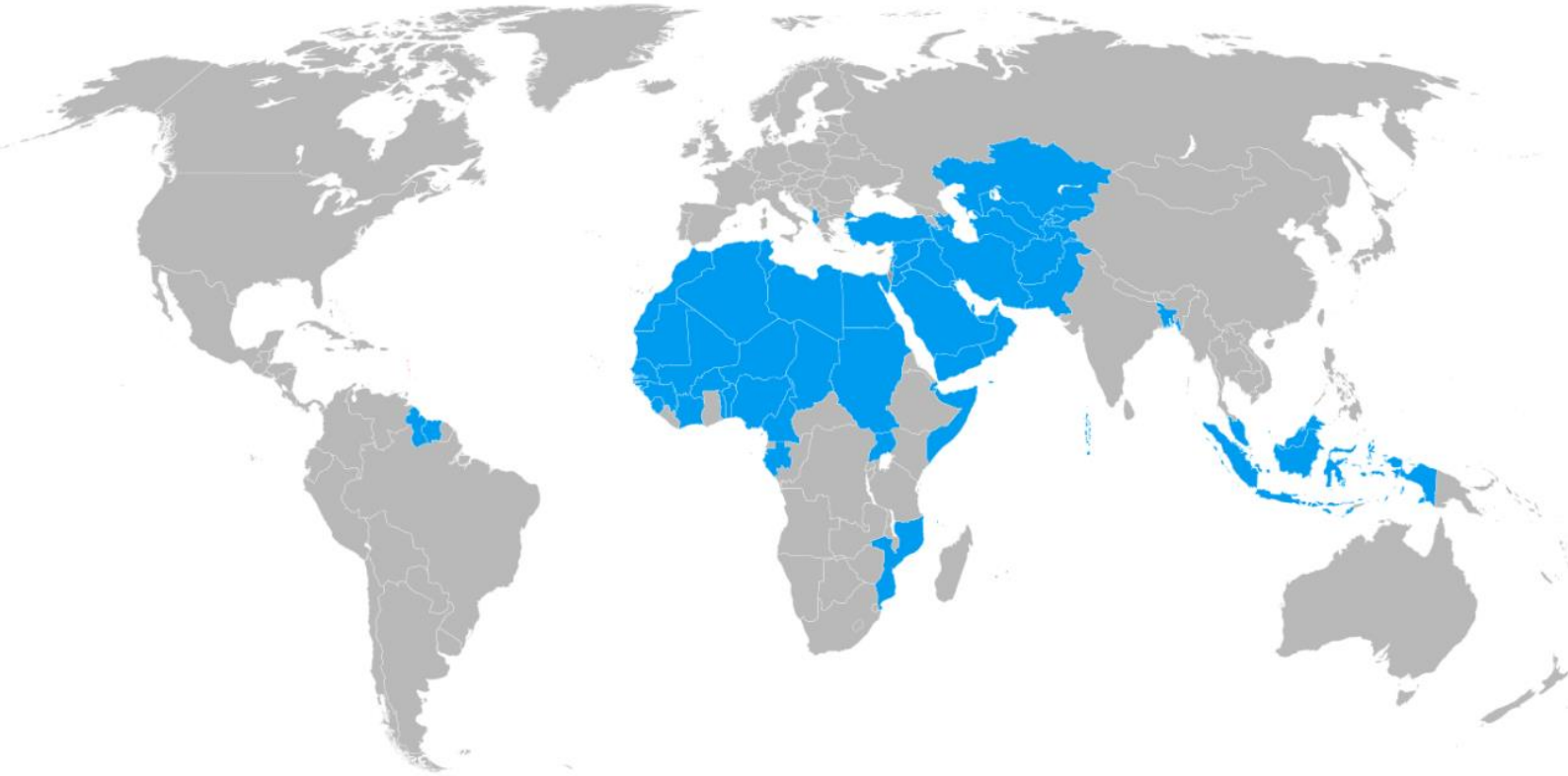
Les riches ressources naturelles sont un autre contribuant potentiel au développement économique dans les pays de l'OCI. Étant donné les mises à jour récentes de l'agenda de développement international, il est très opportun pour que les pays de l'OCI reconsidèrent leur politique énergétique et leurs documents de vision afin de les aligner aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et au Programme d'action décennal de l'OCI (TYPO), et améliorer la coopération intra-OCI. Comme l'indiquent les statistiques, les pays de l'OCI sont davantage loin d'avoir atteint d'une manière durable leur plein potentiel d'exploitation des riches ressources naturelles. La majorité de ressources naturelles et des minéraux restent inexploités ou exportés en forme brute avec une petite valeur ajoutée. Néanmoins, pour diversifier les sources énergétiques et tirer parti du plein potentiel des sources d'énergie renouvelables, les pays de l'OCI ont besoin de changer de paradigmes pour passer du 'développement' au 'développement durable'. Les pays de l'OCI doivent également se concentrer sur d'autres politiques qui aident à augmenter la valeur ajoutée des ressources minérales au lieu de juste investir dans le renforcement des capacités de production existantes. Il est également extrêmement important que les pays de l'OCI reviennent sur l'importance de la technologie nucléaire où les pays développés, en moyenne, reçoivent plus de 19% de leur production totale d'électricité provenant des centrales nucléaires. En fait, pour pouvoir réaliser une diversification des sources énergétiques, exploiter le plein potentiel des sources énergétiques (renouvelables) et réduire le bilan de carbone, les pays de l'OCI possèdent de multiples opportunités, à savoir les fonds actuels d'investissement souverains à grande échelle et les plus grandes compagnies d'investissement dans le secteur de l'énergie. Sous un cadre bien circonscrit allié à une administration avisée, il est probable que de nombreux pays de l'OCI puissent réussir à transformer leur secteur de l'énergie où toutes les parties prenantes peuvent être mieux servies.

La capacité d'accéder à de grands marchés est l'un des facteurs les plus essentielles contribuant à former la structure du commerce et les décisions d'investissement du secteur privé. Presque tous les pays membres de l'OCI ont une connexion terrestre ou maritime avec d'autres pays membres de l'OCI. Si les obstacles artificielles qui réduisent cette connectivité

parmi les pays membres sont éliminés ou considérablement réduits, la région de l'OCI fournirait une occasion importante aux investisseurs et aux commerçants. Le potentiel du marché des pays de l'OCI est en augmentation rapide due à la croissance des activités économiques ainsi qu'à la croissance continue des pays de l'OCI dans la population totale mondiale. S'appuyant sur d'autres réformes politiques, 57 pays membres, avec une jeune population et une forte demande économiquement dynamiques pour presque tout, allant des infrastructures du développement aux biens de consommation, attireront certainement plus d'investisseurs et aideront à accroître leur part dans le commerce mondial.

Partie I

DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LE MONDE ET DES PAYS DE L'OCI



La présente partie comprend:

1. Production, croissance et emploi
2. Commerce et finances

PARTIE I

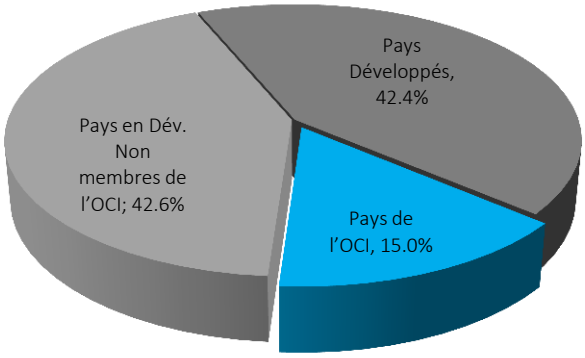
La présente partie analyse les tendances des principaux indicateurs économiques dans les pays membres de l'OCI, en tant que groupe, au cours de la dernière période de cinq ans (2010-2014) pour lesquelles les données sont disponibles. Elle examine ces tendances avec leurs homologues dans les groupes des pays développés et d'autres en développement ainsi qu'avec la moyenne mondiale et met en lumière un certain nombre de contraintes et défis auxquels sont confrontés les pays membres de l'OCI dans leurs efforts vers l'amélioration de leur développement et leur progrès économiques.

Le premier chapitre de la présente partie évalue les développements de la production, la croissance et l'emploi. Cela comprend le PIB, PIB par habitant, la croissance du PIB, la décomposition du PIB, l'inflation, l'équilibre fiscale, la participation au marché du travail et le chômage. Le deuxième chapitre traite des indicateurs du commerce et de finances, y compris les exportations et les importations des biens et des services, le commerce intra-OCI, la balance du compte courant, les flux d'Investissement direct étranger, le développement du secteur financier, la dette extérieure et les réserves, et l'aide publique au développement et les remises.

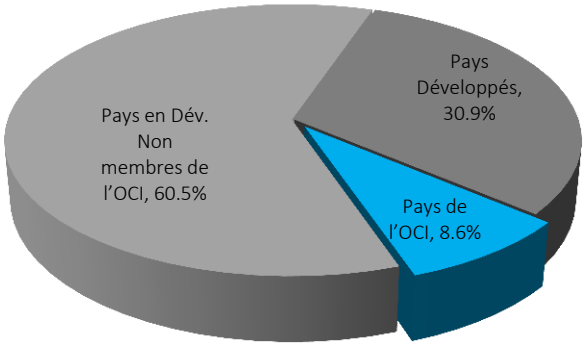
Section 1

Production, croissance et emploi

Graphique 1.1a: Produit intérieur brut, en PPA USD courant (2015)



Graphique 1.1b: Produit intérieur brut, en USD courant (2015)



Source: Base de données du FMI WEO avril 2016.

PRODUCTION

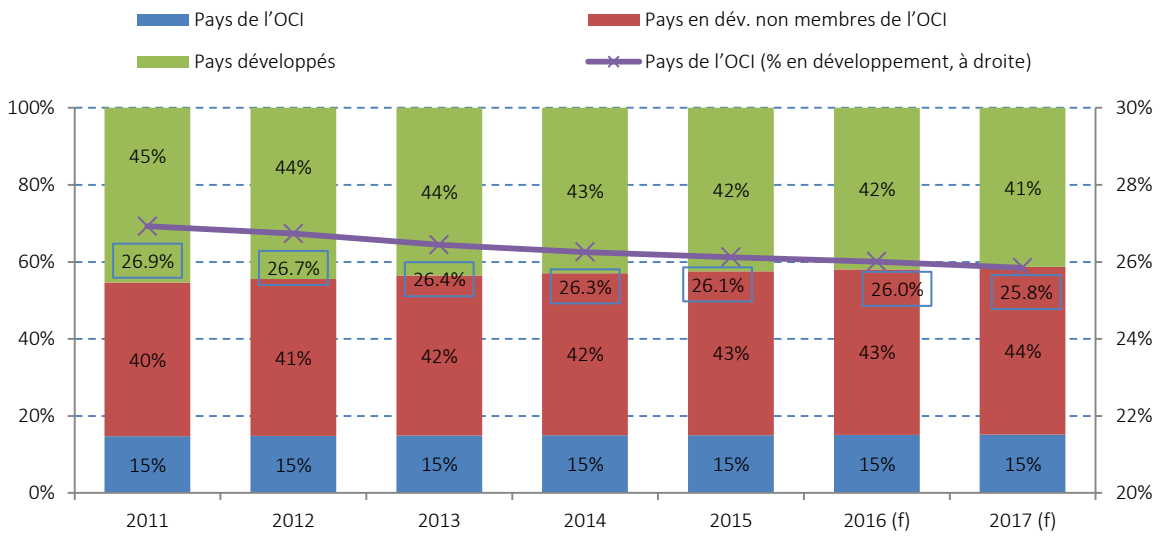
La contribution des pays membres de l'OCI à la production mondiale demeure au-dessous du potentiel

Le groupe de pays de l'OCI est riche en ressources économiques potentiels dans différents domaines et secteurs comme l'agriculture, l'énergie, les Mines et les ressources humaines, et ils forment une grande région commerciale stratégique. Pourtant, ce potentiel ne se manifeste pas sous la forme d'un niveau raisonnable de développement humain et économique dans de nombreux pays de l'OCI ainsi que dans les pays de l'OCI en tant que groupe. En 2015, ayant représentés 23,6% de la population totale du monde, les pays membres de l'OCI n'ont produit que 15,0% du total mondial du PIB -exprimé en dollars des États-Unis courants et basé sur les PPA (Graphique 1.1a). Évalués en fonction des prix courants, les pays membres de l'OCI représentent 8,6% seulement de la production mondiale en 2015 (Graphique 1.1b).

L'activité économique mondiale a en effet connu un changement primordial au cours des dernières années et la prédominance du groupe des pays avancés en tant que producteur principal est en déclin. Au cours de la période considérée, la part des pays en développement dans la production mondiale a connu une tendance à la hausse passant de 54,6% en 2011 à 57,6% en 2015. Les estimations montrent que la part des pays en développement s'élèvera jusqu'à 58,7% à la fin de 2017. Au cours de la même période, la part des pays développés a diminué de 45,4% en 2011 à 42,4% en 2015 et on s'attend à ce qu'elle continue à diminuer (41,3%) vers la fin de 2017.

Au cours des 5 dernières années, le groupe de pays de l'OCI a augmenté sa part du rendement mondiale de 0,3 pourcent seulement pour atteindre 15,0% en 2015 (Graphique 1.2). Compte tenu du fait que les différents pays tels que les États-Unis et la Chine ont eu des parts plus élevées que celles des pays de l'OCI en tant que groupe (15,8% et 17,1%, respectivement en 2015), on peut considérer que la contribution de l'OCI à la production mondiale est au-dessous de leur potentiel. D'autre part, la part des

Graphique 1.2: Produit intérieur brut, PPA en USD courant



Source: Base de données du FMI WEO en avril 2016. (f: prévision)

pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement a diminué de façon constante et a été enregistrée à 26,1% en 2015 marquant une forte diminution de 0,8 pourcent de points au cours de la période de cinq ans à l'étude (Graphique 1.2).

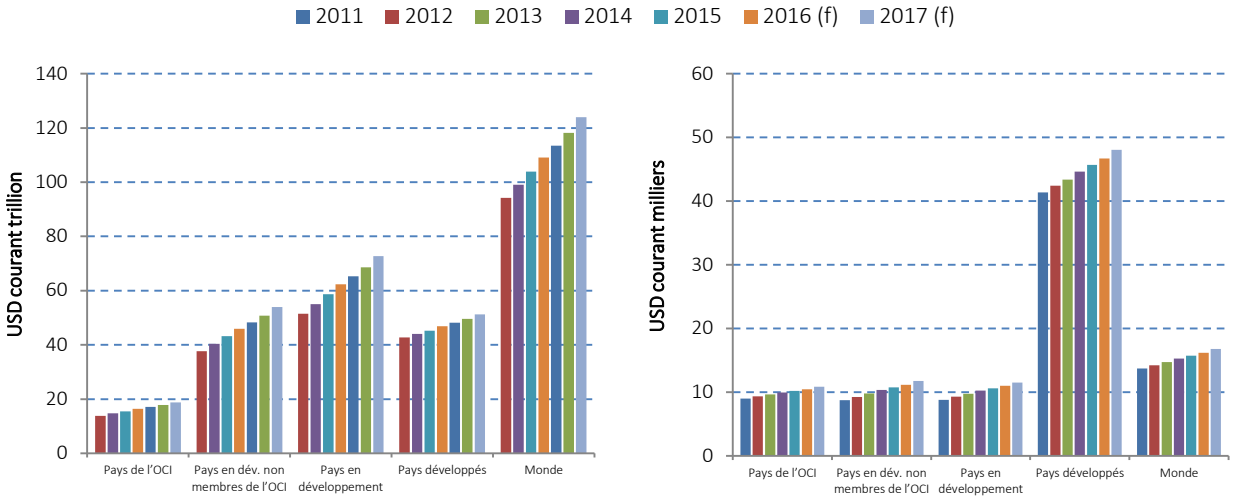
La diminution de la part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement indique que les économies de l'OCI ont réalisé une performance plus faible par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI. Bien que les projections pour 2016 et 2017 indiquent que le PIB des pays de l'OCI dans l'ensemble continuera d'augmenter, il est prévu que la part des pays de l'OCI dans la production mondiale sera stable autour de 15,1% en 2016 et 15,2% en 2017. Cependant, la part des pays de l'OCI dans la production totale des pays en développement est prévue de diminuer à 26,0% en 2016 et à 25,8% en 2017 (Graphique 1.2).

PRODUCTION

La part des pays de l'OCI du PIB mondial total se maintient à 15% en 2015

Le PIB mondial - exprimé en dollars des États-Unis courants et en fonction des PPA - a connu une tendance à la hausse au cours de la période 2011-2015, atteignant 113,5 trillion dollars des États-Unis en 2015 par rapport à 94,2 trillion dollars des États-Unis en 2011 (Graphique 1.3, à gauche). Au cours de la même période, les pays en développement ont enregistré une augmentation rapide du PIB lorsque le PIB total dans ces pays s'élevait à 51,5 trillion dollars des États-Unis en 2011 à 65,3 trillion dollars des États-Unis en 2015. D'autre part, les pays développés ont relativement enregistré une augmentation modérée quand leur PIB a atteint 48,2 trillion dollars des États-Unis en 2015 par rapport à 42,7 trillion dollars des États-Unis en 2011. Au cours de la même période, le PIB moyen mondial par habitant - exprimé en dollars des États-Unis courants et en fonction des PPA - a

Graphique 1.3: PIB total (à gauche) et PIB par habitant (à droite), basé sur la PPA



Source: Calculs du personnel du SESRIC fondés sur le FMI, Base de données du WEO avril 2016, (f: prévision)

augmenté constamment pour atteindre 15.736 dollars des États-Unis en 2015, contre 13.711 dollars des États-Unis en 2011 (Graphique 1.3, à droite). En revanche, en 2015, le PIB par habitant a été enregistré à 45,693 dollars des États-Unis dans les pays développés et à 10.607 dollars des États-Unis dans les pays en développement. En d'autres termes, le PIB par habitant dans les pays développés est presque 4,3 fois plus élevé que celui dans les pays en développement. Cet énorme fossé entre les pays développés et en développement devrait se poursuivre dans les années à venir.

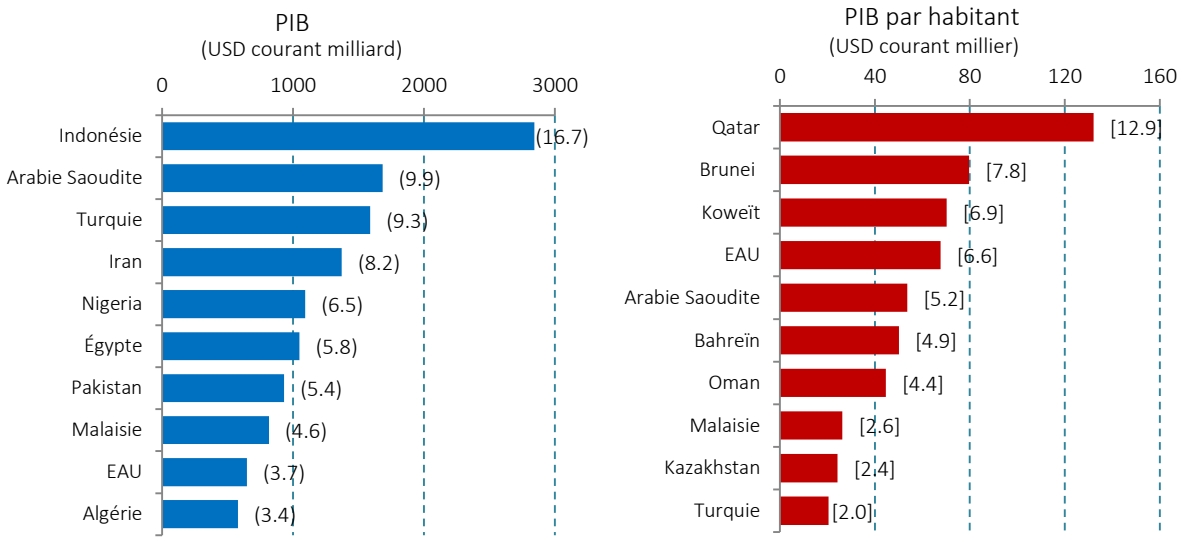
D'autre part, le paysage de l'activité économique mondiale a en effet connu un changement majeur au cours des dernières années et la dominance du groupe de pays développés en tant que producteur principal est en régression. Au cours de la période considérée, la part des pays en développement dans la production mondiale a connu une tendance à la hausse augmentant de 54,6 % en 2011 à 57,6% en 2015. Les évaluations montrent que la part des pays en développement s'élèvera jusqu'à 58,7% vers la fin de 2017. Au cours de la même période, la part des pays développés a diminué de 45,4% en 2011 à 42,4% en 2015 et on s'attend à ce qu'elle diminue davantage à 41,3% vers la fin de 2017.

PIB PAR HABITANT

L'écart entre le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI et le monde a continué à diverger

Les pays de l'OCI étaient également témoin d'une tendance à la hausse dans l'activité économique et leur PIB a augmenté de 13,9 trillion dollars des États-Unis en 2011 à 17,1 trillion dollars des États-Unis en 2015. Au cours de la même période, les pays en développement non membres de l'OCI ont connu une augmentation plus rapide de leur production tandis que le PIB total dans ces pays a atteint 48,3 trillion dollars des États-Unis en 2015 ; ce qui est bien au-dessus de 37,6 trillion dollars des États-Unis par rapport à 2011. Cependant, la part des pays de l'OCI dans le total mondial du PIB est demeurée stable à environ 15,0%, leur part dans le PIB total de groupe de pays en développement a

Graphique 1.4: Les 10 pays principaux de l'OCI par PIB et PIB par habitant (2015)



Source: Base de données du FMI WEO en avril 2016 et base de données de SESRIC BASEIND Les chiffres en parenthèses (carrées) rondes (à droite) côté gauche indiquent la part (taux) du PIB du pays relatif (PIB par habitant) dans le PIB mondial (au PIB moyen par habitant) des pays de l'OCI en tant que groupe.

diminué de manière régulière et a été enregistrée à 26,1% en 2015, soit, une diminution d'environ un point de pourcentage au cours de la période considérée de cinq ans. Au cours de la même période, le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI a augmenté constamment et a atteint 10,224 dollars des États-Unis en 2015, par rapport à 8,988 dollars des États-Unis en 2011 (Graphique 1.3, à droite). L'écart entre les niveaux de PIB moyen par habitant des pays membres de l'OCI et ceux des pays en développement non membres de l'OCI s'est élargi au cours des années. Au cours de 2011 et 2012, le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI était plus élevé que celui des pays en développement non membres de l'OCI. Cependant, la situation s'est inversée à partir de 2013, et le différentiel du PIB moyen par habitant entre les pays de l'OCI et les pays en développement non membres de l'OCI a été enregistré à 526 dollars des États-Unis en 2015. Les dernières évaluations montrent que cet écart devrait s'accentuer au cours des prochaines années. Au cours de la même période, le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI a également divergé de la moyenne mondiale comme l'écart a augmenté de 4,723 dollars des États-Unis en 2011 à 5.512 dollars des États-Unis en 2015.

En outre, on constate que le PIB total des pays de l'OCI est encore produit par quelques pays membres seulement. En 2015, les 10 pays principaux de l'OCI en termes de volume de PIB ont produit 73,8% de l'ensemble de la production des pays de l'OCI (Graphique 1.4, à gauche). L'Indonésie ayant la part la plus élevée en PIB de l'OCI (16,7%) est suivie de l'Arabie saoudite (9,9%), de la Turquie (9,3%) et de l'Iran (8,0%). La performance économique globale du groupe de pays membres de l'OCI est demeurée extrêmement dépendante des développements dans ces dix pays. En fait, le carburant est la source principale des recettes d'exportation pour 5 de ces 10 pays de l'OCI ; à savoir l'Arabie saoudite, l'Iran, le Nigéria, les Émirats Arabes Unis et l'Algérie.

Parmi les pays de l'OCI, Qatar a enregistré le PIB le plus élevé par habitant en 2015 suivi

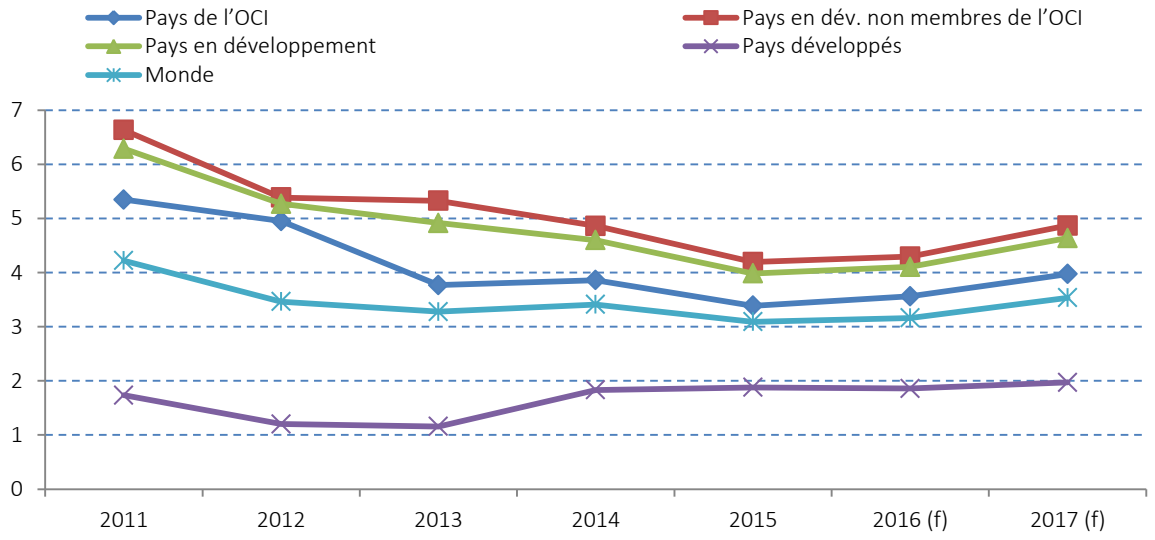
du Brunei, du Koweït et des Émirats Arabes Unis (Graphique 1.4, à droite). Le PIB par habitant du Qatar était 13 fois plus élevé que la moyenne des pays de l'OCI en tant que groupe, une situation qui reflète une disparité de revenus parmi les pays de l'OCI. Parmi les 10 pays principaux de l'OCI par le PIB par habitant 6 sont de la région du Moyen-Orient. En outre, en 2015, le Qatar s'est classe en première place, le Brunei était classé 5ème, le Koweït 6ème et les Émirats Arabes Unis 8èmes parmi les 186 pays dans le monde en termes de leurs niveaux de revenus par habitant.

CROISSANCE DU PIB

L'économie mondiale continue de se ralentir et s'est développée seulement de 3,1 % en 2015

Après avoir atteint un point très bas en 2009, l'économie mondiale avait depuis connu des taux de croissance positifs. Jusqu'ici, la reprise dans l'économie mondiale est principalement provenue des taux de croissance économiques positifs se produisant dans les pays en développement. Bien que la reprise économique mondiale ait continué depuis 2009, le taux de croissance du PIB avait connu une tendance à la baisse lors des dernières années (Graphique 1.5). En 2013, le taux de croissance économique mondiale a été enregistré à 3,3 % par rapport à 4,2% en 2011. La croissance de l'économie mondiale a légèrement augmenté jusqu'à 3,4% en 2014, et a brusquement diminué de 3,1% en 2015 sans maintenir un développement durable. Le faible rendement consécutif de l'économie mondiale est largement influencé par le ralentissement économique et le rééquilibrage en Chine, le déclin historique des prix des produits de base, particulièrement le pétrole, les graves conditions macro-économiques au Brésil et la Russie et les préoccupations croissantes concernant le manque de l'espace macro politique dans les économies émergentes et en développement. En outre, l'incertitude causée par le référendum du Royaume-Uni en ce qui concerne l'adhésion à l'UE et les risques de découplage à la baisse des attentes d'inflation auquel s'ajoute un

Graphique 1.5: Croissance du PIB à l'échelle mondiale



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur sur le FMI, Perspective économique mondial, avril 2016.

resserrement des conditions financières et des grosses dettes dans de nombreux pays de la zone euro, a largement entravé les perspectives de croissance économique mondiale (FMI, 2016). Après avoir montré des signes de reprise au début de 2016, il est prévu que le taux de croissance de l'économie mondiale atteindra 3,2% vers la fin de l'année. La perspective économique positive pour les États-Unis et la zone euro en 2016, favorisée par la baisse des prix du pétrole, semble alimenter la croissance économique mondiale. En conséquence, après l'élan positif en 2016, on prévoit que l'économie mondiale se développera de 3,5% en 2017 (Graphique 1.5).

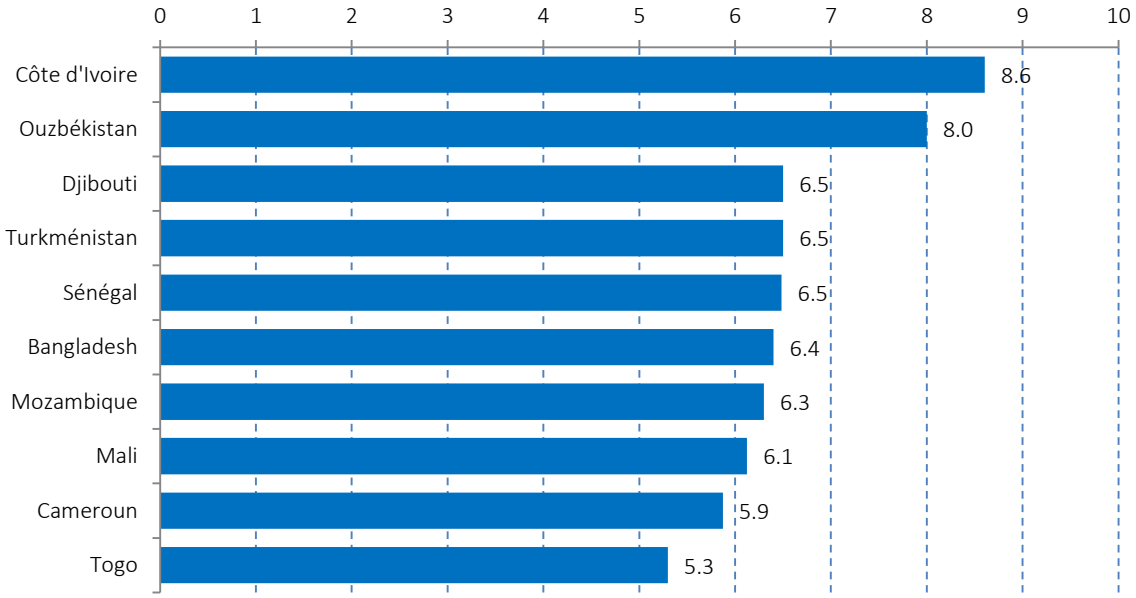
Généralement, les pays en développement ont stimulé le taux de croissance de la production mondiale depuis 2011, mais les taux de croissance dans ces pays diminuent de manière régulière. Tandis que les grandes économies développées demeuraient atones, l'ensemble de leur performance de croissance a commencé à récupérer. Néanmoins, les pays en développent devraient augmenter leur performance par 4,0% en 2015, qui est presque un pourcentage deux fois plus élevé que celui des pays développés, et continueront d'être le moteur de la croissance de l'économie mondiale. On s'attend à ce que les pays en développement marquent une augmentation du taux de croissance moyen qui s'élèvera de 4,1% en 2016 à 4,6% en 2017.

CROISSANCE DU PIB

Les taux de croissance dans les pays de l'OCI ont continué à se ralentir depuis 2011

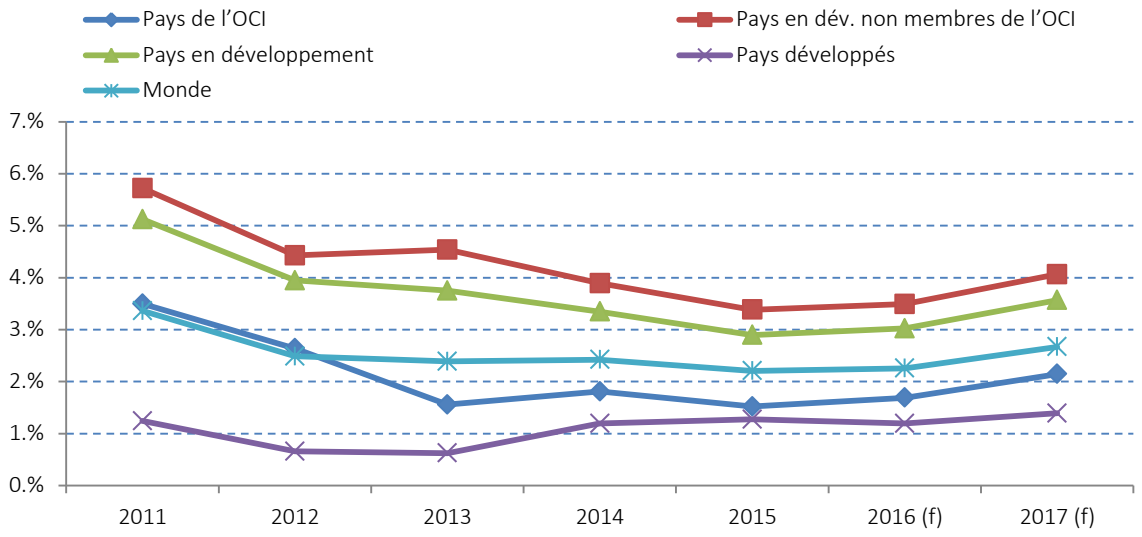
La croissance du PIB des pays de l'OCI s'est ralentie de 3,4% en valeur réelle en 2015, par rapport à 3,9% en 2014 (Graphique 1.5). Bien qu'elles soient en concordance avec le ralentissement persistant de l'activité économique générale qui a commencé à s'imposer en 2011, les perspectives de croissance des pays de l'OCI sont demeurées sombres dans un contexte de la baisse des

Graphique 1.6: Les 10 pays principaux de l'OCI en termes de taux de croissance du PIB (2015)



Source: Base de données du FMI WEO en avril 2016 et base de données de SESRIC BASEIND.

Graphique 1.7: Croissance du PIB en termes réels par habitant, pourcentage de changement annuel



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur la base de données du FMI WEO en avril 2016 .

prix du pétrole et de la détresse macro-économique qui en résulte, ainsi que la forte révision à la baisse des prévisions de croissance des pays exportateurs du pétrole à savoir l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, le Nigéria et les Émirats Arabes Unis. Selon les dernières évaluations du FMI (2016), les prix du pétrole ont baissés approximativement de 50% en 2015 par rapport à 2014 (en termes moyens annuels) et les marchés suggèrent une baisse moyenne de 10% davantage en 2016. Dans un contexte d'anticipations relatives au fait que les prix du pétrole peuvent rester faibles durant une période relativement prolongée, plusieurs pays de l'OCI qui sont exportateurs du pétrole ont lancé des mesures comme la réduction des subventions et l'arrêt d'investissements dans les projets d'infrastructure pour modifier les dépenses du gouvernement. D'autre part, La performance économique des pays en développement non membres de l'OCI a été jusqu'ici extrêmement influencée par le rythme de croissance des deux grandes économies asiatiques, à savoir la Chine et l'Inde. Cependant, les taux de croissance moyens du PIB réel dans les pays en développement non membres de l'OCI étaient supérieure à la moyenne de l'OCI au cours de la période entre 2011 et 2015. De plus, le taux moyen de croissance des pays de l'OCI devrait probablement montrer une performance similaire en 2016, avec un taux de croissance d'environ 3,6%. Cette reprise devrait se confirmer davantage pour atteindre 4,0% en 2017. Néanmoins, ces chiffres ne sont pas meilleurs que ceux des taux de croissance moyens prévus pour les économies du groupe de pays en développement non membres de l'OCI (4,3% pour 2016 et 4,9% pour 2017), ainsi que le monde dans son ensemble (Graphique 1.5).

Au niveau de chaque pays, le Côte d'Ivoire, avec un taux de croissance de 8,6% en 2015, était l'économie qui a connu une croissance plus rapide au niveau du groupe de pays de l'OCI, suivi de l'Ouzbékistan (8,0%), le Djibouti (6,5%) et le Turkménistan (6,5%). D'autre part, la majorité des 10 économies principales de l'OCI à croissance plus rapide sont situées dans les régions de l'Afrique Subsaharienne (7), l'Asie centrale (2) et l'Asie

du sud (1). Considérant que six PMA de l'OCI étaient parmi les 10 pays principaux de l'OCI à croissance rapide en 2015 : Le Djibouti, le Sénégal, le Bangladesh, la Mozambique, le Mali et le Togo avec leurs taux de croissance de PIB réel variant entre 6.5 % et 5,3% (Graphique 1.6).

CROISSANCE DU PIB PAR HABITANT

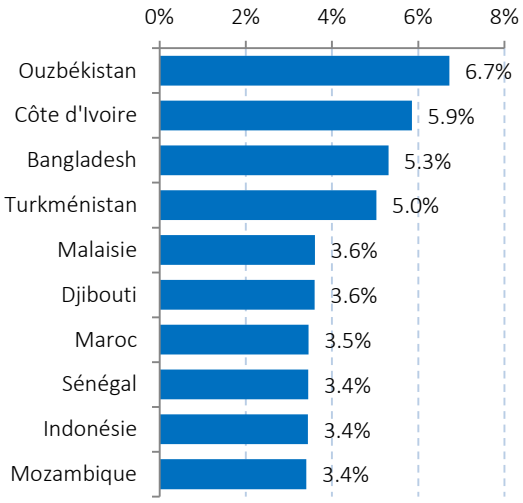
L'Ouzbékistan, avec un taux de croissance de PIB par habitant de 6,7% en 2015, était l'économie à croissance la plus rapide parmi les pays de l'OCI

Globalement, le PIB par habitant a connu une reprise significative depuis 2010. Cette tendance positive a continué avec 3,4% taux de croissance en 2011. Néanmoins, cette reprise était de courte durée et le taux de croissance a ralentie à 2,2% en 2015. On prévoit une croissance du PIB réel mondial par habitant de 2,3% en 2016 et 2,7% en 2017. Comme ce fut le cas de la croissance du PIB réel, les pays en développement sont restés à la tête et ont poussé la croissance du PIB par habitant. En 2015, la croissance du PIB par habitant a été enregistrée à 2,9% des pays en développement et serait également en hausse jusqu'à 3,0% en 2016 et à 3,6% en 2017. Les pays développés, d'autre part, ont connu un taux de croissance de 1,3% qui semble comparativement très faible en 2015, et qui devrait diminuer de 1,2% en 2016 avant de reprendre de 1,3% en 2017.

Le taux de croissance moyen du PIB réel par habitant dans les pays de l'OCI a été positif au cours de la période 2011-2015 (Graphique 1.7). Cela implique que le PIB réel dans les pays membres de l'OCI a dépassé en moyenne celle de la population. Cela peut être interprété comme une augmentation réelle des conditions de vie de la communauté de l'OCI. Cependant, une tendance similaire à la baisse, comme ce fut le cas dans la croissance du PIB réel, est également observée dans les taux de croissance du PIB réel par habitant. Les pays de l'OCI semblent également souffrir de cette tendance. Après une reprise de courte durée suite à la crise financière mondiale, le taux de croissance moyen du PIB réel par habitant dans les pays de l'OCI avait de nouveau diminué depuis 2012 et a été enregistré à 1,5% en 2015, par rapport à 3,5% en 2011. Il est prévu que le taux de croissance moyen du PIB réel par habitant augmente légèrement de 1,7% en 2016 et de 2,1% en 2017. Au cours des dernières années, le rythme de la croissance du PIB réel par habitant des pays membres de l'OCI est demeuré au-dessous des moyennes mondiales, des pays en développement et en développement non membres de l'OCI.

Au niveau de chaque pays, l'Ouzbékistan, avec un taux de croissance du PIB par habitant de 6,7% en 2015, était l'économie avec la croissance la plus rapide dans le groupe de pays de l'OCI, suivi de Côte d'Ivoire (5,9%) et du Bangladesh (5,3%). L'Ouzbékistan était la 4ème économie

Graphique 1.8: Les 10 Pays principaux de l'OCI en termes de taux de croissance du PIB par habitant, 2015



Source: Base de données du FMI WEO en avril 2016

enregistrant la croissance la plus rapide au niveau mondial. D'autre part, 4 des 10 premières économies de l'OCI ayant marqué une croissance plus rapide du PIB par habitant sont de l'Afrique Subsaharienne et deux sont de la région de l'Asie centrale tandis que 4 PMA de l'OCI étaient parmi les 10 pays principaux de l'OCI en 2015, à savoir le Bangladesh, le Djibouti, le Sénégal, et la Mozambique avec leurs taux réels de croissance du PIB par habitant s'étendant entre 5,3% et 3,4% (Graphique 1.8).

STRUCTURE DU PIB

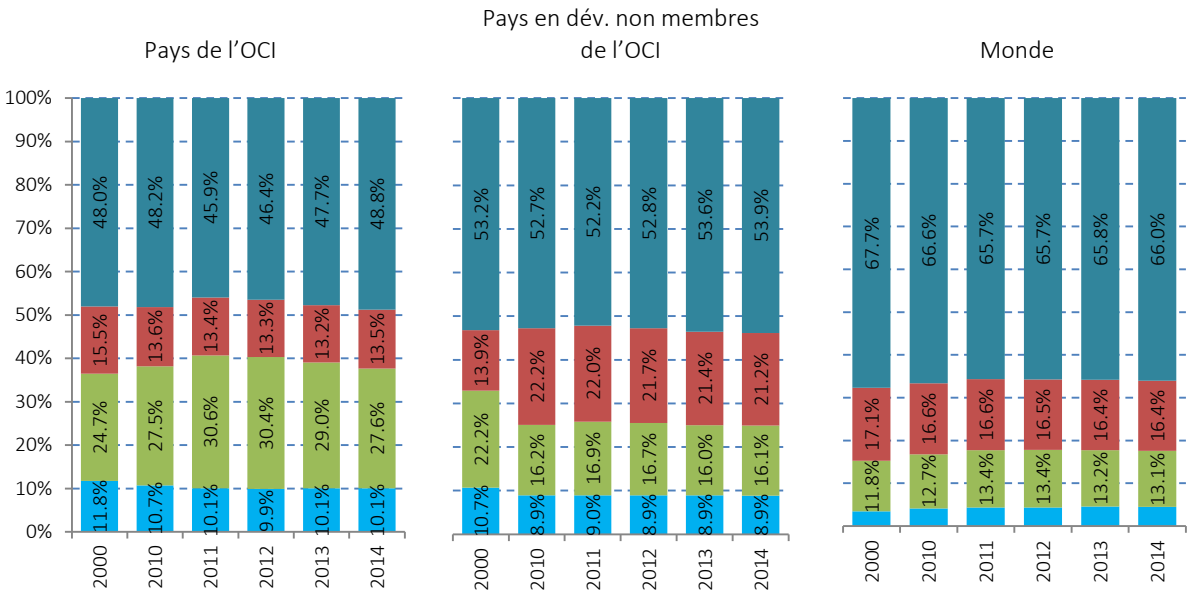
La Part des services dans le PIB total des pays de l'OCI a atteint 48,8% en 2014

Selon les dernières évaluations, comme le montre le graphique 1.9, le secteur des services à la plus grande part de la production totale mondiale en 2014 (66,0 %), suivi du secteur industriel (manufacturiers et non manufacturiers) (29,5%), tandis que la part agricole, la pêche et la sylviculture est relativement petite (4,5%). Au cours des années, la part des services a enregistré une baisse de 1,7 pourcent Depuis 2000 à 2014 tandis que les parts de l'industrie non manufacturière et des secteurs agricoles ont augmenté de 1,3 et 1,0 pourcent respectivement au cours de la même période.

L'analyse à valeur ajoutée des secteurs principaux en PIB total des pays de l'OCI et des pays en développement non membres de l'OCI a fait également preuve d'une structure similaire. Bien que l'agriculture soit largement connue pour être une activité économique principale et joue un rôle important dans les économies des pays en développement, cette caractéristique ne fait pas preuve de fermeté notamment dans le cas des pays en développement de l'OCI et non membres de l'OCI en tant que groupes. En effet, la part agricole dans le PIB total des pays de l'OCI a progressivement diminué de 11,8% en 2000 à 10,1% en 2014 (Graphique 1.9). Conjuguée à la reprise économique et à la hausse de la part de l'industrie non manufacturière, la part du secteur agricole a connu une baisse continue. Avec la reprise de l'activité industrielle, la part moyenne de l'agriculture dans les économies de l'OCI s'est contractée à 10,1% en 2014. Entre 2010 et 2014, une tendance plus stable a été observé dans les pays en développement non membres de l'OCI, où la part moyenne de l'agriculture dans l'économie est resté environ 8,9% pour bien longtemps.

Au niveau de chaque pays, en 2014, le secteur agricole a représenté plus d'un tiers du total à valeur ajoutée dans 9 pays membres de l'OCI ; à savoir la Somalie, le Sierra Leone, le Togo, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, Burkina Faso, les Comores et le Soudan qui étaient, selon la classification de l'ONU, enregistrés parmi les PMA au cours de la même année. La part agricole dans le PIB a varié considérablement entre les pays de l'OCI, avec la part la plus élevée de 60,2% en Somalie et les parts les plus faibles en-dessous de 1,0% au Qatar (0,1%), au Bahreïn (0,3%) et au Koweït (0,4%).

Graphique 1.9: Secteurs principaux de l'économie à valeur ajoutée (% de PIB)



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la DSNU, août 2016.

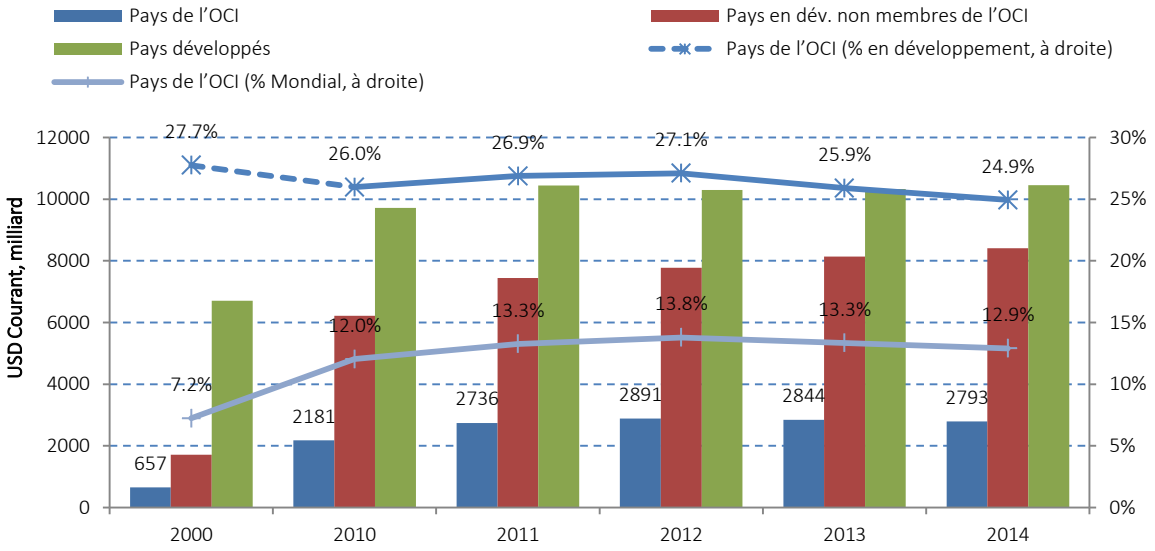
En revanche, le secteur des services a continué à jouer un rôle important dans les économies de plusieurs pays de l'OCI comme étant la source de revenue la plus importante. Après une contraction rapide en 2008 avec la manifestation de la crise financière mondiale et la diminution de sa part, la part moyenne du secteur des services dans le PIB total des pays de l'OCI ait augmenté en 2009. Cependant, avec la reprise dans l'activité économique réelle Depuis 2010, la part moyenne du secteur des services dans les économies de l'OCI est retournée à ses niveaux de pré-crise avec les parts de 45,9%, de 46,4% et de 47,7% en 2011, 2012 et 2013, respectivement. Néanmoins, en 2014, la part moyenne du secteur des services dans les économies de l'OCI était 48,8%. Pour les pays en développement non membres de l'OCI, le secteur des services continu à représenter plus que la moitié du PIB total et sa part a été enregistrée à 53,9% en 2014 (Graphique 1.9).

PRODUCTION INDUSTRIELLE

La tendance à la hausse dans la part des pays de l'OCI dans le total de la production industrielle mondiale a cessé en 2013 et 2014

Le secteur industriel - y compris le secteur de la fabrication – a enregistré en moyenne 41,1% du PIB total des pays membres de l'OCI en 2014 (Graphique 1.9). Sa part en 2010 était considérablement inférieure à celle du secteur des services, pourtant la situation a commencé à s'améliorer avec la reprise dans l'activité industrielle mondiale en 2011 et 2012 car la part relative de l'industrie dans l'activité économique a comblé le retard très rapidement avec le secteur des services avant de diverger de nouveau en 2013. Comparé aux pays en développement non membres de l'OCI où la moyenne de la contribution du secteur industriel au PIB était de 37,3% en 2014, ce dernier constitue apparemment une plus

Graphique 1.10: Production industrielle, volume et part



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la DSNU, août 2016.

grande partie de l'activité économique dans les pays membres de l'OCI.

Cependant, la part de l'industrie dans le PIB d'un pays, en soi, ne reflète pas le niveau réel d'industrialisation de son économie. En particulier dans le cas des pays de l'OCI, l'industrie pétrolière représente une part significative du total à valeur ajoutée du secteur industriel. Le graphique 1.9 indique qu'en 2000, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB total des pays de l'OCI était de 15,5%. En 2010, cependant, la part du secteur s'est contractée considérablement à 13,6% avant de diminuer légèrement pour atteindre 13,4% en 2011. Récemment, en 2014, la part de l'industrie s'élève à 13,5%, ce qui est toujours au-dessous des 15,5% observés en 2000. Comparée aux pays de l'OCI, l'industrie manufacturière dans les pays en développement non membres de l'OCI contribue considérablement d'une large part à leur PIB total où sa part a été enregistrée à environ 21,2% en 2014.

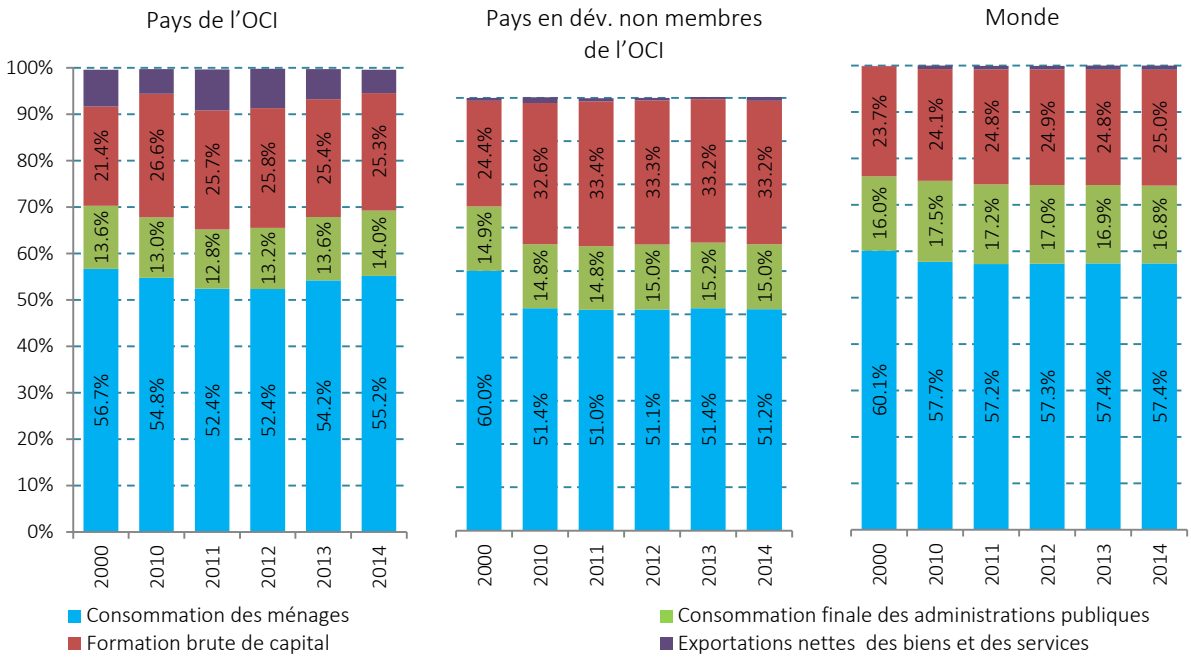
Selon le graphique 1.10, la part dans l'ensemble de la production industrielle mondiale des pays de l'OCI en tant que groupe a atteint 12,9% en 2014. Cela marque une augmentation de 5,7 pourcent depuis l'an 2000. Malgré cette tendance à la hausse, la part des pays de l'OCI dans la formation brute (totale) du capital fixe des pays en développement a été en régression et a contracté de 27,7% à 24,9% au cours de la même période. Cela indique relativement la faible performance de la production industrielle montrée par les pays de l'OCI, comparée aux pays en développement non membres de l'OCI.

PIB PAR POSTES DE DEPENSE

La part de consommation des ménages dans le PIB total des pays de l'OCI ne cesse d'augmenter depuis 2012

L'analyse du PIB mondial par les principaux postes de dépense indique que la part de la consommation finale (tant par les ménages que par le gouvernement) continue à être la plus élevée dans le PIB total au cours des années. Comme le montre le graphique 1.11, en 2014 la consommation des ménages dans

Graphique 1.11: PIB par principaux postes de dépense (% du PIB)



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la DSNU, août 2016.

les pays de l'OCI a représenté la majeure partie de 55,2% suivie de la formation brute de capital (25,3%) et de consommation finale des administrations publiques (14%). La part des exportations nettes dans le total mondial du PIB était négligeable.

Au cours de la période entre 2000-2014, la part de la formation brute de capital dans le total mondial du PIB a augmenté de 1,3 pourcent tandis que la part de la consommation des ménages a diminué de 2,8 pourcent.

Les parts relatives des principaux postes de dépenses dans le PIB total des pays en développement de l'OCI et non membres de l'OCI ont enregistré une variation importante au niveau mondial. En 2014, les dépenses finales des ménages et les dépenses générales du gouvernement ont représenté 66,2% du PIB total des pays de l'OCI. Comme constituants des dépenses de la consommation finale, les dépenses des ménages et des gouvernements ont représenté 55,2% et 14% du PIB, respectivement. Ces chiffres ont marqué une augmentation des parts de deux types de la consommation par rapport à l'année précédente. Cependant, la part de la consommation des ménages dans le PIB total des pays membres de l'OCI a diminué de 1,5 pourcent depuis 2000 tandis que la part des dépenses du gouvernement a augmenté de 0,4 pourcent au cours de la même période. La diminution de la part de la consommation finale a été principalement facilitée par une expansion de la part de la formation brute de capital de 21,4% en 2000 à 25,3% en 2014. D'autre part, la part de la consommation finale dans le PIB total des pays en développement non membres de l'OCI a été enregistrée à 66,2% en 2014 et la consommation des ménages, avec une part de 51,2% dans le PIB, était une nouvelle fois la source principale de dépense de la consommation finale dans ces pays.

FORMATION BRUTE DE CAPITAL

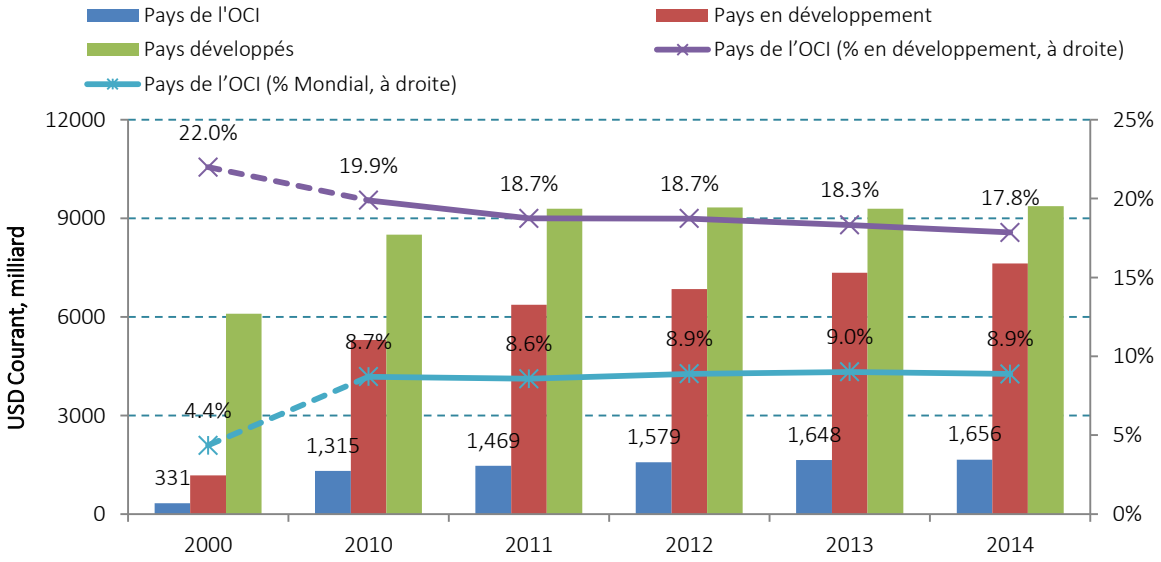
En 2014, 25,3% du PIB total généré dans des pays de l'OCI a été investi dans les actifs de production

La formation brute de capital mesure le montant d'épargne dans une économie qui est transformé en investissements dans la production. Selon l'analyse du PIB par grands postes de dépenses indiqués sur le graphique 1.11, 25,3% du PIB total produit dans les pays membres de l'OCI ont été investis dans les actifs servant à la production pendant l'année 2014, les pays en développement non membres de l'OCI en moyenne ont consacré 33,2% de leur PIB dans les investissements rentables. La part de la formation brute de capital dans le PIB des pays de l'OCI en tant que groupe a augmenté de 3,9 points de plus que son niveau de 21,4%, lors de l'année 2000 alors qu'il a augmenté de 8,8 points dans le groupe de pays en développement non membres de l'OCI au cours de la même période.

Cependant, on peut affirmer que la formation brute de capital, comme indicateur, est affectée principalement par les considérables fluctuations dans les stocks et, le plus souvent, la non-disponibilité d'information au niveau de l'industrie des stocks. La formation brute de capital fixe, d'autre part, est présentée comme étant un meilleur indicateur sur les ajouts nets des actifs productifs d'une année donnée.

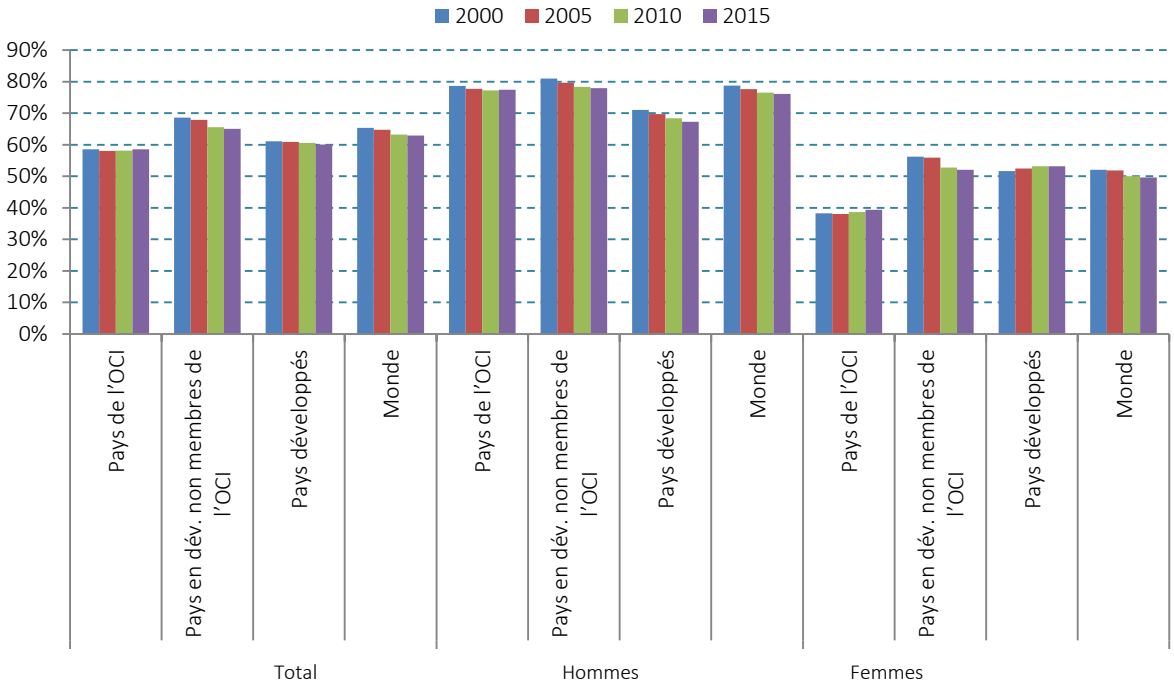
Compte tenu de l'argument susmentionné, le graphique 1.12 examine les tendances des pays en développement non membres de l'OCI ainsi que celles des pays développés. Selon le graphique 1.12, la part des pays de l'OCI dans l'ensemble a atteint 8,9% dans la formation de capital fixe de total mondiale en 2014. Cela marque une augmentation de 4,5 pourcent depuis l'an 2000.

Graphique 1.12: Formation brute de capital fixe, volume et part



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la DSNU, août 2016.

Graphique 1.13: Taux de participation de main-d'œuvre, 2000-2015



Source: Calculs du personnel de SESRIC fonés sur l'OIT, ensemble de données de WESO 2016.

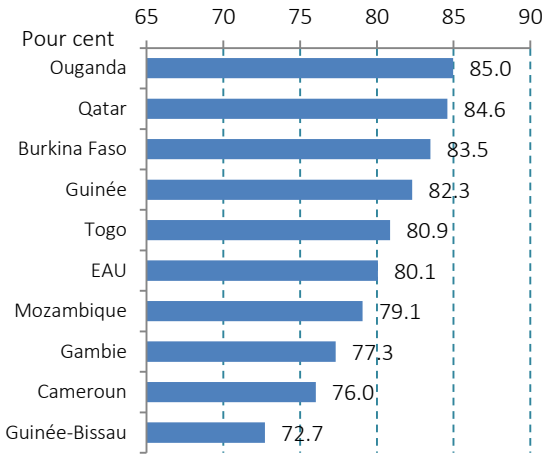
Malgré cette tendance à la hausse, la part des pays de l'OCI dans toute la formation brute de capital fixe des pays en développement a été en régression et a contracté de 22,0% à 17,8% au cours de la même période. Cela indique relativement la faible performance des pays de l'OCI par rapport aux pays en développement en ce qui concerne l'accumulation des capitaux d'investissement.

PARTICIPATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

LFPR dans des pays de l'OCI est resté inférieur par rapport à d'autres groupes de pays en 2015

Bien que le taux de chômage soit considéré comme une des principales variables macro-économiques utilisés généralement pour examiner la performance de l'économie, il ne peut pas exactement refléter la santé du marché du travail car la définition se focalise sur les personnes recherchant l'emploi rémunéré mais pas la proportion des personnes qui ne travaillent pas réellement. Pour cette raison, il pourrait serait peut-être idéal de considérer le taux de participation au

Graphique 1.14: Les 10 pays membres principaux de l'OCI par le taux d'activité de main-d'œuvre, 2015



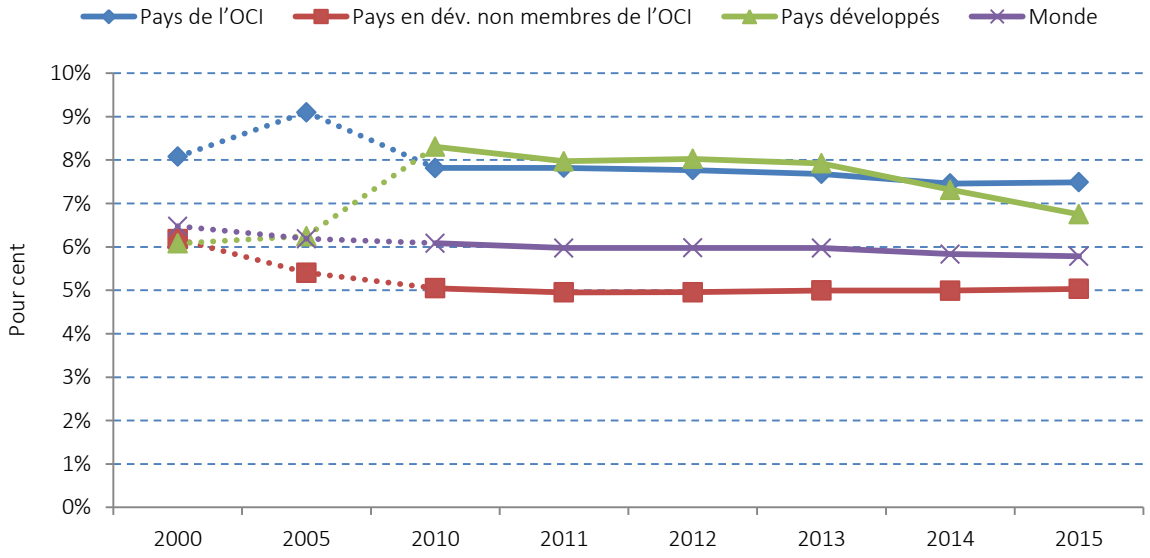
Source: Ensemble de données de l'OIT, WESO 2016.

marché du travail (LFPR), qui mesure la proportion de personnes âgées de 15 ou plus s'engageant activement sur le marché du travail, soit en travaillant ou en recherchant activement un emploi. Il fournit une indication de la taille relative de l'offre de la main-d'œuvre disponible pour pouvoir s'engager dans la production des biens et des services.

Comme le montre le graphique 1.13, le taux de participation moyen de main-d'œuvre dans les pays membres de l'OCI, contrairement à d'autres groupes de pays, a légèrement suivi une tendance à la hausse, qui s'est élevée à 58,6% en 2015 par rapport à 62,9% dans le monde, à 65,0% dans les pays en développement non membres de l'OCI et à 60,0% dans les pays développés. Dans le cas du taux de participation de la main-d'œuvre de la population des hommes, les pays membres de l'OCI ont enregistré un taux de 77,4% par rapport à 76,1% dans le monde, à 77,9% dans les pays en développement non membres de l'OCI et à 67,2% dans les pays développés. Bien que les pays membres de l'OCI aient enregistré une performance globalement comparable en termes de taux de participation de l'ensemble de la population active masculine, leur performance en ce qui concerne le taux de participation de la main-d'œuvre féminine est demeurée considérablement inférieure. Le taux de participation de la main-d'œuvre féminine dans les pays membres de l'OCI a été enregistré à 39,4% en 2015, un pourcentage qui est considérablement inférieur à la moyenne mondiale de 49,6%, la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI de 52,1% et celle des pays développés 53,1%.

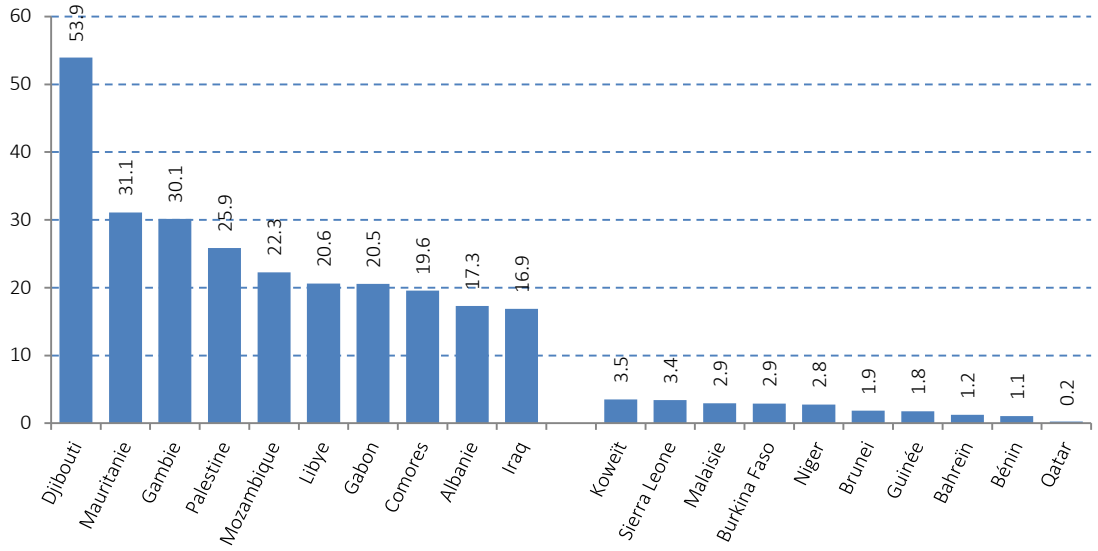
Cependant, on observe une tendance à la hausse dans les taux de participation de la main-d'œuvre dans les pays de l'OCI, surtout dans les taux de participation des femmes. Depuis 2000, le taux de participation des femmes a augmenté de 38,2% jusqu'à 39,4% en 2015. On observe également une tendance à la hausse dans cet indicateur dans les pays développés, passant de 51,6% en 2000 à 53,1% en 2015, alors que dans les

Graphique 1.15: Taux de chômage total (% de la population active totale)



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur l'ensemble de données de l'OIT, WESO 2016.

Graphique 1.16: Pays de l'OCI ayant les taux de chômage les plus bas et les plus élevés, 2015



Source: Ensemble de données de l'OIT, WESO 2016.

pays en développement non membres de l'OCI, la participation des femmes a montré une tendance à la baisse et a chuté de son niveau de 56,2% en 2000 à 52,1% en 2015.

Au niveau de chaque pays, l'Ouganda a enregistré un taux plus élevé d'activité de main-d'œuvre en 2015 avec 85%, suivi du Qatar (84,6%), du Burkina Faso (83,5%), de la Guinée (82,3%), et du Togo (80,9%). Il faut noter que selon l'analyse de l'ONU, à l'exception du Qatar et des Émirats Arabes Unis, tous les 10 pays membres ayant une forte performance appartiennent aux pays moins développés (Graphique 1.14). D'autre part, le taux de participation le plus bas a été enregistré en Jordanie avec 40,0%, suivie de l'Irak (42,4%), de l'Algérie (43,7%) et de la Palestine (43,7%). Au niveau mondial, en ce qui concerne le taux de participation de la main-d'œuvre, l'Ouganda prend la 2ème position, Qatar est classé 4ème, Burkina Faso 7ème et Guinée 11ème. Il convient également de mentionner que 13 des 20 pays ayant les taux de participation les plus bas dans le monde en 2015 sont des pays membres de l'OCI.

LE CHOMAGE

Après cinq ans d'intervalle, les pays de l'OCI ont encore le taux de chômage le plus élevé dans le monde avec 7,5%

Le chômage est demeuré l'une des questions les plus provocantes du monde entier. Selon le rapport des perspectives mondiales et sociales de l'emploi de l'OIT 2016, presque 197,1 millions de personnes dans le monde étaient sans emploi en 2014, une augmentation presque d'un million par rapport à l'année précédente et d'environ 27 millions davantage comparée au niveau de pré-crise en 2007. Cela reflète le fait que l'emploi n'augmente pas de façon suffisamment rapide afin de répondre aux besoins de la main-d'œuvre croissante. en fait, environ 23 millions de personnes sont estimées avoir quitté le marché du travail dû au découragement et à la hausse du chômage de longue durée. Selon le même rapport, le taux de chômage mondial est demeuré à une valeur de 5,8% de la main-

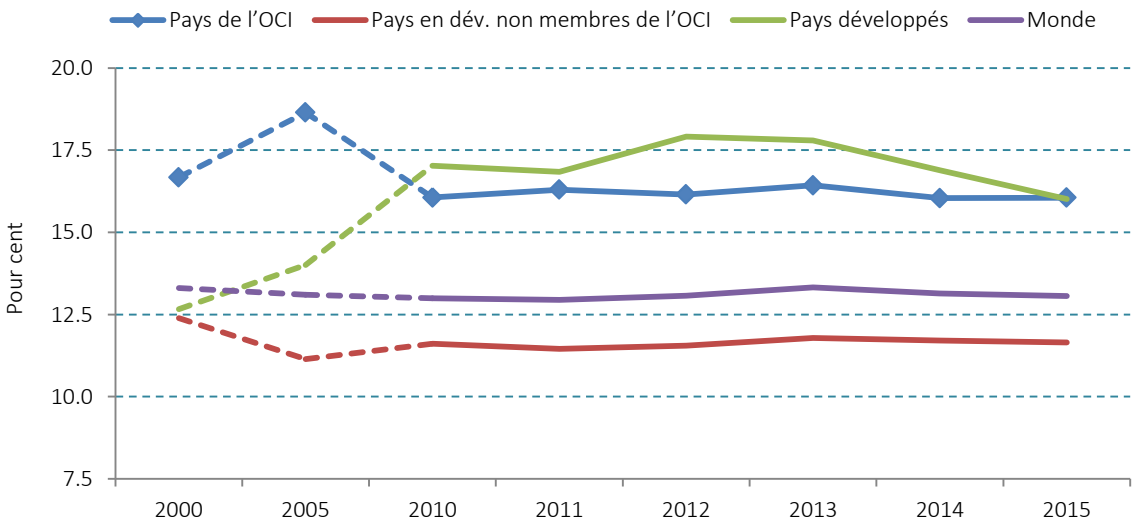
d'œuvre mondiale, ce qui est faible de 0,1 pourcent par rapport à l'année dernière. En raison des attentes contradictoires au sujet de l'économie mondiale pour 2016, on prévoit une très petite amélioration sur le marché du travail mondial et le taux de chômage mondial devrait s'établir à 5,9% entre 2015 et 2017.

Selon les dernières données disponibles, les pays de l'OCI ont enregistré des taux de chômage moyens considérablement plus élevés par rapport au monde et aux pays en développement non membres de l'OCI lors de la période 2000-2015 (Graphique 1.15). Au cours de cette période, le total des taux de chômage dans les pays de l'OCI a changé entre 8,1% et 7,5%. Après la crise financière mondiale, les taux de chômage dans les pays développés ont augmenté d'un niveau inférieur de 6% à plus de 8%. Au cours de la période 2009-2013, le taux de chômage moyen dans les pays développés est demeuré plus élevé que le taux dans les pays de l'OCI. En 2014, les pays développés ont réussi à baisser le taux d'un niveau inférieur à celui observé dans les pays de l'OCI. Depuis 2015, les pays de l'OCI ont enregistré un taux de 7,5%, alors qu'il est estimé à 6,8% dans les pays développés. Le taux de chômage moyen dans les pays en développement non membres de l'OCI est demeuré considérablement inférieur (environ 2-3%) à la moyenne de l'OCI au cours de toute la période considérée.

Les taux de chômage pour les hommes sont en général inférieurs à ceux des femmes dans tous les groupes de pays. Malgré l'importante amélioration depuis 2005, le chômage des femmes dans les pays de l'OCI reste le plus élevé avec 9,3% en 2015. Il est estimé à 5,4% dans les pays en développement non membres de l'OCI et à 6,7% dans les pays développés au cours de la même année. Le chômage des hommes dans les pays de l'OCI a diminué en passant de 7,8% en 2005 à 6,6% en 2015 et de 5,2% à 4,8% dans les pays en développement non membres de l'OCI au cours de la même période. D'autre part, une tendance à la hausse est observée dans les taux de chômage des hommes dans les pays développés, qui ont augmenté de 6,0% en 2005 à 6,8% en 2015.

Au niveau de chaque pays, le taux de chômage varie parmi les pays de l'OCI. En 2015, les

Graphique 1.17: Taux de chômage des jeunes



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur l'ensemble de données de l'OIT, WESO 2016.

chômeurs ont constitué moins de 1% de la main-d'œuvre totale au Qatar (0,2%), ce qui est également le taux le plus faible dans le monde. Le Bénin (1,1%), le Bahreïn (1,2%) et la Guinée (1,8%) sont également parmi les dix pays dans le monde avec les taux de chômage les plus faibles (Graphique 1.16). Cependant, le chômage est une grave source de préoccupation à Djibouti (53.9 %), en Mauritanie (31,1%) et en Gambie (30,1%).

CHÔMAGE DES JEUNES

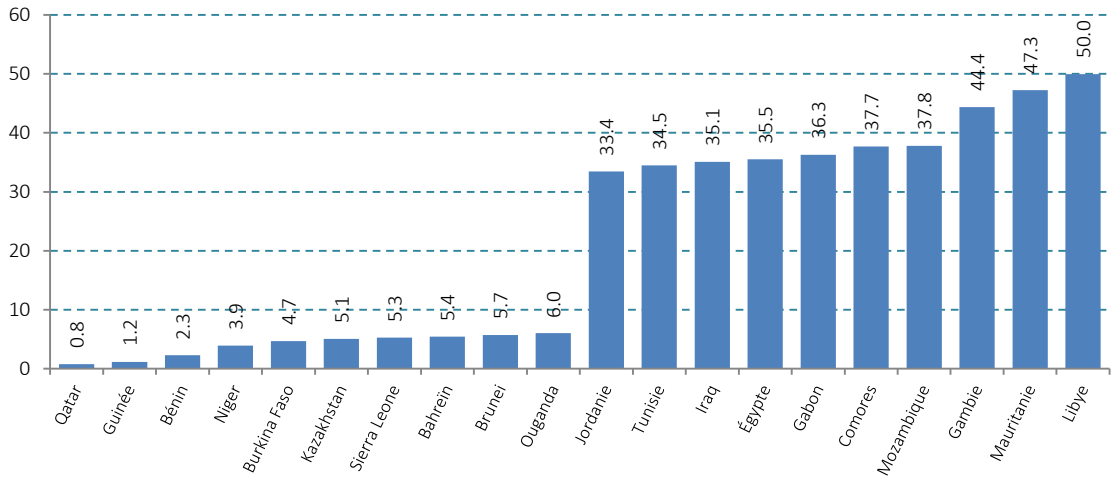
Avec un taux du 16,1% en 2015, les pays de l'OCI ont le taux le plus élevé de chômage chez les jeunes

Les jeunes (âgés 15 à 24 ans) continuent de souffrir du manque d'offres d'emploi convenables dans le monde entier. Selon les dernières évaluations de l'OIT, environ 73,4 millions de jeunes étaient sans emploi en 2015. Il y avait 31,5 millions de moins des jeunes dans l'emploi en 2015 qu'en 2007, alors que le taux mondial de chômage des jeunes a atteint 13,1% en 2015, ce qui est presque trois fois plus élevé que le taux de chômage des adultes (OIT, 2015). Ce taux est particulièrement élevé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (28,2%).

Les chiffres sur le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI sont même moins prometteurs. Ils sont restés constamment supérieurs à 16% et aussi bien supérieurs aux moyennes des pays en développement non membres de l'OCI et des pays développés au cours de la période entre 2000 et 2015. Pendant 2009-2014, le problème du chômage des jeunes dans les pays développés est devenu davantage plus sérieux par rapport à celui dans les pays de l'OCI (Graphique 1.17). Depuis 2015, cependant, le chômage des jeunes dans les pays développés (16,0%) a chuté sous les niveaux des pays de l'OCI (16,1%), alors qu'il était aussi bas que 11,6% dans les pays en développement non membres de l'OCI.

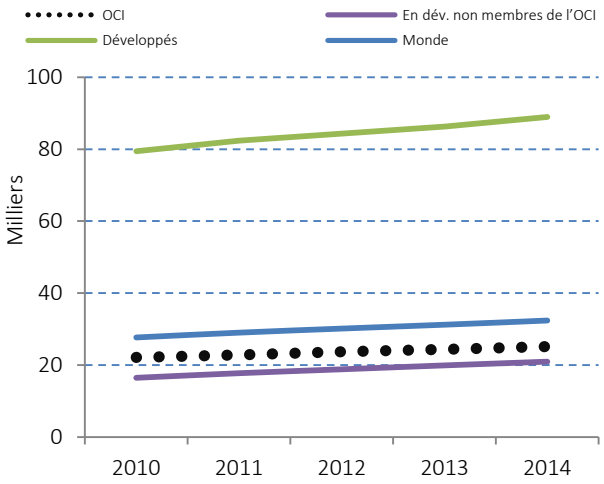
Comme ce fut le cas pour d'autres indicateurs importants du marché du travail, malgré une certaine amélioration depuis 2005, le chômage des femmes parmi les jeunes est le plus élevé dans les pays de l'OCI. Il a baissé pour atteindre 18,0% en 2015 par rapport à son niveau précèdent de 22,2% en 2005. Tandis que le chômage des jeunes femmes a été décroissant dans les pays en développement non membres de

Graphique 1.18: Pays de l'OCI ayant les taux de chômage des jeunes les plus bas et les plus élevés



Source: Ensemble de données de l'OIT, WESO 2016.

Graphique 1.19: Productivité du travail (PIB par travailleur, PPA en US$)



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur l'ensemble de données de l'OIT, WESO 2016.

l'OCI au cours de la période considérée, il a suivi une tendance à la hausse dans les pays développés. Depuis 2014, il a été estimé à 11,5% dans les pays en développement non membres de l'OCI et à 14,8% dans les pays développés. En ce qui concerne le chômage des jeunes hommes, il a augmenté jusqu'à 15,3% dans les pays de l'OCI et a atteint 11,1% dans les pays en développement non membres de l'OCI mais a diminué à 16,8% dans les pays développés par rapport à l'année précédente.

Il existe de grandes différences en termes de taux de chômage des jeunes dans tous les pays de l'OCI. Le Qatar (0,8%), la Guinée (1,2%), le Bénin (2,3%) et le Niger (3,9%) sont les pays qui sont également classés parmi les cinq premiers dans le monde avec les taux de chômage les plus bas en 2015 (Graphique 1.18). En revanche, le taux le plus élevé de chômage des jeunes a été en Libye (50%), suivie de la Mauritanie (47,3%), de la Gambie (44,4%), la Mozambique (37,8%) et les Comores (37,7%). En 2015, le taux de chômage des jeunes était supérieur à 20% dans 20 pays de l'OCI et supérieur à la moyenne mondiale de 13% dans 33 pays.

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

Seuls cinq pays membres de l'OCI ont enregistré une production par travailleur plus élevée que la moyenne de pays developpés

La productivité joue un rôle essentiel dans le développement d'une économie. Elle aide à augmenter le revenu réel et à améliorer des niveaux de vie en catalysant la croissance économique. La productivité du travail est souvent définie comme la production par unité du facteur de travail ou la production par heure travaillée. Il aide à identifier la contribution du travail au PIB d'un pays et fournit une base pour procéder à des comparaisons entre pays et expliquer des disparités de produits.

Au niveau mondial, la productivité du travail a connu une tendance à la hausse au cours de la période 2010-2015. Comme le montre le graphique 1.19, la production par travailleur dans les pays de l'OCI a augmenté de 22,124 dollars des États-Unis en 2010 à 25,612 dollars des États-Unis en 2015. L'écart de la productivité du travail entre les pays développés et en développement est demeuré substantiel au cours de cette période car la production par travailleur dans les pays développés a été estimé à 91,214 dollars des États-Unis en 2015 par rapport à 21,730 dollars des États-Unis seulement dans les pays en développement non membres de l'OCI. Tandis qu'il a été estimé à 25,612 dollars des États-Unis dans les pays de l'OCI, exprimés en dollar international constant 2011 en PPA. Cela signifie qu'un travailleur moyen dans le groupe de pays en développement non membres de l'OCI ne produit que 23,8% de la production par un travailleur moyen dans les pays développés et un travailleur moyen dans les pays de l'OCI

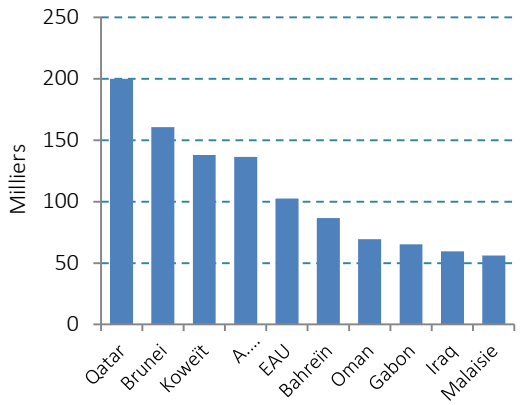
ne produit que 28,1% de la production par un travailleur moyen dans les pays développés.

Au niveau de chaque pays, Qatar a enregistré la production la plus élevée par travailleur (200,181 dollars des États-Unis) en 2015, suivi du Koweït (158,300 dollars des États-Unis), du Brunei (160,716 dollars des États-Unis), du Koweït, (137,931 dollars des États-Unis), de l'Arabie saoudite (136,436 dollars des États-Unis) et des Émirats Arabes Unis (102,672 dollars des États-Unis). Parmi les pays membres de l'OCI, le niveau le plus bas de productivité du travail a été enregistré en Guinée (2,512 dollars des États-Unis) suivie de la Mozambique (2,742 dollars des États-Unis) et du Niger (2.988,2 dollars des États-Unis). Seulement cinq pays membres ont pu enregistrer un niveau plus élevé de la production par travailleur comparé à la moyenne des pays développés (Graphique 1.20).

INFLATION

Le Taux d'inflation mondial a diminué passant de 5,1% en 2011 à 2,8% en 2015 en raison du ralentissement économique

Graphique 1.20: Les 10 pays principaux ayant la productivité de travail la plus élevée, 2015

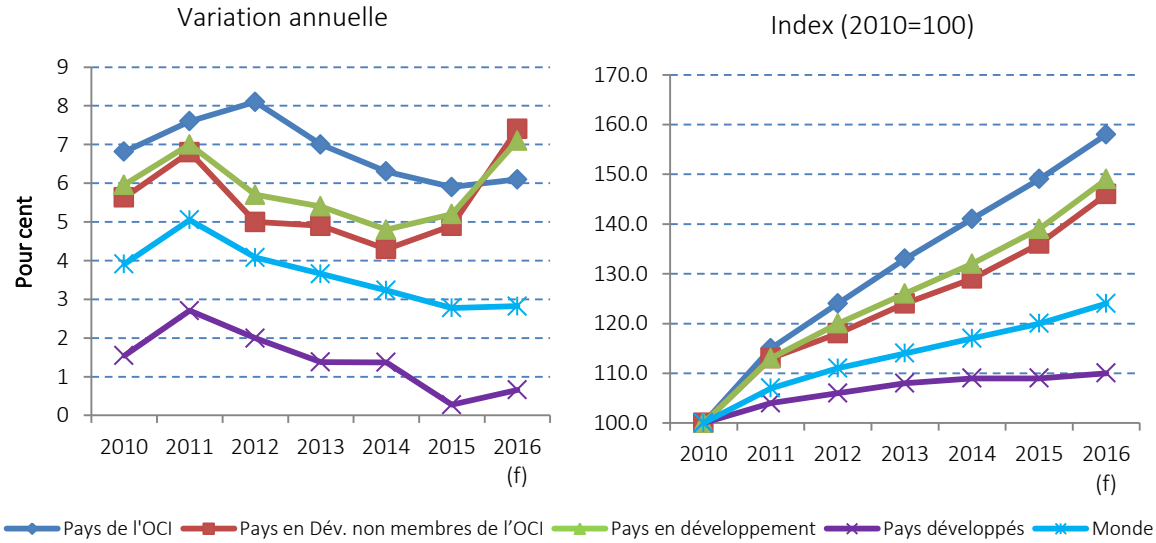


Source: Ensemble de données de l'OIT, WESO

Les taux d'inflation mondiaux ont continué de fléchir, reflétant principalement l'impact de la baisse des prix du pétrole et d'autres marchandises, et le ralentissement sensible de la demande dans certaines économies comme la zone euro et le Japon. Les dernières évaluations montrent que le taux d'inflation mondial a diminué passant de 5,1% en 2011 à 2,8% en 2015, et on s'attend à ce qu'il s'établit à 2,8% en 2016.

Comme le montre le graphique 1.21, la volatilité des prix est demeurée une préoccupation importante particulièrement

Graphique 1.21: Inflation moyenne annuelle (prix à la consommation)

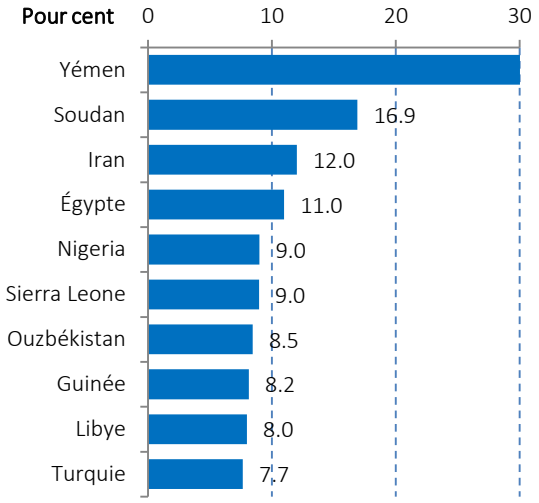


Source: Base de données du FMI WEO en avril 2016 et base de données de SESRIC BASEIND.

pour les pays en développement. À la suite de la crise, les pays développés n'ont pas pu suivre une expansion monétaire incontrôlée, malgré l'existence de la haute pression du public. En conséquence, le changement des prix à la consommation est demeuré inférieur à 1 en 2015 et malgré la tendance à la hausse, on s'attend à ce que ce taux d'inflation reste inférieur à moins de 1% en 2016. Dans les pays en développement, le taux d'inflation a diminué de 7,0% en 2011 à 5,2% en 2015. L'inflation prévue pour ces pays en 2016 est de 7,4%. Cette augmentation significative de l'inflation est en grande partie due à l'augmentation exponentielle des prix au Venezuela, au Yémen et au Soudan.

Dans les pays de l'OCI, le taux d'inflation moyen pour 2015 était plus élevé que la moyenne des économies développées et en développement. Cependant, en conformité avec les tendances mondiales, l'inflation dans les pays de l'OCI a diminué à 5,9% en 2015. L'indice moyen des prix à la consommation a marqué une augmentation de 29,6% des pays de l'OCI pendant 2011-2015 (Graphique 1.21, à droite). Ce chiffre est bien supérieur à l'augmentation moyenne enregistrée dans les pays en développement non membres de l'OCI (20,4%) ainsi que du monde (12,1%) au cours de la même période.

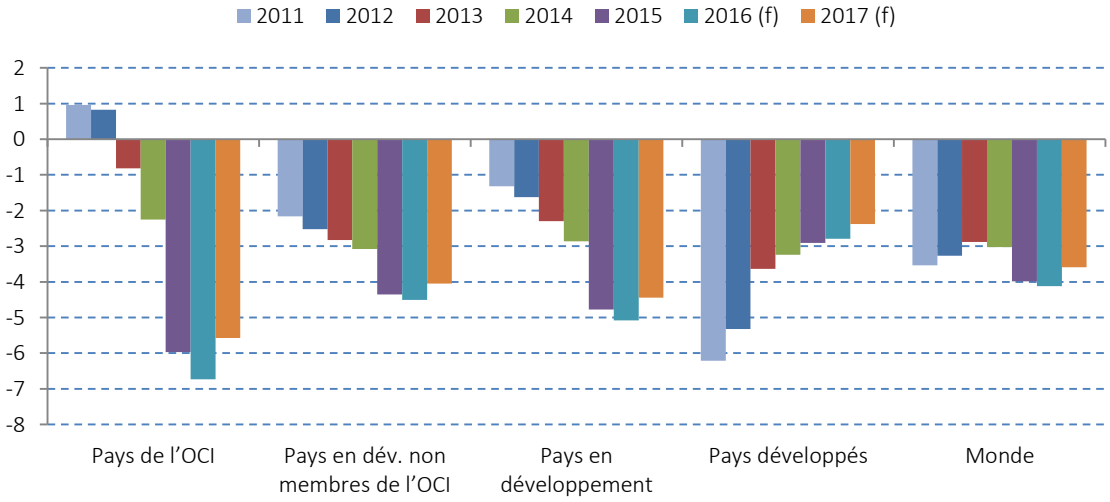
Graphique 1.22: Les 10 pays principaux de l'OCI par l'inflation moyenne annuelle (2015)



Source: Base de données du FMI WEO en avril 2016 et base de données de SESRIC BASEIND.

Dans les perspectives à court terme, les pressions inflationnistes sont projetées pour rester les mêmes pour les pays de l'OCI, supportées par la diminution récente des prix du pétrole. Les prévisions montrent que la croissance des prix moyens à la consommation dans les pays de l'OCI connaîtra une légère augmentation de 6,1%

Graphique 1.23: Équilibres fiscaux (% de PIB)



Source: Base de données du FMI WEO en avril 2016 et base de données de SESRIC BASEIND.

en 2016 (Graphique 1.21, panneau à gauche). Au niveau du pays individuel de l'OCI, le Yémen a enregistré le taux d'inflation le plus élevé des prix moyens à la consommation de 30% en 2015, qui était également le 4ème plus élevé au monde, suivi du Soudan (7ème au niveau mondial), l'Iran (12%) et l'Égypte (11%). La Turquie, avec un taux d'inflation moyen de 7,7%, a pris la 10ème position dans le groupe de l'OCI et la 26ème dans le monde (Graphique 1.22).

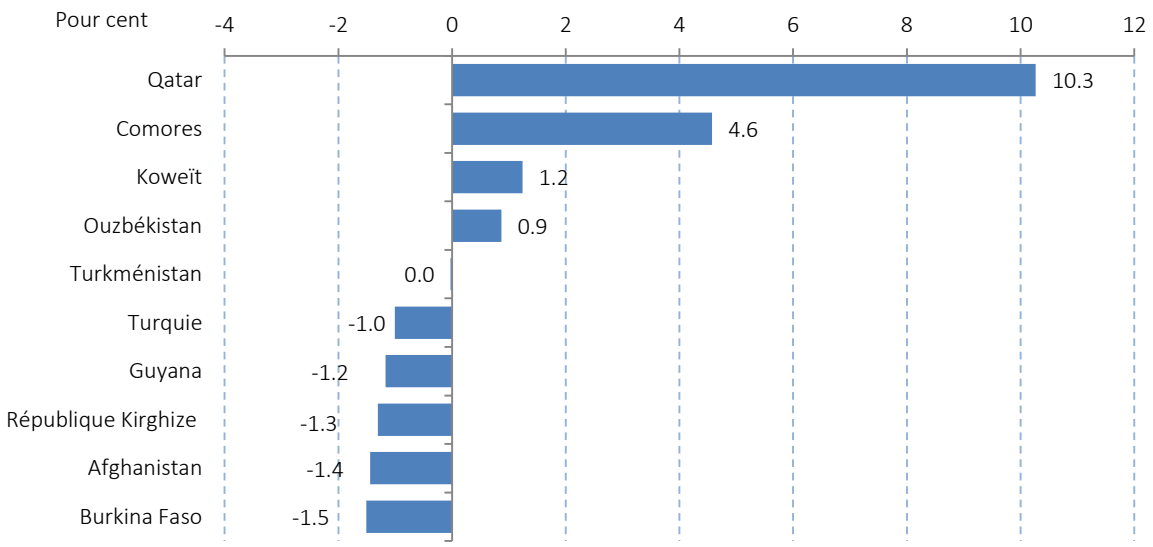
ÉQUILIBRE FISCAL

Tous les déficits fiscaux enregistrés par groupes de pays en 2014, cette tendance devrait se poursuivre

Les dernières statistiques montrent que le resserrement des politiques budgétaires, particulièrement dans les pays développés, ont permis d'atteindre l'effet escompté et leurs équilibres fiscaux s'améliorent. Néanmoins, le déclin observé dans les prix des produits de base, particulièrement pour le pétrole, mènent à l'augmentation significative des équilibres fiscaux dans les principaux pays en développement mondiaux exportateurs du pétrole. Comme le montre le graphique 1.23, le déficit de l'équilibre budgétaire mondial en pourcentage du PIB a connu une augmentation de -3,5% en 2011 à -4,0% en 2015. On observe une tendance contraire dans le groupe de pays développé où le déficit de l'équilibre budgétaire en pourcentage du PIB a diminué de -6,2% en 2011 à -2,9% en 2015. Ce taux devrait diminuer à -2,8% et -2,4% en 2016 et 2017 respectivement pour ces pays. Les pays en développement ont également enregistré des équilibres fiscaux négatifs mais sont restés en position relativement meilleure que les pays développés au cours de la période considérée. Cependant, en 2015, le taux a atteint -4,8% pour le groupe de pays en développement et il devrait augmenter à -5,1% en 2016 avant de reculer à -4,4% en 2017.

Au cours de la période considérée, les pays membres de l'OCI, en tant que groupe, a

Graphique 1.24: Les 10 pays principaux de l'OCI par équilibre fiscal % du PIB (2015)



Source: Base de données du FMI WEO en avril 2016 et base de données de SESRIC BASEIND.

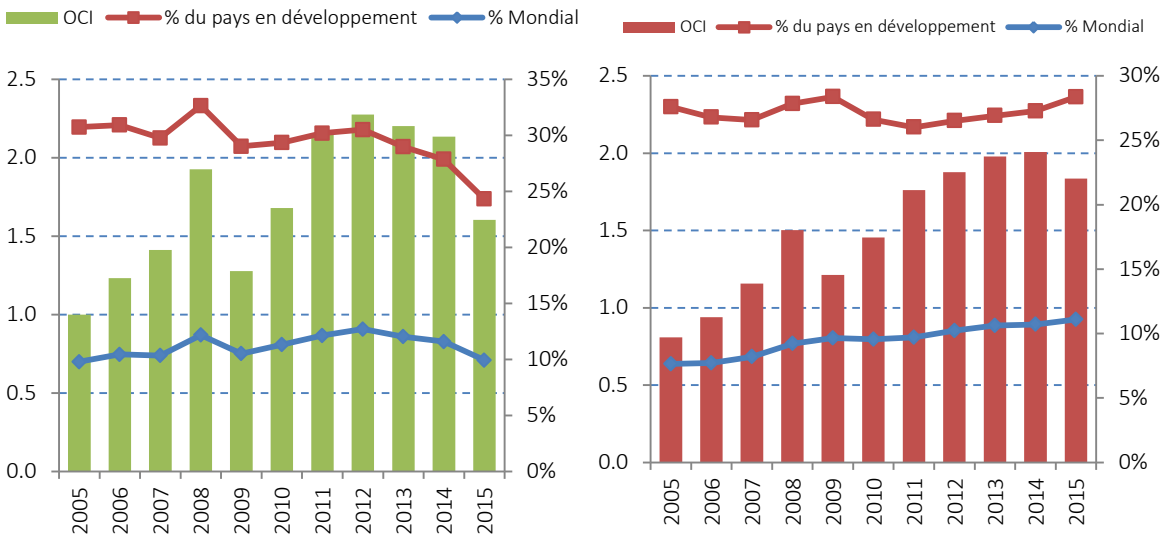
connu une tendance différente et leurs excédents d'équilibres fiscaux au cours des périodes entre 2011 et 2012 se sont inversés rapidement durant le reste des années considérées. En 2015, les pays de l'OCI ont enregistré un équilibre fiscal de -6,0% du PIB. Cette forte augmentation de déficit fiscal dans les pays de l'OCI est largement déclenchée par le déclin marqué des prix du pétrole et par la détérioration de la position fiscale des pays de l'OCI exportateurs du pétrole qui en résulte. Le déficit budgétaire devrait augmenter jusqu'à -6,7% en 2016 avant de revenir à -5,6% en 2017.

Au niveau de chaque pays, seulement 4 des 54 pays de l'OCI dont les données sont disponibles ont enregistré des excédents d'équilibres fiscaux en 2015. Parmi ces pays, les excédents budgétaires les plus élevés ont été enregistrés par le Qatar (10,3%) suivi des Comores (4,6%), du Koweït (1,2%) et de l'Ouzbékistan (0,9%). Les deux pays principaux de l'OCI ont été classés parmi les 10 premiers pays au monde en termes d'excédents des équilibres fiscaux. Le Koweït était classé 14ème mondialement tandis que l'Ouzbékistan était 18ème. Durant la période entre 2011 et 2015, presque tous les pays exportateurs du pétrole de l'OCI ont connu une baisse significative dans leurs excédents d'équilibres fiscaux.

Section 2

Commerce et finances

Graphique 2.1: Exportations et importations de marchandises (trillion en US$)



Source: Les directions du FMI des statistiques commerciales (DOTS)..

COMMERCE DE MARCHANDISES

La part de pays de l'OCI dans les exportations totales mondiales a diminué à 11,7% en 2014 contre 12,9% en 2012.

La valeur totale des **exportations de marchandises** mondiales**,** selon la répartition géographique du FMI des statistiques du commerce (DOTS), a été enregistrée à 16,4 trillion dollars des États-Unis en 2015, comparée à 18,7 trillion dollars des États-Unis en 2014. Cela correspond à une contraction de 12% en volume total des exportations mondiales et reflète l'affaiblissement de l'activité économique mondiale. C'est également la première fois que les exportations de marchandises mondiales se sont contractées après les crises financières mondiales en 2009. Cependant, les rentrées mondiales prévoient que le volume du commerce mondial s'élèvera à environ 2,7% en 2016.

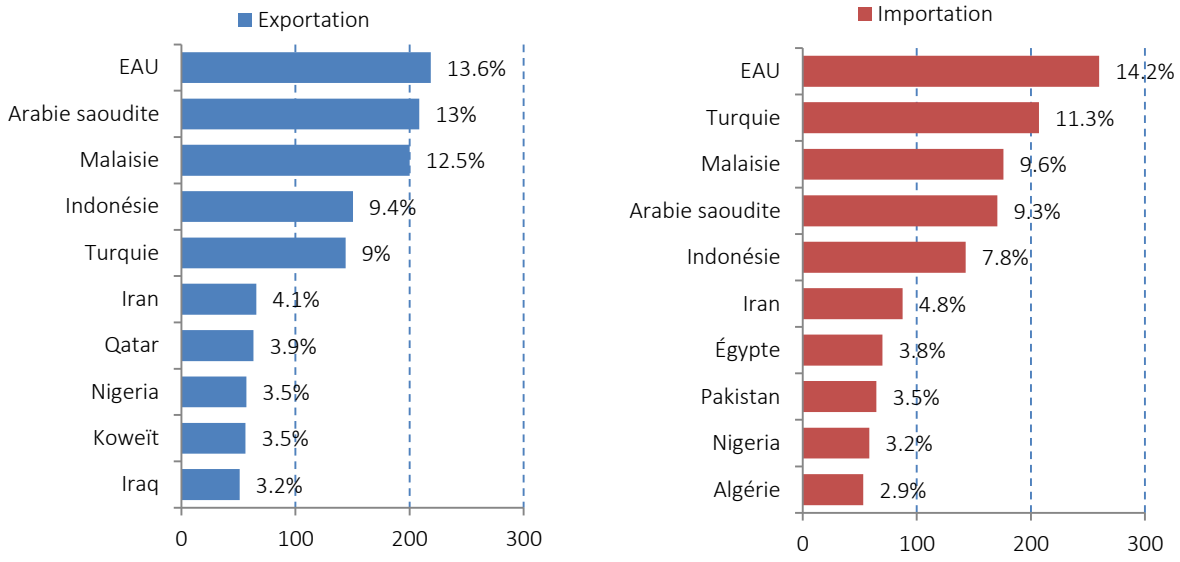
Après la chute brusque dans le total des exportations de marchandises et à la suite de la crise financière mondiale en 2009, elle a commencé à augmenter très rapidement dans les années à venir et a atteint son plus haut niveau historique de 2,3 trillion dollars des États-Unis en 2012 (Graphique 2.1). Cette tendance à la hausse était plus forte que celles observées dans les pays en développement non membres de l'OCI et le monde dans son ensemble, ayant pour résultat une augmentation des parts des pays de l'OCI dans le total des exportations au niveau des pays en développement et au niveau mondiale. Depuis lors, cette tendance à la hausse s'est inversée et le total des exportations des pays de l'OCI s'est ensuite à nouveau orienté vers la baisse. En 2015, le total des exportations des pays de l'OCI ont atteint leur plus bas niveau depuis 2009 de 1,6 trillion dollars des États-Unis. En conséquence, la part des pays de l'OCI dans le total des exportations des pays en développement a chuté à 24,3% au cours de la même année, comparée à 30,5% en 2012, et a gardé son niveau inférieur de pré-crise de 32,6% observé en 2008. La part collective de pays de l'OCI dans le total des exportations de marchandises mondiales a également suivi une tendance similaire entre 2012 et 2015, et a diminué à 9.9 % en 2015,

ce qui est le taux le plus bas observé depuis 2005. La chute des exportations peut être en partie expliquée par la baisse observée des prix des produits de base, où les pays de l'OCI ont une concentration significative. Dans une perspective future, afin de réaliser une croissance durable à long terme du commerce de marchandises et une part plus élevée des exportations totales mondiales, les pays de l'OCI auront besoin apparemment des secteurs économiques plus concurrentiels ayant des niveaux de diversifications significatives et une intensité technologique plus élevée.

D'autre part, le total des **importations de marchandises** des pays de l'OCI a éprouvé une forte reprise d'après-crise et a augmenté de 1,2 trillions dollars des États-Unis en 2009 à 2,0 trillions dollars des États-Unis en 2014 (Graphique 2.1, à droite), enregistrant (des 10,9%) accroissements annuels à deux chiffres de composé au cours de cette période. Cependant, les pays de l'OCI ont également connu une chute dans les importations en 2015, qui ont diminué à 1,8 trillion de dollars des États-Unis. Malgré la chute en volumes d'importation, la part des pays de l'OCI dans les importations de marchandises mondiales a continué d'augmenter tout au long de la période considérée et a atteint 11,1% en 2015, par rapport à 9,2% en 2008. De même, leur part dans le total des importations de marchandises de pays en développement a été enregistrée à 28,4% en 2015, soutenant son expansion depuis 2011.

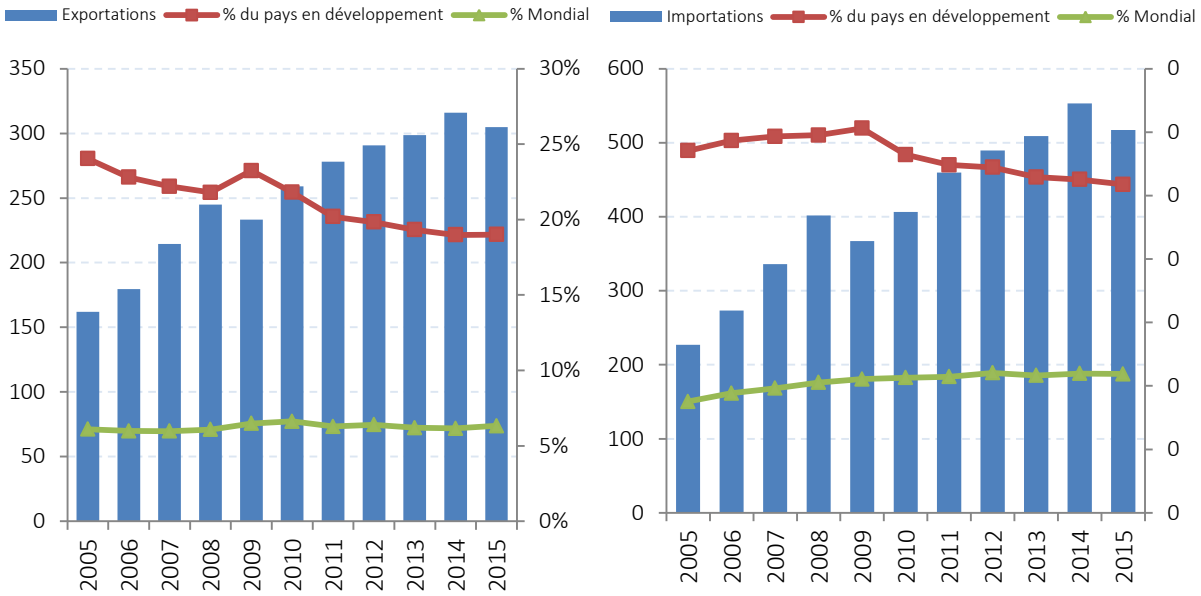
En termes de parts dans le total des exportations de marchandises de chaque pays membre de la région de l'OCI, on a observé que la majeure partie des exportations totales des pays de l'OCI a continué d'être concentré dans certains pays (Graphique 2.2, à gauche). En 2015, les 5 plus grands exportateurs principaux de l'OCI ont représenté 57,4% d'exportations de marchandises totales de tous les pays membres par contre que les 10 pays principaux ont représenté 75,7%. Les Émirats Arabes Unis, avec 218 milliards dollars des États-Unis d'exportations de marchandises et 13,6% de parts des exportations totales de l'OCI, est devenu le plus grand exportateur

Graphique 2.2: Les 10 principaux exportateurs et importateurs de marchandises de l'OCI (2015, milliard de US$)



Source: Les directions du FMI des statistiques commerciales (DOTS).

Graphique 2.3: Exportations et importations des services (milliard US$)



Source: CNUCED STATS.

en 2015. Il a été suivi de l'Arabie saoudite (209 milliards dollars des États-Unis, 13%), de la Malaisie (200 milliards dollars des États-Unis, 12,5%), de l'Indonésie (150 milliards dollars des États-Unis, 9,4%) et de la Turquie (144 milliards dollars des États-Unis, 9%). Généralement la chute des prix des produits de base a réduit les parts des pays exportateurs des marchandises et a augmenté les parts des exportateurs manufacturiers des biens.

Comme ce fut le cas pour les exportations, des importations de marchandises des pays de l'OCI ont été également extrêmement concentrées dans certains pays. Comme le montre le panneau à droite du graphique 2.2, avec 260 milliards dollars des États-Unis et 207 milliards dollars des États-Unis d'importations, les Émirats Arabes Unis et la Turquie, respectivement, ont pris la tête en termes de volume d'importations de marchandises en 2015 et ont ensemble représenté 25,4% d'importations totales de marchandises de l'OCI. Ils ont été suivis de la Malaisie (176 milliards dollars des États-Unis, 9,6%), de l'Arabie saoudite (171 milliards dollars des États-Unis, 9,3%) et de l'Indonésie (143 milliards dollars des États-Unis, 7,8%), qui ont ensemble représenté une part davantage de 26,7% des importations de marchandises de l'OCI. En conséquence, les 5 importateurs principaux de l'OCI ont représenté 52,1% d'importations totales de marchandises de l'OCI, tandis que les 10 pays principaux ont représenté 70,3%.

Pour maintenir la croissance économique à long terme, les pays de l'OCI doivent réduire la dépendance forte à l'égard des exportations des combustibles minéraux et des marchandises primaires non-combustibles, qui exigent la moindre intensité technologique, et conçoivent et mettent en œuvre des politiques spécifiques pour adopter des méthodes de production plus avancées dans le but d'augmenter la part des exportations de produits à forte intensité technologique. Cela est également nécessaire pour renforcer la compétitivité des produits commercialisables dans les marchés internationaux d'exportation.

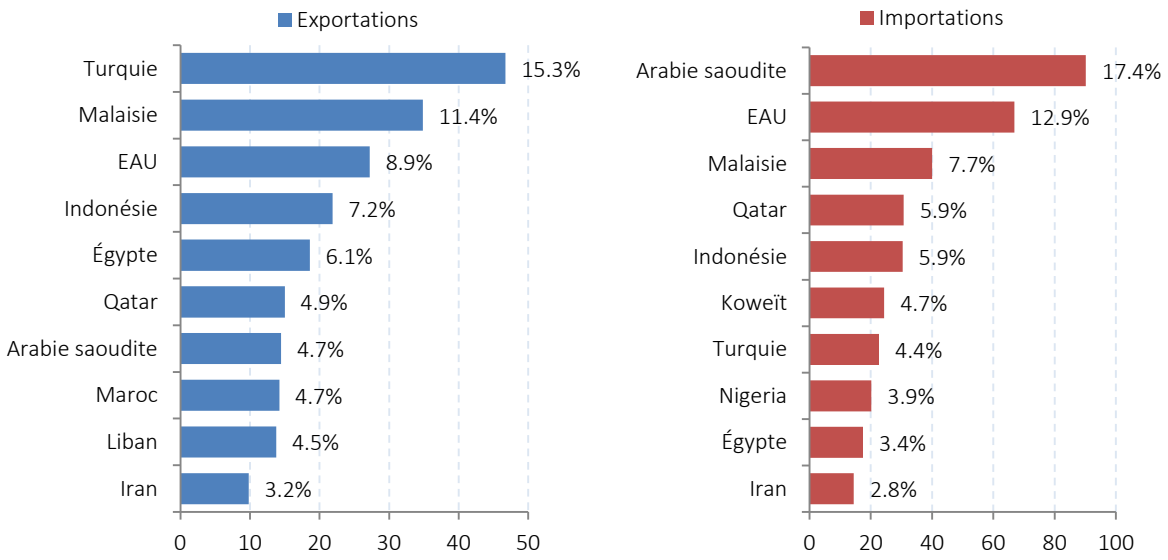
COMMERCE DE SERVICES

La part des pays de l'OCI dans les exportations totales de services de tous les pays en développement est en baisse constante depuis 2009

Le secteur des services joue un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale et la croissance et développement des pays. Il est également un composant crucial dans la réduction et l'accès de la pauvreté aux services de base, y compris l'éducation, l'eau et les services de santé. Le secteur des services a émergé comme un plus grand segment de l'économie, contribuant à des parts croissantes dans le produit intérieur brut, le commerce et l'emploi. Selon les éditions 2016 des bases de données des indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale et des principaux agrégats des comptes nationaux, le secteur des services a enregistré en moyenne 65%-66% de la valeur ajoutée mondial entre 2011 et 2014 et il connaît une expansion plus rapide que les deux autres secteurs principaux de l'économie, à savoir, l'agriculture et l'industrie. Le secteur représente presque 60% d'emploi dans le monde entier (FMI, 2014). Le commerce des services constitue environ 20% du commerce des biens et des services mondiaux, avec deux-tiers de l'investissement direct étranger (IDE) mondial affluant dans le secteur (CNUCED, 2013).

Pourtant ces chiffres ne se sont pas traduits en une forte présence dans le commerce mondial. En 2014, les **exportations** mondiales **de services** se sont chiffrées à seulement 4,8 trillion dollars des États-Unis par rapport à 16,4 trillion dollars des États-Unis des exportations de marchandises au cours de la même année. En tant que groupe, les pays de l'OCI sont restés les importateurs nets des services. Selon la CNUCED, les pays de l'OCI ont exporté des services valant 304 milliards de dollars des États-Unis en 2015, tandis que les importations de services de l'OCI ont été enregistrées à 517 milliards dollars des États-Unis au cours de la même année (Graphique 2.3). Entre 2009 et 2014, le volume du commerce des services des pays de l'OCI a montré une augmentation constante, mais l'année 2015 a connu une chute dans les

Graphique 2.4: Les 10 exportateurs et importateurs principaux de services (2015, milliard US$)



Source: OMC.

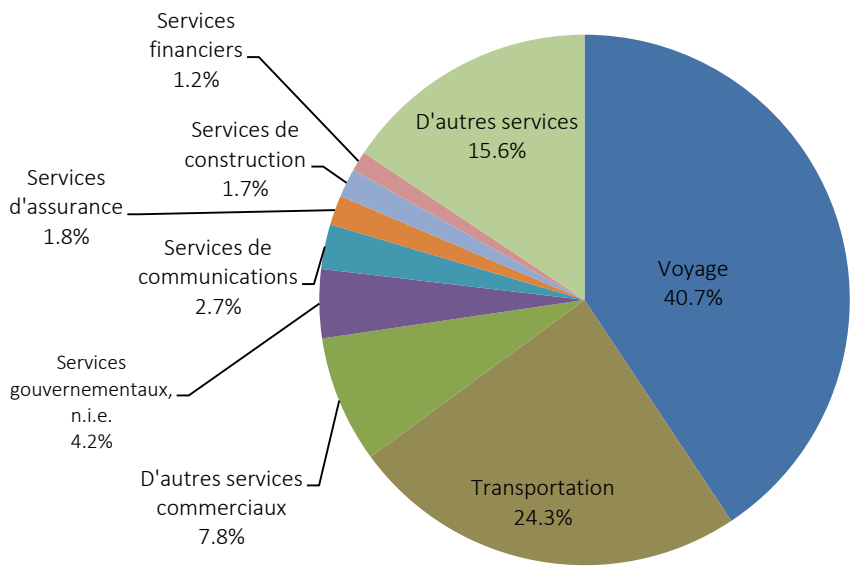
importations ainsi que dans les exportations des services.

La part des pays membres de l'OCI dans les importations comme dans les exportations de services des pays en développement ont suivi une croissance à la baisse au cours de la période considérée (Graphique 2.3). Tandis que les pays de l'OCI représentaient 23,2% et 30,3% des parts des importations et exportations de services des pays en développement en 2009, respectivement, ces parts ont baissé à 19% et à 25,9% en 2015. Tandis que la part collective des pays membres de l'OCI dans les exportations de services du monde entier a baissé de 6,5% en 2009 à 6,3% en 2015, leur part dans le total des importations mondiales a augmenté de 10,5% à 10,9% au cours de la même période.

Le graphique 2.4 montre les 10 pays principaux de l'OCI selon les volumes de leurs importations et exportations de services. La Turquie, avec 47 milliards dollars des États-Unis d'exportations et 15,3% de part dans le total des exportations de services de l'OCI, était le premier exportateur des services en 2015 (Graphique 2. 4, à gauche). Elle a été suivie de la Malaisie (35 milliards dollars des États-Unis », 11,4%), des Émirats Arabes Unis (27 milliards dollars des États-Unis, 8,9%), de l'Indonésie (22 milliards dollars des États-Unis, 7,2%) et de l'Égypte (19 milliards dollars des États-Unis, 6,1%). En 2015, les 10 pays principaux de l'OCI ont représenté 71% d'exportations totales des services de l'OCI. En ce qui concerne les importations de services, l'Arabie saoudite a enregistré les importations de services les plus élevées avec un montant de la part 90 milliards dollars des États-Unis et 17,4% dans les importations de services de total de l'OCI. Elle a été suivie des Émirats Arabes Unis (67 milliards dollars des États-Unis, 12,9%), de la Malaisie (40 milliards dollars des États-Unis, 7,7%), du Qatar (31 milliards dollars des États-Unis, 5,9%) et de l'Indonésie (30 milliards dollars des États-Unis, 5,9%). Les 10 importateurs principaux de services de l'OCI ont collectivement représenté 69,1% d'importations totales de services des pays de l'OCI.

En termes d'allocation sectorielle des exportations de services par les pays de l'OCI, les services de voyage et de transport, selon les dernières statistiques, représentent le volume des exportations de services dans les pays de l'OCI. Comme le montre le graphique 2.5, ces deux secteurs composent ensemble 65% de toutes les exportations de services de l'OCI. La part des exportations liées aux services de voyage a été généralement observée supérieure à 40% et la part du secteur des transports a été stable à environ

Graphique 2.5: Exportations de services par secteur



Source: Base de données de commerce de services de l'ONU.

18-22%. La part de la catégorie d'autres services commerciaux, y compris, notamment, la recherche et le développement, et les services juridiques, dans le total des exportations de services de l'OCI a également été significative à mesure que le sous-secteur augmentait sa part à environ 8%. Les communications, l'assurance, la construction et les services financiers ensemble représentent 7,4% de toutes les exportations de services.

COMMERCE INTRA-OCI

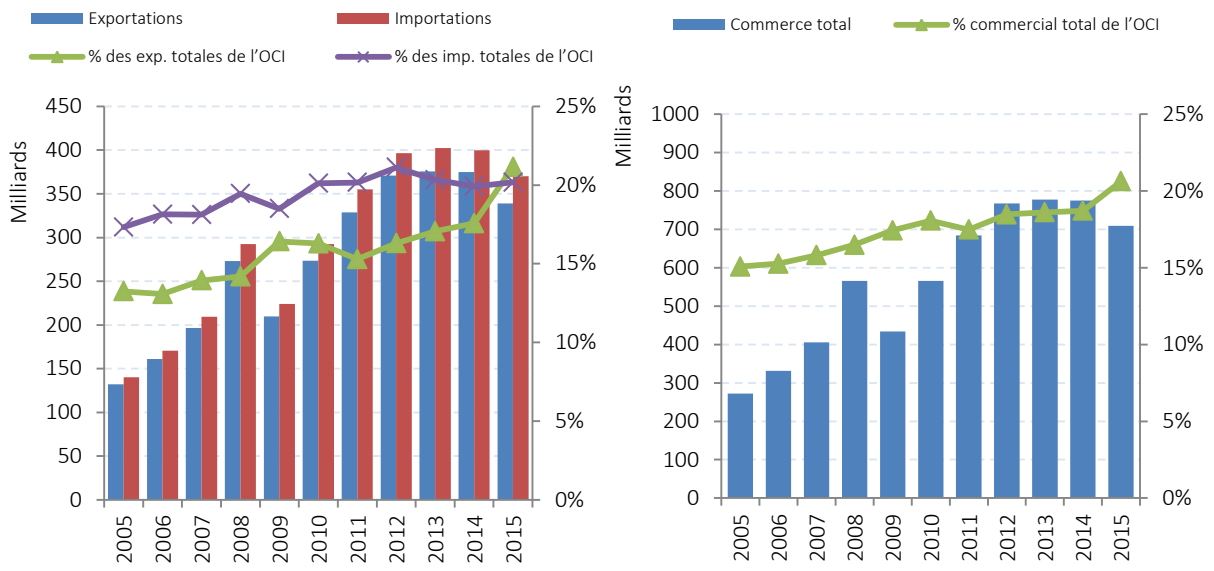
La part du commerce intra-OCI dans le total du commerce des pays de l'OCI a atteint 20,6% en 2015.

Après avoir connu une forte baisse en 2009, le total du **commerce de marchandises parmi les pays de l'OCI** s'est rétabli rapidement et, suivant une tendance fortement à la hausse, a atteint 775 milliards dollars des États-Unis en 2014 (Graphique 2.6, à gauche). En 2015, cependant, ce montant a diminué à 709 milliards dollars des États-Unis. Comme la chute dans le total des exportations des pays de l'OCI était davantage plus grande, la part du commerce intra-OCI a continué de s'élever même en 2015. En conséquence, la part du commerce intra-OCI a augmenté de 17,5% en 2011 jusqu'à 18,6% en 2013 et a augmenté davantage à 20,6% en 2015.[1] Au cours des dix dernières années, cette part a connu une augmentation constante, excepté en 2011. Cela devrait, en effet, être compté comme un grand accomplissement dans la réalisation de l'objectif de 20% défini dans le programme d'action décennal de l'OCI en 2005 et que tous efforts dans la réalisation de cet objectif devraient être appuyé davantage.

Cependant, une remarque de précaution devrait être faite. Selon le rapport du SESRIC (2014a), la structure du commerce intra-OCI a évolué au cours des années vers plus de marchandises primaires non-combustibles et moins de combustibles minéraux. La part des combustibles minéraux dans le commerce total intra-OCI a diminué de 28% en 2005 à 21,9% en 2012. D'autre part, les combustibles minéraux représentent environ 50% d'exportations totales de l'OCI, mais seulement 3% à 7% de combustibles minéraux totaux exportés par les pays de l'OCI ont été faits à d'autres pays de l'OCI. La baisse des prix du pétrole depuis un an a diminué, donc, la valeur monétaire des exportations totales des pays de l'OCI au monde, mais ont étroitement affecté le volume du commerce intra-OCI. Cela, a alors contribué à la hausse de la part du commerce intra-OCI. Par conséquent, en évaluant les impacts politiques sur le commerce intra-OCI, le rôle des prix des produits de base devrait être bien pris en compte.

[1] **Une note sur les statistiques du commerce international** : Les données sur les échanges sont recueillies à partir de la douane ou de la balance des paiements de chaque pays. En raison des différences dans la synchronisation et les définitions, les estimations des flux commerciaux de ces sources peuvent différer. Plusieurs agences internationales traitent les données commerciales, chaque correction déclarée ou non-déclarée des données avec leurs propres méthodologies, mène à d'autres différences dans les statistiques. Par conséquent, c'est normal d'observer des différences importantes dans les statistiques commerciales fournies par trois sources importantes :les statistiques commerciales des produits de base de l'ONU (Comtrade), la Direction du commerce du FMI (DOT) et les bases de données de l'OMC. Dans l'enregistrement des statistiques de commerce bilatéral, SESRIC utilise la base de données DOT du FMI, car elles fournissent plus facilement des données récentes avec des taux disponibles. Il est également fréquent pour que ces organismes mettent à jour les chiffres des dernières années car ils recueillent des données plus fiables. Par conséquent, l'il est donc fréquent de voir une mise à jour sur la dernière part du commerce intra-OCI de 20,6% dans la prochaine édition de la perspective économique de l'OCI.

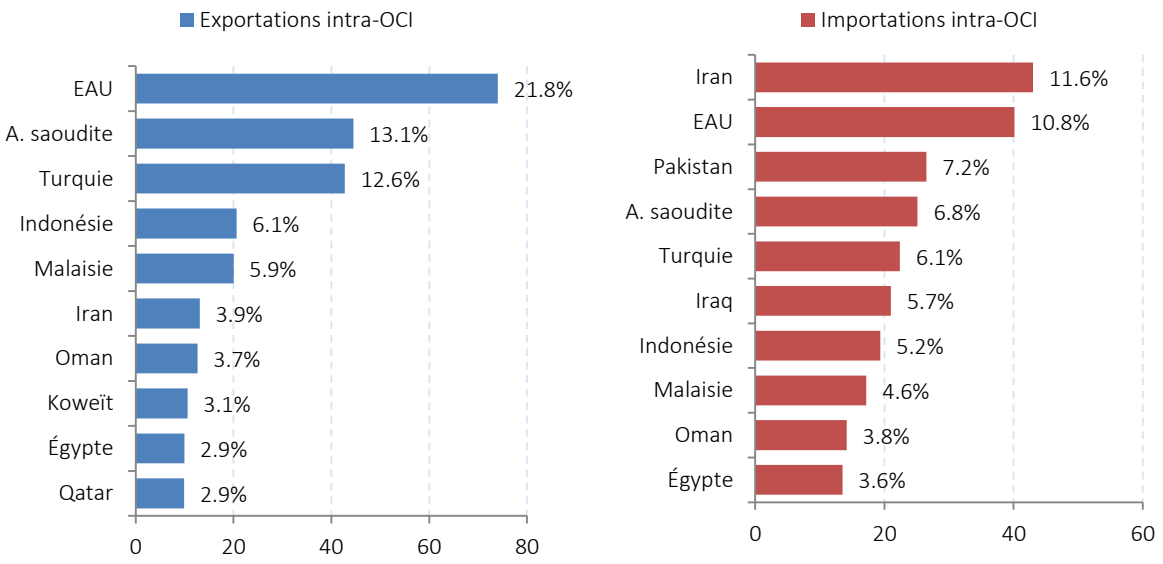
Graphique 2.6: Exportations et importations de marchandises intra-OCI (milliard US$)



Source: Les directions du FMI des statistiques commerciales (DOTS)..

En 2014, les **exportations intra-OCI** ont été enregistrées à 375 milliards dollars des États-Unis, mais elles ont diminué à 339 milliards dollars des États-Unis en 2015. Ce montant est davantage substantiel une fois comparé au total des exportations intra-OCI de 210 milliards dollars des États-Unis en 2009, qui avaient été précédées par une diminution substantielle de 273 milliards dollars des États-Unis de son niveau 2008, et seulement 132 milliards à dollars des États-Unis en 2005 (Graphique 2.6, à droite). La part des exportations intra-OCI dans le total des exportations de l'OCI a continué d'augmenter depuis 2011 et a atteint 21,1% en 2015. **Les importations Intra-OCI** ont atteint 402

Graphique 2.7: Exportations et importations de marchandises intra-OCI (2015, milliard US$)



Source: Les directions du FMI des statistiques commerciales (DOTS).

milliards dollars des États-Unis en 2013 et ont légèrement diminué à 400 milliards dollars des États-Unis en 2014 et ont diminué davantage à 370 milliards dollars des États-Unis en 2015 (Graphique 2.6, à droite). De nouveaux, ces chiffres furent comparés favorablement à 224 milliards dollars des États-Unis observés en 2009, quand la crise économique mondiale avait lieu sous sa forme la plus grave, et seulement 140 milliards dollars des États-Unis en 2005. La part des importations intra-OCI a légèrement augmenté de 19,9% en 2014 à 20,2% en 2015. En outre, On doit noter que la part des exportations intra-OCI en 2015 a dépassé la part des importations intra-OCI pour la première fois au cours de la période considérée.

Afin d'augmenter entre eux la part du commerce dans leur commerce de marchandises total, les pays de l'OCI devraient non seulement se concentrer sur la mise en service le Système de Préférences Commerciales de l'OCI (TPS-OIC) avec une plus large participation des pays membres, mais encouragent également la diversification et la compétitivité de leurs produits commercialisables tenant compte des leurs besoins et avantages mutuels du commerce. Tel que discuté dans la section 6 du présent rapport, le progrès accompli dans l'utilisation opérationnelle du système est plutôt lent.

Graphique 2.7 (à gauche) présente les 10 pays membres principaux en termes de volume de leurs exportations intra-OCI. En 2015, les 5 exportateurs principaux intra-OCI de l'OCI ont représenté pas moins de 59,5% du total d'exportations intra-OCI tandis que les 10 exportateurs principaux ont pu marquer 76,1%. Les Émirats Arabes Unis a pris la tête avec 74 milliards dollars des États-Unis et 21,8% du total d'exportations intra-OCI, suivi de l'Arabie saoudite (45 milliards dollars des États-Unis, 13,1%), de la Turquie (43 milliards dollars des États-Unis, 12,6%), de l'Indonésie (21 milliards dollars des États-Unis, 6,1%) et de la Malaisie (20 milliards dollars des États-Unis, 5,9%).

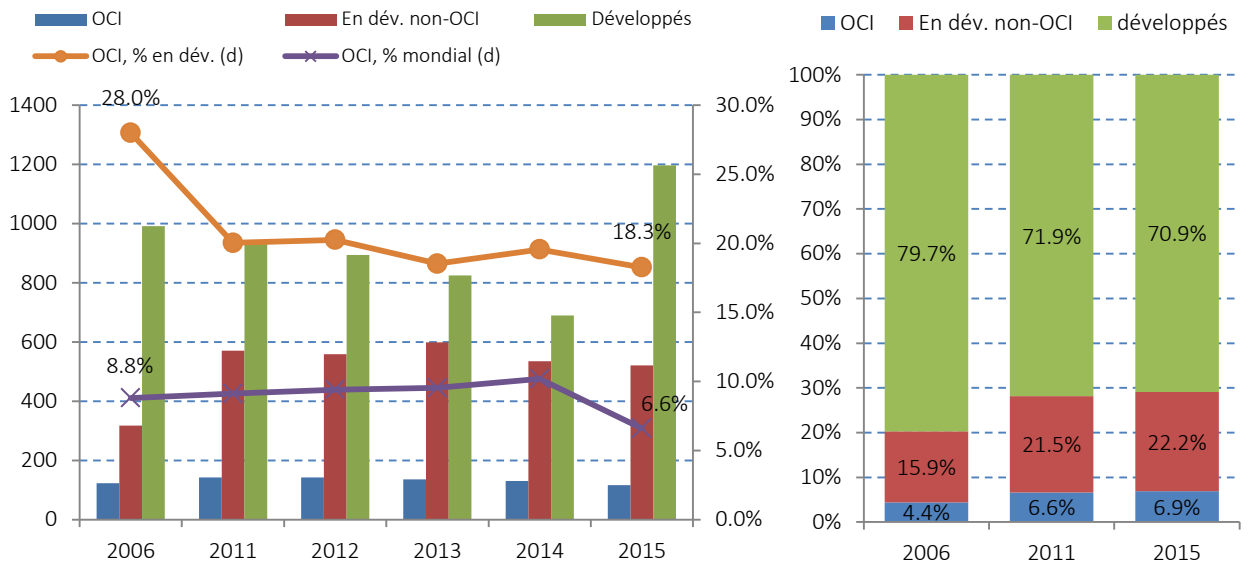
Les pays principaux de l'OCI en termes d'importations intra-OCI sont également présentés sur le graphique 2.7 (à droite). En 2015, l'Iran, avec un total de 43 milliards dollars des États-Unis de volume et 11,6% de part au total, était le plus grand importateur parmi les pays de l'OCI. Il a été suivi des Émirats Arabes Unis avec une part de 40 milliards dollars des États-Unis et de 10,8% et le Pakistan avec la part de 26,5 milliards dollars des États-Unis et de 7,2%. Les 5 pays principaux de l'OCI ont représenté 42,4% du total d'importations intra-OCI et les 10 pays principaux ont représenté 65,5% en 2015.

ENTREES D'IDE

La part des pays de l'OCI dans le total d'Entrées mondiales d'IDE a diminué à 6,6% en 2015, de son niveau le plus bas au cours des dernières années

Le total mondial des entrées d'**investissement direct étranger** s'est élevé à 1,76 trillion dollars des États-Unis en 2015, représentant une augmentation de plus de 486 milliards dollars des États-Unis par rapport à la valeur de 1,27 milliards dollars des États-Unis de l'année précédente. Depuis 2006, 70,7% d'entrées mondiales d'IDE, qui avait alors une valeur de 991 milliards dollars des États-Unis, étaient destinés aux pays développés, alors que le reste était destiné pour les économies en développement. En 2013, les pays en développement ont atteint 57,8% des entrées mondiales d'IDE et en 2015, la part des pays en développement a ralenti davantage à 67,9% grâce à la reprise économique dans les pays développés.

Graphique 2.8: Entrées des flux d'IDE (à gauche) et stocks (à droite) (milliard US$)

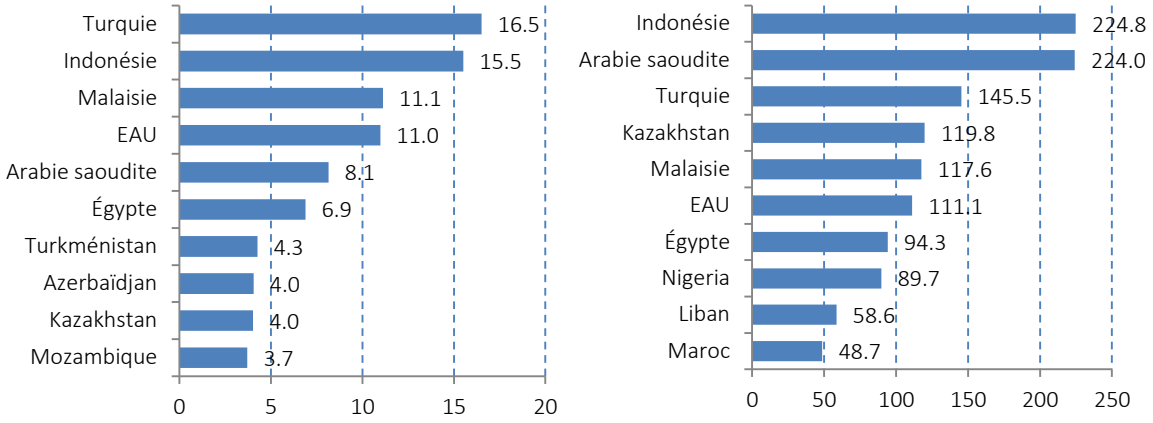


Source: CNUCED STATS.

Graphique 2.8 (à gauche) présente le total des flux d'IDE aux pays de l'OCI par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI et aux pays développés. Comme le montre le graphique, au cours de la période considérée, les flux d'IDE dans les pays de l'OCI sont généralement demeurés au-dessous du potentiel. La valeur totale des entrées d'IDE en dollars des États-Unis aux pays membres de l'OCI a été enregistrée à 123 milliards dollars des États-Unis en 2006. Après la crise économique mondiale, entre 2011 et 2015 elle est restée à coups de 116-142 milliards dollars des États-Unis. En 2015, la valeur totale des flux d'IDE aux pays de l'OCI a été enregistrée à 116 milliards dollars des États-Unis, enregistrant une diminution de quatre années consécutives de sa valeur de 2011, qui représente 142,8 milliards dollars des États-Unis. La part des pays de l'OCI en flux totaux aux pays en développement, d'autre part, a généralement été en baisse depuis 2012. La part du groupe de l'OCI dans les pays en développement s'est élevée à 18,3% en 2015. Selon la tendance en flux d'IDE aux pays développés et aux pays en développement non membres de l'OCI, sa part en flux mondiaux d'IDE a montré plutôt une évolution relativement fluctuante entre 8% et 11% durant la période allant de 2001 et 2014. Cependant, elle a diminué à 6,6% en 2015, affichant le niveau le plus inférieur observé au cours des années récentes.

Les stocks intérieurs mondiaux d'IDE ont atteint 25 trillion dollars des États-Unis en 2015. Les pays de l'OCI, d'autre part, ont collectivement accueilli 6,9% de la part mondiale d'IDE, qui a marqué une amélioration de 2,5 pourcent tenant compte la valeur en 2006 (Graphique 2.8, à droite). En outre, la majeure partie des stocks intérieurs d'IDE dans les pays en développement est accueillie par les pays en développement non membres de l'OCI, qui ont ensemble enregistré une part de 22,2% en stocks intérieurs mondiaux d'IDE en 2015. De façon générale, les pays en développement ont augmenté leur part dans le monde de 20,3% à 29,1% entre 2006 et 2015, qui a été contrebalancée par une diminution de la part des pays développés.

Graphique 2.9: 10 Centres serveurs principaux des flux (à gauche) et des stocks (à droite) intérieurs d'IDE (2015, milliard US$)



Source: CNUCED STATS.

Comme ce fut le cas dans d'autres agrégats macro-économiques importants du groupe de l'OCI, les flux d'IDE aux pays de l'OCI ont également montré un haut niveau de concentration, dont la majeure partie étant constamment dirigé à quelques-uns entre eux. Les 5 pays principaux de l'OCI avec des plus grands entrées de flux d'IDE ont ensemble représenté 53,4% de flux totaux d'IDE aux pays de l'OCI, tandis que les 10 pays principaux ont représenté 73,2% (Graphique 2.9, à gauche). En 2015, la Turquie a pris les devants en ce qui concerne les entrées d'IDE avec 16,5 milliards dollars des États-Unis d'entrées de flux d'IDE, et à une part de 14,1% en flux totaux d'IDE aux pays de l'OCI. La Turquie a été suivie de l'Indonésie (15,5 milliards dollars des États-Unis, 13,3%), la Malaisie (11,1 milliards dollars des États-Unis, 9,5%), les Émirats Arabes Unis (11 milliards dollars des États-Unis, 9,4%) et de l'Arabie saoudite (8,1 milliards dollars des États-Unis, 6,9%).

On constate également une tendance semblable dans le cas des stocks intérieurs d'IDE : les 5 pays principaux ont accueilli 46,8% des stocks intérieurs d'IDE totales de l'OCI tandis que les 10 pays principaux ont pu accueillir 69,4%. Avec 224,8 milliards dollars des États-Unis des stocks intérieurs d'IDE (12,6% du total de l'OCI), l'Indonésie a pris la tête de la liste des pays de l'OCI avec la plus grande part de stocks intérieurs d'IDE en 2015. L'Indonésie a été suivie de l'Arabie saoudite (224 milliards dollars des États-Unis, 12,5%), la Turquie (145 milliards dollars des États-Unis, 8,2%), le Kazakhstan (119 milliards dollars des États-Unis, 6,7%) et la Malaisie (117 milliards dollars des États-Unis, 6,6%).

De façon générale, cette situation suggère qu'une majorité significative des pays de l'OCI ne peut toujours pas mettre en place des cadres de systèmes économiques favorables et fournir aux entreprises étrangères l'infrastructure réglementaire et physique adéquate pour attirer plus de flux d'IDE. En conséquence, les pays de l'OCI doivent généralement prendre des mesures rapides en vue d'instaurer un climat favorable aux investissements étrangers. Pour atteindre cet objectif, des réformes sont nécessaires pour améliorer le climat économique et introduire des incitations à l'investissement conçues en fonction des besoins des investisseurs domestiques et étrangers. Cela, consécutivement, exige la construction d'une infrastructure adéquate

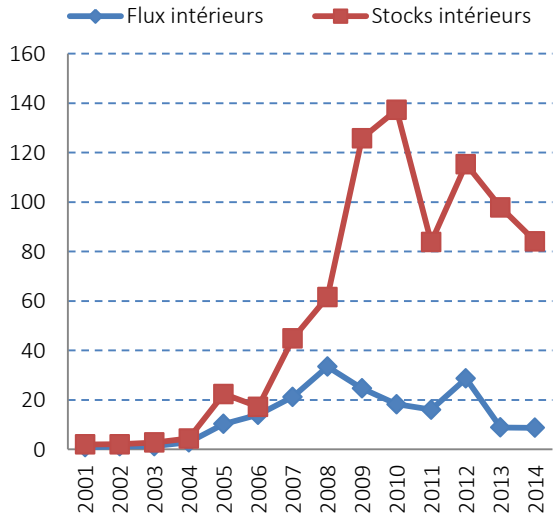
ainsi que l'investissement en technologies modernes pour augmenter leurs capacités productives, ce qui reste un grand défi pour la majorité d'entre eux.

ENTREES D'IDE INTRA-OIC

Les flux de l'investissement Intra-OCI sont en baisse depuis 2012

Les entrées et les stocks intérieurs (c.-à-d. les investissements entrants) d'IDE Intra-OCI reflètent l'investissement dirigé d'un pays de provenance de l'OCI à d'autres pays destinataires membres de l'OCI. Comme ce fut le cas dans d'autres dimensions de l'intégration économique parmi des pays de l'OCI (par exemple le commerce et tourisme intra-OCI), les tendances d'IDE intra-OCI peuvent être un bon indicateur pour évaluer le niveau de l'intégration économique entre les pays de l'OCI. Un volume des entrées d'IDE intra-OCI implique l'existence de liens économiques plus forts entre les pays de l'OCI. De même, l'augmentation du volume des stocks intérieurs d'IDE intra-OCI indique une amélioration de la coopération économique intra-OCI provenant des IDE des pays de l'OCI.

Graphique 2.10: Flux et stocks intérieurs d'IDE intra-OCI (milliard $)

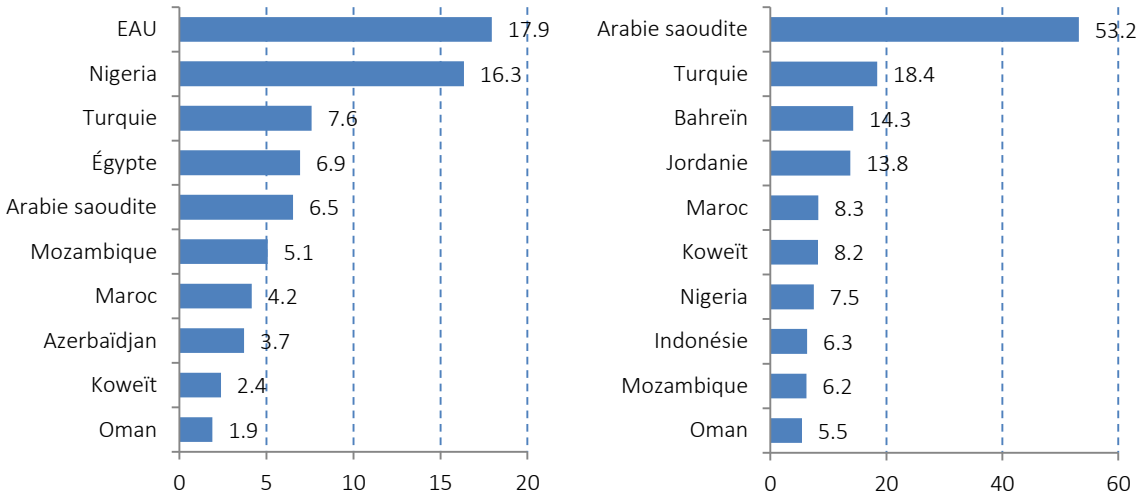


Source: CNUCED STATS.

Le graphique 2.10 présente les tendances des entrées d'IDE intra-OCI et des stocks intérieurs entre 2001 et 2014. Selon le graphique 2.10, entre 2001 et 2004 les entrées d'IDE intra-OCI et les stocks intérieurs ont suivi une tendance stable. C'est juste après 2004 que les entrées et les stocks intérieurs ont commencé à s'élever jusqu'à la crise économique mondiale. Les stocks intérieurs d'IDE intra-OCI ont atteint leur valeur maximale en 2010 en atteignant 137,2 milliard dollars des États-Unis. En 2014, ils ont baissé à 84,1 milliards dollars des États-Unis. Les entrées d'IDE intra-OCI ont culminé en 2008 avec 33,4 milliards dollars des États-Unis. Les entrées Intra-IDE ont légèrement diminué de 8,8 milliards dollars des États-Unis en 2013 à 8,7 milliards dollars des États-Unis en 2014. Depuis 2014, les entrées d'IDE intra-OCI et les stocks intérieurs étaient inférieurs par rapport à leurs valeurs maximales en 2008 et 2010, respectivement.

Entre 2001 et 2012, les entrées d'IDE intra-OCI et les chiffres des stocks intérieurs se sont améliorés, malgré le fait d'avoir eu des périodes de prospérité et de crise. Cela reflète une intégration économique améliorée parmi les pays de l'OCI. Néanmoins, il est juste pour réclamer que ces chiffres sont loin de leur potentiel. Les figures sur les entrées et les stocks intérieurs d'IDE intra-OCI stagnaient inférieure par rapport à leurs valeurs maximales.

Graphique 2.11: Premiers pays de l'OCI en termes de flux (à gauche) et stocks intérieurs (à droite) d'IDE intra-OCI (milliard US$), 2010-2014

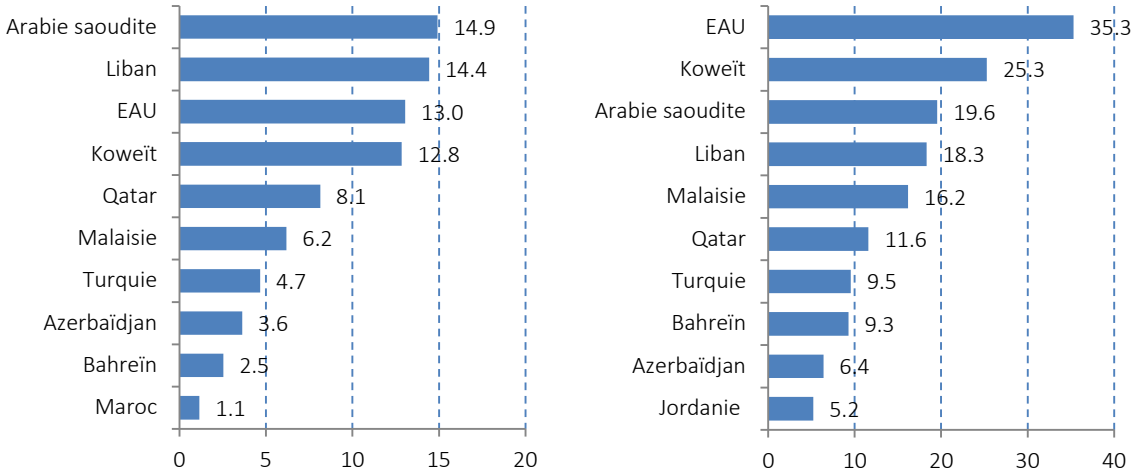


Source: CNUCED STATS.

Par conséquent, plus d'interventions politiques sont nécessaires pour réduire les obstacles de l'investissement intra-OCI. Ces interventions ne devraient pas être seulement limitées à la libre circulation des capitaux au-delà des frontières des pays membres de l'OCI mais également doivent adresser les régimes réglementaires plus restrictifs de visa appliqués aux citoyens des pays de l'OCI par d'autres pays de l'OCI puisque les investisseurs étrangers recherchent souvent la facilitation des activités de ressources humaines au-delà des frontières (c.-à-d. limité ou pas de restriction en ce qui concerne le transfert de main d'œuvre). Les pays de l'OCI ont clairement besoin de comprendre qu'un grand potentiel en termes de flux d'IDE intra-OCI existe, ce qui peut stimuler la croissance économique et améliorer le développement dans les pays de l'OCI. Cependant, les obstacles existants empêchant les investisseurs des pays de l'OCI en termes de qualité institutionnelle, régimes de visa, restrictions au bénéfice et transferts de capital etc., limitent le niveau de la coopération économique parmi les pays membres de l'OCI.

Au niveau de chaque pays, le graphique 2.11 présente les dix premiers pays membres de l'OCI en termes d'entrées d'IDE intra-OCI et de stocks intérieurs au cours de la période 2010 et 2014. Les Émirats Arabes Unis et le Nigéria étaient les deux pays principaux de l'OCI en termes de nombres d'entrées cumulatifs d'IDE intra-OCI. Seul les Émirats Arabes Unis a pu attirer 17,9 milliards dollars des États-Unis d'IDE entre 2010 et 2014 des autres pays de l'OCI. En termes de stocks d'entrées d'IDE intra-OCI, l'Arabie saoudite a pris la tête et les stocks d'entrées d'IDE ont atteint 53,2 milliards dollars des États-Unis au cours de la même période. L'Arabie saoudite a été suivie de la Turquie avec le stock d'entrée d'IDE intra-OCI s'élevant à 18,4 milliards dollars des États-Unis. Les chiffres des sorties et stocks extérieurs Intra-OCI peuvent être utilisés pour suivre des tendances des pays investisseurs importants intra-OCI.

Graphique 2.12: Premiers pays de l'OCI en termes des sorties (à gauche) et stocks extérieurs (à droite) d'IDE intra-OCI (milliard US$), 2010-2014



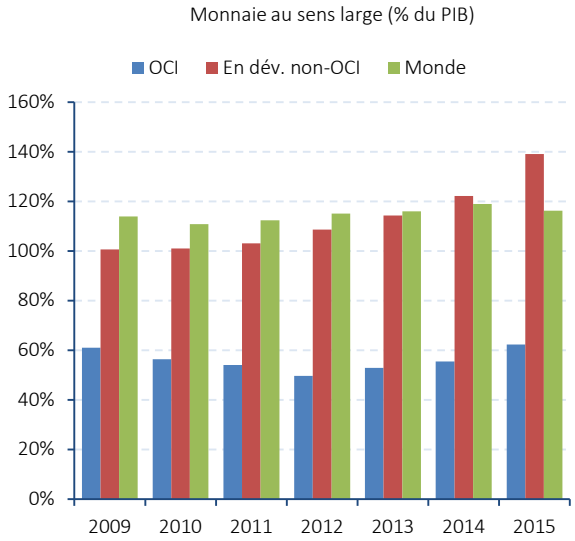
Source: CNUCED STATS.

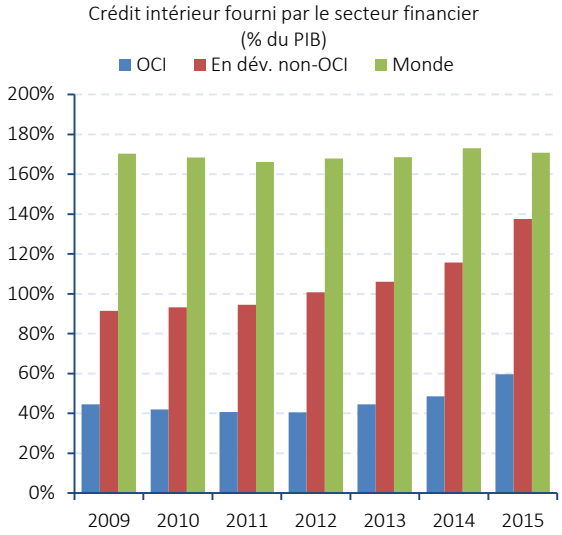
Selon le graphique 2.13, l'Arabie saoudite et le Liban étaient les deux pays principaux de l'OCI qui ont investi le plus dans d'autres pays de l'OCI entre 2010 et 2014. Les deux pays de l'OCI ont investi individuellement plus que 14 milliards dollars des États-Unis dans d'autres pays de l'OCI au cours de la période 2010-2014. Au cours de la même période, les Émirats Arabes Unis, le Koweït et l'Arabie saoudite ont été considérés comme les trois pays principaux de l'OCI possédant le montant le plus élevé des stocks d'IDE dans d'autres pays de l'OCI. Le stock extérieur existant d'IDE des Émirats Arabes Unis, du Koweït et de l'Arabie saoudite dans les pays de l'OCI a dépassé 80 milliards dollars des États-Unis lors de cette période.

Les chiffres d'IDE intra-OCI fournissent certains indices sur la distribution inégale des flux et des stocks d'IDE intra-OCI. Un petit groupe des pays de l'OCI a bénéficié relativement plus que d'autres pays membres d'IDE intra-OCI. Par exemple, le volume d'entrées d'IDE intra-OCI enregistré par les quatre pays principaux performeurs de l'OCI (Émirats Arabes Unis, Nigéria, Turquie et Égypte) entre 2010 et 2014 ont représenté 60,6% de toutes les entrées d'IDE intra-OCI observées au cours de la même période. La part des 10 premiers pays performeurs de l'OCI dans les entrées totales d'IDE intra-OCI a dépassé 90%. Par conséquent, les tendances positives observées dans les chiffres d'IDE intra-OCI n'avaient pas provenu d'une amélioration globale de la coopération intra-OCI mais c'est plutôt un résultat de l'intégration économique accrue parmi certains pays de l'OCI.

Ces chiffres indiquent que les pays de l'OCI n'ont pas pu réaliser davantage un niveau désirable des flux d'IDE intra-OCI. Les niveaux existants observés dans les chiffres d'IDE intra-OCI restent bien inférieurs à leur potentiel (SESRIC, 2014c ; CNUCED, 2013).

Graphique 2.13: Développement du secteur financier





Source: Banque mondiale WDI.

Réussir à atteindre le potentiel en IDE intra-OCI est particulièrement lié à la détermination des responsables politiques des pays de l'OCI pour adopter quelques décisions politiques concrètes pour réduire les obstacles du commerce et d'investissement, supprimer/assouplir les régimes de visa, et faciliter les transferts de capital entre les pays membres de l'OCI.

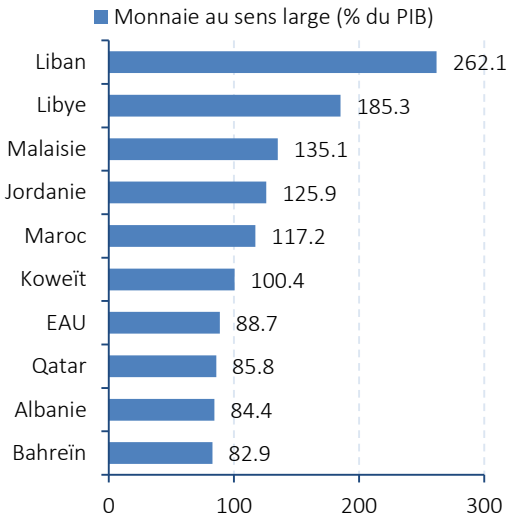
SECTEUR FINANCIER

Le degré d'approfondissement financier dans des pays de l'OCI est demeuré insatisfaisant.

Un système financier fiable peut ouvrir la voie pour un développement économique rapide, notamment, grâce à l'allocation efficace de l'épargne intérieur dans les activités économiques productives. L'importance de ce rôle a en effet gagné beaucoup d'attention dans la littérature récente de la croissance économique, et un fort consensus s'est dégagé dans la dernière décennie que les intermédiaires financiers fiables aient un impact important sur la croissance économique (Levine, 2004).

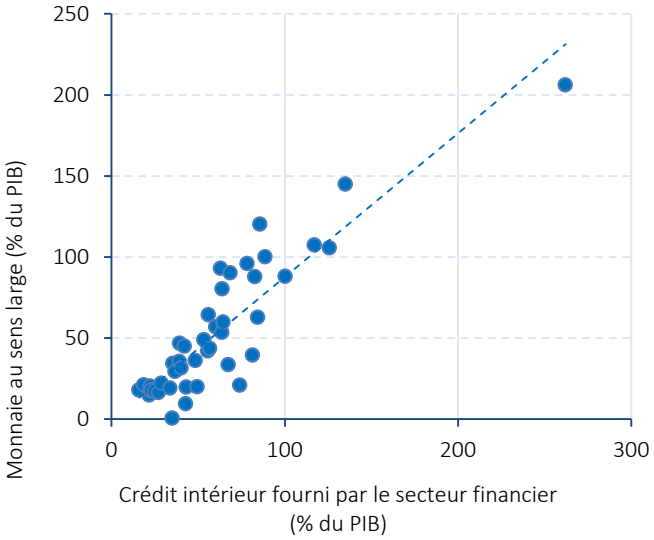
Un indicateur utilisé généralement pour déterminer le degré d'**approfondissement financier** est le ratio masse monétaire du PIB. Un ratio plus élevé est généralement associé à une plus grande liquidité et profondeur financière. Comme le montre le graphique 2.13 (à gauche), le volume moyen masse monétaire lié au PIB des pays de l'OCI a été enregistré à 62,3% en 2015, par rapport à environ 139% dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 116,2% de la moyenne mondiale. Apparemment, le secteur financier dans les pays membres est incapable de suivre le rythme en ce qui concerne la fourniture de liquidité suffisante et de meilleurs investissements intéressants à l'économie et à moindre coût. Cette situation se manifeste partiellement dans les niveaux bas du crédit fournis par le secteur financier comme % du PIB. En 2015, le secteur financier, en moyenne, a accordé le crédit à l'économie intérieur dans les pays de l'OCI pas moins de 59,7% du PIB tandis que, dans les pays en développement non membres de l'OCI, ce chiffre était de 137,6% (Graphique 2.13, à droite). Le crédit intérieur par secteur financier dans les pays développés, d'autre

Graphique 2.14: Développement du secteur financier (2015)



Source: Banque mondiale WDI.

Graphique 2.15: Liquidité contre le crédit intérieur



Source: Banque mondiale WDI.

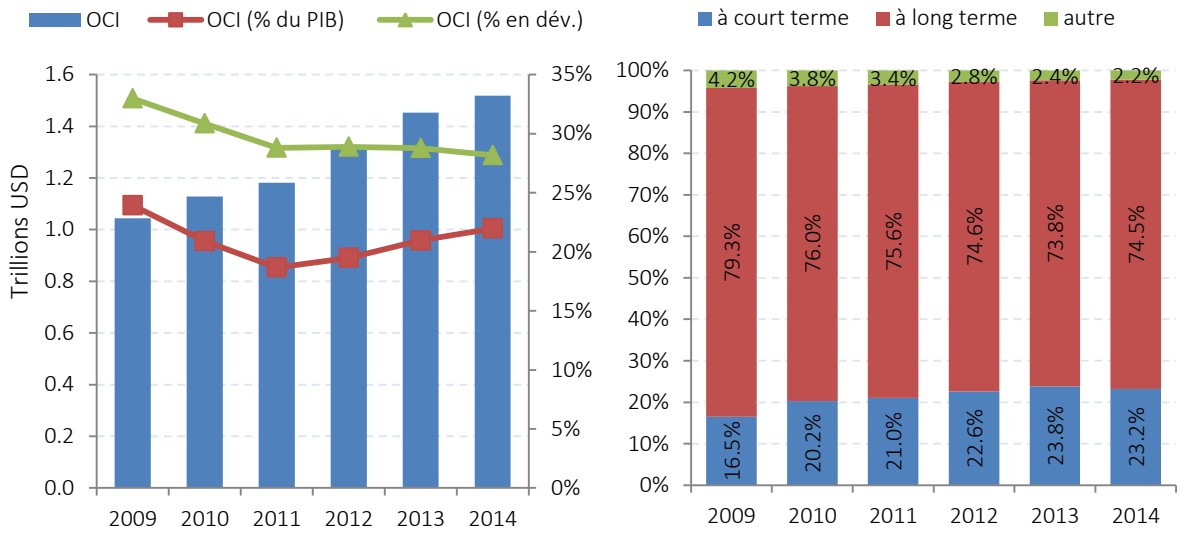
part, était en moyenne deux fois plus de la taille du PIB en 2015 (205%), ce qui a augmenté la moyenne mondiale à 170,9%.

Le degré de **développement financier** varie considérablement entre les pays de l'OCI. alors que certains pays membres ont des systèmes financiers relativement plus avancés comprenant des opérations bancaires vibrantes, assurance et d'autres institutions financières, et des régimes réglementaire et de surveillance financiers pertinents ; beaucoup d'autres se traînent derrière en termes de leurs étapes du développement financier. Cela, consécutivement, offre une matière à amélioration significative des systèmes financiers dans les pays de l'OCI.

Compte tenu de l'avis largement accepté que l'approfondissement financier confère des avantages importants de stabilité à l'économie, quoiqu'avec des oppositions, de nombreux pays de l'OCI sont apparemment privés de ces avantages de stabilité. Cependant, il y existe quelques exceptions telles que le Liban, la Libye, la Malaisie et la Jordanie où l'approfondissement financier mesuré par le volume masse monétaire lié au PIB, est au-dessus du niveau moyen mondial. Au Liban, par exemple, la taille totale de la masse monétaire qui comprend, entre autres, toutes les espèces et dépôts étroites, était plus deux fois la taille du PIB (262,1%), comme le montre le graphique 2.14. De même, en Libye, la taille de la liquidité dans l'économie a correspondu à 185,3% du PIB. En Malaisie, en Jordanie, au Maroc et au Koweït, la taille relative de la masse monétaire au PIB était de plus de 100%.

Un rapport par le FMI soutient que l'approfondissement financier, grâce à une augmentation des volumes de transactions financières, peut améliorer la capacité du système financier d'un pays aux flux de capitaux intermédiaires sans grandes fluctuations dans les prix des actifs et les taux de change (FMI, 2011). Les marchés financiers sont plus soutenus pour fournir des ressources de financements alternatifs du marché financier intérieur en périodes de stress, en limitant les effets négatifs, comme en témoigne la récente crise financière mondiale. Le graphique 2.15, à cet égard, supporte cet argument pour les pays de

Graphique 2.16: Dette extérieure (à gauche) et structure à terme de la dette extérieure (à droite)



Source: Banque mondiale WDI.

l'OCI en représentant la force des relations entre la réserve et la disponibilité du crédit en 2015.

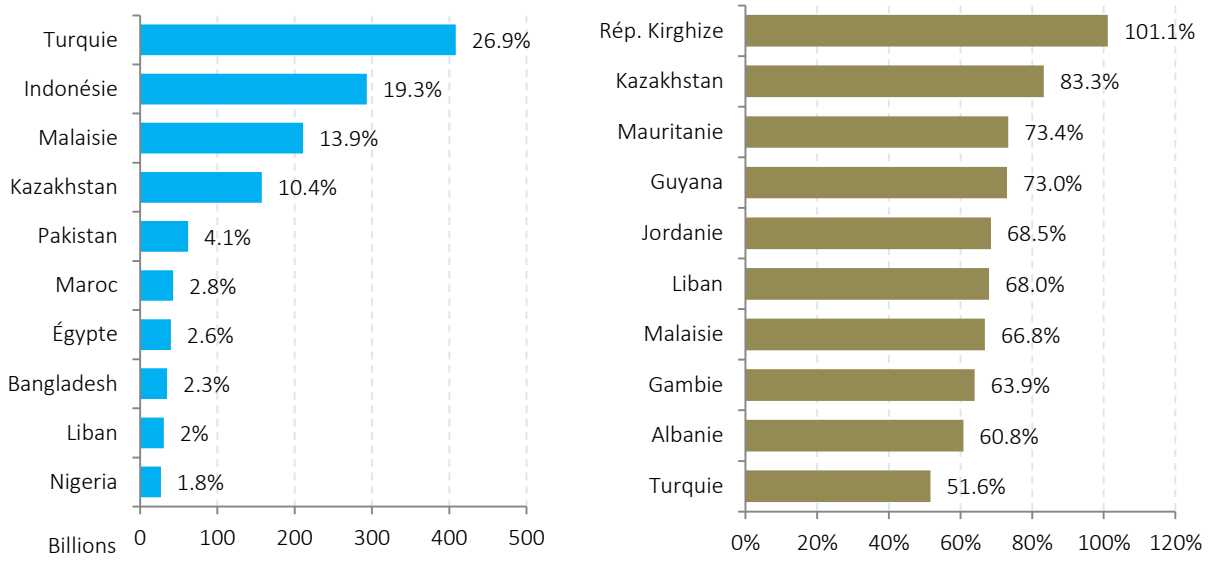
Cependant, les évidences suggèrent que les marchés financiers plus profonds peuvent également attirer des entrées des capitaux volatiles, compliquant la gestion macro-économique de l'économie du pays. En outre, l'approfondissement financier peut se produire trop rapidement, menant à des expansions et récessions ultérieures de crédit. Au niveau systémique, tous ces facteurs, s'ils sont bien contrôlés, peuvent atténuer la nécessité d'accumuler les capitaux étrangers, et, au niveau mondial, de promouvoir l'ajustement mondial (Maziad et autres, 2011).

DETTE EXTÉRIEURE

Suite à l'augmentation régulière, la part des dettes à court terme a légèrement diminué en 2014.

Toute la part de dette extérieure des pays de l'OCI a montré une tendance à la hausse au cours de la période considérée. En 2014, la dette extérieure totale des pays de l'OCI a augmenté de plus de 100 milliards dollars des États-Unis par rapport à l'année précédente et atteint la valeur de 1,52 trillions dollars des États-Unis. D'autre part, 20 pays de l'OCI continuent toujours à être classifiés en tant que pays pauvres très endettés (PPTE) par la Banque mondiale. En conformité avec la quantité croissante de dette en termes absolus, le graphique 2.16 (à gauche) montre que la taille relative de la dette de l'OCI à leur PIB et leur part dans le total de la dette des pays en développement avait augmenté depuis 2011. À cet égard, la moyenne de la dette au PIB pour les pays endettés de l'OCI est passée de 18,7% en 2011 à 22% en 2014. Au cours de la même période, le total de la part de dette extérieure des pays de l'OCI en tant que pourcentage du total de la dette des pays en développement a légèrement diminué passant de 28,8% à 28,2%.

Graphique 2.17: Les 10 premiers pays endettés de l'OCI (à gauche) et stocks de dette en % de RNB (à droite)



Source: Banque mondiale WDI.

Pour ce qui est de la structure de terme de la dette extérieure des pays de l'OCI, on observe que la dette à long terme a continué de représenter la plus grande partie du total de la dette extérieure de l'OCI, avec une part de 74,5% en 2014. Cependant, la part de la dette à court terme a été en constante augmentation au cours de 2009-2013, en atteignant 23,2% en 2013 par rapport à seulement 16,5% en 2009 (Graphique 2.16, à droite). En 2014, cette part a légèrement diminué à 23,2%

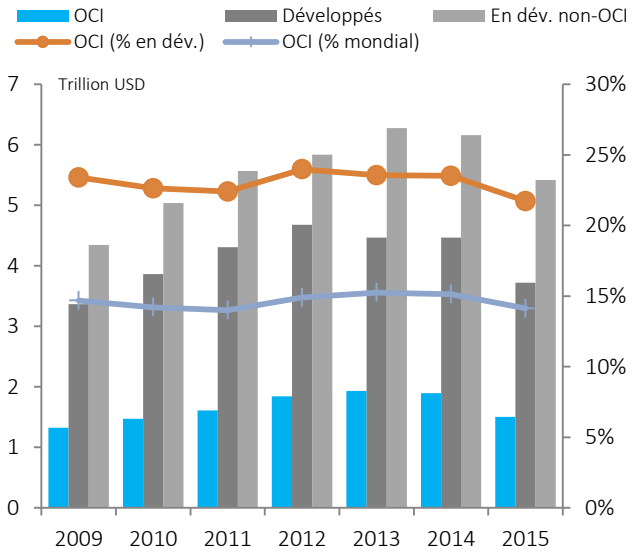
Pour ce qui est de l'encours de la dette en termes absolus, la Turquie était le pays membres de l'OCI le plus endetté en 2014 (Graphique 2.17, à gauche). Le pays a tenu 408 milliards dollars des États-Unis de dette, qui a constitué 26,9% de la dette extérieure totale de l'OCI. La Turquie a été suivie de l'Indonésie, de la Malaisie, du Kazakhstan et du Pakistan, qui ont eu des niveaux de dette extérieure variant entre 293 et 62 milliards dollars des États-Unis. Seuls 3 pays de l'OCI ont pu représenter jusqu'à 60% du total de la dette extérieure de l'OCI tandis que les 10 pays principaux ont représenté 86,1%. Cependant, compte tenu de la taille de la production économique du pays, le fait de regarder la taille absolue de l'encours de la dette pourrait être trompeur. Le ratio de la dette au RNB, en ce sens, est soutenu pour donner une vue plus précise de l'endettement d'un pays, en l'ajustant à la taille du revenu national brut. En termes de taille relative de la dette externe au RNB, la République du Kirghizstan, avec 101,1% de dette au RNB, était le pays de l'OCI le plus endetté en 2014 (Graphique 2.17, à droite). Elle a été suivie du Kazakhstan, de la Mauritanie, la Guyana et la Jordanie, avec des ratios de dette au RNB variant de 83,3% à 68,5%.

Reserves

Après plusieurs années d'augmentation constante, le total des réserves des pays de l'OCI a commencé à diminuer en 2014.

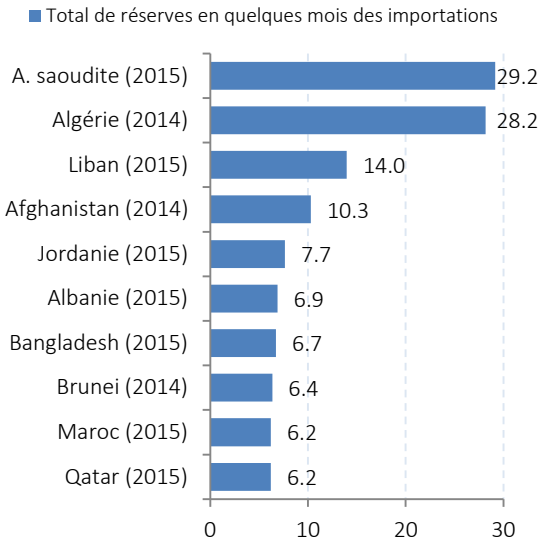
Les réserves sont généralement considérées comme un instrument important pour

Graphique 2.18: Réserves comprenant l'or (milliard US$)



Source: Banque mondiale WDI.

Graphique 2.19: Les 10 pays principaux de l'OCI par réserves totales en quelques mois d'exportations



Source: Banque mondiale WDI.

protéger l'économie contre les chocs externes brusques. Le total mondial des réserves monétaires – y compris l'or - est passé de 9 trillion dollars des États-Unis en 2009 à 12,5 trillion dollars des États-Unis en 2014, mais Il a diminué de nouveaux à 10,6 trillion dollars des États-Unis en 2015. De ce montant, 3,7 trillion dollars des États-Unis sont possédés par les pays développés tandis que le reste de 6,9 trillion dollars des États-Unis est détenus par les pays en développement (Graphique 2.18). Le total des réserves des pays de l'OCI a augmenté de 1,3 trillion dollars des États-Unis en 2009 jusqu'à 1,9 trillion dollars des États-Unis en 2013. Cependant, il a commencé à diminuer au cours des deux dernières années et a atteint 1,5 trillion dollars des États-Unis en 2015. En conséquence, la part des pays de l'OCI dans le total des réserves des pays en développement a diminué de 23,6% en 2013 à 21,7% en 2015. Depuis 2015, la part de tous les pays en développement dans le total mondial des réserves a correspondu environ à deux-tiers (65%). Bien que l'essentiel de ce qui peut être expliqué par l'augmentation des flux de commerce, et les excédents commerciaux de certains pays émergents, comme la Chine, d'autres pays nouvellement industrialisés en Asie, ainsi que les pays exportateurs du pétrole du Moyen-Orient; les efforts de réforme dans certains pays en développement (principalement, ceux souffrant de déficits du compte courant) pour améliorer leur position de réserves ont également joué un rôle. La libéralisation du compte de capital dans certains pays en développement a apparemment entraîné la nécessité d'accumuler des réserves en tant qu'assurance contre des volatilités financières y compris les arrêts brusques/reprises d'afflux de capitaux.

Graphique 2.19 montre les 10 pays principaux de l'OCI par le volume des réserves en mois d'exportations en 2014-2015. L'Arabie saoudite, avec des réserves équivalentes à 29,2 mois d'exportations, en tête de liste, tandis que l'Algérie suit de près avec 28,2 mois des réserves équivalentes à des exportations. En plus du Liban et de l'Afghanistan, les réserves étaient

équivalentes à plus de 10 mois de leurs exportations dans seulement quatre pays membres de l'OCI.

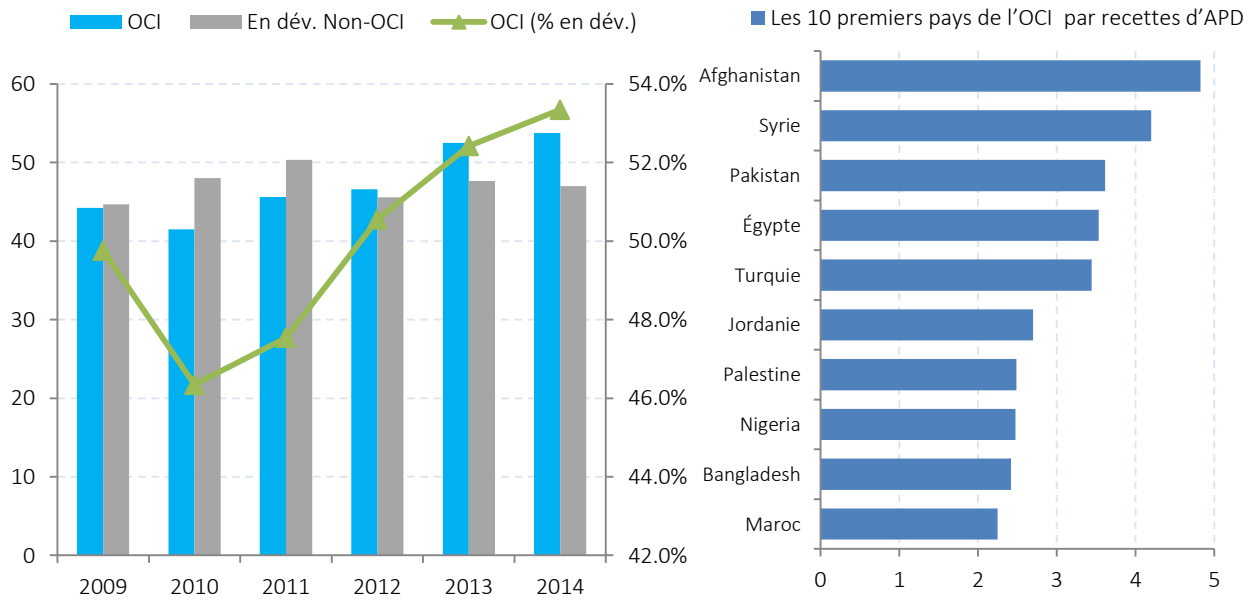
APD ET TRANSFERTS DE FOND

Dix pays de l'OCI ont reçu 59,4 % du total des flux d'APD vers les pays de l'OCI en 2014.

L'aide publique au développement (APD) continue d'être une source importante de financement pour de nombreux pays en développement, y compris les pays de l'OCI. En 2014, l'APD nette de tous les donateurs dans les pays en développement a atteint 100,8 milliards dollars des États-Unis comparés à 88,9 milliards dollars des États-Unis en 2009 (Graphique 2.18, à gauche). Depuis 2010, les flux d'APD vers les pays de l'OCI ont montré une tendance à la hausse. Depuis 2014, les pays de l'OCI, avec 53,8 milliards dollars des États-Unis, ont représenté 53,3% de tous les flux d'APD vers les pays en développement, la part la plus élevée observée au cours de la période considérée.

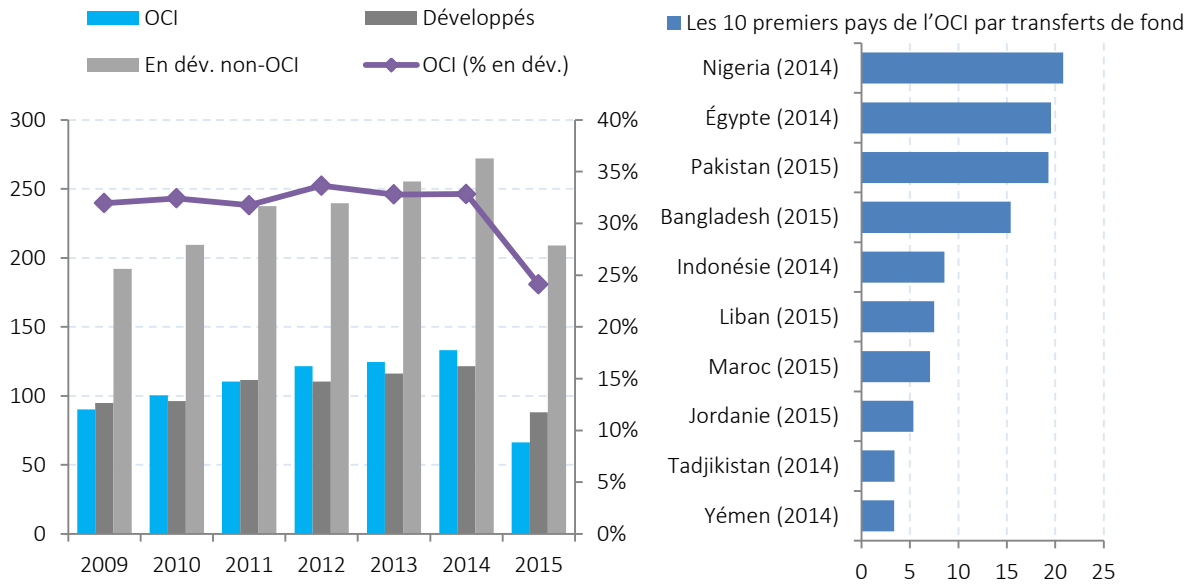
Les entrées d'APD aux pays de l'OCI montrent des caractéristiques similaires, lorsque leur niveau de concentration est concerné. En 2014, les 5 pays membres principaux ont reçu 36,5% de flux totaux d'APD aux pays de l'OCI tandis que les 10 principaux ont reçu 59,4% d'entre eux (Graphique 2.20, à droite). L'Afghanistan, avec des entrées totales de 4,8 milliards dollars des États-Unis et 9% du total de l'OCI, s'est classé premier. Il a été suivi de la Syrie (US$ 4,2 milliards, 7,8%), du Pakistan (3,6 milliards dollars des États-Unis, 6,7%), de l'Égypte (3,5 milliards dollars des États-Unis, 6,6%) et de la Turquie (3,4 milliards dollars des États-Unis, 6,4%).

Graphique 2.20: Aide publique au développement , milliard US$



Source: Banque mondiale WDI.

Graphique 2.21: Transferts de fond personnelles, milliard US$



Source: Banque mondiale WDI.

Graphique 2.21, d'autre part, prouve que les entrées des **transferts de fond** personnelles aux pays membres de l'OCI ont augmenté de 110 milliards dollars des États-Unis en 2011 à 133 milliards dollars des États-Unis en 2014, mais ont brusquement diminué à 66,4 milliards dollars des États-Unis en 2015. Comme la crise financière et économique de 2008-2009 a affecté les économies des pays développés en première place, un nombre important de travailleurs immigrants des pays en développement ont connu une baisse dans leurs revenus comme une source importante de transferts de fond à leurs pays d'origine. Cela a eu comme conséquence une diminution en flux de transfert de fond vers les pays de l'OCI ainsi que les pays en développement non membres de l'OCI. Les flux de transfert de fond dans les pays en développement non membres de l'OCI, d'autre part, a relativement amélioré au cours de la période examinée et a augmenté passant de 260 milliards dollars des États-Unis en 2011 à 270 milliards dollars des États-Unis en 2013.

Au niveau de chaque pays, on observe que même une plus grande partie d'entrées de flux de transfert de fond aux pays de l'OCI se concentrent sur un petit nombre de membres au cours de 2014-2015. Dans la liste des premiers destinataires de transfert de fond dans la région de l'OCI, le Nigéria a pris la première place avec 20,8 milliards dollars des États-Unis d'entrées de transferts de fond (Graphique 2.21, à droite). Il a été suivi de l'Égypte (19,6 milliards dollars des États-Unis), du Pakistan (19,3 milliards dollars des États-Unis), du Bangladesh (15,4 milliards dollars des États-Unis) et de l'Indonésie (8,6 milliards dollars des États-Unis).

Partie II

Transformation des **Potentiels** en **Impact** dans les pays de l'OCI

La présente partie inclut:

3. Explorer les potentialités des pays de l'OCI avec l'impact économique
4. Structure dynamique de la population
5. Abondance des ressources énergétiques
6. Grand potentiel du marché
7. Questions politiques pour transformer les potentiels en impact

PARTIE II

Cette spéciale partie des *Perspectives économiques de l'OCI 2016* fournit à un aperçu complet des potentiels des pays membres de l'OCI avec l'impact économique sous le thème de « *transformation des potentiels en impact* ». Le rapport fait valoir que le développement économique dans les pays de l'OCI n'est qu'une question de l'identification des ressources et des potentiels productifs et de développer ensuite les mécanismes et les instruments corrects à utiliser effectivement dans amélioration du bien-être des activités économiques.

Dans ce contexte, la section 3 identifie les domaines potentielles où les pays de l'OCI ont une position relativement plus forte vis-à-vis le reste du monde, l'utilisation pertinente de ce qui peut résulter en des taux de croissance économiques plus élevés. Les forces potentielles en termes de croissance et développement des pays de l'OCI sont explorées en cinq catégories, à savoir : le capital humain, les ressources naturelles, capital des connaissances, le capital social et la géographie économique. La section 4 se concentre sur la dynamique de la structure de la population des pays de l'OCI en tant que force potentielle et discute plusieurs questions liées à l'amélioration de la capacité de la jeunesse. La section 5 examine le rôle des ressources naturelles riches comme un facteur potentiel dans la promotion de la croissance et du développement. La section 6 souligne l'importance de l'utilisation du grand potentiel du marché dans les pays d'OCI. Enfin, la section 7 fournit des recommandations politiques sur la façon de débloquer les potentiels pour améliorer les performances économiques dans des pays de l'OCI.

SECTION 3

Explorer les potentialités des pays de l'OCI avec l'impact économique

Aujourd'hui il existe de grandes différences de revenus et de productivité entre les pays. Comme indiqué dans la partie I du présent rapport, les pays de l'OCI traînent derrière la moyenne mondiale dans un grand nombre d'indicateurs et ne sont donc pas suffisamment productif pour posséder une part proportionnelle de la prospérité mondiale. Malgré le fait que les pays de l'OCI représentent plus de 23% de la population mondiale, ils ne comptent que 8,6% de la production mondiale une fois mesurée en prix courants. Il existe de nombreux facteurs pour expliquer la performance économique relativement pauvre de nombreux pays de l'OCI. Cependant, ils possèdent également des ressources essentielles qui pourraient favoriser la croissance et le développement si elles sont bien utilisées.

Le but de la présente section n'est pas d'identifier les problèmes associés à la faible performance économique et d'expliquer les différences de croissance entre les pays. D'un point de vue différent, elle vise à identifier les ressources disponibles qui peuvent potentiellement affecter la trajectoire du développement des pays de l'OCI. Dans ce contexte, la présente section commence par un bref aperçu de l'ensemble des facteurs potentiels identifiés dans la littérature pour expliquer la croissance à long terme. Puis elle explore les forces potentielles des pays de l'OCI dans la promotion de la croissance et du développement en cinq catégories. En fonction de l'analyse dans la présente section, les sections suivantes fourniront une analyse détaillée de ces ressources potentielles pour une plus forte croissance et développement dans les pays de l'OCI.

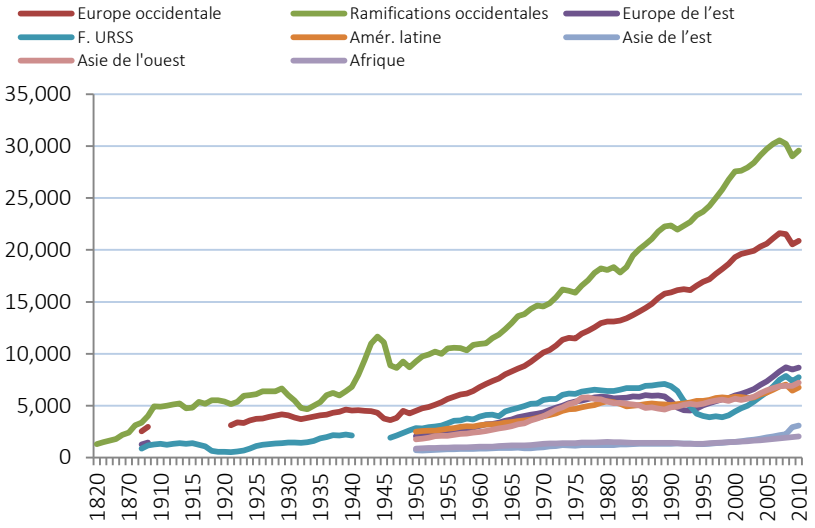
3.1 Facteurs menant à une plus grande croissance économique

Une grande variation a été observée dans les expériences de croissance de différents pays au fil du temps. Alors que certains pays connaissaient une croissance soutenue depuis plus qu'un siècle et devenaient extrêmement riches, certains autres continuent à vivre près du niveau minimum de subsistance, ce qui désigné souvent appelé la « grande divergence ».

De nouveaux, certains pays pauvres ont pu parvenir à réaliser des taux de croissance plus forts dans les pays les plus riches de rattrapage au sein de plusieurs décennies. Le graphique 3.1 montre l'évolution du revenu moyen dans différents groupes de pays au cours des deux derniers siècles. Les différences des expériences de croissance en font certainement un défi pour que les économistes expliquent les facteurs de croissance plus élevés à travers le temps et les pays. Certains modèles sont en mesure de donner une explication pour l'expérience de la croissance des pays développés, mais ne parviennent pas à le faire pour des pays à faible revenu.

Graphique 3.1

Croissance du PIB moyen par habitant, 1820-2010



Source: Base de données de Maddison Project. Les ramifications occidentales comprennent les États-Unis, le Canada, l'Australie et le Nouvelle-Zélande.

La théorie économique standard suggère qu'un certain nombre de facteurs contribuent à la croissance économique. En termes de fonction de production agrégée, la sortie d'un pays dépend de ses stocks de matériel, humain et naturel. Le capital physique comprend largement des machines, des bâtiments, et des infrastructures telles que les routes et les ports. Une caractéristique clé du capital physique est qu'il est conçu pour être utilisé dans la production d'autres biens et services. Le capital humain se rapporte aux connaissances et aux capacités des gens qui peuvent être utilisés pour l'avancement les techniques de production et contribuer au développement économique et social. Le capital naturel est le stock des terres d'un pays, de l'eau, des forêts, et des ressources de sous-sol, qui ne sont pas produites mais sont utilisées dans le processus de production des biens et des services.

Historiquement, il est constaté que les pays ayant des taux de croissance soutenus ont atteint des taux d'investissement élevés dans le capital physique et humain. Il est également observé que les pays ayant le même stock des capitaux peuvent connaître des taux de croissance différents. En conséquence, il est suggéré que la croissance économique ne dépende pas seulement de la croissance de l'accumulation du capital mais aussi de la productivité, la technologie et l'efficacité. Les différences de productivité sont devenues le facteur dominant dans l'explication de la divergence des sentiers de croissance et les différences de revenus. Il comprend à la fois des différences réelles dans les techniques et les instruments, mais également des différences dans l'efficacité productive résultant de la façon dont la production et les marchés sont organisés. Le développement technologique contribue à accroitre le capital intellectuel et les connaissances, par lesquels les procédés de production deviennent plus efficaces. Si les ressources ne sont pas utilisées de manière productive ou pas mal réparties à travers certains mauvais choix politiques, l'efficacité et la productivité n'auront pas lieu.

En conséquence, des pays ayant différentes dotations en capital et les taux de productivité sont expliqués à l'expérience de différents taux de croissance. Cependant, il ne serait pas entièrement satisfaisant pour expliquer le processus de la croissance économique et des différences de revenus au niveau de la technologie, du capital humain et du capital physique. À cet égard, la littérature économique fournit des dimensions supplémentaires dans l'explication des divergences de taux de croissance, tels que la qualité des institutions, la géographie, les choix de politique et de la culture. Les institutions sont à propos des règles et des règlements qui affectent les incitations économiques et ainsi, les incitations à investir dans la technologie, le capital physique et le capital humain si la protection des droits de propriété, assurant le bon fonctionnement des marchés, et l'exécution des contrats. En conséquence, il est prévu que des sociétés où les institutions économiques qui facilitent et encouragent l'accumulation des facteurs, l'innovation et la répartition efficace des ressources à prospérer et à atteindre de plus grandes taux de croissance.

Le « revers de fortune » hypothèse d'Acemoglu et autres (2002) souligne le rôle particulier des institutions, où le succès économique, il y a 500 ans, est en corrélation négative avec le succès économique aujourd'hui dans le cas d'anciennes colonies européennes. En 15e et 16e siècles, les Européens ont eu une tendance à mettre en place les institutions *extractives* dans les places déjà économiquement prospère pour transférer de retour les gains économiques à l'Europe. D'autre part, les européens eux-mêmes qui sont l'objet d'une migration vers des places peu peuplés ont installé des institutions *incluses* qui étaient propices à la réussite économique à long terme.[2]

En ce qui concerne le rôle de la géographie, la littérature suggère les différentes voies par lesquels elle peut avoir une incidence sur la croissance économique, y compris ses effets sur le fardeau de la maladie, la productivité agricole, les coûts de transport et l'accès au marché. De la même façon, les politiques économiques affectent le retour à l'investissement et la formation des incitations dans un pays. Les politiques qui créent des inefficacités et protègent les processus improductifs ou les entreprises technologiquement en retard rendent seulement un petit groupe plus riche sans encourager l'innovation et le développement technologique. Le capital et la culture sociaux jouent également un rôle important dans les processus de développement économiques. Bien que les communautés à fort capital social, confiance, l'éthique du travail et le respect de la loi et l'ordre public deviennent plus productives, le manque de confiance sociale au sein des communautés n'augmente que le risque potentiel de violence et de conflit. Il est difficile d'observer une bonne performance économique dans les sociétés où les conflits et les privations ont affaibli la coopération et l'action collective.

Tous les facteurs expliqués brièvement ci-dessus sont utilisés dans l'explication de la divergence des expériences de croissance des pays au cours des années. Il existe d'autres facteurs moins critiques qui sont également utilisés dans la littérature pour expliquer les différences de croissance, telles que la stabilité macro-économique, l'ouverture commerciale et la profondeur financière. Cependant, le taux d'accumulation du capital physique et humain ainsi que l'investissement dans la création des connaissances sont considérées comme les facteurs les plus essentielles. À long terme, les impacts de ces facteurs et d'autres seront importants que dans la mesure où ils mènent à des niveaux de productivité plus élevés.

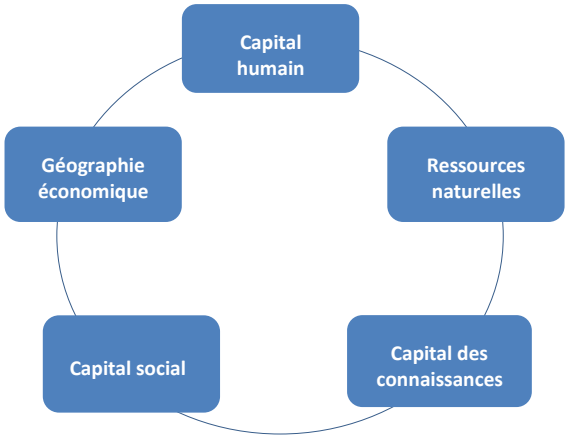
À cet égard, quelle que soit les dotations initiales les pays possèdent elles devraient être utilisées d'une manière qu'elles encouragent les capacités productives des facteurs de production. Le paragraphe suivant identifiera certains domaines potentielles où les pays de l'OCI ont une position

[2] Voir aussi Jones (2015).

relativement plus forte vis-à-vis le reste du monde, l'utilisation pertinente de ce qui peut résulter des taux de croissance économiques plus élevés.

3.2 Avantages comparatifs des pays de l'OCI dans la promotion de la croissance et de la compétitivité

En fonction de la discussion précédente, les forces potentielles des pays de l'OCI en termes de croissance et développement seront étudiées en cinq catégories à savoir : le capital humain, les ressources naturelles, le capital des connaissances, le capital social et la géographie économique. Certains de ces facteurs discutés ci-dessus sont ignorés car ils ne conviennent pas l'objectif de la présente section en ce qui concerne l'exploration des forces potentielles. D'autre part, il convient de noter que les pays de l'OCI ont individuellement des ressources différentes dans différentes catégories. Une analyse collective n'est peut-être pas une bonne approche pour comprendre les potentiels de chaque pays, mais elle offre une bonne perspective dans l'exploration des forces collectives des pays de l'OCI.

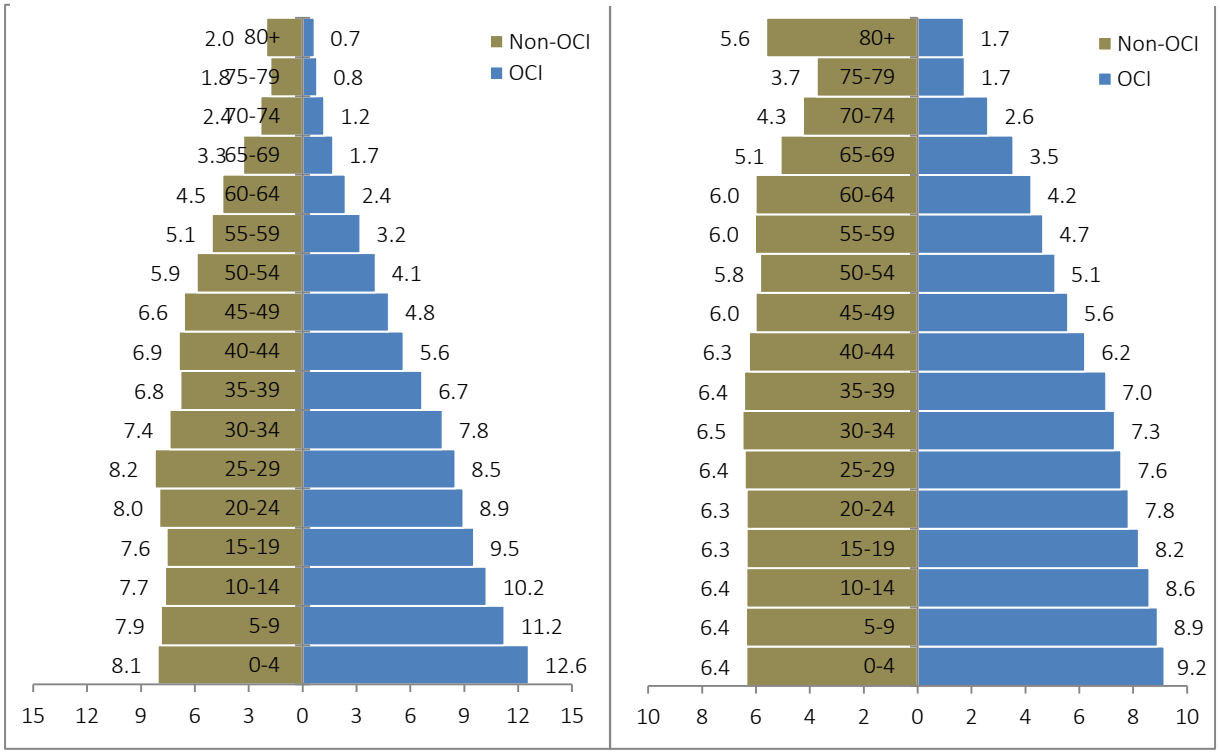


3.2.1 Capital humain

Le stock du capital humain joue un rôle important dans la détermination de la capacité d'absorber

Graphique 3.2

Pyramide de la population dans les pays de l'OCI et non membres de l'OCI, 2015 (à gauche) - 2050 (à droite)



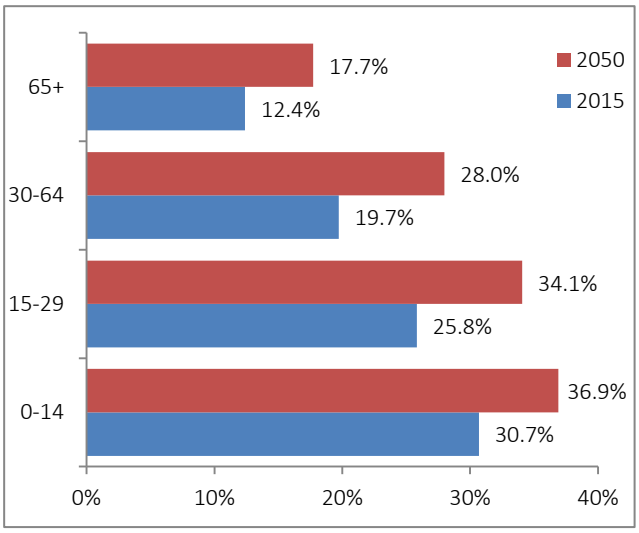
Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur le Perspective de la population mondiale de l'ONU: Révision 2015.

de nouvelles connaissances et technologies, et donc d'accroître la productivité du travail. Mesurer le stock du capital humain est, cependant, un défi. Dans la littérature, différents proxies sont utilisés dans l'analyse de l'évolution du capital humain. La réussite scolaire a été la plus commune mais aussi la meilleure façon de mesurer le capital humain. La littérature de croissance économique suggère d'autres façons de construire un tel ensemble de données. Selon l'ouvrage de Hall et de Jones (1999), le capital humain est calculé à l'aide de deux indicateurs principaux, le nombre total de main-d'œuvre et le niveau moyen de scolarité. Ainsi, dans le niveau moyen de scolarité, les pays ayant une main-d'œuvre plus active sur le marché du travail auront des stocks plus élevés de capital humain. De façon équivalente, dans la taille de la main-d'œuvre, les pays ayant un niveau de scolarité plus élevé auront un stock plus élevée de capital humain.

L'accumulation du capital humain dépend principalement de deux facteurs : la population en âge de travailler et l'éducation. Une analyse précédente sur l'accumulation de capital humain dans les pays de l'OCI révèle que, en commençant par des bas niveaux des stocks de capital humain, les pays membres de l'OCI ont considérablement accru leurs stocks de capital humain au cours des quatre dernières décennies, mais ce n'est pas traduit par une plus forte croissance économique dans tous les pays (SESRIC, 2011). Ce fait a mené à la remise en question de la qualité de l'enseignement fourni à leurs citoyens par ces pays. SESRIC (2014) montre également que la qualité de l'éducation dans les pays de l'OCI n'est pas suffisamment bonne position. Il semble que les pays de l'OCI n'ont pas une résistance spécifique dans l'accumulation du capital humain par l'éducation et le développement des compétences. L'analyse au titre du capital des connaissances permettra davantage de jeter la lumière sur les résultats scolaires dans les pays de l'OCI.

Il ne reste que la population des pays de l'OCI comme source de force potentielle en vertu de la catégorie du capital humain. Le graphique 3.2 compare la structure de la population des pays de l'OCI avec le reste du monde. À partir de 2015, 34,1% de population dans les pays de l'OCI est de moins de 15 ans comparativement à 23,6% dans les pays non membres de l'OCI. Les jeunes à l'âge de 15-29 ans représentent 27% du total de la population de l'OCI, alors que c'est seulement 23,8% dans les pays non membres de l'OCI. De même, il est prévu que la population dans le groupe d'âge 0-29 ans en 2050 représentera 50,3% du total de la population de l'OCI par rapport à 38,2% dans les pays non membres de l'OCI.

Graphique 3.3
Part de l'OCI dans différents groupes d'âge



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur le Perspective de la population mondiale de l'ONU: Révision 2015.

Il est évident que les pays de l'OCI aient une structure plus dynamique de la population et cette tendance se poursuivra pendant une considérable période de temps. On s'attend à ce que les taux de croissance de population diminuent dans le monde entier dans le temps, mais cette tendance sera plus lente dans les pays de l'OCI par rapport au reste du monde. En conséquence, les pays de l'OCI devraient représenter une part plus importante des enfants et des jeunes dans le monde.

Comme le montre le graphique 3.3, la part des pays de l'OCI dans la population totale du groupe d'âge 0-14 ans devrait atteindre 36,9% en 2050 contre à 30,7% en 2015 et à celui du groupe d'âge 15-29 pour atteindre 34,1% en 2050 comparativement à 25,8% en 2015. Par conséquent, il est juste de dire que la structure de la population actuelle et future offre une fenêtre d'opportunité pour que les pays de l'OCI se développent plus rapidement avec l'utilisation efficace de cette force dynamique.

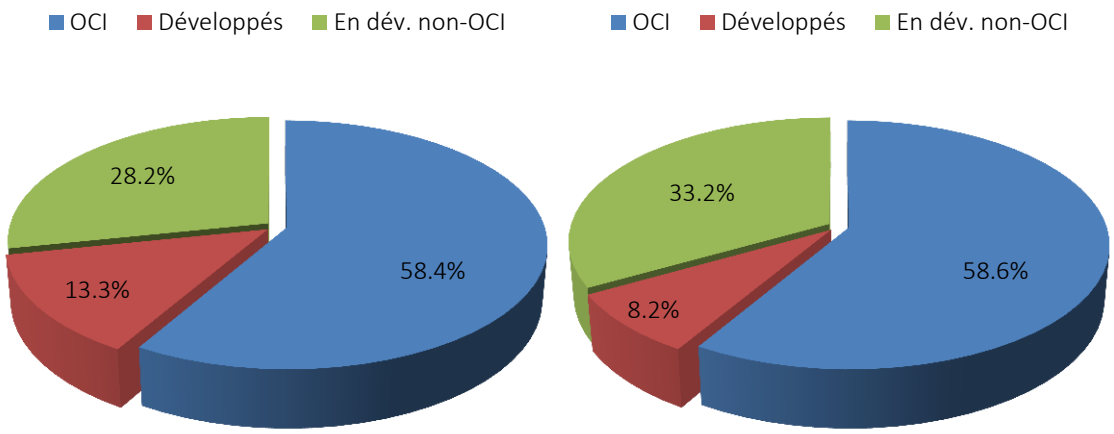
Bien qu'il y a eu également des perceptions négatives chez certains économistes sur le rôle de la population, où Il est soutenu que la croissance de la population réduit le capital physique et humain par travailleur et augmente le taux d'investissement et les dépenses scolaires requis pour maintenir la production par travailleur en fonction d'une approche malthusienne. Cependant, à une époque où une partie importante du monde devient de plus en plus concernée par le vieillissement de la population, la représentation d'une plus grande part de jeunes populations devrait sans aucun doute être un atout important pour des pays de l'OCI.

3.2.2 Ressources naturelles

De nombreux pays en développement sont fortement tributaires de l'exploitation de leur *capital naturel* pour assurer leurs besoins et élaborer et répondre aux besoins des générations futures. Cependant, l'augmentation de la dépendance économique à l'égard des ressources naturelles dans les pays en développement d'aujourd'hui est associée à une dégradation de la performance économique. Plusieurs théories ont été proposées pour expliquer pourquoi la dépendance économique croissante à l'égard les ressources naturelles dans les pays en développement est associée à une dégradation de la performance économique. Une explication populaire est l'incapacité de s'étendre à d'autres secteurs productifs, souvent appelée les effets *de la maladie hollandaise*. La spécialisation dans les exportations de produits de base pour trop long temps crée de nouvelles fragilités. Une autre explication est l'inégalité de la richesse et du pouvoir politique qui génèrent des institutions juridiques et économiques préjudiciables à la croissance et au développement (Barbier, 2007).

Graphique 3.4

Part des pays de l'OCI dans le total mondial des réserves prouvées du pétrole (à gauche) et du gaz (à droite)



Source: Calculs de personnel de SESRIC fondé sur les statistiques d'énergie internationales de la gestion de l'information d'énergie des États-Unis.

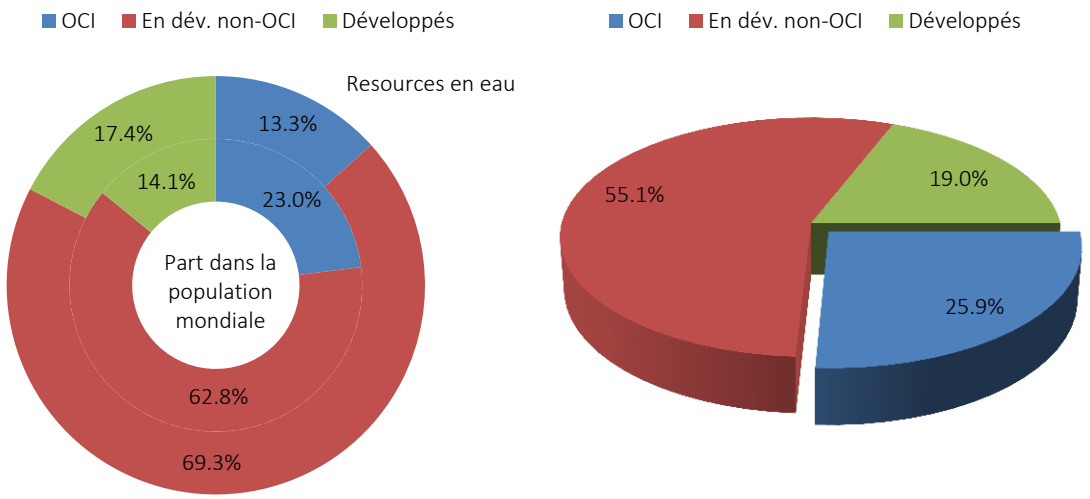
Malgré les distorsions de l'abondance des ressources naturelles, il existe bien sûr des pays qui ont bénéficié largement de leurs ressources naturelles dans leur développement. De telles ressources offrent un grand potentiel pour favoriser le développement si les politiques appropriées sont élaborées et mises en œuvre pour le réinvestissement des gains exceptionnels dans les secteurs plus productifs et plus dynamiques. Avant cela, il est essentiel de comprendre si les pays de l'OCI ont un avantage comparatif sur les différents types de ressources naturelles. Dans ce contexte, les évaluations seront faites sur les ressources minérales, les ressources en eau et les ressources des terres agricoles.

Le pétrole et le gaz naturel sont deux ressources minérales importantes qui sont largement utilisées en réponse aux besoins énergétiques. Le graphique 3.4 montre les parts de tous les pays de l'OCI dans les réserves de pétrole et de gaz naturel. En ayant près de 60% du total mondial des réserves en pétrole et gaz, les pays de l'OCI possèdent un avantage essentiel dans la gestion des sources d'énergie fossiles importantes dans le monde, qui peut potentiellement soutenir la croissance et le développement dans la région de l'OCI. Comme indiqué dans SESRIC (2012), les pays de l'OCI n'ont pas la même force dans les réserves de charbon. Il peut y avoir quelques autres ressources minérales où certains pays de l'OCI possèdent la majorité des réserves, mais à cause des contraintes imposées par les données, l'enquête de ces ressources n'a pas pu être rendu possible. D'autre part, il convient de noter que, en plus de combustibles fossiles, les pays de l'OCI ont un énorme potentiel dans les sources d'énergie renouvelables, en particulier dans l'énergie solaire et éolienne.

En termes de ressources en eau, la part des pays de l'OCI dans le total mondial des ressources en eau renouvelables est 13,3%, ce qui est inférieure par rapport à leur part dans le total mondial de la population de 23,3%. En revanche, la part du total mondial des ressources en eau renouvelables des pays développés non membres de l'OCI et des pays développés est plus élevée que leur part de la population mondiale (Graphique 3.5, à gauche). Par conséquent, la disponibilité limitée de l'eau est un défi pour les pays de l'OCI plutôt qu'une possibilité.[3]

Graphique 3.5

Part des pays de l'OCI dans le total mondial des ressources de l'eau (à gauche) et des superficies agricoles (à droite)



Source: Calculs de personnel de SESRIC fondé sur la base de données en ligne de la FAO AQUASTAT.

Source: Calculs de personnel de SESRIC fondé sur la base de données en ligne de la FAO.

[3] Voir rapport du SESRIC intitulé « Rapport de l'eau de l'OCI 2015» pour plus de détails sur les ressources en eau et les défis connexes.

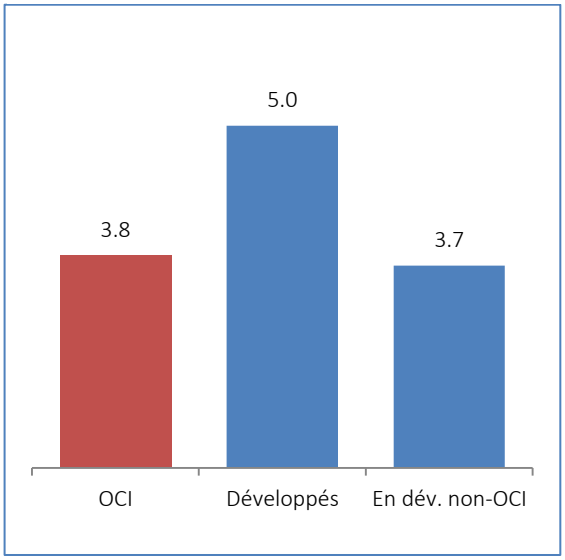
Les pays de l'OCI ont eu une superficie des terres agricoles totales de 1,4 milliards d'hectares, correspondant à 25,9% du total des terres agricoles du monde (Graphique 3.5, à droite). La superficie des terrestres arables dans les pays de l'OCI s'est élevée à 306 millions d'hectares seulement en 2013, correspondant à 21,7% de leur superficie agricole, ce qui est inférieure aux parts dans le reste du monde (SESRIC, 2016). En général, les ressources foncières sont en proportion de leur part dans la population totale mondiale et ne tiennent pas compte de tout avantage concurrentiel vis-à-vis d'autres pays.

3.2.3 Capital des connaissances

Les connaissances est le fondement de la prospérité économique. Une publication récente par Hanushek et de Woessmann (2015) présente un argument convaincant que les compétences cognitives de la population (ou du capital des connaissances), qui intègre la dimension de qualité essentielle du capital humain, pourraient être à l'origine d'une grande partie de la variation que nous observons dans le monde entier. Ils démontrent, par exemple, que « le puzzle de la croissance de l'Amérique latine » et « le miracle de l'Asie de l'est » peuvent s'expliquer par le capital des connaissances de ces régions. En conséquence, ils font appel à un système d'éducation qui développe une reddition de comptes efficace, favorise le choix et la concurrence, et permet de rejoindre directement les récompenses pour de bonnes performances.

Différentes approches peuvent être utilisées pour évaluer le niveau du capital des connaissances. Dans ce rapport, l'indice de la capacité d'innovation du forum économique mondial[4] et le nombre de demandes de brevet seront utilisés. Afin d'anticiper l'amélioration potentielle du capital des connaissances, les dépenses de la recherche et développement (R&D) seront également analysées. Comme le montre le graphique 3.6, la valeur moyenne de l'indice de capacité d'innovation dans les pays de l'OCI est de 3,8, ce qui est considérablement inférieur à la moyenne de pays développés et presque égal au niveau observé dans les pays en développement non membres de l'OCI. Cela indique que le niveau actuel de la capacité d'innovation n'est pas à un niveau concurrentiel pour encourager la croissance et le développement à long terme dans les pays de l'OCI. Résultats : le nombre total de demandes de brevet dans les pays de l'OCI reste très limité. Le nombre total de demandes de brevet dans le monde en 2014 est estimé à 2,68 millions. Avec 46,781 brevets dans l'ensemble, les pays membres de l'OCI ont représenté près de 1,7% du total des demandes de brevet (Graphique 3.7).

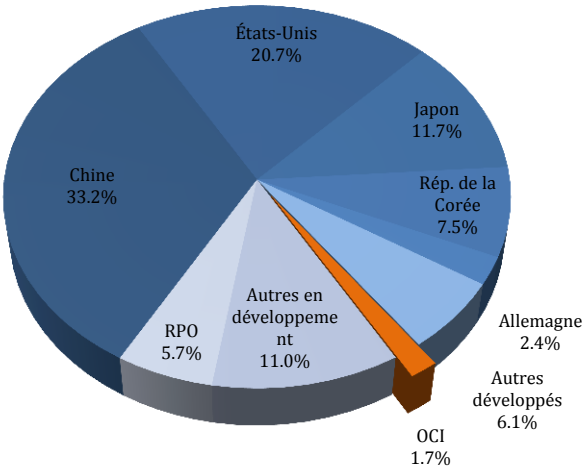
Graphique 3.6
Indice de la capacité d'innovation



Source: Indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial, 2015-2016.

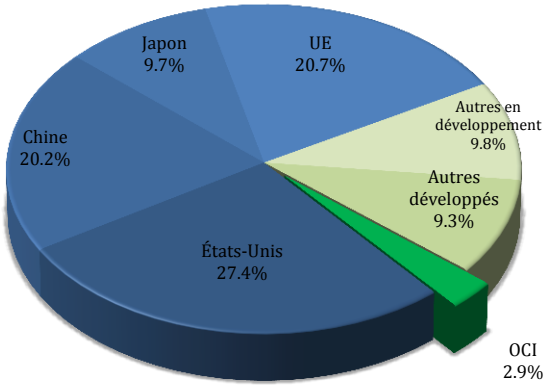
[4] L'index des valeurs varie entre 1 et 7, avec des valeurs plus élevées indiquant une plus grande capacité des entreprises à innover.

Graphique 3.7
Distribution des demandes de brevet



Source: Organisation de propriété intellectuelle mondiale, statistiques sur des brevets, juin 2016

Graphique 3.8
Dépenses intérieures brutes pour la R&D



Source: Base de données de l'ISU, l'UNESCO.

Dans leurs efforts pour promouvoir la croissance et le développement, les principaux pays industriels du monde avaient consacré des grandes sommes sur la R&D visant à générer des innovations. Aujourd'hui, près de 86% des dépenses mondiales de la R&D est consacré par les pays développés, dont 27,4% par les États-Unis, 20,7% par les pays membres de l'UE, et 9,7% par le Japon (Graphique 3.8). Les pays de l'OCI ne représentent que 2,9% du total mondial des dépenses intérieures brutes pour la R&D (DIRD), tandis que les DIRD de la Chine est plus de 7 fois le total de l'OCI. Cela indique qu'il existe une insuffisance de l'investissement pour encourager la capacité d'innovation dans les pays de l'OCI, qui reflète la faiblesse de la base pour le capital des connaissances dans les pays de l'OCI.

3.2.4 Capital social

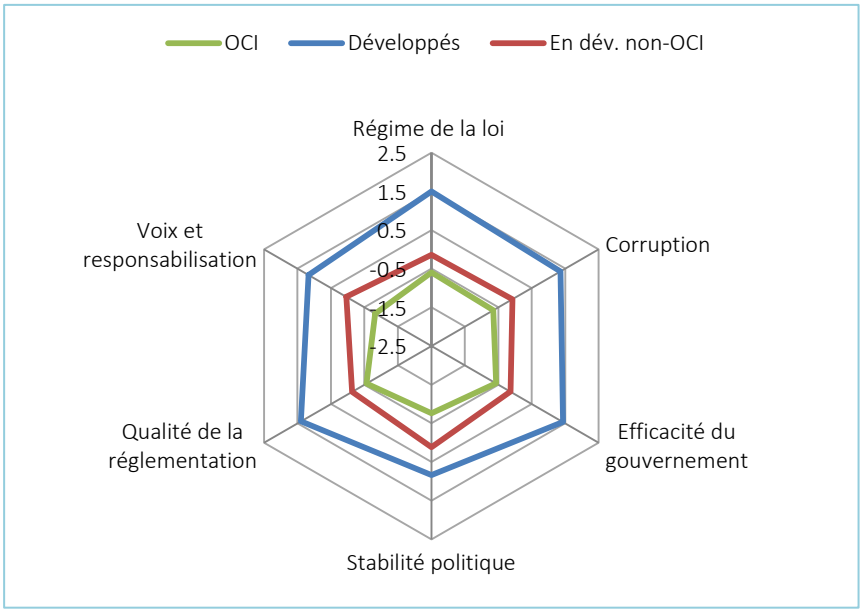
Bien que pas assez d'attention ait été accordée dans la littérature à l'importance du capital social pour le développement économique, il peut contribuer à la croissance économique par la promotion de la coopération et la confiance au sein des sociétés et l'amélioration de l'efficacité des entreprises, des marchés et d'état. En général, le capital social peut être compris comme le stock des relations sociales fondé sur les normes et les réseaux de coopération et de confiance, qui permet aux individus, groupes et communautés de résoudre les problèmes collectifs plus facilement. Selon la Banque mondiale (2001), le capital social d'une société comprend les institutions, les relations, les attitudes et les valeurs qui régissent les interactions entre les personnes et contribuent au développement économique et social.

La littérature actuelle suggère une relation positive entre le capital social et le développement économique. Humphrey et Schmitz (1998) mettent en évidence la façon dont « les relations de confiance entre les agents économiques ont été considérées comme faisant partie de l'avantage concurrentiel des entreprises de production en l'Allemagne, au Japon et les régions de l'Italie ». De même, Putnam (2000) oppose l'impact de Silicon Valley et *Route* 128 aux USA. Il commente que « le succès [de Silicon Valley] est dû largement aux réseaux horizontaux de la coopération informelle et formelle qui se sont développés entre les entreprises naissantes dans le domaine». En

revanche, dans le corridor de la *route* 128 près de Boston, le manque de capital social entre les entreprises a mené à une forme plus traditionnelle de classement de l'entreprise, le secret, l'autosuffisance, et de la territorialité (OCDE, 2001).

Graphique 3.9

Qualité des institutions et de la gouvernance (2014)



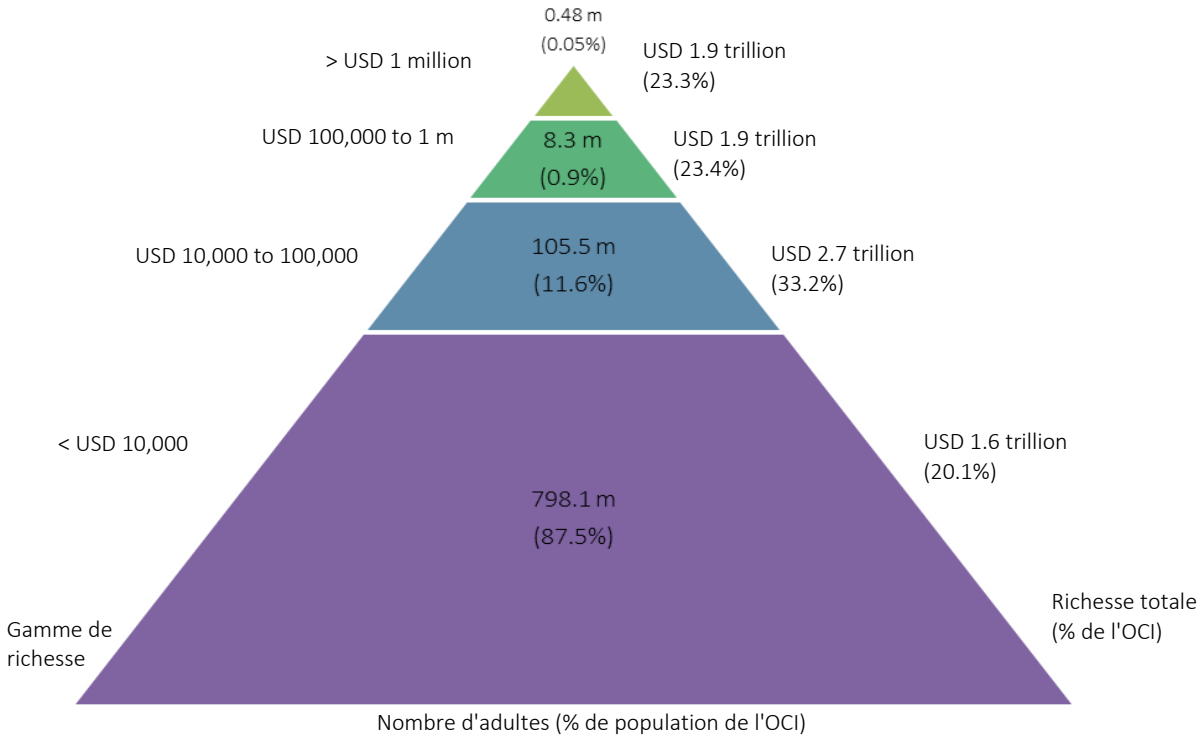
Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur les indicateurs de gouvernance mondiale Bank.

L'étude par la Banque mondiale (2001) souligne le rôle du capital social (ou, plus spécifiquement le rôle des institutions, des arrangements sociaux, de la confiance et des réseaux) dans la réduction de la pauvreté et dans la promotion de le développement durable. À cet égard, l'absence des institutions de bonne qualité et la faiblesse de la légitimité de l'état peuvent miner la confiance sociale et mener à des conflits et à l'effondrement économique. Les sociétés islamiques ont été traditionnellement fortes dans la capitale sociale. Les différents mécanismes de protection sociale et de confiance ont contribué à soutenir le développement communautaire tout au long de l'histoire. Cependant, les développements récents montrent qu'il existe de graves problèmes qui minent la confiance et la cohésion sociale dans les pays de l'OCI. Apparemment, l'inclusion sociale, la confiance, la voix et la responsabilisation sont les éléments importants du capital social. À cet égard, afin d'évaluer le potentiel du capital social, la qualité des institutions, la répartition des revenus, l'intégration politique et sociale et les tendances des conflits seront analysés.

En pratique, les pays de l'OCI doivent relever des défis importants en améliorant la gouvernance et en assurant le développement inclusif. Le graphique 3.9 compare les moyennes des six indicateurs de gouvernance pour les pays de l'OCI avec d'autres groupes de pays en 2014, selon les estimations de la Banque mondiale. Tandis que les pays développés dépassent les pays en développement dans toutes les catégories, les pays en développement non membres de l'OCI font également mieux que même les pays de l'OCI. Dans aucune des catégories, les pays de l'OCI en tant que groupe atteignent un score positif. Les pays en développement non membres de l'OCI pourraient atteindre un score positif seulement dans la stabilité politique et la voix et la responsabilisation des catégories. Les catégories de la voix et la responsabilisation et la stabilité politique sont les plus faibles des catégories pour des pays de l'OCI. D'autre part, la qualité réglementaire, bien que négatif, est la catégorie la plus forte pour les pays de l'OCI. Tous ceux-ci reflètent le niveau inférieur de la qualité institutionnelle dans les pays de l'OCI.

Graphique 3.10

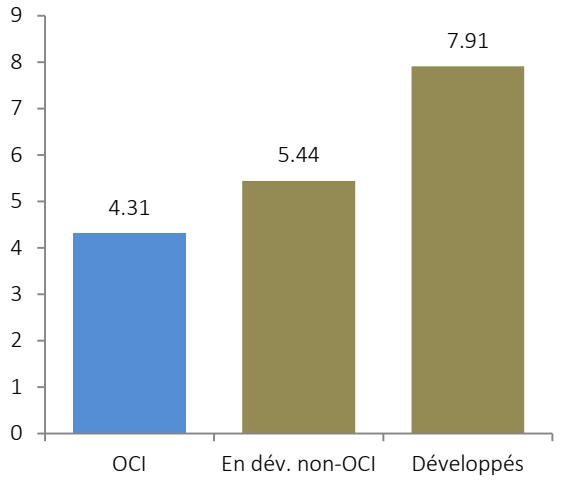
Pyramide de richesse des pays de l'OCI (2014)



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur les données fouries par Credit Suisse sur la richesse mondiale pour l'année 2014.

Une autre dimension importante du développement inclusif est la répartition des richesses. Le graphique 3.10 montre la répartition des richesses dans les pays de l'OCI selon les estimations de Crédit Suisse. Il montre qu'il y a un grand nombre de détenteurs de richesse faibles, avec les paliers supérieurs occupés de moins en moins par un nombre réduit de personnes. En 2014, il est estimé que 87,5% de la population adulte dans les pays de l'OCI (correspondant à 798 millions de personnes adultes) possède moins de 10.000 dollars des États-Unis de la richesse moyenne par habitant. Ensemble, elles ne représentent que 20,1% du total de la richesse dans les pays de l'OCI, avec 1,6 trillion dollars des États-Unis de richesse totale. D'autre part, seulement 0,05% de la population est propriétaire de 23,3% de richesse totale et un autre 0,9% est propriétaire de 23,4% de richesse totale. Ensemble, juste moins de 1% (à savoir 0,95%) de la population dans les pays de l'OCI possède 46,7% de richesse totale dans les pays de l'OCI. Une fois comparés à la moyenne mondiale et la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI, les personnes ayant moins que 10.000 dollars des États-Unis de de richesse représentent 69,8% de la population totale et 2,9% la richesse totale dans le monde et 77,6% du total de la population et 14,7% de la richesse totale dans les pays en développement non membres de l'OCI. Cela reflète le fait que la part des personnes à faible niveaux de protection sociale est considérablement plus élevée que d'autres groupes de pays.

Graphique 3.11
Intégration politique et sociale

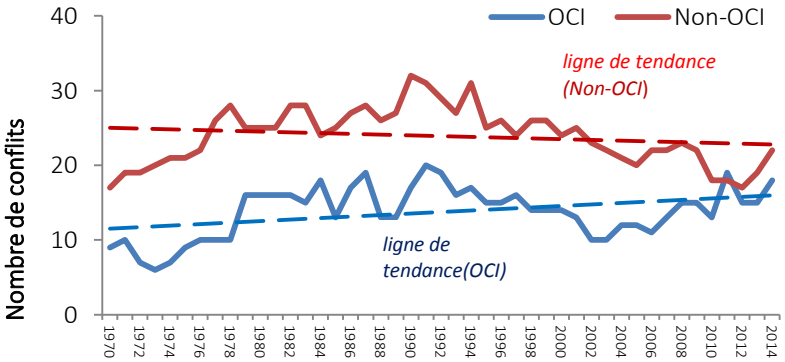


Source : Calcul du personnel de SESRIC fondé sur l'indice 2014 de transformation de RTC. Les données sont disponibles pour un total de 128 pays, dont 47 sont des états membres de l'OCI.

L'intégration politique et sociale reflète l'existence d'un système stable et solide qui tente d'articuler les intérêts sociaux, des associations qui servent d'intermédiaire entre la société et le système politique et les normes démocratiques et les procédures fortement approuvées par les citoyens. Le niveau de l'intégration politique et sociale dans les pays de l'OCI est plutôt faible par rapport à d'autres groupes de pays, comme illustré sur le graphique 3.11, respectivement. Ce fait a rendu des pays de l'OCI vulnérables aux troubles civils comme on l'a vu dans un certain nombre de pays de l'OCI depuis le début de ce qu'on appelle le printemps arabe de 2011.

Le nombre de conflits armés dans les pays de l'OCI montre une tendance à la hausse qui contraste avec la croissance à la baisse observée dans les pays non membres de l'OCI (Graphique 3.12). L'intensité des conflits dans les pays de l'OCI avait également augmenté depuis 2003, ce qui correspond à l'année quand les États-Unis et le Royaume-Uni ont envahi l'Irak. Ces conflits de haute intensité se traduisent par des souffrances humaines considérables et une dévastation généralisée et laissent ces pays paralysés pendant de nombreuses années à venir.

Graphique 3.12
Tendances de conflit (1970-2014)



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondé sur la base de données de conflit d'Uppsala

Fondé sur l'enquête ci-dessus, le niveau actuel du capital social semble être plutôt faible. L'une des forces traditionnellement importantes des pays de l'OCI a besoin d'attention de la part des responsables politiques et des dirigeants communautaires pour restaurer son rôle dans le développement social et économique. Jusque-là, le capital social ne sera pas considéré comme l'un des principales forces des pays de l'OCI dans la promotion de la croissance et développement.

3.2.5 Géographie économique

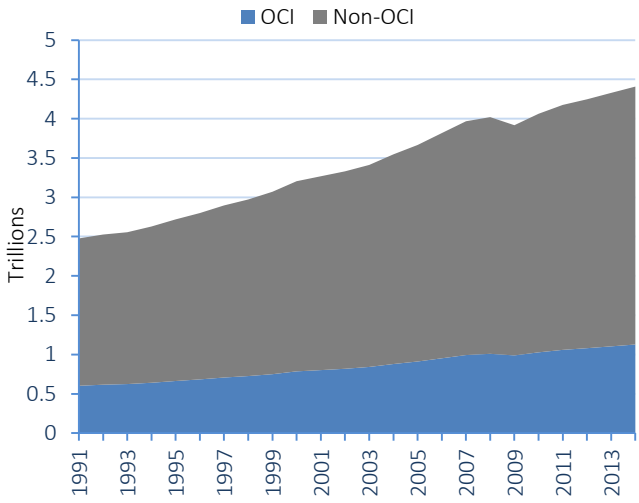
Avec plus de 1,7 millions de population, les pays membres de l'OCI représentent plus de 23% de la population mondiale. Bien que les pays membres soient dispersés géographiquement sur quatre continents, ils ont tous des couloirs de transport direct par voie terrestre ou maritime avec un autre pays membre. La seule exception est l'Ouganda, qui est resté déconnectée après la sécession

du Soudan du sud en 2011. Une connectivité supérieure sur une grande échelle de la géographie elle-même crée une possibilité importante pour la coopération et le développement. Cependant, alors que certains pays sont situés dans une position relativement meilleure en termes de connectivité, telle que la Turquie, l'Iran et les Émirats Arabes Unis, d'autres sont situés dans des régions lointaines, comme la Guyana, le Surinam et les Comores.

L'importance de la proximité de grands marchés a été décrite dans la littérature théorique et empirique de la géographie économique. Par exemple, Mayer (2008) conclut que le potentiel du marché est un puissant moteur de l'augmentation du revenu et du salaire moyen par habitant. Il montre également que le taux de croissance moyen du marché potentiel en raison des pays voisins entre 1993 et 2003 dans son échantillon est estimé d'avoir soulevé le revenu par habitant d'environ 105 %. De même, Boulhol et autres constatent pour le pays de l'OCDE que le faible accès aux marchés par rapport à la moyenne de l'OCDE pourrait contribuer négativement au PIB par habitant de 11% en Australie et en Nouvelle-Zélande. A l'inverse, le bénéfice d'un emplacement favorable pourrait représenter jusqu'à 7 % du PIB dans le cas de la Belgique et des Pays-Bas.

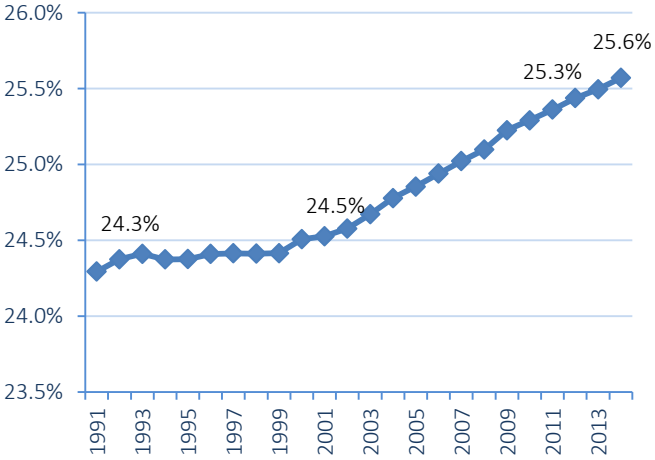
Le potentiel du marché est une mesure de la proximité des marchés, qui est définie comme la somme du PIB de l'ensemble des pays pondérés par l'inverse de la distance bilatérale.[5] Le potentiel du marché relativement élevé peut être considéré être à proximité des principaux marchés de consommation. Les changements dans les potentiels du marché au fil du temps peuvent être le résultat des différentes performances des pays en termes de croissance économique ou des changements dans les coûts de transport.[6] Une vaste analyse

Graphique 3.13
Potentiel du marché dans les pays de l'OCI et non membres de l'OCI



Source: Calcul du personnel de SESRIC.

Graphique 3.14
Part du potentiel du marché de l'OCI dans le monde



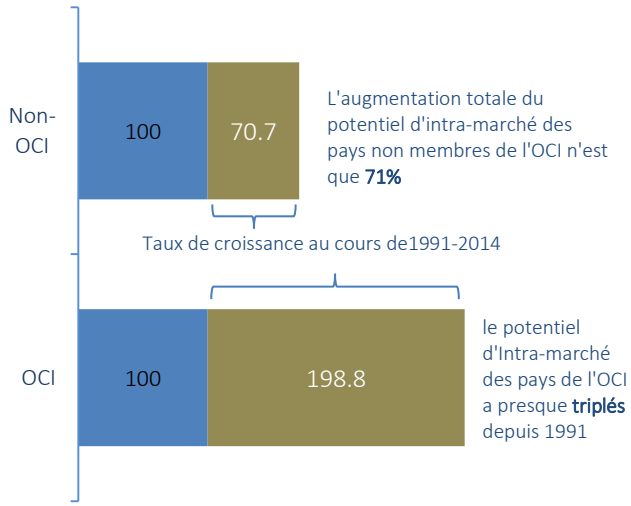
Source: Calcul du personnel de SESRIC.

[5] Plus spécifiquement, après Fujita et autres (1999) et Hanson et Xiang (2004), le potentiel du marché est défini pour le pays *i* comme la somme pondérée par distance du PIB dans d'autres pays de *n*. Explicitement: $MP_i = \sum_{n=1}^{J} Y_n d_{ni}^{-\gamma}$. Suivant Hanson et Xiang, est placé égal à 0,92. En calculant le potentiel du marché, la population pondérée par la mesure de distance fournie par CEPII est utilisée.

[6] Tout en calculant le potentiel du marché dans ce rapport, les coûts de transport sont estimés à être constant.

sur le potentiel du marché révèle que le potentiel du marché des pays de l'OCI est passé de 0,6 trillions en 1991 à 1,13 trillions en 2014, avec une augmentation totale de 87% (Graphique 3.13). Au cours de la même période, le potentiel du marché des pays non membres de l'OCI a augmenté à un rythme plus lent avec 75%. D'autre part, le potentiel du marché des pays de l'OCI a représenté de plus en plus une plus grande part du marché mondial potentiel (Graphique 3.14), qui a augmenté à 25,6% en 2014.

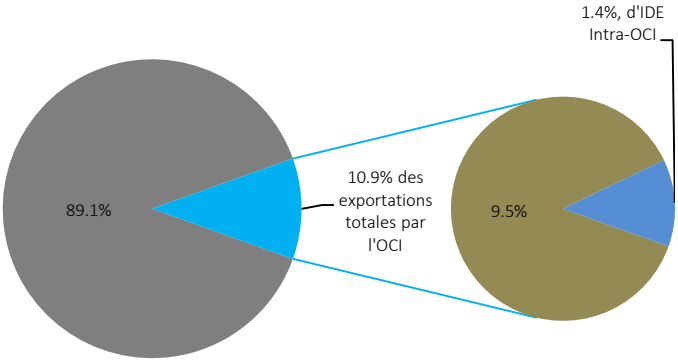
Graphique 3.15
Croissance de potentiel du marché



Source: Calcul du personnel de SESRIC.

D'une manière primordiale, une grande partie de l'augmentation du marché potentiel des pays de l'OCI est due à l'augmentation du potentiel du marché intra-OCI. Comme le montre le graphique 3.15, la taille totale du potentiel du marché intra-OCI a presque triplé au cours de cette période. Avec la croissance économique des pays de l'OCI, de plus grandes possibilités pour le commerce et l'investissement apparaissent dans ces pays. Il est important de s'assurer que ce potentiel est davantage utilisé par d'autres pays de l'OCI au lieu des pays non membres de l'OCI.

Graphique 3.16
Exportation intra-OCI (2014)



- Les exportations totales par les pays de l'OCI est 10,9% de l'ensemble des exportations mondiales
- Les exportations intra-OCI ne représente que 1,4% de l'ensemble des exportations mondiales

Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur la base de données du DOT de FMI.

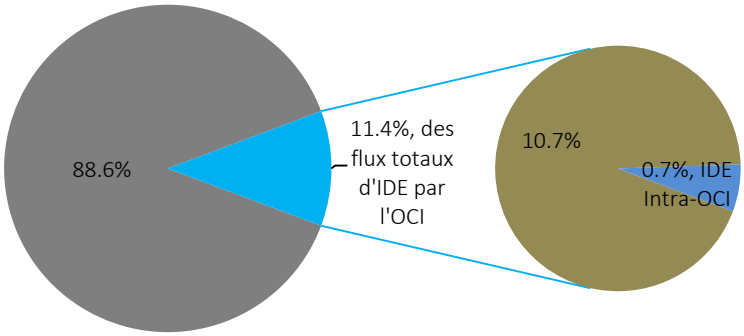
Cependant, le commerce et les chiffres d'investissement parmi les pays de l'OCI ne reflètent pas le véritable potentiel des pays de l'OCI. En dépit de la croissance continue des échanges commerciaux entre les pays de l'OCI, qui a atteint près de 20% de l'ensemble de leurs échanges commerciaux, les exportations intra-OCI n'ont représenté que 1,4% du total mondial des exportations en 2014 (Graphique 3.16). Néanmoins, il convient de noter que le total d'exportations intra-OCI a augmenté 17 fois depuis 1991, où cette part n'était que 0,4%. Malgré le progrès accompli, les pays de l'OCI n'utilisent pas leur vrai potentiel du marché. De nouveaux, la part du commerce intra-OCI dans l'investissement total des investissements étrangers directs dans les pays de l'OCI est seulement 6,6 % en 2014, alors que la part en flux d'investissement total mondiale n'est que 0,7%, ce qui est relativement faible par rapport à son marché potentiel

(Graphique 3.17). À cet égard, on peut soutenir que les pays de l'OCI ont un grand potentiel du marché, mais ils doivent l'utiliser plus effectivement.

***

Basé sur la discussion ci-dessus, ce rapport mettra l'accent sur trois grands potentiels pour les pays de l'OCI qui devraient être gérés et coordonnés pour renforcer et améliorer la performance économique. Il s'agit de la structure de la population dynamique, de riches sources d'énergie et le grand potentiel du marché. Les trois sections suivantes vont se concentrer spécifiquement sur ces sujets afin de fournir une analyse plus profonde sur la façon d'utiliser ces potentiels importants. Le capital social a toujours été un atout important des communautés musulmanes, mais les présents indicateurs relèvent une détérioration grave de l'état dans ce domaine. Une fois que des interventions critiques sont faites, il peut également être un stimulus important pour le développement socio-économique dans les pays de l'OCI dans un avenir proche.

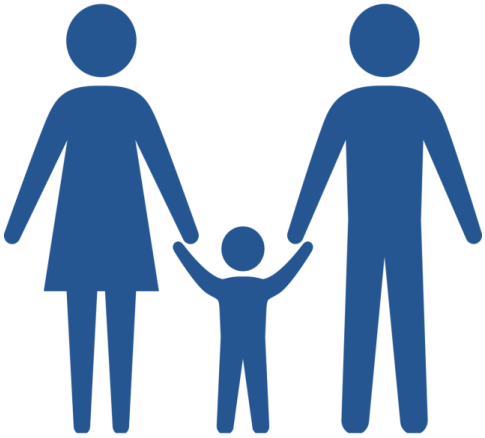
Graphique 3.17
Investissement intra-OCI (2014)



- L'ensemble d'IDE par les pays de l'OCI est 11,4% des flux totaux d'IDE du monde
- Les flux d'IDE intra-OCI ne représente que 0,7% de flux totaux d'IDE du monde

Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur des statistiques de la CNUCED.

SECTION 4



Structure de la population dynamique

Les activités économiques sont fortement influencées par la structure démographique d'une société. La proportion de la population de chaque groupe d'âge a des implications sur le comportement d'épargne, la participation au marché du travail, l'investissement et les décisions en matière de dépenses. Celles-ci affectent à leur tour l'économie par le biais de son impact sur la croissance de la production réelle, la productivité, l'inflation et les taux d'intérêt. Les jeunes sont plus susceptibles de s'engager dans l'investissement dans leurs propres compétences ainsi que d'autres biens de production dans un effort de parvenir à un avenir plus riche. La population des jeunes biens éduqués ayant de bonnes perspectives sur le marché du travail sont susceptibles d'apporter une contribution importante au développement économique global.

La structure de la population est importante pour les politiques et performances économiques des pays, mais presque tous les pays relèvent maintenant le défi du vieillissement de la population, quoiqu'à des rythmes différents. C'est un problème courant dans les pays développés, mais un défi prochain pour les pays en développement. En outre, de nombreux pays en développement font face au défi d'être « vieux» avant d'être « riche ». Les pays développés et en développement diffèrent les uns des autres non seulement dans le rythme et l'ampleur de leur progrès dans la transition démographique, mais aussi dans les ressources financières et institutionnelles disponibles pour répondre au vieillissement de la population. Par conséquent, il est extrêmement important qu'ils utilisent le potentiel de la jeune population pour atteindre de plus hauts niveaux de vie avant qu'il ne soit trop tard.

Bien que la structure démographique de la population relativement jeune offre une fenêtre d'opportunité pour créer un dynamisme dans l'économie, le vieillissement de la population est susceptible de diminuer la croissance économique. La littérature empirique a accordé une grande attention au sujet. Dans l'enquête sur l'impact économique de l'évolution de la dynamique démographique, Aksoy et autres (2012) constatent que la moyenne annuelle de la croissance du

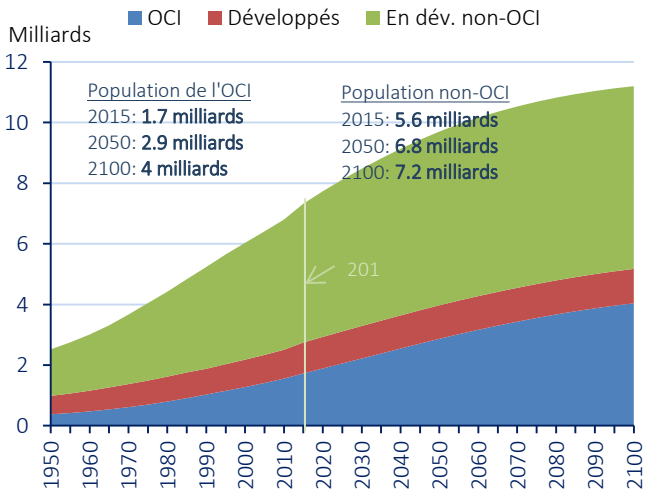
PIB dans les pays de l'OCDE sera ralentie de 0,9%, à une plus forte incidence négative aux États-Unis à 1,3 %. L'étude d'un panel de 75 pays, Acemoglu et Johnson (2007) soutiennent que l'augmentation de l'espérance de vie due aux progrès réalisés dans la médecine contre les maladies infectieuses a mené à une augmentation considérable de la population et à une chute du revenu par habitant. Bloom et autres (2010) constatent des effets modestes de vieillissement de la population sur la participation de la main-d'œuvre et la croissance économique. Feyrer (2007) également prouve que l'évolution de la structure par âge de la main d'œuvre est significativement corrélée avec l'évolution de la productivité globale et soutient que différentes structures démographiques peuvent être liées à près d'un quart de la persistance de l'écart de productivité entre l'OCDE et pays à faible revenu.

Inutile de dire, les caractéristiques économiques d'un pays risquent de changer comme sa population vieillit en raison de différents besoins et capacités de production de différents groupes d'âge. Les personnes âgées ont souvent des besoins et des comportements économiques différents que ceux des jeunes. Les personnes âgées contribuent à l'économie avec moins de travail et de capital car elles tendent à travailler et épargner moins. En outre, elles ont besoin de plus de soutien des finances publiques pour leurs soins de santé et de consommation. Tandis que leur part dans la population totale augmente, réduisant le financement de la santé, les prestations de retraite ou de l'adoption d'autres politiques seront difficiles en raison de leur position plus forte sur le plan politique.

De cette façon, ayant une structure de population très dynamique, les pays de l'OCI doivent adopter des politiques et des programmes efficaces pour augmenter les capacités et les compétences des jeunes et pour renforcer leur contribution aux économies nationales avant que la structure démographique ne fait preuve de soutien d'une bonne performance économique. En ce sens, le paragraphe suivant fournit quelques informations supplémentaires sur la structure de la population dans les pays de l'OCI. Après avoir discuté le rôle du capital humain dans la croissance économique, la section continue avec les questions liées à l'investissement dans le capital humain. La section se termine avec quelques questions politiques liées à l'amélioration de la capacité de la jeunesse.

Graphique 4.1

Taille de population au fil du temps dans différents groupes de pays



Source: Calcul du personnel de SESRIC basé sur le Perspective de la population mondiale de l'ONU : Révision 2015.

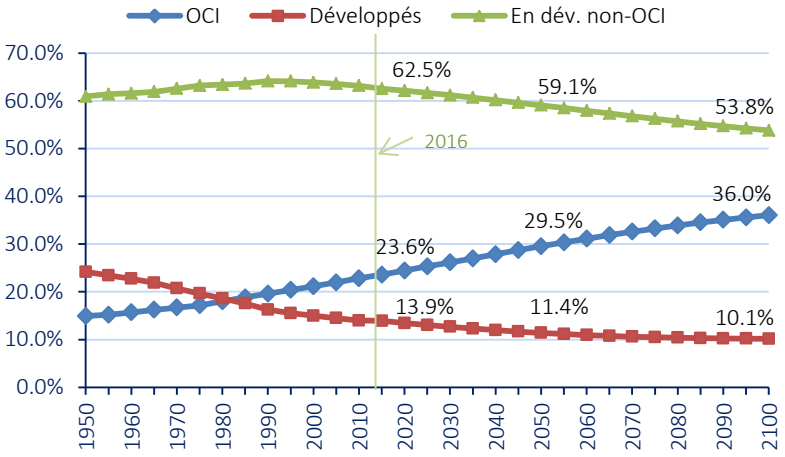
4.1 Structure de la population dans les pays de l'OCI

En raison de la baisse des taux de mortalité et de meilleures conditions de vie, le monde a connu une croissance rapide de la population au cours du siècle dernier. Aujourd'hui, il est estimé que 7,35 milliards de personnes vivent sur terre et, avec une estimation de 1,73 milliards de personnes, les pays de l'OCI comptent pour 23,6% de l'ensemble de la population mondiale. Alors que le total

mondial de la population n'a pas cessé d'augmenter, la population totale dans les pays membres de l'OCI a augmenté à un rythme plus rapide. Selon les prévisions de l'ONU, la croissance de la population diminuera dans le monde entier jusqu'en 2100, mais son rythme sera le plus faible dans les pays de l'OCI. Par conséquent, comme le montre le graphique 4.1 et 4.2, on s'attend à ce que les pays de l'OCI représentent une part de plus en plus importante du total mondial de la population.

Graphique 4.2

Part des groupes de pays dans le total mondial de la population



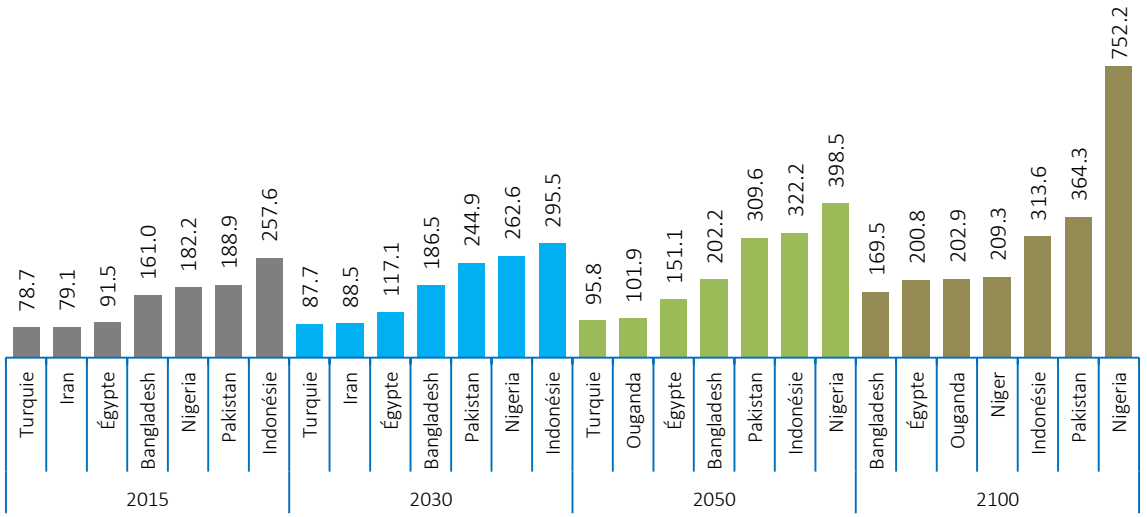
Source: Calcul du personnel de SESRIC basé sur le Perspective de la population mondiale de l'ONU : Révision 2015.

Avec une population de 1,28 milliards de personnes, les pays de l'OCI représentaient 21,1% de l'ensemble de la population mondiale en 2000. Jusqu'en 2050, il est estimé que cette part augmentera à 29,5%, avec 2,9 milliards de population. D'ici la fin du siècle, 4 des 11,2 milliards de la population mondiale résideront dans les pays membres de l'OCI, autres augmentant leur part à 36%. Au niveau du pays individuel, les pays de l'Afrique Subsaharienne devraient connaître les taux de croissance les plus rapides de population. En 2050, le Nigéria devrait être le pays de l'OCI avec la plus forte taille de la population (Graphique 4.3), mais la hausse plus importante devrait être au Niger avec une augmentation de 263% de la population.

Malgré la hausse de la part des pays de l'OCI dans la population mondiale, les pays de l'OCI devront également faire face à un défi de vieillissement de la population. Comme le montre le graphique

Graphique 4.3

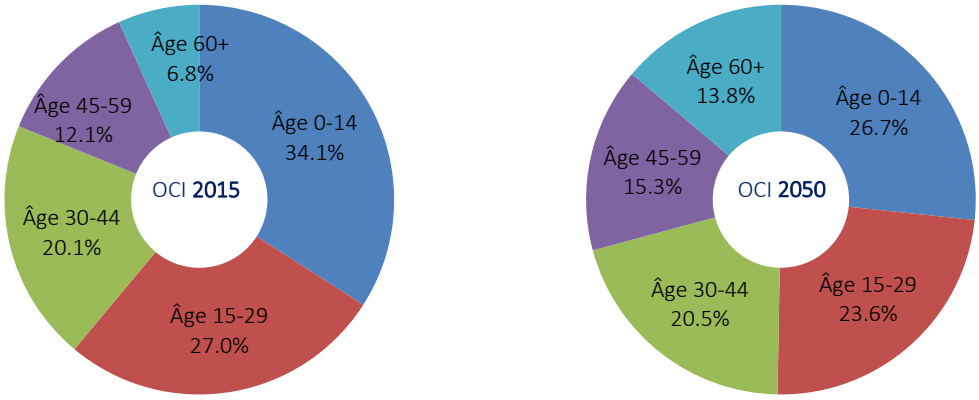
Pays de l'OCI avec de la population projetée à plus forte taille



Source: Perspective de la population mondiale de l'ONU : Révision 2015.

Graphique 4.4

Répartition de la population dans les pays de l'OCI (2015 contre 2050)



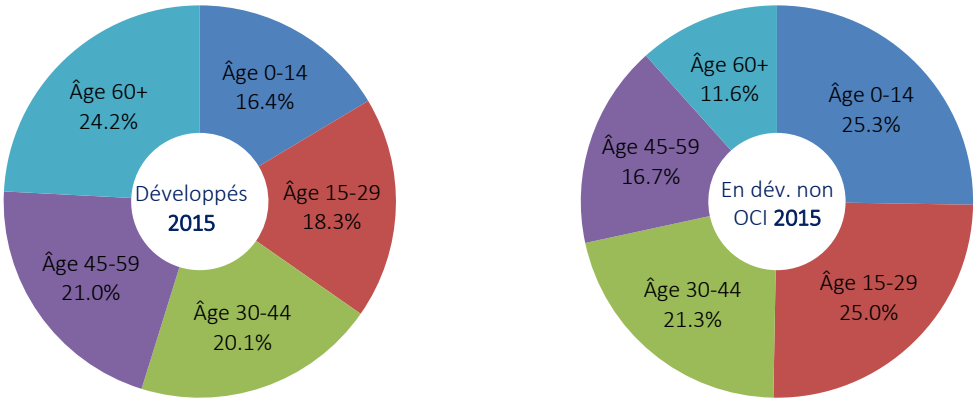
Source: Calcul du personnel de SESRIC basé sur le perspective de la population mondiale de l'ONU : Révision 2015.

4.4, la part de la population âgée de 0-14 ans était de 34,1% en 2015, mais il est prévu que la part de ce groupe d'âge diminuera à 26,7% en 2050. De même, la part de la population âgée de 15 à 29 va tomber à 23,6% en 2050 par rapport à sa part de 27% en 2015. Alors que la part du groupe d'âge 30-44 restera largement la même, les parts de la population augmenteront de manière significative. En particulier la part de la population âgée de plus de 60 ans passera de 6,8% à 13,8% au cours de cette période.[7]

Néanmoins, la structure démographique des pays de l'OCI sera plus jeune que le reste du monde. Aujourd'hui, la part de la population âgée de 0-29 ans est 61,1% dans les pays de l'OCI et ce taux diminuera à 50,3% en 2050 (Graphique 4.4). Cependant, cette part est seulement 34,7% dans les pays développés et 50,3% dans les pays en développement non membres de l'OCI en 2015, ce qui diminuera à 31,7% dans les pays développés et à 39,5% dans les pays en développement non membres de l'OCI en 2050.

Graphique 4.5

Répartition de la population dans les pays non membres de l'OCI (2015)



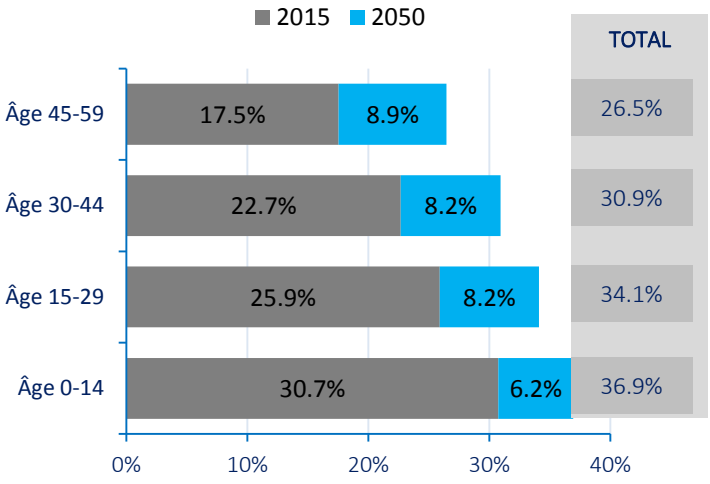
Source: Calcul du personnel de SESRIC basé sur le perspective de la population mondiale de l'ONU : Révision 2015.

[7] Il est important de noter que les chiffres susmentionnés ne représentent pas les tendances dans différents pays membres, car la croissance de la population et le changement de différentes structures démographiques montrent différents modèles dans chaque pays.

L'augmentation de la part des pays de l'OCI dans l'ensemble de la population mondiale et le vieillissement de la population relativement plus rapide dans les pays non membres de l'OCI influencera également la structure démographique mondiale en faveur des pays de l'OCI. La part des pays de l'OCI va augmenter dans tous les groupes d'âge, mais les niveaux les plus élevés seront observés dans les groupes d'âge les plus jeunes (Graphique 4.6). D'ici 2050, les pays de l'OCI représenteront 36,9% des enfants âgés de 14 ans et au-dessous dans le monde. De même, 34,1% des jeunes âgés de 15 à 29 ans dans le monde résideront dans les pays de l'OCI. En d'autres termes, plus d'un tiers de tous les jeunes âgés de 15 à 29 appartiendront aux pays de l'OCI d'ici 2050.

Graphique 4.6

Part de la population des jeunes (OCI dans le monde) (2015 contre 2050)

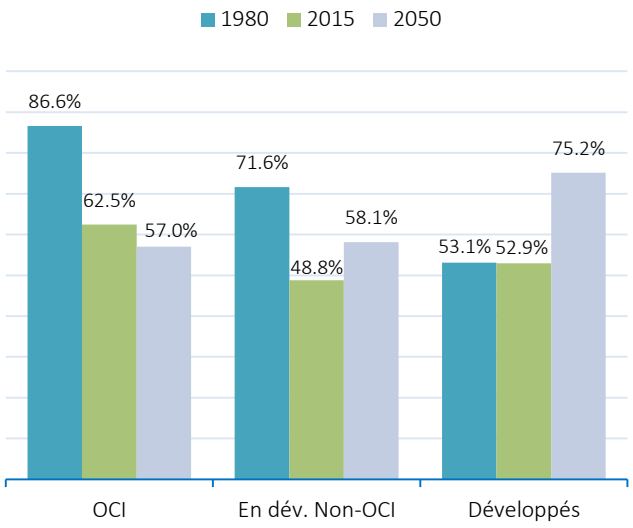


Source: Calcul du personnel de SESRIC basé sur le Perspective de la population mondiale de l'ONU : Révision 2015.

Cela crée des opportunités ainsi que des défis et des menaces pour les pays membres de l'OCI. Une des implications est observée sur les ratios de dépendance. L'explosion démographique des jeunes, un terme inventé par des chercheurs en sciences sociales pour décrire les sociétés croissance rapide des populations jeunes, a été souvent associée au chômage généralisé et à une augmentation du risque de violence politique. Dans un pays ayant une explosion de la jeunesse, comme les jeunes adultes entrent l'âge de travailler, le taux de la dépendance du pays, taux de population des gens qui ne sont pas en âge de travailler (des personnes à charge ou les personnes de moins de 15 ans ou plus de 64) à la population en âge de travailler (ces âges 15-64) diminuera.[8]

Graphique 4.7

Ratio de dépendance d'âge (1980-2050)



Source: Calcul du personnel de SESRIC basé sur le Perspective de la population mondiale de l'ONU : Révision 2015.

Les tendances de développement des pays sont associées à la structure d'âge de la population. À partir de leur éducation à la santé et à l'emploi, il nécessite une utilisation des ressources et une planification pour les besoins de différents groupes d'âge dans de

[8] Le ratio ne reflète que la structure par âge d'une population, et pas de dépendance économique.

nombreux domaines. Un coup d'œil à l'âge de dépendance élevé dans les pays de l'OCI prouve que le ratio a diminué et il continuera de diminuer jusqu'en 2050. En 2015, avec un taux de dépendance d'âge de 62,5%, les pays de l'OCI montrent une dépendance plus élevée par rapport à d'autres groupes de pays (Graphique 4.7). Cependant, le ratio le plus élevé de dépendance dans les pays de l'OCI est dû à une plus grande part des enfants âgés de 0-14 ans, plutôt que des personnes âgées de la population ; en conséquence, les pays de l'OCI sont censés avoir le plus faible taux de dépendance moyenne par rapport à d'autres groupes de pays d'ici en 2050.

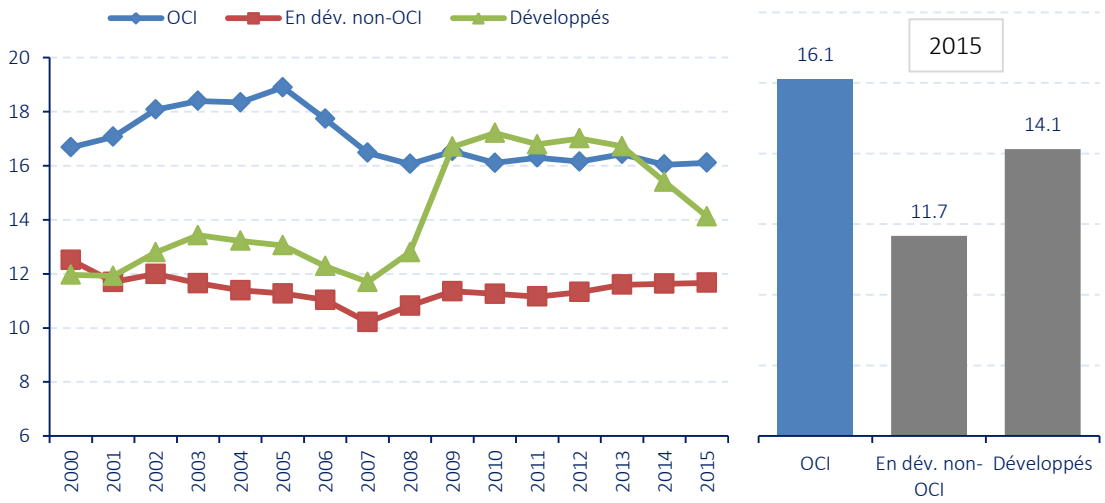
L'augmentation de ratio de dépendance implique un changement démographique avec des impacts importants sur les sociétés et les économies. La taille de la main d'œuvre se rétrécira, faisant pression sur les gouvernements de reformer des marchés du travail et l'âge de la retraite. L'augmentation du nombre de personnes âgées dépendra de leur bien-être sur la baisse du nombre de travailleurs actifs. Cela exigera des personnes âgées à continuer de travailler bien au-delà de l'âge de la retraite actuel. Cela exigera à leur tour une mise à jour continue de leurs compétences pour faire face à l'évolution de l'environnement de travail et de rester employables et productifs.

Le développement économique dans un pays ayant une explosion de la jeunesse sera accéléré si le nombre de personnes en âge de travailler peut être entièrement employé dans des activités productives. Si elles restent inactives et improductives, elles deviendront un grand défi pour le développement socio-économique, parce que les jeunes frustrés avec peu de perspectives pour un meilleur avenir sont susceptibles de devenir une source potentielle d'instabilité sociale et politique.[9]

Les études empiriques récentes suggèrent également que les explosions des jeunes soient associées à un risque accru de violence politique. Une étude conclut que la poussée des jeunes hommes sont plus susceptibles d'accroître le risque de conflit dans les sociétés où l'enseignement secondaire chez les hommes est faible (Barakat et Urdal, 2009). Toutefois, les gouvernements peuvent dans une certaine mesure réduire ce risque par la fourniture de meilleures opportunités pour les jeunes, principalement en assurant l'éducation et l'emploi. Pour cette raison, afin d'éviter tout risque d'instabilité et de violence, l'accent devrait être mis sur l'amélioration des possibilités économiques pour les jeunes, en particulier par la fourniture de l'éducation ou l'offre des possibilités d'emploi aux jeunes. En outre, si les possibilités d'emploi ne sont pas augmentées tout en élargissant les possibilités d'éducation, un grand stock de jeunes hautement qualifiés peut être une source à d'autres instabilités.

[9] Dans une entrevue, Samuel Huntington, l'auteur du livre controversé sur le Clash of Civilisation, a noté : « Je ne pense pas que l'Islam est plus violent que toutes les autres religions, et je soupçonne si vous ajoutiez cela à tous, plus de personnes aient été abattues par des chrétiens au cours des siècles que par des musulmans. Mais le facteur clé est le facteur démographique. De façon générale, les personnes qui sortent et tuent d'autres personnes sont des hommes entre les âges de 16 et de 30 ans. Au cours des années 1960, 1970 et 1980 il y avait une augmentation des taux de naissance dans le monde musulman, et ceci a provoqué une énorme explosion de la jeunesse. Mais l'explosion se baissera. Les taux de naissances des musulmans est à la baisse, ils se sont ; en fait, diminués excessivement dans quelques pays » (Huntington, 2001).

Graphique 4.8
Taux de chômage des jeunes



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur la base de données de l'OIT KILM.

Une mesure fondamentale de succès en bénéficiant de l'explosion de la jeunesse est le taux de chômage des jeunes. Malheureusement, les taux dans les pays de l'OCI sont en grande partie défavorables (Graphique 4.8). Le taux est demeuré constamment au-dessus de 16% et surtout au-dessus des moyennes des pays en développement non membres de l'OCI et des pays développés au cours de la période entre 2000 et 2015. Malgré les disparités substantielles entre les différents pays membres, une part importante de la population des jeunes reste au ralenti dans les pays de l'OCI. L'augmentation des taux de chômage des jeunes pourraient avoir des conséquences à long terme pour leurs futures carrières et le bien être à tous les âges.

D'autre part, l'accroissement de la longévité et de la baisse de la taille des jeunes générations génèrent une complexité supplémentaire dans les pays en développement, où le processus de vieillissement se produit beaucoup plus rapidement et dans les conditions moins favorables que dans les pays plus développés. La multiplicité des besoins et défis pressantes, dans un contexte des ressources très limitées, nécessite des parts urgentes à prendre en temps opportun pour utiliser le potentiel des jeunes pour le développement socio-économique. Le vieillissement de la population exercera une pression à la hausse sur les dépenses publiques tout en ralentissant la croissance économique. Par exemple, l'Europe est actuellement estimé avoir un potentiel de croissance annuelle de 0,5% d'ici 2050 en raison de l'évolution de la structure démographique (OCDE, 2007).

En ce moment, les pays de l'OCI ont une structure de population très dynamique. En dépit du vieillissement prévu de la population au cours des prochaines décennies dans de nombreux pays de l'OCI, ils maintiendront collectivement plus d'un tiers de la population des jeunes dans le monde. Avec des politiques et des programmes appropriés, le potentiel de la jeunesse peut être un catalyseur de la croissance économique et de la prospérité dans les pays de l'OCI et les placer dans une position concurrentielle dans l'économie mondiale.

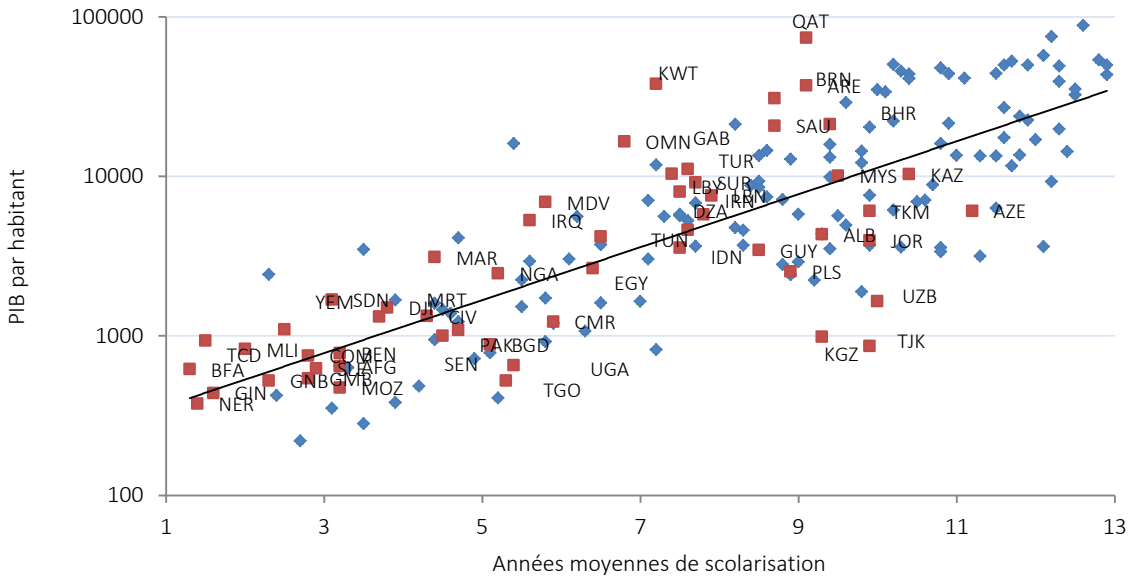
4.2 Rôle du capital humain dans le développement

Le capital humain se rapporte aux connaissances, aux compétences et aux capacités des personnes qui facilitent l'avancement des techniques de production et contribuent à l'épanouissement personnel, le bien-être social et économique. Le terme « capital humain » est utilisé parce que les gens ne peuvent pas être séparés de leurs connaissances ou compétences dans la façon dont ils peuvent être séparés de leurs actifs corporels et financiers. De même que le stock de capital physique, le capital humain est l'un des facteurs de la production dans la détermination de la prospérité économique et la progression, avec le stock du capital humain jouant un rôle important dans la détermination de la capacité d'absorber de nouvelles connaissances et technologies, et donc d'accroître la productivité du travail. La croissance de la productivité est à son tour un facteur clé dans la promotion de la croissance économique à long terme. Le rôle de l'éducation dans l'augmentation de la productivité et l'efficacité de la main-d'œuvre en augmentant la force de stock cognitif du point de vue de la capacité humaine économiquement productive est largement reconnu.

Les modèles théoriques du capital humain et de la croissance sont construits autour de l'hypothèse que les connaissances et les compétences de l'homme sensibilisent directement la productivité et stimulent la capacité d'une économie de développer et d'adopter de nouvelles technologies. La littérature empirique fournit également des preuves solides sur l'impact de la hausse des entrées éducatives sur la productivité et la croissance. OCDE (2007) note que si le temps moyen passé dans l'éducation par une population augmente d'un an, alors la production économique par habitant devrait augmenter entre 4% et 6% à long terme. Le graphique 4.9 montre les relations entre le nombre moyen des années de scolarité et le PIB par habitant pour 2013. Le nombre moyen d'années qu'un travailleur représentatif a passé à l'école détermine, de façon générale, la capacité d'absorption qu'un travailleur peut utiliser dans l'utilisation des connaissances développée ailleurs. De toute évidence, il existe une forte relation entre les niveaux de revenu et le niveau d'éducation à la fois dans les pays de l'OCI (carré) et non membres de l'OCI (diamant).

Graphique 4.9

Années moyennes de scolarisation contre le revenu par habitant (2013)



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur les bases de données sur la Banque mondiale WDI et le PNUD HDI.

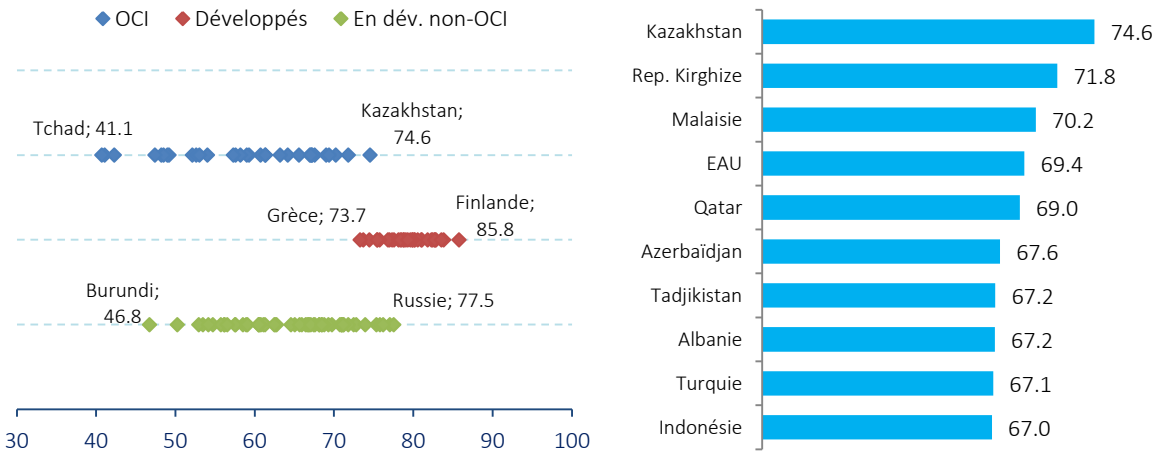
Une force de main-d'œuvre qualifiée contribue au développement économique et social dans de nombreuses façons. Elle améliore les résultats de marché du travail en termes de taux d'emploi et de rémunération. Les gens une bonne éducation et compétences ont également une probabilité plus élevée d'avoir une bonne santé et la participation à la vie sociale et politique. Les études empiriques une bonne éducation et compétences ont également une probabilité plus élevée d'avoir une bonne santé et la participation à la vie sociale et politique. L'éducation et le développement des compétences sont également essentiels à la lutte contre les inégalités et la promotion de la mobilité sociale. Par conséquent, l'investissement dans le capital humain est l'une des moyens les plus efficaces de promouvoir la croissance et de distribuer le bien-être.

Afin d'évaluer le niveau actuel du développement du capital humain dans les pays de l'OCI, un index élaboré par le forum économique mondial sera utilisé. « L'indice du capital humain » est conçu pour servir d'outil à saisir la complexité de l'éducation et la main d'œuvre dynamique de sorte que les diverses parties prenantes puissent prendre des décisions plus bien éclairées. Il fournit des classements qui permettent des comparaisons efficaces entre les régions et groupes de revenus. L'indice du capital humain contient deux thèmes horizontaux -apprentissage et emploi-en cours d'exécution à travers les cinq piliers verticaux de groupes d'âge de l'indice (de moins de 15 ; 15-24 ; 25-54 ; 55-64 ; et 65 ans et plus). Ces deux thèmes transversaux évaluent le succès des pays dans le développement des qualifications et compétences des personnes par l'apprentissage et le déploiement ces connaissances acquises par l'emploi productif. Au total, l'indice couvre 46 indicateurs.

Graphique 4.10 compare les valeurs de l'indice pour des pays membres de l'OCI avec les pays développés et en développement non membres de l'OCI. Alors que certains pays membres de l'OCI ont les valeurs les plus faibles dans l'indice (8 pays de l'OCI sont parmi les 10), seul le Kazakhstan en tant que premier pays performeurs de l'OCI obtient une valeur de l'indice qui est au-dessus d'au moins un pays développé. Bien que la valeur moyenne de l'indice de capital humain des pays membres de l'OCI est seulement 58,7, elle est 79,4 dans les pays développés et 65,3 dans les pays en développement non membres de l'OCI. Cela indique que, malgré sa structure dynamique de population, les pays de l'OCI n'investissent pas suffisamment dans leur capital humain. Les

Graphique 4.10

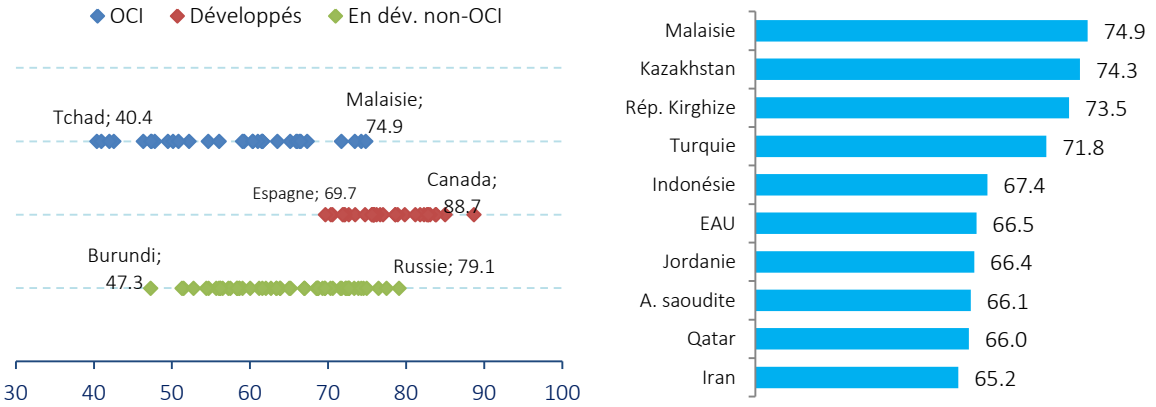
Indice du capital humain, 2015 (Tous)



Source: Forum économique mondial. Note : Les données sont disponibles pour 33 pays de l'OCI, 34 pays développés et 57 pays en développement non membres de l'OCI.

Graphique 4.11

Indice du capital humain, 2015 (15-24 groupe d'âge)



Source: Forum économique mondial. Note : Les données sont disponibles pour 33 pays de l'OCI, 34 pays développés et 57 pays en développement non membres de l'OCI.

premiers pays de l'OCI sont le Kazakhstan (74,6), la République kirghize (71,8), la Malaisie (70,2), les Émirats Arabes Unis (69,4) et le Qatar (69). Le premier pays performeurs de l'OCI est seulement à la cinquante-deuxième position dans le classement de tous les pays.

Un indicateur plus informatif est l'indice du capital humain pour le groupe d'âge entre 15 et 24ans. Il montre le niveau d'investissement dans le capital humain des jeunes. Bien qu'un tableau similaire est observé dans la répartition globale des valeurs de l'indice, mais il y a quatre pays de l'OCI qui performent mieux qu'au moins un pays développé (Graphique 4.11). Ces quatre pays (la Malaisie, le Kazakhstan, la République kirghize et la Turquie) sont parmi les pays de l'OCI qui investissent le plus pour le développement du capital humain. Ces pays occupent également des classements plus élevés comparés à l'indice composé. La Malaisie a la 30ème position dans le monde, le Kazakhstan trente-quatrième, la République kirghize trente-septième et la Turquie cinquantième.

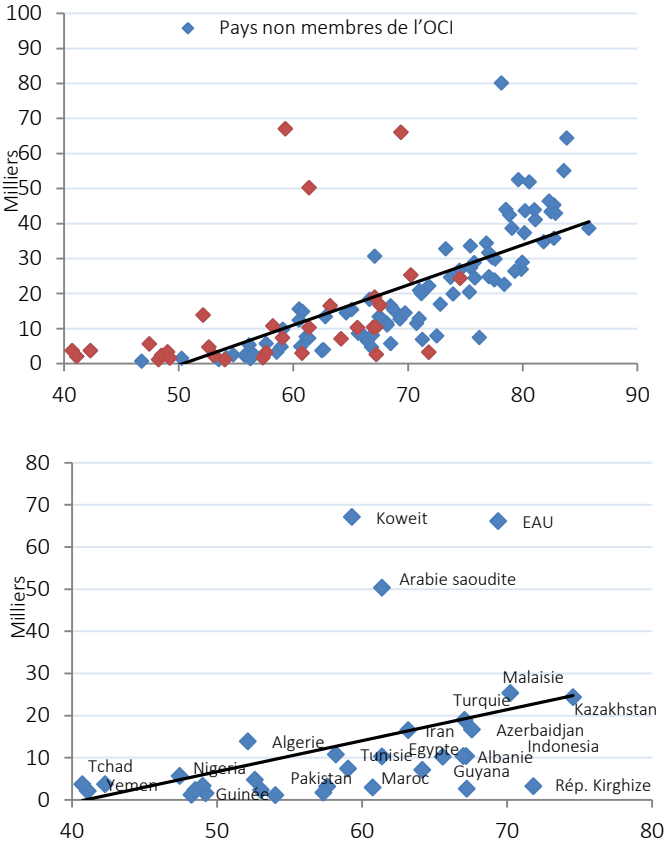
Le stock du capital humain est également étroitement associé aux niveaux élevés de revenu. Comme le montre le graphique 4.12, les pays ayant des niveaux plus élevés de capital humain sont également les pays à revenu élevé. La relation est particulièrement forte dans le cas des pays non membres de l'OCI. Dans les pays membres de l'OCI, il y a plus de pays qui ne pourraient pas réaliser des niveaux de revenus élevés malgré les niveaux moyens du capital humain (Graphique 4.12, en bas). Seuls les pays riches en ressources naturelles pourraient atteindre des niveaux de revenus élevés, mais les valeurs de l'indice du capital humain dans ces pays sont très faibles par rapport aux pays ayant des niveaux de revenus similaires dans les pays non membres de l'OCI.

Avoir une énorme population ne signifie pas automatiquement qu'un pays aura suffisamment de personnes qualifiées pour alimenter le développement économique. Par exemple, en dépit d'une population de plus de 1,3 milliards de personnes, l'Inde souffre d'une pénurie de diplômés qualifiés. Il n'occupe que la 100e position dans le classement avec une valeur de l'indice de 57,6. Comme la taille de la population dans les pays de l'OCI s'élève, les gouvernements devraient adopter des politiques bien conçues pour aider des personnes à développer leurs qualifications et compétences et à trouver un emploi décent dans le marché. En particulier les pays riches en ressources ont beaucoup d'espace pour s'investir dans leurs populations pour améliorer l'apprentissage et de l'emploi.

Compte tenu de la combinaison des indices élevés de pauvreté, de mauvaise santé et les résultats de l'enseignement, les taux élevés de croissance de la population et l'augm entation du nombre de faibles revenus dans certains pays membres de l'OCI, le développement du capital humain reste un défi majeur. Il convient de noter que la dynamique de la population elle-même n'est pas le principal moteur de la pauvreté et de l'inégalité dans ces pays. Par exemple, Klasen et Wolterman (2005) trouvent dans le cas du Mozambique que la dynamique démographique a contribué à soutenir l'augmentation des revenus par habitant et la baisse de la pauvreté plutôt que de l'entraver. Le plus grand défis davantage est l'absence d'institutions de qualité, les ressources, les capacités et la bonne volonté politique de concevoir et mettre en œuvre des politiques en vue de renforcer le capital humain.

Graphique 4.12

Capital humain contre le revenu par habitant (2015)



Source: Forum économique mondial et Banque mondiale WDI.

4.3 Investissement dans le capital humain

L'investissement dans le capital humain nécessite une coordination multidimensionnelle, parce que les impacts positifs de ces investissements dépendront des conditions préalables importantes dans l'économie - la présence des institutions sociales, politiques et économiques qui favorisent l'attribution des compétences d'un pays vers des activités productives et de l'entreprenariat. Elle devrait commencer à un âge très jeune et devrait continuer jusqu'aux âges adultes. L'impact des ressources limitées consacrées à l'éducation devrait être évalué régulièrement pour voir s'ils donnent les impacts prévus en termes d'amélioration de la base de compétences et de l'employabilité. La coordination des institutions publiques avec les secteurs privés et les fournisseurs de services d'enseignement, y compris le milieu universitaire, sera importante dans le processus d'évaluation.

Le capital humain commence à se développer bien avant que les enfants aillent à l'école, car ils ne cessent d'acquérir des compétences et développent de nouvelles idées sur eux-mêmes et le monde extérieur. La formation du capital humain peut être considérée comme un processus dynamique qui se poursuit tout au long de la vie. Un principe de base est que l'apprentissage dans un stade de la vie provoque l'apprentissage dans l'autre. Par conséquent, l'investissement dans les premiers stades de l'enfance augmente la productivité des prochaines étapes (voir le tableau 4.1).

En d'autres termes, l'accès à la qualité des soins à la petite enfance et l'éducation prouve de manière significative les résultats de l'apprentissage dans les années suivantes (Cunha *et autres*, 2006). En outre, le taux qu'un rendement d'un dollar d'investissement fait quand une personne est jeune est plus élevé que le taux de retour au même dollar investi à un âge plus avancé.

Dans les pays de l'OCI, les soins à la petite enfance et l'éducation semble être largement négligés (tableau 4.1). Des 48 pays de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles, 18 pays membres ont le taux brut scolarisation (TBS) dans l'éducation pré-primaire supérieure à la moyenne mondiale de 44%. D'autre part, la Malaisie, Guyana, le Surinam, les Émirats Arabes Unis et l'Albanie ont atteint un taux de scolarité au niveau pré-primaire supérieur à la moyenne des pays développés, 86,4%. Alors que la Malaisie assure presque la pleine participation dans les programmes d'éducation pré-primaires, d'autres grandes économies au sein de l'OCI, comme la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Égypte ont également des taux de scolarité relativement faibles pour soutenir leurs efforts dans la construction du capital humain.

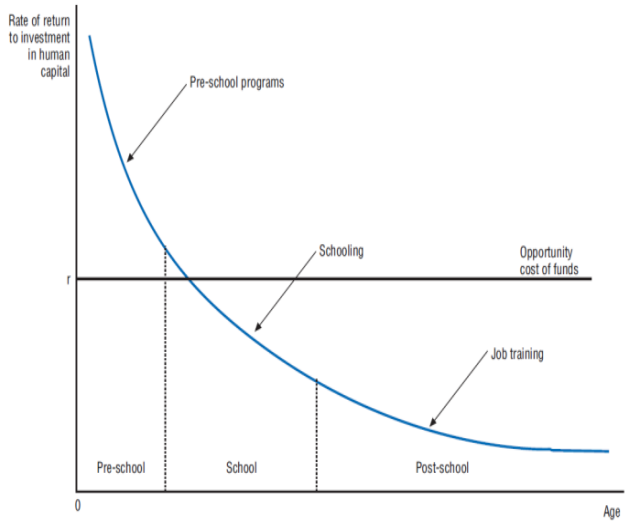
Aujourd'hui, plus d'enfants se trouvent à l'école primaire que jamais auparavant, mais il y a de divers facteurs, notamment la pauvreté, l'égalité des sexes ou les conflits qui compliquent les efforts visant à atteindre les enfants qui ne vont pas du tout à l'école et il y a beaucoup à faire pour assurer, ainsi, la qualité de l'éducation qu'ils reçoivent. Afin d'améliorer les possibilités offertes aux nouvelles générations, leur accès à l'éducation précoce doit être amélioré. C'est également essentiel pour améliorer la qualité de l'éducation dans les étapes suivantes de l'éducation. Tel que noté par Cunha *et autres* (2005), les interventions à un âge très jeune ont des rendements plus élevés pour les plus défavorisés. En raison de la part la plus élevée des groupes défavorisés dans les pays de l'OCI, particulièrement dans les zones rurales, ce fait souligne l'importance du rôle de l'investissement dans l'éducation à âge précoce pour les perspectives économiques des pays membres.

Tableau 4.1 : GER dans l'éducation pré-primaire (%), 2014*

Malaisie	98,9
Guyana	94,3
Surinam	93,7
Émirats Arabes Unis	92,0
Albanie	88,6
Liban	84,5
Koweït	81,0
Algérie	79,2
Brunei Darussalam	73,5
Pakistan	70,2
Turkménistan	62,9
Kazakhstan	60,4
Maroc	59,6
Qatar	58,5
Indonésie	58,2
Bahreïn	55,2
Oman	54,4
Palestine	50,7
Tunisie	42,8
Iran	42,4
Gabon	37,1
Cameroun	34,4
Soudan	34,3
Gambie	33,8
Jordanie	32,2
Bangladesh	31,8
Égypte	30,3
Turquie	27,6
Kirghizistan	25,3
Ouzbékistan	25,3
Azerbaïdjan	23,1
Comores	23,1
Bénin	20,6
Arabie Saoudite	16,3
Guinée	15,2
Togo	15,0
Sénégal	14,7
Ouganda	11,0
Tadjikistan	10,6
Sierra Leone	9,5
Niger	7,1
Côte d'Ivoire	6,6
Djibouti	4,7
Burkina Faso	4,2
Mali	3,9
Mauritanie	3,3
Yémen	1,3
Monde	44,0
Pays à faible revenu	17,2
Pays inférieurs de produits moyens	26,1
Pays supérieurs de produits moyens	72,9
Pays à revenus élevés	82,5

Source : institut de la base de données de statistiques UNESCO (2016). (*) données pour 2014 ou dernière année disponible après 2011.

Fenêtre 4.1: Taux du rendement de l'investissement dans le capital humain



Source: Cunha et al. (2005), *Interpreting the Evidence on Life Cycle Skill Formation.*

La lauréate du prix Nobel James Heckman, avec ses co-auteurs, suggère que la période de petite enfance présente une opportunité unique pour l'investissement dans le capital humain comme ce fut le cas à l'investissement dans l'apprentissage lors de la petite enfance qui apporte des rendements plus élevés que jamais. Pourquoi ? L'apprentissage à un âge précoce le rend plus facile de continuer à apprendre tout au long de la vie, ce qui augmente le capital humain et, par conséquent, le gain.

La théorie du capital humain repose sur l'hypothèse que l'éducation formelle est très déterminante pour améliorer la capacité de production d'une société. Une bonne éducation améliore le processus de production de plusieurs façons. Instruits, ou qualifiés, les travailleurs sont en mesure de réaliser des tâches complexes et contribuer ainsi à produire plus des produits de haute technologie. Particulièrement dans les pays en développement, les travailleurs qualifiés augmentent la capacité d'absorption du pays l'acquisition et la mise en œuvre des connaissances et de la technologie étrangères, qui est d'une importance cruciale dans la réussite économique de la diversification et le développement.

À cet égard, la qualité de l'éducation porte une grande importance au renforcement des capacités de production. Les réalisations impressionnantes dans le domaine de l'éducation dans les pays membres de l'OCI, cependant, n'ont apporté que des contributions marginales dans le processus de développement, ce qui soulève des préoccupations au sujet de la qualité de l'éducation dans la région.

La mesure et comparaison de la qualité de l'éducation à travers le monde n'est, cependant, pas une tâche facile. Un programme mené par l'OCDE, connu sous le nom du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISE), est l'une des études principales réalisées pour mesurer la qualité de l'éducation.[10] Si le nombre de pays de l'OCI inclus dans le programme est limité, il fournit la possibilité de comparer la qualité de l'éducation dans le développement du capital humain dans les pays de l'OCI avec d'autres pays.

[10] PISE est une évaluation normalisée au niveau international qui a été conjointement élaborée par des économies participantes et administrée à 15 ans dans les écoles pour tester la lecture, les mathématiques et la culture scientifique en termes de compétences générales. Voir le http://www.oecd.org/pisa/home/ pour plus d'informations sur le programme.

Le tableau 4.2 montre la performance des élèves sur les mathématiques, la lecture et la science pour tous les 9 pays de l'OCI qui participent à l'étude de PISE 2012 de l'OCDE, ainsi que d'autres pays de comparaison. Le score moyen des pays de l'OCDE est d'environ 500 points et l'écart type est de 100 points. Environ deux-tiers des étudiants dans les pays de l'OCDE à scorent entre 400 et 600 points. Parmi les pays membres de l'OCI, la Turquie, les Émirats Arabes Unis, le Kazakhstan et la Malaisie ont une performance moyenne plus de 400. L'Albanie, la Tunisie, la Jordanie, le Qatar et l'Indonésie ont des scores moyens inférieurs à 400 points. La Turquie fournit meilleure qualité de l'éducation dans les pays de l'OCI mais elle est encore en-dessous de la moyenne de l'OCDE. Cependant, les changements annualisés des scores sont les plus élevés dans les pays de l'OCI. En particulier, le Kazakhstan, la Malaisie et le Qatar ont amélioré la qualité de l'éducation à des niveaux atteignant jusqu'à 12% par an depuis la dernière enquête en 2009.

Cependant, Il est inquiétant de constater que parmi les 65 pays ou économies interrogés dans l'étude, 5 des 10 plus mauvais performants sur l'ensemble de l'échelle de lecture sont les pays membres de l'OCI. La Turquie en tant que pays membres de l'OCI ayant la plus grande performance n'occupe que la quarante-quatrième place. Plusieurs études illustrent la gravité de l'enjeu d'apprentissage. Plus de 30% de jeunes Maliens âgés de 15 à 19 ans qui ont terminé six ans de scolarité ne pourraient pas lire une phrase simple. Au Pakistan, les tests des élèves de 3e niveau de scolarité ont révélé que seulement la moitié pourrait répondre à des questions très élémentaires de la multiplication (Banque mondiale, 2011). Selon le Baromètre de l'apprentissage de l'Afrique de l'Institut Brookings, qui est la première enquête à l'échelle de la région

Tableau 4.2 : Comparer des performances dans l'éducation pour les pays choisis

	Mathématiques		Lecture		La Science	
	Score mesquin	Modification annualisée	Score mesquin	Modification annualisée	Score mesquin	Modification annualisée
Moyenne d'OCDE	494	-0,3	496	0,3	501	0,5
Singapour	573	3,8	542	5,4	551	3,3
Corée	554	1,1	536	0,9	538	2,6
Japon	536	0,4	538	1,5	547	2,6
Suisse	531	0,6	509	1	515	0,6
Allemagne	514	1,4	508	1,8	524	1,4
R-U	494	-0,3	499	0,7	514	-0,1
États-Unis	481	0,3	498	-0,3	497	1,4
Suède	478	-3,3	483	-2,8	485	-3,1
Grèce	453	1,1	477	0,5	467	-1,1
Turquie	**448**	**3,2**	**475**	**4,1**	**463**	**6,4**
Roumanie	445	4,9	438	1,1	439	3,4
Bulgarie	439	4,2	436	0,4	446	2
EAU	**434**	**Na**	**442**	**Na**	**448**	**Na**
Kazakhstan	**432**	**9**	**393**	**0,8**	**425**	**8,1**
Thaïlande	427	1	441	1,1	444	3,9
Chili	423	1,9	441	3,1	445	1,1
Malaisie	**421**	**8,1**	**398**	**-7,8**	**420**	**-1,4**
Mexique	413	3,1	424	1,1	415	0,9
Albanie	**394**	**5,6**	**394**	**4,1**	**397**	**2,2**
Brésil	391	4,1	410	1,2	405	2,3
Argentine	388	1,2	396	-1,6	406	2,4
Tunisie	**388**	**3,1**	**404**	**3,8**	**398**	**2,2**
Jordanie	**386**	**0,2**	**399**	**-0,3**	**409**	**-2,1**
Qatar	**376**	**9,2**	**388**	**12**	**384**	**5,4**
Indonésie	**375**	**0,7**	**396**	**2,3**	**382**	**-1,9**
Pérou	368	1	384	5,2	373	1,3

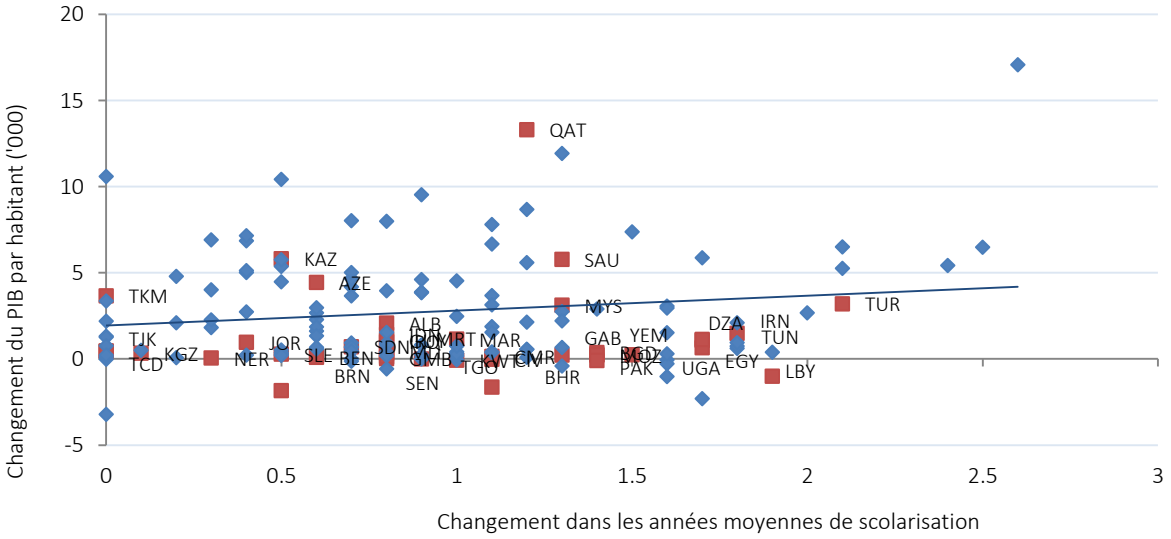
Source : OCDE. Les pays et les économies sont rangés dans l'ordre décroissant du score mesquin de mathématiques à PISE 2012. Des modifications annualisées sont comparées aux notes du test en 2009.

de l'apprentissage et de l'éducation pourtant sur 28 pays de l'Afrique Sub-saharienne, 61 millions d'enfants d'âge scolaire primaire - 1 sur chaque 2 enfants - atteindront leur adolescence sans avoir la capacité de lire, écrire, ou effectuer des tâches élémentaires de calcul.

Les évidences montrent également que les niveaux d'apprentissage plutôt que les années passées à l'école sont les facteurs sociaux et économiques sur l'investissement dans l'éducation, y compris l'employabilité, la productivité et la croissance (institution de Brookings, 2011). Hanushek (2013) note également que les compétences cognitives de la population - plutôt que de simples accomplissements scolaire - sont fortement associées à la rémunération individuelle, à la répartition des revenus et à la croissance économique. Cependant, dans de nombreuses régions du monde, les enfants quittent l'école sans avoir acquis les connaissances de base et les compétences dont ils ont besoin de mener une vie saines et productive et de se doter des moyens de subsistance durables. Une éducation de mauvaise qualité met en danger l'avenir de millions d'enfants et de jeune de la région de l'OCI.

Graphique 4.13

Changement en scolarisation contre le changement de revenu par habitant (tous les pays)



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur les bases de données sur la banque mondiale WDI et le PNUD HDI.

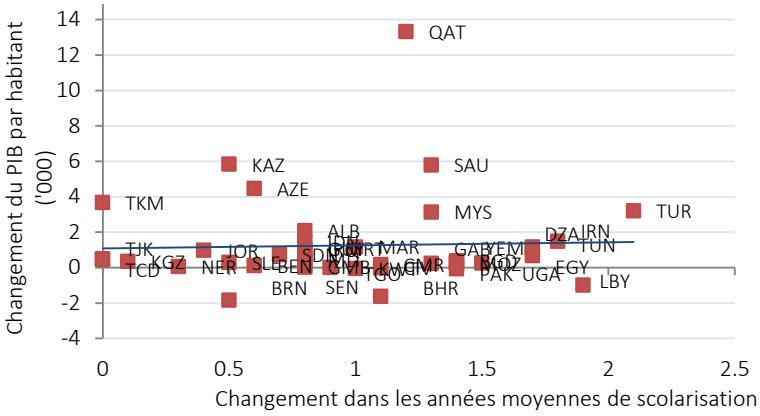
Les différences de croissance économique entre les pays sont étroitement liées au progrès réalisés dans l'éducation.[11] Le graphique 4.13 montre la relation entre le changement dans les niveaux de revenus par habitant et le changement de nombre moyen d'années de scolarité au cours de la période entre 2000 et 2013. Bien que faible, il existe une corrélation positive entre les changements dans les revenus et le nombre d'années de scolarité. Dans le cas des pays de l'OCI, cette corrélation est encore plus faible (Graphique 4.14). Alors que certains pays, tels que le Qatar, l'Arabie saoudite, la Malaisie et la Turquie connaissaient une augmentation de leurs niveaux de revenus par habitant avec l'augmentation de nombre d'années de scolarité, de nombreux pays de l'OCI ont connu une diminution ou aucune augmentation significative de la moyenne des niveaux

[11] Des relations encore plus fortes existent entre la croissance économique et les compétences cognitives, comme présentées par Hanushek (2013).

de revenus. Cela montre qu'une fois de plus la simple réalisation de l'école n'est pas suffisante pour soutenir la croissance économique et le développement.

Graphique 4.14

Changement en scolarisation contre le changement de revenu par habitant (OCI)



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur les bases de données sur la Banque mondiale WDI et le PNUD HDI.

L'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation à tous les niveaux a été un objectif national de développement continu tout au long de la séquence des plans quinquennaux de développement de la Malaisie et cette stratégie a joué un rôle central dans la promotion de la croissance économique et le développement du pays ainsi qu'un facteur important dans la réduction de la pauvreté. Le gouvernement a toujours eu pour politique d'encourager l'éducation à tous les niveaux, appuyés par plus d'allocations budgétaires pour l'éducation. En plus de ressources en expansion au niveau d'enseignement primaire, l'augmentation rapide des dépenses de l'éducation reflète l'importance accordée par les gouvernements de la Malaisie soit à l'enseignement secondaire ou supérieur. Comme l'accessibilité à l'éducation s'améliore, des efforts particuliers ont été faits pour fournir un environnement qui favorise l'apprentissage. Tous ces efforts dans la promotion de l'éducation expliquent les accomplissements économiques et sociaux de la Malaisie au cours des dernières décennies.

4.4 Libérer la capacité productive de la jeunesse

Tendances démographiques et les bassins de talents inexploités que nous observons aujourd'hui dans les pays de l'OCI nécessitera d'importantes mesures à prendre pour veiller à que cette structure dynamique de la population est une opportunité plutôt qu'une menace pour eux. Peut-être la première chose à faire est d'attacher suffisamment d'importance à la structure démographique actuelle et prévue être conscients des possibilités et des dangers qu'il comporte. Comme indiqué plus tôt, plus d'un tiers des jeunes vivra dans les pays de l'OCI d'ici en 2050. Ce rapport ne présente que les chiffres agrégés sans analyser la dynamique au niveau du pays individuel afin de promouvoir les parts collectives vers l'utilisation de la structure dynamique de la population tout autour de la région. Les expériences seront certainement différentes entre les pays, mais si la communauté de l'OCI reconnu que c'est une force collective de l'ensemble de la communauté, des mécanismes plus efficaces peuvent être développés afin de mieux de ce potentiel.

Une approche simple de l'utilisation de ce potentiel est de doter les jeunes avec les compétences nécessaires et les capacités et de leur donner des possibilités de réaliser leur plein potentiel dans leur domaine. En termes génériques, il est nécessaire de fournir une bonne éducation et des possibilités d'emploi. Il peut être plus facile à dire qu'à le faire. Les gouvernements sont confrontés à de multiples défis et contraintes de ressources dans la création de conditions appropriées pour

l'éducation de qualité avec une bonne perspective sur le marché du travail. L'utilisation efficace des ressources limitées pour de meilleures occasions d'éducation et d'amélioration du climat économique ne peut pas être en raison de diverses lacunes et capacités limitées dans les mécanismes de mise en œuvre existants dans certains pays.

En abordant les questions liées au potentiel inexploité de la jeune population, ce rapport mettra l'accent sur trois questions principales : (i) développement des compétences, (ii) l'entrepreneuriat et la création d'emplois, et (iii) la mobilité de social. En leur offrant davantage de possibilités pour les jeunes à réaliser leur véritable potentiel, une transition en douceur vers le marché du travail est nécessaire. Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur avec un ensemble des compétences ont des conséquences directes sur leur niveau de l'employabilité. La responsabilité fondamentale des gouvernements est de s'assurer que ces compétences sont exigées par le marché du travail dans la mesure du possible. Lorsque les jeunes entrent en marché du travail, il est important de s'assurer qu'il y a des emplois disponibles qui peuvent bénéficier des compétences et des capacités des jeunes diplômés. Afin d'encourager les jeunes à investir dans leur capital humain, les possibilités de l'esprit d'entreprise et le changement dans leur statut économique devraient être fournies.

4.4.1 Développement des compétences de la jeunesse

Selon les dernières statistiques, 16,2% des jeunes dans les pays de l'OCI sont analphabètes, manquant les valeurs numériques et les compétences en lecture, et par conséquent n'ont pas les moyens d'être en mesure de maintenir une vie pleine et décente dans l'emploi (SESRIC, 2016 Rapport de l'éducation). Avec beaucoup de jeunes travailleurs pauvres manquant même le niveau d'enseignement primaire, la persistance des taux de chômage et de sous-emploi des jeunes sont susceptibles de menacer l'inclusion, la cohésion et la stabilité sociales. Les jeunes qui qui abandonnent l'école prématurément sont vulnérables au chômage, à la pauvreté et à la participation à des comportements à risque.

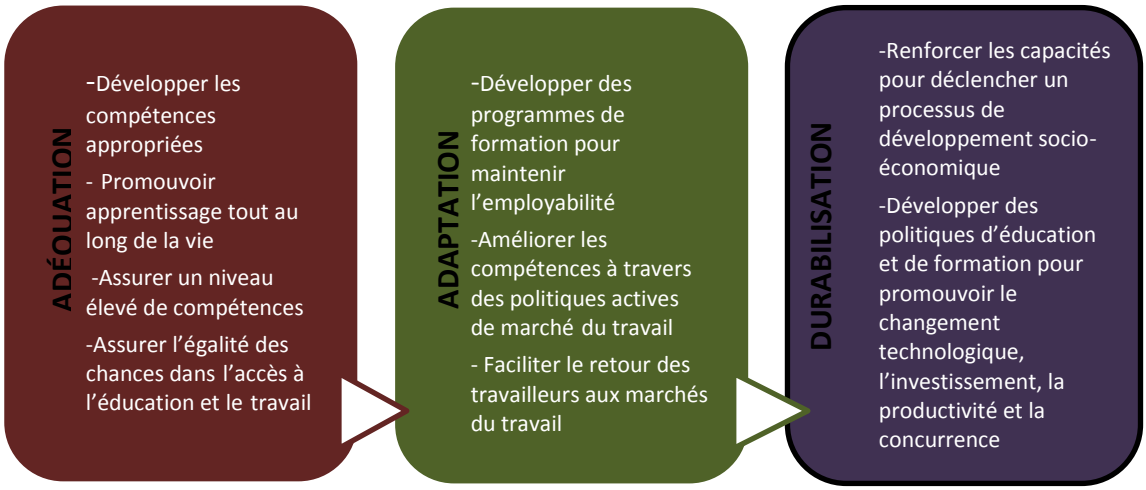
Le niveau des compétences et des qualifications d'une personne est un facteur critique dans l'amélioration de l'employabilité sur le marché du travail. Cependant, les avantages de développement des compétences dépassent l'employabilité. Pour une économie, le développement des compétences des travailleurs peu qualifiés en général augmente la productivité et renforce la compétitivité à long terme. Pour les entreprises, les travailleurs avec de meilleures qualifications seront plus productifs et augmenteront la rentabilité des entreprises. De même, les travailleurs avec de meilleures compétences et la formation recevront des revenus plus élevés. Par conséquent, maintenir et mettre à niveau les aptitudes et compétences de la main-d'œuvre pour répondre et s'adapter aux environnements de travail en constante évolution sont tous essentiels pour les salariés, les employeurs ainsi que l'ensemble de l'économie.

Le développement des compétences ne peut être atteint qu'avec une éducation de base de bonne qualité. Afin de s'assurer que les jeunes obtiennent les compétences requises par les marchés du travail et les milieux de travail dans différents secteurs économiques, l'enseignement et les activités de formation professionnelle devraient être bien connectés au monde du travail pour le développement des compétences. Cela exige un partenariat efficace entre les autorités publiques, les associations professionnelles et les institutions de formation.

Étant donné que les ressources disponibles pour l'éducation publique et la formation ne sont pas sans limites, il est important de gérer ces ressources de manière efficace. Si le système d'éducation n'est pas en mesure d'augmenter les capacités cognitives de la jeune population, les pays peuvent faire face à encore plus de coûts économiques et sociaux pour réduire l'écart entre les besoins et l'offre de compétences pertinentes. Il convient également de noter que les compétences seules ne mènent pas automatiquement à suffisamment d'emplois de meilleure qualité. Les politiques de développement des compétences doivent faire partie d'un vaste ensemble de politiques qui favorisent des taux élevés de croissance et d'investissement, y compris les investissements dans l'éducation de base, les soins de santé et l'infrastructure physique, et une forte croissance de l'emploi de bonne qualité (OIT, 2011).

Il y a plusieurs aspects de l'élaboration d'un cadre stratégique pour le développement des compétences des jeunes. Le développement des compétences est nécessaire pour améliorer l'employabilité, accroître la productivité, permettre d'adéquation des compétences aux besoins des marchés du travail, et faciliter l'ajustement à l'évolution de la technologie et des marchés. Il est également important de développer des capacités pour anticiper et préparer aux besoins des compétences de l'avenir. Aucune de ces questions n'a la priorité catégorique contre les autres et elles devraient faire partie d'une approche globale dans le développement des compétences. Cependant, selon les besoins et les priorités de chaque économie, une importance particulière peut être accordée à certains problèmes lors de l'élaboration des programmes et des politiques pour le développement des compétences. Le diagramme 4.1 illustre les principaux piliers du développement des compétences pour un emploi productif.

Diagramme 4.1: *Principaux piliers du développement des compétences pour un emploi productif*



La gestion du développement des compétences au cours de la trajectoire de développement peut être un défi. Comme les pays adoptent de nouvelles technologies et les diversifient dans de nouveaux secteurs, les travailleurs et les gestionnaires doivent être bien préparés à faire face à de nouvelles production et pratiques de gestion afin de soutenir la croissance de l'économie et le marché du travail. Si ce n'est pas bien coordonné, les investissements réalisés dans le développement des compétences ne peuvent qu'augmenter le nombre de main d'œuvre qualifiée, sans affecter le nombre ou la qualité des emplois. Par conséquent, la coordination et le dialogue

entre les parties concernées, y compris les autorités publiques et les institutions de l'enseignement et de la formation est essentielle dans le processus de développement des compétences.

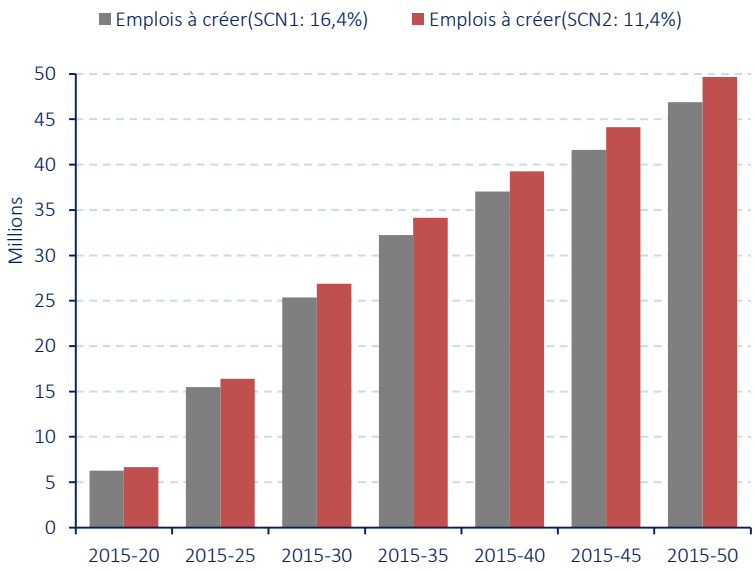
4.4.2 Entreprenariat et création d'emplois

La création d'emplois est au cœur des politiques requises pour résoudre le problème du chômage des jeunes. Sans une forte création d'emplois, d'autres politiques et interventions seront rendues vains. Considérant les dernières projections de population, le nombre d'emplois à créer pour l'augmentation de la population des jeunes est estimé selon deux scénarios. Dans le scénario de référence (SCN1), le nombre d'emplois à créer est estimé tout en se maintenant constant au niveau de 2015 du chômage des jeunes en moyenne dans les pays de l'OCI (16,4%). Dans le deuxième scénario (SCN2), le nombre d'emplois à créer est estimé en supposant que les pays de l'OCI permettraient de réduire les taux de chômage des jeunes aux niveaux observés dans les pays en développement non membres de l'OCI (11,4%) en 2015. Dans les deux scénarios, le taux de participation de main-d'œuvre est maintenu à son niveau actuel constant de 44,8%. Les résultats sont présentés sur le graphique 4.15. À partir de 2015 jusqu'en 2020, les pays de l'OCI ont besoin créer près de 6,3 millions d'emplois supplémentaires pour le jeune et environ 9 millions d'emplois supplémentaires pour tous les 5 ans jusqu'en 2035. Les pays de l'OCI ont besoin de créer presque 37 millions d'emplois jusqu'en 2040 juste pour maintenir le niveau actuel des taux de chômage constant.

La création de 9 millions d'emplois supplémentaires pour tous les cinq ans n'est pas une tâche simple et dans ce contexte, l'entreprenariat et les petites et moyennes entreprises (PME) entrent en jeu depuis que l'activité entrepreneuriale est au cœur de la création d'emplois. L'entreprenariat peut jouer un rôle dans la création d'emplois et de l'attachement au marché du travail. L'activité de l'entreprise contribue à créer des emplois, promouvoir l'innovation et améliore la réactivité aux nouvelles possibilités et tendances. Par conséquent, libérer de la capacité de production de la jeunesse a le potentiel de stimuler le développement économique par la création d'emploi, l'innovation et l'amélioration de la compétitivité.

Dans l'élaboration d'une politique de l'entrepreneuriat des jeunes, la stratégie globale pour le développement des jeunes entrepreneurs devraient être fondées sur le contexte socio-économique national et les défis de développement spécifiques relevés par un pays. L'adoption et la mise en œuvre des politiques de l'entrepreneuriat qui favorisent le renforcement des capacités de production de la jeunesse et en lien avec l'objectif à long terme d'améliorer le niveau de vie pour tous nécessiteront des interventions ciblées à différentes domaines politiques. La CNUCED

Graphique 4.15
Nombre d'emplois nécessaires à créér



Source: Calculs de personnel de SESRIC fondés sur des statistiques de l'OIT.

(2015a) identifie six domaines politiques qui ont un impact direct sur l'activité d'entreprise comme suit :

1. Formulation de la stratégie nationale de l'entrepreneuriat
2. Optimisation de l'environnement réglementaire
3. Amélioration de l'éducation de l'entrepreneuriat et du développement des compétences
4. Facilitation de l'échange de technologie et de l'innovation
5. Amélioration de l'accès au financement
6. Encouragement de la sensibilisation et la mise en réseau

Les jeunes sont généralement enthousiastes en ce qui concerne le démarrage d'entreprises, mais seulement peu de jeunes peuvent réellement atteindre leurs objectifs en raison d'un certain nombre d'obstacles. Le tableau 4.3 présente un résumé des principaux obstacles rencontrés par les jeunes entrepreneurs dans cinq domaines politiques identifiés par la CNUCED. La CNUCED (2015a) propose également des solutions pour les responsables politiques. En principe, l'élaboration d'un écosystème entrepreneurial pour des jeunes générations est la clé pour libérer le potentiel de la jeunesse. Le manque de possibilités d'emploi et les obstacles à l'entrepreneuriat pour les jeunes, quel que soit leur niveau de formation, peut avoir de graves impacts sur la capacité d'un pays et ces ambitions de réaliser un développement durable à long terme.

Compte tenu de cela, il est important de veiller à ce que l'entreprenariat des jeunes est intégré dans les politiques nationales et que les jeunes entrepreneurs sont alignés avec les objectifs de politique nationale. Avec un cadre global de l'entreprenariat des jeunes, les gouvernements peuvent bien résoudre plusieurs des défis rencontrés par les jeunes entrepreneurs et aborder les questions comme l'élaboration de mesures efficaces de l'éducation à l'entrepreneuriat, la formation professionnelle et les systèmes de d'apprentissage et les questions liées à l'accès au financement, l'assistance technique et financière de l'alphabétisation. Par exemple, la Malaisie a adopté « un programme de transformation économique» en 2010 pour fournir un cadre pour catalyser la croissance économique inclusive et réduire la pauvreté et les inégalités, dans le but d'élever son statut à un pays développé d'ici en 2020. L'objectif global du programme est de promouvoir une croissance inclusive en augmentant les possibilités de revenus grâce à l'entrepreneuriat, promouvoir les capacités de production en investissant dans le capital humain et assurer une protection sociale pour les pauvres et vulnérables (CNUCED, 2015b).

Tableau 4.3 : Entraves principales confrontées par de jeunes entrepreneurs dans cinq régions de politique	
Optimisation de l'environnement réglementaire	• Coûts d'enregistrement d'entreprises élevés • Procédures réglementaire complexes • Méfiance dans l'environnement réglementaire •L'information limitée des questions réglementaires, en particulier des règlements de Copyright, de brevet ou de marque déposée
Amélioration de l'éducation de l'entrepreneuriat et du développement des compétences	• Intégration insuffisante de l'entrepreneuriat dans le système d'éducation • Possibilités pratiques ou empiriques limitées • Manque de et/ou orientation limitée aux attitudes, aux comportements et aux qualifications d'entreprenariat parmi des professeurs • Services limités et/ou de mauvaise qualité de développement commercial
Facilitation de l'échange de l'innovation et de technologie	• Manque des compétences des TIC • Insuffisance de l'infrastructure (espace de travail physique, infrastructure digitale, accès à l'électricité fiable et le bon marché) • Insuffisance de préparation technologique •Liens limités entre des start-ups et entrepreneurs axés sur la croissance et les investisseurs
Amélioration de l'accès au financement	• Inappropriée et/ou de l'absence de produits financiers adaptés aux jeunes • Restrictions excessives (condition d'âge pour ouvrir un compte bancaire) • Niveaux financiers de scolarité bas • Crédit élevé et conditions collatérales
Encouragement de la sensibilisation et la mise en réseau	• Attitudes sociales négatives envers l'entreprenariat • Promotion insuffisante des modèles • Réseaux de jeunes entrepreneurs sous-développés • Insuffisance de la promotion des possibilités de l'entrepreneuriat

Source : La CNUCED (2015a).

4.4.3 Mobilité sociale

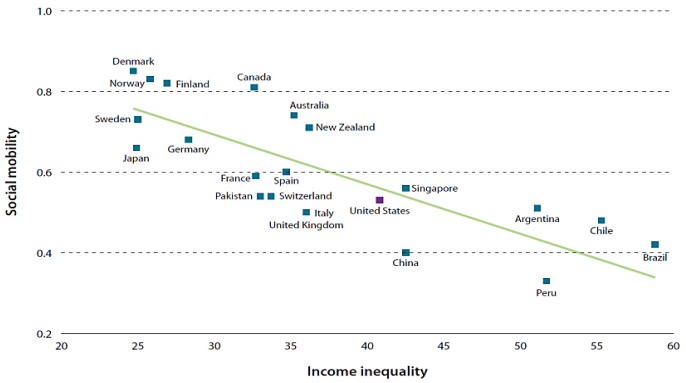
Une grande population de jeunes dans de nombreux pays de l'OCI est en pleine stress en raison de peu de possibilités de mobilité sociale et des restrictions à la pleine participation à la vie sociale, culturelle, économique et politique. Cette situation entraîne, dans de nombreux cas, de troubles sociaux et de l'instabilité politique. La mobilité sociale est la circulation des personnes entre les couches sociales dans une société. La mobilité sociale peut être évaluée utilisant les indicateurs de la mobilité d'éducation, professionnelle, de salaire et de revenus familial, mais celles-ci sont basées sur des ensembles de données très spécifiques, qui ne sont pas disponibles pour les pays de l'OCI.

Les gouvernements devraient fournir des occasions pour les jeunes de s'élever dans l'échelle sociale grâce à leurs propres investissements dans leurs compétences et capacités avec des perspectives claires sur le marché du travail. La mobilité sociale est essentielle à la création d'harmonie sociale et la construction d'une société plus ouverte et plus équitable où chaque personne aura la possibilité de se déplacer avec leurs propres efforts. Si les jeunes croient qu'ils peuvent améliorer leurs propres perspectifs avec leurs propres efforts, ils seront plus disposés à investir dans leurs compétences et d'assumer une plus grande responsabilité dans le contribution au développement socio-économique dans une société. D'autre part, la réduction de la mobilité sociale peut affecter négativement la perception de ces personnes à l'égalité des chances et l'équité de la société dans son ensemble.

Avec le développement économique, et en particulier avec l'expansion du système éducatif, la mobilité sociale d'un pays va connaitre une augmentation. Les évidences du Moyen-Orient, cependant, suggèrent que ce n'est pas toujours le cas. Blinzel (2011) constate une diminution de la mobilité sociale entre les jeunes de plus en plus instruits dans le Moyen-Orient. La persistance élevée des niveaux de produits entre les générations contraint les familles à faibles revenus à investir dans le capital humain de leurs enfants et les rend plus vulnérables aux risques à d'une variété de sources. Blinzel conclut également que la prédominance du secteur public et le haut niveau de règlementation dans le secteur privé ont limité la capacité du marché du travail d'absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail et d'utiliser leurs compétences. L'accès à l'éducation soulève la possibilité de se déplacer socialement parmi les jeunes et leurs familles, mais les politiques mauvaises ou inefficaces ont réduit la mobilité sociale chez les jeunes bien- instruits, en particulier ceux appartenant à un milieu socio-économique inférieur.

Graphique 4.16

Inégalité de revenu contre la mobilité sociale

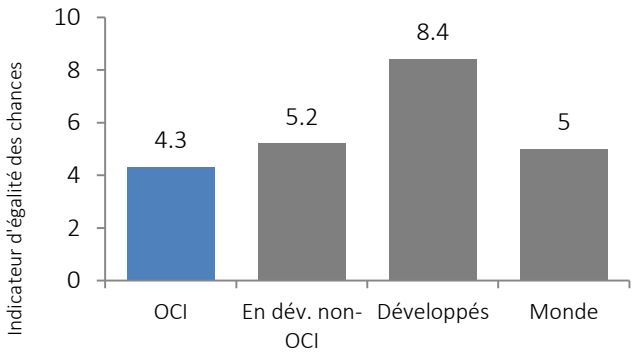


Source: Greenstone et autres. (2013).

La mobilité sociale est également corrélée avec l'inégalité de revenus. Les pays qui souffrent de l'inégalité de revenus plus élevés ont tendance à avoir moins de mobilité sociale comme l'illustre le graphique 4.16. L'OCDE (2011) affirme que l'inégalité croissante des revenus « peut étouffer la mobilité sociale ascendante, ce qui la rend plus difficile pour les candidats talentueux et travailleurs d'obtenir les récompenses qu'ils méritent ». Comme le montre le graphique 4.17, les pays de l'OCI, en tant que groupe, souffrent grave problème d'inégalité avec des personnes étant refusées l'accès aux égalités des chances. Le graphique montre que les pays de l'OCI sont pires que tous les autres groupes de pays quand il s'agit de l'égalité des chances. Les pays de l'OCI ont reçu un médiocre de 4.3 sur l'échelle de l'égalité des chances (dix étant la meilleure note possible) tandis que d'autres pays en développement marquent 5.2, les pays développés 8.4, et la moyenne mondiale est 5.0. Sans s'attaquer au problème des inégalités dans les pays de l'OCI, il sera très difficile d'augmenter la mobilité sociale.

Graphique 4.17

Indice d'égalité des chances (2014)



Source: Calcul de personnel de SESRIC fondé sur l'indice 2014 de transformation de RTC. Données disponibles pour un total de 128 pays dont 47 sont des états membres de l'OCI

SECTION 5

Ressources naturelles riches

Les pays membres de l'OCI sont dotés de ressources naturelles riches et diverses qui ont le potentiel de permettre à leurs peuples de jouir d'une vie saine et prospère. Malgré le fait d'avoir des ressources naturelles les riches, 21 pays de l'OCI des 57 ont été énumérés par le PNUD dans le groupe des pays moins développés. La pauvreté, le chômage et l'inégalité des revenus non seulement constituent des obstacles pour le développement dans 21 pays moins développés de l'OCI mais restent également des défis socio-économiques importants pour le reste des 36 pays de l'OCI. L'une des principales raisons de ce triste tableau dans les pays de l'OCI est l'existence des problèmes de capacité dans l'exploitation et l'utilisation efficace des ressources naturelles existantes dans l'intérêt des personnes vivant dans les pays de l'OCI. À cet égard, la présente section du rapport porte sur le thème des richesses naturelles dans les pays de l'OCI en vue de présenter une image détaillée des ressources naturelles disponibles, identifier les limites de leur utilisation, et discuter les perspectives. La première section porte sur le stock existant des ressources naturelles. Ensuite, elle révèle la mesure dans laquelle les pays de l'OCI exploitent le potentiel des ressources naturelles disponibles en utilisant les récentes statistiques disponibles. La section énumère et discute davantage certaines questions politiques pour fournir une orientation générale à l'intention des responsables politiques sur la façon de transformer le potentiel des ressources naturelles des pays de l'OCI dans un facteur favorisant la croissance et le développement à travers la transformation verte, la diversification des ressources énergétiques et d'accroître les capacités nationales des pays de l'OCI.

5.1 Bilan des ressources naturelles dans les pays de l'OCI

La présente section examinera les stocks actuels des pays de l'OCI dans les ressources minérales y compris le pétrole brut, le gaz naturel, le charbon, les métaux précieux et l'uranium ainsi que les ressources énergétiques comprenant des sources d'énergie renouvelables et l'énergie nucléaire.

5.1.1 Ressources minérales

Dans leur processus de développement, de nombreux pays avancés ont largement bénéficié de l'abondance des ressources naturelles, soit en utilisant leurs propres ressources ou en exploitant les ressources des autres. En particulier, le charbon a joué un rôle important dans le processus de développement du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France où la puissance de vapeur était la principale technologie pour la production d'énergie aux 18èmes et 19èmes siècles. Les pays de l'OCI ne sont pas également à l'abri de ce fait. Plusieurs pays de l'OCI dans différentes régions géographiques ont utilisé les riches ressources minérales (surtout le gaz et le pétrole) durant leur cours de développement qui a permis à certains d'entre eux d'atteindre le statut de pays à revenus élevés.

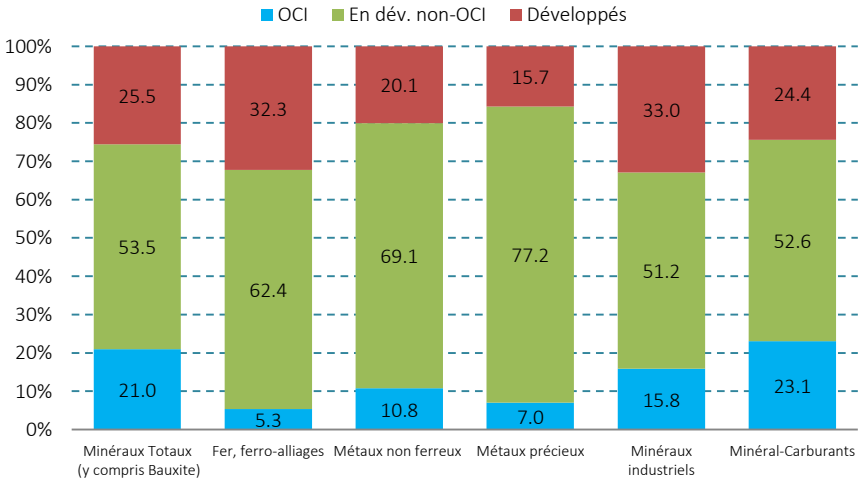
Graphique 5.1 illustre le fait que les pays de l'OCI au total ont été en mesure de satisfaire 21% du total mondial de la production de minéraux où les pays en développement non membres de l'OCI ont fourni environ 53,5% de la production de minéraux totale dans le monde entier en 2014. Les pays de l'OCI, en termes agrégés, montrent une performance relativement élevée de la production de deux types minéraux : minéral-fossiles et minéraux industriels. En 2014, 23,1% de tous les combustibles minéraux et 15,8 de l'ensemble de la production de minéraux industriels dans le monde ont été provenus des pays de l'OCI. Une large vue sur la production de minéraux sans prendre en compte les réserves prouvées peut échouer à refléter le potentiel réel des pays de l'OCI. Comme il sera présenté dans la prochaine sous-section par sous-catégories, les pays de l'OCI ont certains avantages distincts dans plusieurs types de minéraux à la fois en termes de leurs niveaux de production et de la disponibilité des réserves considérables. Néanmoins, les niveaux existants de production des pays de l'OCI sont loin de leur vrai potentiel étant donné leurs vastes réserves des ressources naturelles. À cette fin, les pays de l'OCI doivent prendre certaines actions politiques pour bénéficier de ces ressources pour l'amélioration de leur développement.

Pétrole brut

Le pétrole brut est l'un des combustibles minéraux les plus importants qui a été largement utilisé dans les divers secteurs du transport à l'énergie. En outre, il sert de matière première à beaucoup de produits chimiques, y compris les produits pharmaceutiques, les dissolvants, les engrais, les pesticides, et les plastiques qui font une produit critique pour les économies nationales. En raison de sa haute densité d'énergie, portabilité facile et abondance relative, le pétrole est devenue la source d'énergie la plus importante du monde depuis le milieu des années 1950.

Graphique 5.1

Production minière mondiale en 2014, % des parts de groupes de pays

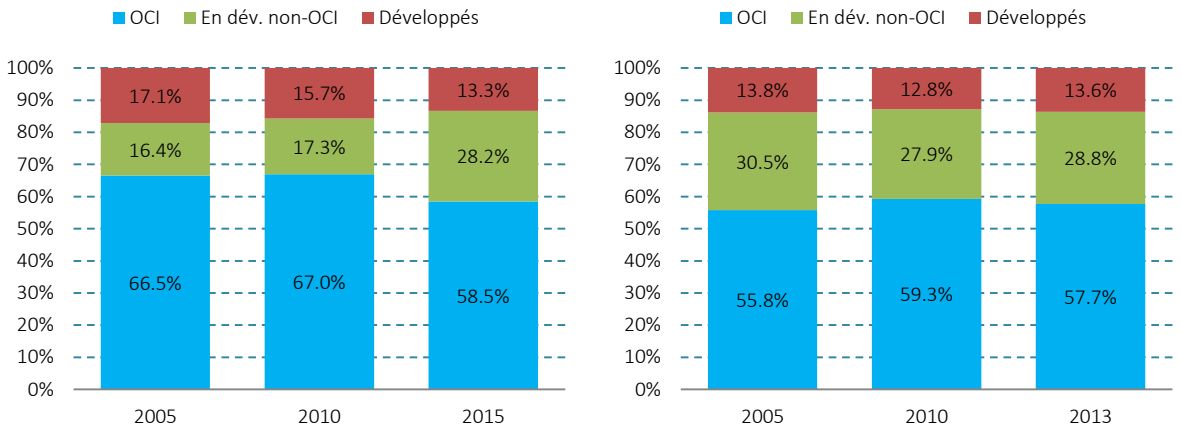


Source: Les données de l'exploitation minière mondiale en 2016, la production de minéraux.

Les pays de l'OCI, en termes agrégés, sont abondants en pétrole brut tant en termes de production et réserves. Les pays de l'OCI possédaient 58,5% du total mondial des réserves de pétrole brut prouvées en 2015 (Graphique 5.2, à gauche). Cependant, cette part du groupe de l'OCI a été mesurée à 66,5% en 2005. Cela implique qu'on a observé une diminution progressive de la part relative des réserves prouvées de pétrole brut des pays de l'OCI. L'Arabie saoudite et l'Iran étaient les deux pays principaux de l'OCI avec les réserves de pétrole brut les plus élevées. Seule l'Arabie saoudite a possédé 16,2% des réserves prouvées de pétrole brut sur l'échelle mondiale (Graphique 5.3, à gauche). D'autre part, les pays de l'OCI ont enregistré une augmentation progressive de leur part des exportations totales de pétrole brut qui se sont élevées de 55,8% en 2005 à 57,7% en 2015 (Graphique 5.2, à droite). Sur la base des données disponibles, les pays producteurs de pétrole de l'OCI ont fourni 41,5% de tous les produits du pétrole brut dans le monde à partir de 2015 (Graphique 5.3, à droite).

Graphique 5. 2

Réserves prouvées de pétrole brut (à gauche) et exportations de pétrole brut (à droite), (% de part dans le monde)



Source: Administration de l'information d'énergie des États-Unis. *Note:* Les calculs sont basés sur la production de barils par jour

Gaz naturel

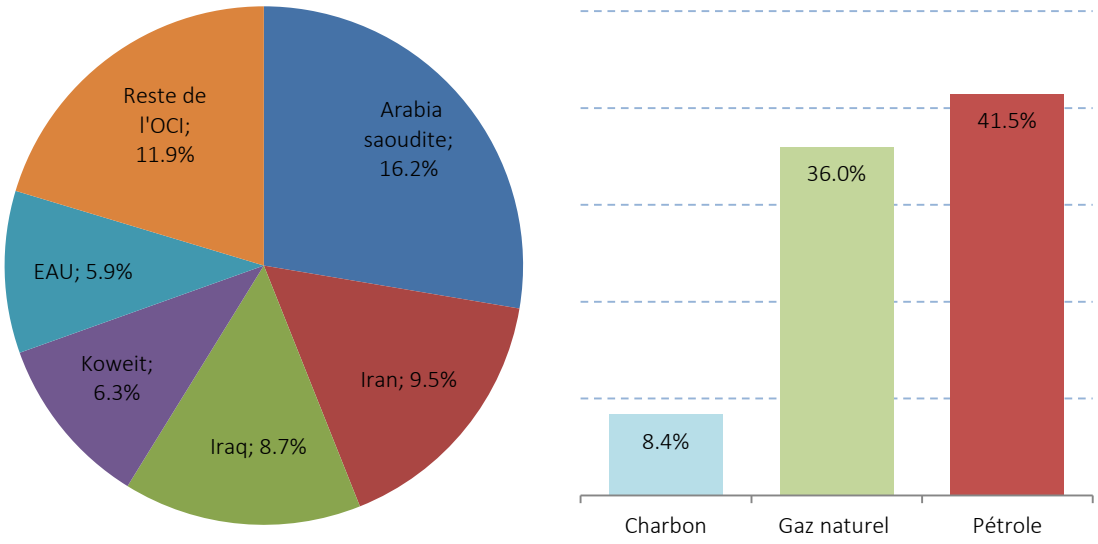
Le gaz naturel est un autre type principal de combustible fossile utilisé comme source d'énergie pour le chauffage, la cuisson, et la production d'électricité. Il est également utilisé comme carburant pour les véhicules et comme produit chimique intermédiaire dans la fabrication des plastiques et d'autres produits chimiques organiques d'importance commerciale. Le nombre croissant de pays dans le monde avait remplacé la technologie de charbon par celle de gaz naturel pour produire de l'électricité grâce à l'amélioration de la technologie. Les flottes de transport maritime pour le gaz naturel liquéfié (GNL ont permis à de

Fenêtre 6.1 : Gaz de schiste

Le gaz de schiste est du gaz naturel qui se retrouve piégé à l'intérieur de formations de schiste. L'Agence de l'Energy Information Administration du Département de l'énergie des États-Unis a énuméré 11 pays dans le monde avec des réserves prouvées de gaz de schiste en 2013. Parmi les 11 pays, l'Algérie et l'Indonésie sont deux pays de l'OCI possédant des réserves prouvées de gaz de schiste. La quantité estimée de réserves et ressources de gaz de schiste 'techniquement récupérable' a été égale à 707 (milliards de pieds cubes) de l'Algérie et 580 (milliards de pieds cubes) pour l'Indonésie en 2013.

Graphique 5.3

Pays de l'OCI ayant des réserves de pétrole brutes les plus élevées (% de part des réserves de pétrole brutes du total mondial) (à gauche) et la part des pays de l'OCI (%) dans la production mondiale des combustibles fossiles en 2015 (à droite)



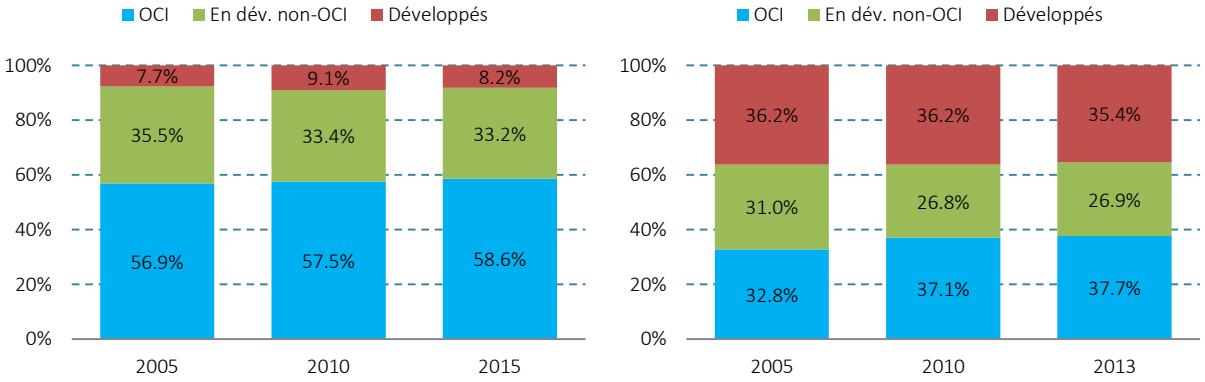
Source: Administration de l'information d'énergie des États-Unis.

nombreux pays à travers le monde l'accès au gaz naturel à des prix abordables. Tous ces développements ont considérablement augmenté l'importance du gaz naturel dans les marchés mondiaux des produits de base.

Les pays de l'OCI, en termes agrégés, sont riches en termes de réserves prouvées de gaz naturel. La part des pays de l'OCI dans les réserves prouvées de gaz au niveau mondial a augmenté passant de 56,9% en 2005 à 58,6% en 2015 (Graphique 5.4, à gauche). La part des pays développés a été mesurée seulement à 8,2% en 2015. L'Iran et le Qatar étaient les deux pays principaux de l'OCI avec réserves de gaz naturel les plus élevées. Seul l'Iran a possédé 17,3% des réserves prouvées de gaz naturel à l'échelle mondiale en 2015 (Graphique 5.5). Les pays de l'OCI ont réussi à enregistrer une augmentation en leur part des exportations de gaz naturel dans le monde entier. La part

Graphique 5.4

Réserves prouvées du gaz naturel brut (à gauche) et exportations du gaz naturel sec (à droite), (% mondial)

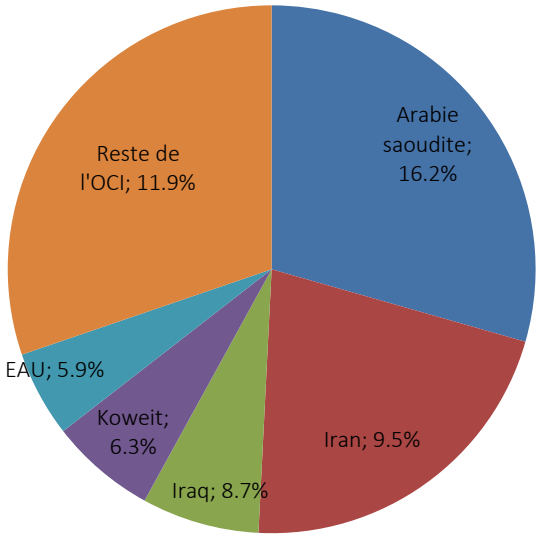


Source: Administration de l'information d'énergie des États-Unis. Note: Les calculs sont basés sur la production de barils par jour.

mondiale des pays de l'OCI dans les exportations du gaz naturel sec est passée de 32,8% en 2005 à 37,7% en 2013 (Graphique 5.4, à droite). Sur la base des données disponibles, les pays producteurs de gaz naturel de l'OCI ont fourni 36,0% de tous le gaz naturel produit dans le monde entier à partir de 2015 (Graphique 6.3, à droite).

Graphique 5.5

Pays de l'OCI ayant les réserves de gaz naturelles les plus élevées (% du monde). 2015



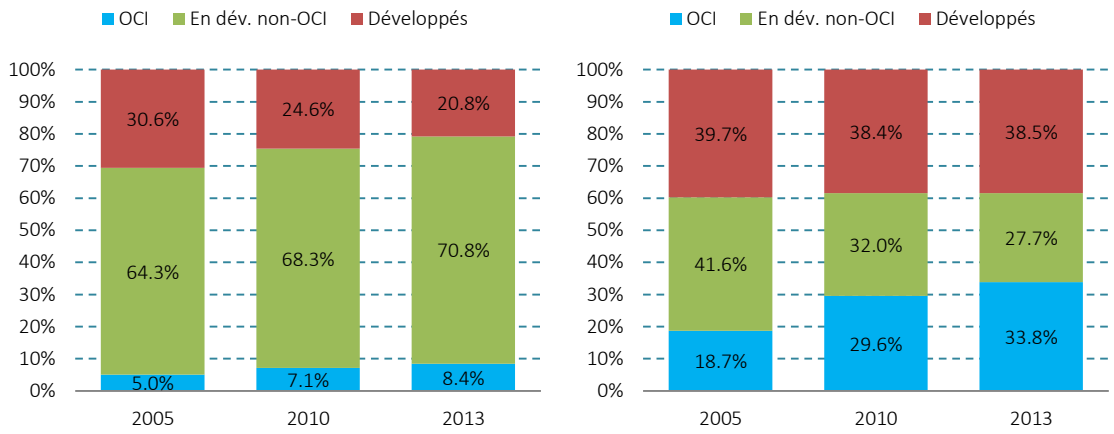
Source: Administration de l'information d'énergie des États-Unis.

Charbon

Le charbon est un combustible minéral qui a été utilisé comme une ressource énergétique, principalement brûlée pour la production de l'électricité et/ou de la chaleur, et est également utilisé à des fins industrielles, tel que le raffinage des métaux. Il est la plus grande source d'énergie pour la production de l'électricité dans le monde entier, ainsi qu'une des plus grandes sources mondiales d'émissions de dioxyde de carbone. L'impact environnemental de l'industrie charbonnière comprend des questions telles que l'utilisation des terres, la gestion des déchets, l'eau et à la pollution de l'air, causée par l'extraction du charbon, de la transformation et de l'utilisation de ses produits. Malgré ses effets secondaires graves, il a été largement utilisé à la fois dans les pays développés et les pays en développement à travers le monde. Les pays de l'OCI continuent également à produire du charbon et le niveau de la production est à la hausse. La part des pays de l'OCI dans la production mondiale du charbon a augmenté de 5,0% en 2005 à 8,4% en 2013 (Graphique 5.6, à gauche). Au cours de la même période, la part mondiale des pays de l'OCI dans les exportations du charbon a enregistré une augmentation remarquable ainsi qu'a fait un bond de 18,7% à 33,8% au cours de la même période (Graphique 5.6, à droite). En particulier, l'amélioration de la capacité de production des pays de l'OCI et l'augmentation de la demande pour

Graphique 5.6

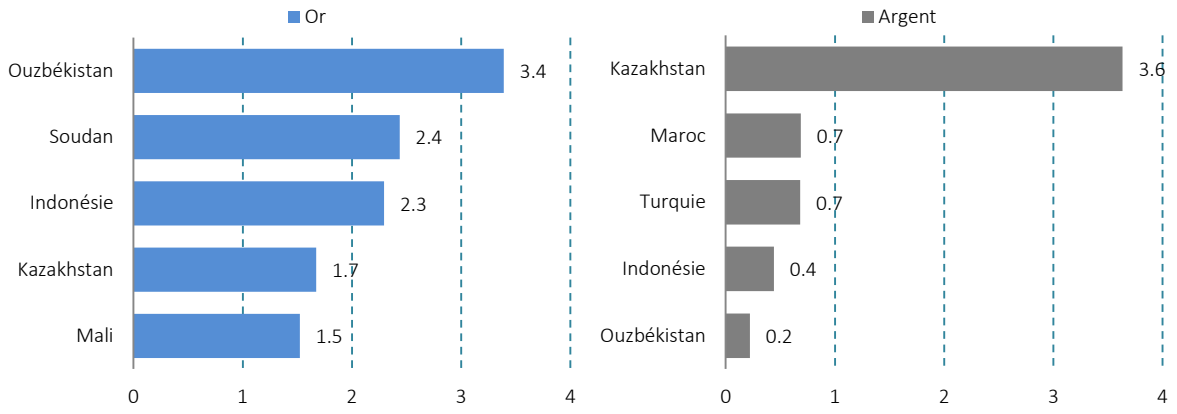
Production de charbon (à gauche) et exportations de charbon (à droite), (% du monde)



Source: Administration de l'information d'énergie des États-Unis. Note: Les calculs sont basés sur la production de barils par jour.

Graphique 5.7

Pays de l'OCI ayant le plus haut niveau d'or (à gauche) et la production d'argent (à droite) en 2014, (% du monde)



Source: Les données de l'exploitation minière mondiale en 2016, la production des minéraux.

le charbon par les pays en développement non membres de l'OCI pour la production d'énergie a ouvert la voie pour que le groupe de l'OCI puisse enregistrer 15,1 points de pourcentage augmentent de sa part du marché mondial des exportations de charbon.

Métaux précieux

La production totale des métaux précieux dans tous les pays de l'OCI a représenté 7,0% de l'ensemble de la production mondiale en 2014 (voir graphique 5.1). À cet égard, il est juste de dire que les pays de l'OCI collectivement ne constituent pas une forte présence en termes de production précieuse des métaux précieux. Néanmoins, comme les chiffres de production de deux importants métaux précieux (or et argent) indiquent également que certain pays de l'OCI ont une abondance relativement élevée de la production. En 2014, l'Ouzbékistan et le Soudan étaient deux pays principaux de l'OCI en termes de production d'or qui a fourni 3,4 et 2,4% de l'ensemble de la production mondiale, respectivement (Graphique 5.7, à gauche). Au total, les cinq pays principaux de l'OCI producteurs d'or à savoir l'Ouzbékistan, le Soudan, l'Indonésie, le Kazakhstan, et le Mali) ont été en mesure de fournir 9,8% de l'ensemble de la production d'or dans le monde en 2014. D'autre part, seul le Kazakhstan a réuni 3,6% du total de la production d'argent. Le Maroc et la Turquie ont suivi Kazakhstan avec cinq une part de production d'environ 0,7% dans le monde (Graphique 5.7, à droite). La part des 5 premiers pays de l'OCI producteurs d'argent, à savoir le Kazakhstan, le Maroc, la Turquie, l'Indonésie, et l'Ouzbékistan) dans le monde s'est élevée à 5,4% en 2014.

Uranium

L'uranium est le minerai le plus important qui a été utilisé dans les réacteurs nucléaires pour produire de l'énergie en tant que matière première. Les pays de l'OCI en termes agrégés ont fourni 52,7% de l'ensemble de la production d'uranium dans le monde (Graphique 5.8, à gauche). La part des pays en développement non membres de l'OCI s'est élevée à 18,3% et les pays développés ont fourni environ 28,9% du total mondial de la production d'uranium en 2014. Le Kazakhstan est le premier producteur mondial d'uranium dans le monde avoir seul réuni 41,1% de l'ensemble de la production mondiale d'uranium. Le Niger et l'Ouzbékistan sont deux autres pays importants de

l'OCI en termes de production d'uranium, avec des parts de 7,2 et de 4,3%, respectivement (Graphique 5.8, à droite).

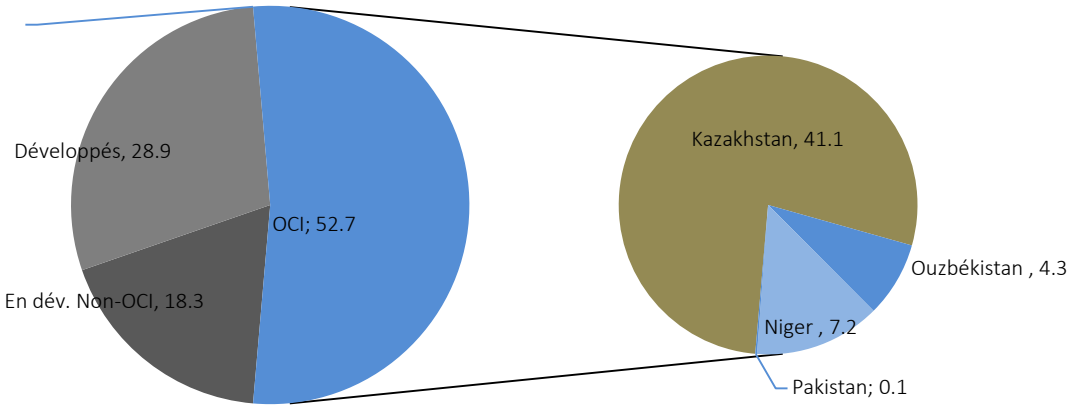
5.1.2 Ressources énergétiques

Les ressources énergétiques peuvent être classées en deux grandes catégories : renouvelables et non-renouvelables. L'énergie renouvelable est définie comme une source d'énergie (type de carburant) qui peut régénérer et peut se reconstituer indéfiniment. Les cinq sources d'énergie renouvelables utilisées le plus souvent sont l'énergie hydraulique, la biomasse, l'éolienne, solaire et géothermique. L'utilisation des ressources énergétiques renouvelables ne s'associe pas à de graves effets sur l'environnement. Les ressources énergétiques non-renouvelables sont celles qui sont limitées et n'ont pas la capacité de reproduction. L'utilisation des ressources énergétiques non-renouvelables s'associe à de graves effets sur l'environnement étant donné le niveau mondial de technologie disponible. Selon ces définitions, tous les combustibles ressources minérales (à savoir pétrole, gaz naturel et charbon) peuvent être classés en tant que ressources énergétiques non-renouvelables. D'autre part, il est non concluante dans la littérature si l'énergie nucléaire est renouvelable ou non-renouvelable qui utilise l'uranium comme entrées brute (Chowdhury, 2012).

En particulier, une telle approche est efficace dans les analyses transnationales. Les parts relatives de différentes sources d'énergie dans la production de l'électricité sont affectées par le niveau de la technologie nationale disponible, les ressources naturelles, les sources financières et les politiques nationales en matière d'énergie. Dans ce contexte, le graphique 5.9 présente les parts relatives de différentes sources d'énergie dans la production de l'électricité à travers des groupes de pays. Les combustibles fossiles gardent toujours la première position comme source principale pour la production de l'électricité dans le monde. En moyenne, 66,6% de l'électricité ont été produits par l'utilisation des combustibles fossiles où 41,2% de cette production ont provenu des centrales à charbon et 21,8% provenait des centrales au gaz naturel en 2013. La part des centrales de pétrole n'était égale qu'à 3,6%. Les pays de l'OCI en tant que groupe avaient la plus grande part des combustibles fossiles dans la production d'électricité entre autres où 84,0% de l'ensemble de la production d'électricité provient des combustibles fossiles (54,2% gaz naturel, 15,9% pétrole, 13,9% charbon) en 2013.

Graphique 5.8

Parts des groupes de pays dans la production mondiale d'uranium en 2014 (à gauche) et Parts de production d'uranium des pays de l'OCI en 2014 (à droite)

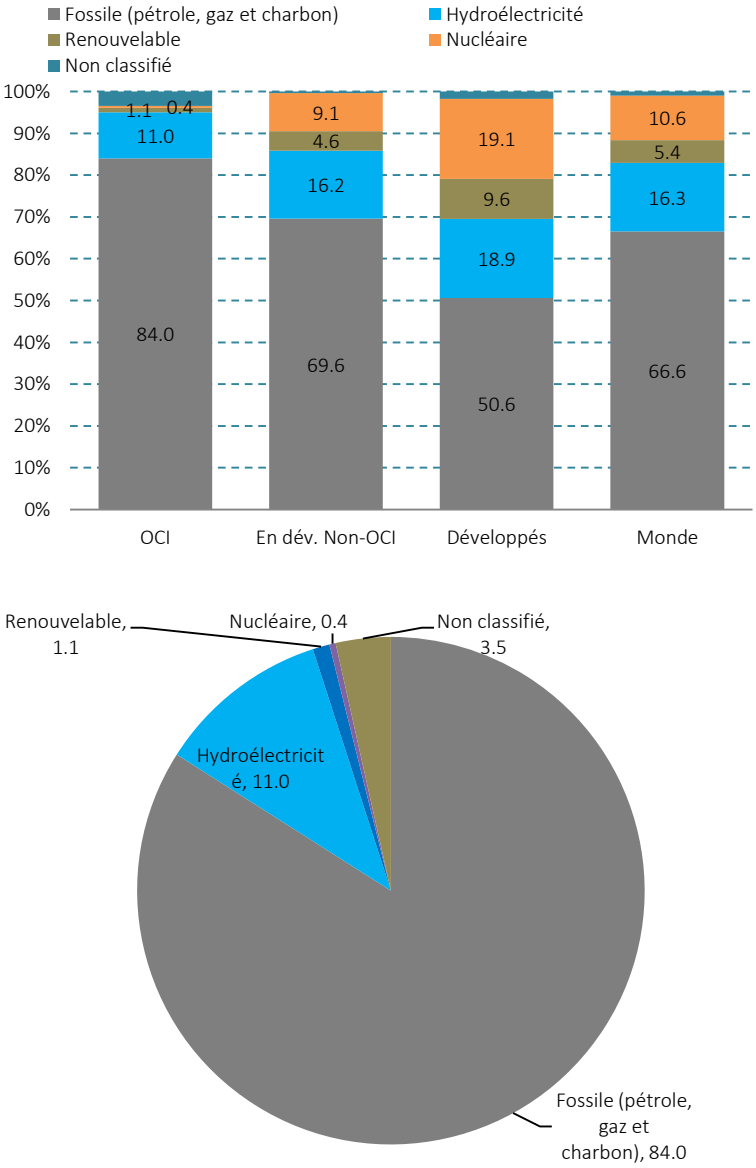


Source: Association nucléaire mondiale.

Seulement les pays développés ont généré 50,6% de leur électricité à partir de combustibles fossiles en 2013. La moyenne de pays en développement non membres de l'OCI était proche de la moyenne mondiale et a été évaluée à 69,6% au cours de la même année. À cette fin, il est juste de conclure que les pays de l'OCI dépendent extrêmement des combustibles fossiles pour satisfaire leur demande d'électricité en comparaison avec d'autres groupes de pays. En termes de ressources énergétiques renouvelables, les pays de l'OCI ont effectué relativement plus pauvres surtout en comparaison avec d'autres groupes de pays. La contribution de l'énergie hydraulique dans la production d'électricité a été élevée à 11,0% dans le groupe de l'OCI où la moyenne mondiale était égale à 16,3%. Tous autres types de sources d'énergie renouvelables ont fait une contribution négligeable (1,1%) dans la production totale d'électricité du groupe de l'OCI. Cependant, dans les pays en développement non membres de l'OCI, la part des sources d'énergie renouvelables (hors hydroélectricité) dans la production d'électricité totale a été mesurée à 4,6% (plus de 4 fois plus élevée que la moyenne de l'OCI). D'autre part, les pays développés sont allés trop loin en bénéficiant des ressources énergétiques renouvelables une fois comparés à d'autres groupes. Ils ont rencontré 9,6% de leur production d'électricité à partir de la variété de ressources énergétiques renouvelables. Si l'hydroélectricité est ajoutée dans le calcul, les pays développés ont réalisé près de 28,5% du total de leur électricité des ressources renouvelables. Cette part a été mesurée à seulement 12,1% dans le groupe de l'OCI (Graphique 5.9). À cet égard, il est évident que les pays de l'OCI bénéficient considérablement moins des ressources énergétiques renouvelables y

Graphique 5.9

Sources de production d'électricité dans le monde en 2013 (en haut) et dans les pays de l'OCI (en bas) (% du total)



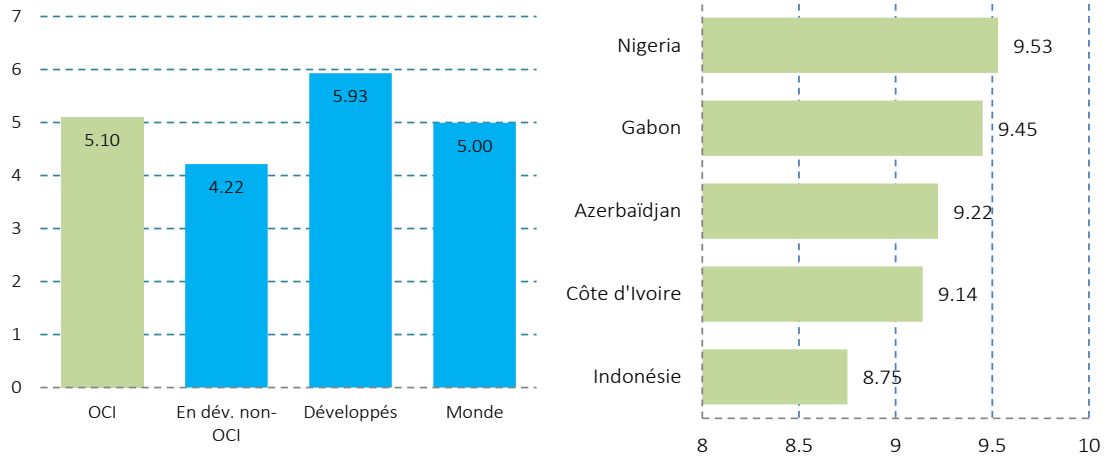
Source: Banque mondiale, WDI.

Box 6.2: Sécurité énergétique dans les pays de l'OCI

La sécurité énergétique peut être brièvement définie comme la disponibilité ininterrompue des sources d'énergie à un prix abordable (Kocaslan, 2014). La sécurité énergétique est une question complexe aux multiples dimensions. L'indice de sécurité énergétique du Conseil mondiale de l'énergie est l'un de trois sous-indices de l'indice d'énergie de trilemma et se classe à un total de 130 pays dans le monde entier. L'indice de sécurité énergétique prend en compte trois dimensions : la gestion efficace de l'énergie primaire à partir des sources internes et externes, la fiabilité de l'infrastructure énergétique, et la capacité des entreprises de l'énergie participantes pour répondre à la demande actuelle et future. Par conséquent le score d'indice reflète à quel point les pays parviennent les compromis entre les trois dimensions pour assurer la sécurité énergétique.

En 2015, la moyenne mondiale du score d'indice de la sécurité énergétique n'a été calculée qu'à 5,0 où les pays développés, en moyenne, ont obtenu le score le plus élevée de 5,9. La moyenne de pays en développement non membres de l'OCI était la plus basse et mesurée à 4,2. La moyenne des données disponibles de 37 pays de l'OCI a correspondu à 5,1 qui a dépassé la moyenne mondiale et la moyenne de pays en développement non membres de l'OCI. Parmi les données disponibles des pays de l'OCI, le Nigéria a obtenu le score le plus élevé de l'indice de sécurité énergétique à 9,5 et a été suivi du Gabon avec un score de 9,4. 18 des 37 pays de l'OCI, dont les données sont disponibles, classé au-dessus de la note moyenne mondiale de 5,0. À cette fin, on peut déduire que plusieurs pays de l'OCI ont des scores relativement plus élevés de la sécurité énergétique par rapport à moyenne mondiale grâce à de riches et diverses ressources naturelles.

Scores de la Sécurité énergétique dans le monde entier (à gauche) et les premiers pays performants de l'OCI (droite), 2015



Source: Conseil d'énergie mondiale 2015
Note: La moyenne de l'OCI reflète la moyenne des données disponibles pour 37 pays de l'OCI. Un score d'indice plus élevé représente une sécurité d'énergie plus élevée.

compris l'énergie hydraulique par rapport à d'autres groupes de pays ainsi que la moyenne mondiale.

L'énergie hydraulique est tirée de l'énergie des turbines tournées par l'écoulement de l'eau fraîche. Cela peut être des rivières ou des installations fabriquées par l'homme, où l'eau s'écoule à partie d'un réservoir de haut niveau vers le bas à travers un tunnel et loin d'un barrage. La contribution de l'énergie hydraulique pour décarboniser le mix énergétique est donc double : le principal avantage est son électricité propre et renouvelable. L'avantage secondaire est comme un catalyseur pour une plus grande contribution d'autres énergies renouvelables sur le schéma. En outre, L'hydroélectricité contribue à stabiliser les fluctuations entre l'offre et la demande. Le

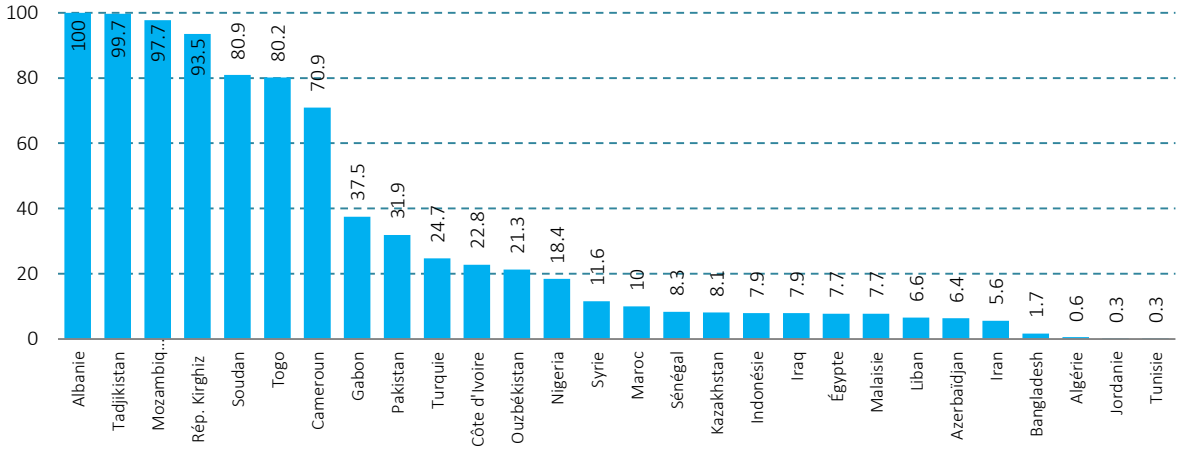
développement d'hydroélectricité contribue souvent à d'autres avantages. Les plus importants sont l'offre en eau, la lutte contre les inondations et la sécheresse, et l'irrigation ; mais la navigation et les activités récréatives ont également leur place. Ces objectifs peuvent être parfois en conflit, mais sont plus souvent complémentaires.

Hydroélectricité

L'hydroélectricité est une source d'énergie renouvelable en pleine maturité et à coût-concurrentiel. Il joue un rôle important dans le mix de l'électricité d'aujourd'hui, contribuant à plus de 16,3% de la production d'électricité dans le monde entier et environ 85% de l'électricité renouvelable à l'échelle mondiale. Dans les pays de l'OCI, en moyenne, 11% de l'électricité a été produite à partir des centrales hydrauliques. Au niveau de chaque pays, 28 pays de l'OCI ont été répertoriées pour stations hydroélectriques en 2013. L'Albanie et le Tadjikistan étaient les deux pays de l'OCI avec la part la plus élevée de l'énergie hydraulique dans la production d'électricité (plus de 99%). D'autre part, en Jordanie et en Tunisie seulement 0,3% de l'électricité a été générée par centrales hydroélectriques (Graphique 5.10). À cette fin, en termes de capacité hydroélectrique, les pays de l'OCI présentent un tableau de mix où 7 pays membres rencontrent plus de 70% de leur électricité à partir de l'hydroélectricité. Au contraire, 29 pays de l'OCI n'ont pas pu enregistrer la production d'électricité à partir de l'énergie hydraulique.

Graphique 5.10

Part d'énergie hydraulique dans la production d'électricité dans des pays de l'OCI, 2013



Source: Banque mondiale, WDI.

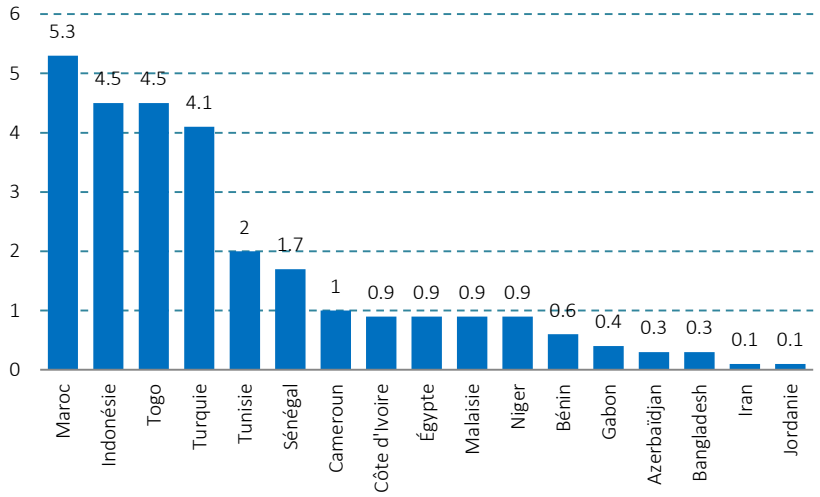
D'autres ressources énergétiques renouvelables

Lorsque l'énergie hydroélectrique est exclue, parmi les 57 pays de l'OCI, seuls 17 pays de l'OCI ont généré de l'électricité d'autres ressources énergétiques renouvelables (par exemple, la biomasse, l'énergie solaire, et éolienne). Parmi ces pays de l'OCI, le Maroc était le plus performant en termes de pays ayant la part la plus forte de l'énergie renouvelable dans la production d'électricité en 2013 où 5,3% de l'ensemble d'électricité provient de sources d'énergie renouvelables (Graphique 5.11). L'Indonésie et le Togo ont suivi le Maroc avec une part moyenne de 4,5% en 2013.

En dehors de l'hydroélectricité, l'énergie solaire et éolienne sont deux autres grands types de ressources d'énergie renouvelables qui sont largement utilisés à travers le monde à des degrés divers pour produire de l'électricité. Les pays de l'OCI ont plus récemment mis sur le fait de bénéficier de l'énergie solaire et éolienne en comparaison avec les pays développés. Selon les données disponibles obtenues de l'Agence internationale de l'énergie, seuls 4 pays de l'OCI ont la capacité installée pour produire de l'électricité à partir de l'énergie solaire en 2015. Ces pays de l'OCI sont comme suit : Le Pakistan, la Turquie, l'Algérie, et la Malaisie.[12] La capacité du Pakistan a atteint 1000 MW d'ici en 2015 et qui en fait le premier pays parmi 4 pays de l'OCI dans le secteur de l'énergie solaire. La part cumulative de 4 pays de l'OCI dans le total mondial de la capacité solaire ne correspond qu'à 0,7%. D'autre part, la Turquie était le pays de l'OCI avec la plus haute capacité installée dans l'énergie éolienne en 2015 où sa capacité a dépassé 7000 MW. Le Maroc, l'Égypte, le Pakistan, la Tunisie, la Jordanie et l'Iran sont les 6 autres pays de l'OCI ayant une capacité installée facilement disponible d'énergie éolienne. Au total, la part de 7 pays de l'OCI a représenté 2,2% du total mondial de la capacité installée d'énergie éolienne. En d'autres termes, soit dans l'énergie éolienne ou solaire, les pays de l'OCI sont loin de leur potentiel et n'ont pas une forte présence dans les marchés mondiaux pour l'énergie solaire et éolienne en termes de capacités installées. À cette fin, plusieurs pays de l'OCI ont besoin de travailler sur leurs stratégies énergétiques nationales trouver des façons de profiter de l'énergie solaire et éolienne à une plus grande mesure comme ce fut le cas dans le nombre croissant des pays en développement non membres de l'OCI.

Graphique 5.11

Part d'énergie renouvelable (à l'exclusion de l'énergie hydraulique) dans la production d'électricité dans des pays de l'OCI 2013



Source: Banque mondiale, WDI

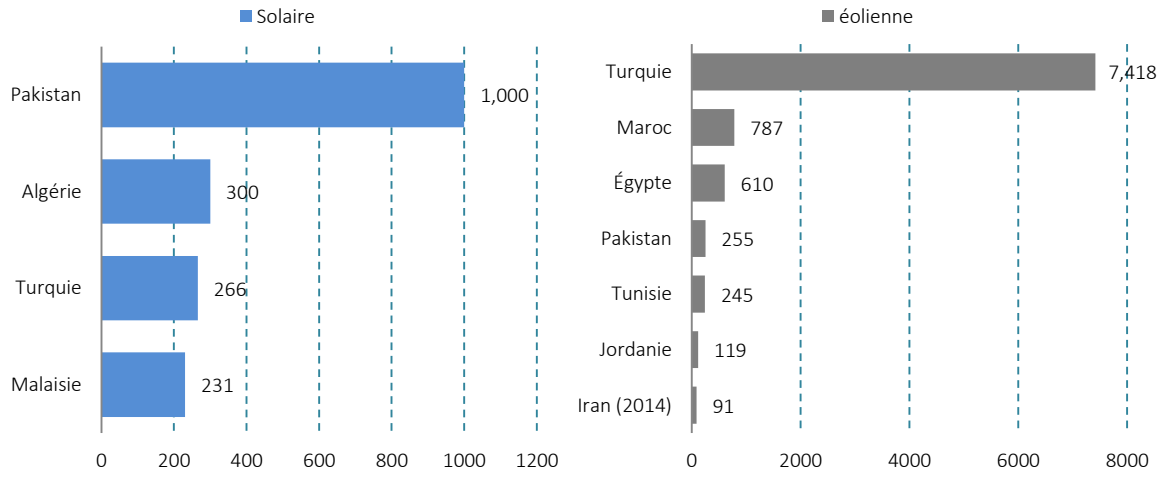
Énergie nucléaire

Malgré avoir d'énormes réserves en uranium où 52,7% de l'ensemble de la production mondiale en uranium a été rencontré par les pays de l'OCI en 2014, seuls deux pays de l'OCI (le Pakistan et l'Iran) ont la technologie nucléaire pour produire de l'électricité. Selon les statistiques de la Banque mondiale, en 2013, 4,9 et 2,0% de l'ensemble de la production électrique nationale a provenu des centrales nucléaires au Pakistan et en Iran, respectivement. En d'autres termes, l'électricité produite à l'aide de la technologie nucléaire n'a représenté que 0,4% de l'ensemble de la

[12] Le Maroc a commencé à produire de l'électricité à partir de l'énergie solaire en février 2016. Cependant, ce développement récent n'a pas été couvert jusqu'ici par les statistiques internationales.

Graphique 5.12

Capacité installée solaire (à gauche) et éolienne (à droite) (MW) dans les pays de l'OCI en 2015



Source: Agence internationale de l'énergie 2016 et Conseil mondial de l'énergie éolienne.

production d'électricité du groupe de l'OCI en 2013. Cependant, les pays développés, en moyenne, ont produit 19,1% de leur électricité à partir des centrales nucléaires où la moyenne mondiale s'est élevée à 10,6%.

Ces chiffres impliquent que bien que plusieurs pays de l'OCI soient dotés de matières premières nucléaires, la grande majorité d'entre eux n'ont ni la stratégie, ni la technologie nécessaires d'utiliser les matières premières nucléaires pour produire l'énergie (voir le graphique 5.8). Même dans deux pays de l'OCI à la technologie nucléaire, les niveaux de la production d'électricité par les centrales nucléaires restent trop modestes compte tenu de leur capacité de production totale de l'électricité nationale. À cet égard, on peut conclure que les pays de l'OCI n'ont pas réellement exploité le plein potentiel de l'énergie nucléaire. Cette existence de différence rigide entre les pays développés et les pays de l'OCI en termes de l'utilisation de sources d'énergie nucléaire rend les pays de l'OCI très dépendant des combustibles fossiles pour générer de l'énergie.

5.2 Ajouter la valeur aux ressources naturelles

Plusieurs pays de l'OCI ont largement bénéficié de leurs ressources naturelles dans leur cours du développement particulièrement ceux dotés de combustibles fossiles riches et d'autres minéraux. De telles ressources naturelles offrent le grand potentiel pour stimuler le développement. Cependant, afin de maximiser la contribution potentielle des ressources naturelles, les pays de l'OCI ont besoin de stimuler leur capacité non seulement en termes d'extraction de ces sources mais aussi d'ajouter plus de valeur en eux à travers des politiques et des investissements.

Par exemple, dans l'industrie pétrolière, les raffineries jouent un grand rôle pour améliorer la valeur du pétrole brut et d'aider à produire des produits d'hydrocarbures secondaire à partir du pétrole. En tant qu'un des pays développés et pays producteur du pétrole numéro un, les États-Unis a 137 raffineries de pétrole avec une capacité opérationnelle de 18,3 millions de barils par jour. D'autre part, l'Arabie saoudite, le deuxième plus grand producteur du pétrole au monde, a la capacité de raffinage de 3,3 millions de barils par jour dans 10 raffineries dans le pays. Comme

indiqué au tableau 5.1, malgré avoir une part de 41,5% dans la production mondiale de pétrole, seule 4 raffineries des pays de l'OCI ont été classées parmi les 15 principales raffineries du monde en termes de taille de la capacité opérationnelle. Il est donc important pour les pays de l'OCI à reconsidérer des stratégies existantes et adopter de nouvelles en ligne avec les nouveaux développements dans le monde pour bénéficier davantage de la production et des exportations de ressources naturelles en particulier les combustibles fossiles en les traitant afin d'ajouter plus de valeur.

En termes d'énergie nucléaire et l'utilisation d'uranium comme l'un des minéraux les plus importants, les pays de l'OCI luttent également avec les mêmes problèmes de sous-investissement et sous capacité dans une plus grande mesure. Seuls deux pays de l'OCI (le Pakistan et l'Iran) ont la capacité installée de produire de l'électricité à partir de l'énergie nucléaire à travers l'utilisation de l'uranium. Il est donc difficile d'affirmer que les pays de l'OCI tirent réellement bénéfice de la technologie nucléaire compte tenu 52,7% de la production mondiale d'uranium rencontrée par les pays de l'OCI en 2014.

Un autre exemple considérable peut être donné du Niger dans ce domaine. Selon les statistiques de la Banque mondiale 2012, seulement 14,4% de la population au Niger avaient accès à l'électricité, même si le Niger représente plus de 7% de l'ensemble de la production mondiale en uranium. En d'autres termes, si le Niger utilise ses ressources riches en uranium pour la production d'électricité, la part de la population avec l'électricité peut facilement dépasser 90%. Cependant, cela nécessite des investissements à grande échelle, le capital humain et le transfert de technologie. À ce stade, la coopération intra-OCI peut jouer un rôle important. Par exemple, les pays de l'OCI avec la technologie nucléaire peuvent aider le Niger et d'autres pays de l'OCI pour le transfert de la technologie et le développement du personnel technique où les sociétés investisseuses d'autres pays de l'OCI peuvent investir dans la construction des centrales nucléaires. En suivant une telle approche de nombreux pays de l'OCI peuvent être mieux en termes de sécurité énergétique, de production d'électricité et du bien-être général.

Tableau 5.1 : Les plus grandes raffineries au monde

Rang	Nom de raffinerie	Location	Barils par jour
1	Jamnagar Raffinerie (Reliance Industries Ltd.)	Goudjerate, Inde	1.240.000
2	Paraguana Raffinerie Complex (PDVSA)	Paraguana, faucon, Venezuela	940.000
3	SK Energy Co., Ltd. Ulsan Raffinerie (SK Energy)	Ulsan, Corée du Sud	850.000
4	**Ruwais Refinery (Abu Dhabi Oil Refining Company)**	**Ruwais, EAU**	**817.000**
5	GS Caltex Yeosu Raffinerie (GS Caltex)	Yeosu, Corée du Sud	730.000
6	S-Oil Onsan Raffinerie (S-Oil)	Ulsan, Corée du Sud	670.000
7	ExxonMobil	Singapour	605.000
8	Port Arthur Raffinerie (Motiva Enterprises)	Port Arthur, le Texas, États-Unis	600.250
9	Baytown Raffinerie (ExxonMobil)	Baytown, TX, États-Unis	560.500
10	**Ras Tanura Raffinerie (Saudi Aramco)**	**Jubail, Arabie saoudite**	**550.000**
11	Garyville Raffinerie (Marathon Petroleum)	Garyville, LA, États-Unis	539.000
12	Baton Rouge Raffinerie (ExxonMobil)	Baton Rouge, LA, États-Unis	502.500
13	**Abadan Raffinerie (NIOC)**	**Abadan, Iran**	**450.000**
14	**SAMREF (Aramco Mobil Refinery)**	**Yanbu, Arabie saoudite**	**405.000**
15	Shell pernis (Royal dutch Shell)	Rotterdam, Pays-Bas	416.000

Source : Gestion d'énergie des USA et PEMEX

5.3 Lancement des potentiels de l'énergie renouvelable

Selon l'agence internationale de l'énergie (2011), il y a trois pilotes de la politique classique qui ont souvent cité comme motif pour l'énergie renouvelable : la sécurité énergétique et la réduction de l'utilisation de combustibles fossiles, les avantages environnementales, et les avantages économiques. La sous-utilisation de l'énergie renouvelable mène donc à des soucis et à la dépendance d'une augmentation de la sécurité en matière d'énergie, de graves impacts sur l'environnement et des pertes économiques considérables. La technologie sous-développée, l'insuffisance de l'infrastructure, l'insuffisance de capital humain et l'absence de sources financières sont généralement énumérés comme les principales raisons pour expliquer pourquoi les pays en développement, y compris de nombreux pays de l'OCI n'ont pas pu commencer à exploiter le potentiel réel de l'énergie renouvelable.

Bien que de nombreux pays de l'OCI soient dotés de riches ressources énergétiques renouvelables, la majorité d'entre eux n'ont pas la capacité installée disponible dans le secteur de l'énergie renouvelable. Néanmoins, récemment plusieurs pays de l'OCI ont lancé certains projets dans différents types d'énergie renouvelable, tels que le projet de ville de Masdar des Émirats Arabes Unis et le projet de production d'énergie solaire du Maroc, afin de diversifier leurs sources d'énergie, réduire les émissions et la mise à l'échelle des capacités de production d'énergie. Cependant, l'étape la plus importante vers l'activation des potentiels de l'énergie renouvelable est d'examiner les documents nationaux existants de la stratégie et de la vision d'énergie, qui voient habituellement les combustibles fossiles comme la principale source d'énergie en vue d'augmenter la capacité installée des sources d'énergie renouvelables.

Tout d'abord, cela nécessite un changement de paradigme dans l'élaboration des politiques de l'énergie dans les pays de l'OCI. Deuxièmement, la nouvelle compréhension dans le secteur de l'énergie des pays de l'OCI qui vise à améliorer la part des énergies renouvelables ne peuvent être réalisés qu'avec de nouveaux investissements qui impliquent les fonds supplémentaires pour le financement. 21 pays de l'OCI ont déjà accumulé leurs fonds souverains de richesse (voir tableau 5.2). Une partie de ces fonds peut servir à répondre à des coûts d'investissement en énergie renouvelable. D'autre part, la modalité entre le secteur public et le secteur privé (Partenariat Public-Privé (PPP)) offre une occasion unique pour les investissements énergétiques et les fonds ont été déjà alloués à partir des banques de développement multilatérales (par exemple la Banque mondiale, la Banque Islamique de Développement, la Banque africaine de développement) qui attendent des propositions concrètes de projets de développement des pays dans le secteur de l'énergie renouvelable. Selon la BAD (2016), 81 milliards dollars des États-Unis ont été mobilisés pour le financement climatique y compris des projets d'énergie renouvelable par les six plus grandes banques multilatérales de développement (BMD) du monde en 2015. Aussi les expériences uniques des principaux pays de l'OCI dans le secteur de l'énergie renouvelable peuvent apporter une contribution importante à d'autres pays de l'OCI en organisant le partage d'expériences, de formation et de programmes de renforcement des capacités. Par conséquent, les pays de l'OCI sont susceptibles d'activer le potentiel réel de l'énergie renouvelable dans une courte période de temps avec leurs riches ressources énergétiques renouvelables et les fonds nationaux et internationaux facilement disponibles, s'ils peuvent parvenir à faire un changement de paradigme dans le domaine de l'élaboration des politiques.

SECTION 6

Grand potentiel du marché

En économie, le concept d'un marché est compris comme une structure qui permet aux acheteurs et aux vendeurs d'échanger tout type des biens, des services et d'informations. C'est la façon dont une activité économique est organisée entre les acheteurs et les vendeurs dans leur interaction avec l'autre. Les marchés peuvent différer, entre autres, par des produits (biens, services), des facteurs (travail, capital), la taille, la concentration, le lieu, les clients cibles, la durée, le processus, le règlement, la légitimité, l'intensité de la spéculation, l'asymétrie de l'information, la volatilité et la couverture géographique. La quantité de quelque chose qui est disponible pour la vente (l'offre) et la quantité de quelque chose que les gens veulent (la demande) constituent un marché qui fonctionne. Les acheteurs et les vendeurs déterminent l'ensemble de l'offre et de la demande d'un produit ou le service à des prix différents. La quantité exigée dépend surtout des prix des biens ou des services, le niveau de revenu des acheteurs, les prix de biens, les goûts et les attentes. De même, la quantité fournie dépend du prix des biens ou des services, les prix des entrées utilisées au cours du processus de production, le niveau de la technologie et des attentes.

Si les marchés facilitent le commerce et l'investissement, ils permettent également une répartition efficace des ressources dans une société. L'ouverture des marchés à la concurrence peut constituer une incitation puissante pour l'affectation des ressources vers leurs usages les plus productifs. Cela permettra non seulement d'améliorer la performance économique et la productivité, mais aussi de meilleures infrastructures et d'institutions plus fortes. Aujourd'hui, avec la réduction des coûts de transport et de commerce, les marchés internationaux sont très liés les uns avec les autres. Cela crée des réseaux de production mondiaux, qui de plus en plus comptent pour une grande part du commerce international. Les entreprises multinationales exploitent l'avantage concurrentiel de différentes régions dans leurs processus de production, mais les petites et moyennes entreprises sont également en partie dans les chaînes de valeur mondiales. Tandis

que le commerce encourage l'exploitation des économies d'échelle et de la spécialisation, il favorise la propagation de la technologie et des connaissances, et contribue ainsi au développement.

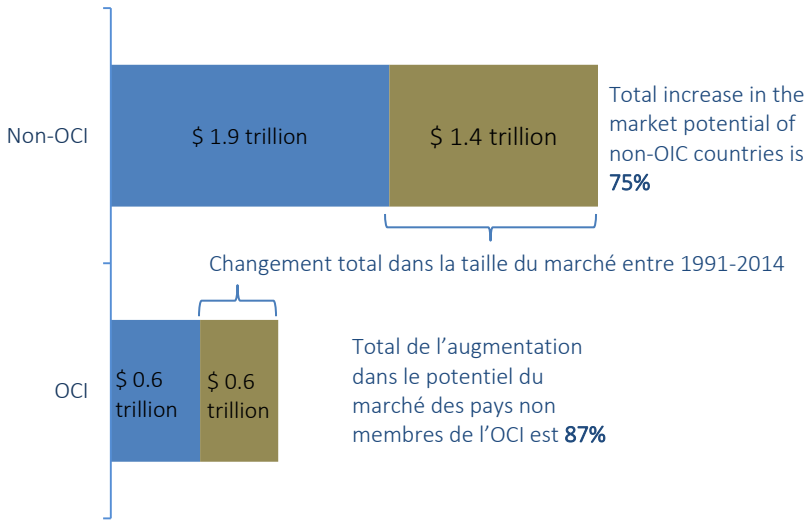
Le commerce et l'investissement sont essentiels pour soutenir le développement économique et la croissance de l'emploi à long terme, mais seuls les marchés libres ne sont pas suffisants pour s'en rendre compte. Ils doivent être accompagnés par des politiques complémentaires qui permettent aux individus et aux entreprises d'exploiter les avantages de plus de marchés libres. La région de l'OCI elle-même offre une excellente occasion de la production ainsi que la commercialisation de biens et services. Cela crée consécutivement des possibilités d'investissement entre les pays à forte intégration économique. Dans ce contexte, la présente section traitera certains éléments importants dans la promotion du commerce et des investissements dans les pays de l'OCI en vue d'exploiter leur grand potentiel de marché.

6.1 Taille du marché dans les pays de l'OCI

Comme souligné dans la section 3, le potentiel du marché est une mesure de la proximité des marchés, qui est définie car la somme du PIB de tous les pays pondérés par l'inverse de la distance bilatérale. Une vaste analyse sur le potentiel du marché révèle que le potentiel de l'ensemble du marché des pays de l'OCI a atteint 1,13 trillion dollars des États-Unis en 2014 contre 0,6 trillion dollars des États-Unis en 1991, avec une augmentation totale de 87% (Graphique 6.1). Au cours de la même période, le potentiel du marché des pays non membres de l'OCI a augmenté à un rythme plus lent avec 75% et a atteint 3,28 trillion dollars des États-Unis. D'autre part, le potentiel du marché des pays de l'OCI a représenté de plus en plus une plus grande part du potentiel du marché mondial, qui a augmenté à 25,6% en 2014 par rapport à son niveau de 24,3% en 1991 (voir le graphique 3.14).

Graphique 6.1

Changement dans le potentiel du marché de l'OCI contre les pays non-OCI



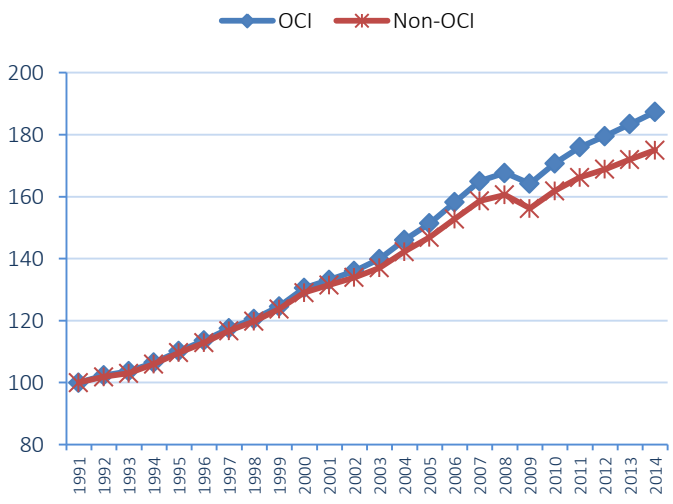
Source: Calcul du personnel de SESRIC.

Au cours des 25 dernières années, l'ensemble du potentiel du marché des pays de l'OCI s'est développé plus rapidement que celui des pays non membres de l'OCI (Graphique 6.2). Au cours de 1991-2000, les potentiels du marché de deux groupes de pays sont de plus en plus au même rythme, mais les pays de l'OCI ont commencé à augmenter leur potentiel du marché à un rythme plus élevé que les autres pays non membres de l'OCI après 2000. La croissance du potentiel de l'ensemble du

marché des pays de l'OCI s'explique par la croissance des économies de l'OCI individuelles ainsi que les économies des pays non membres de l'OCI.

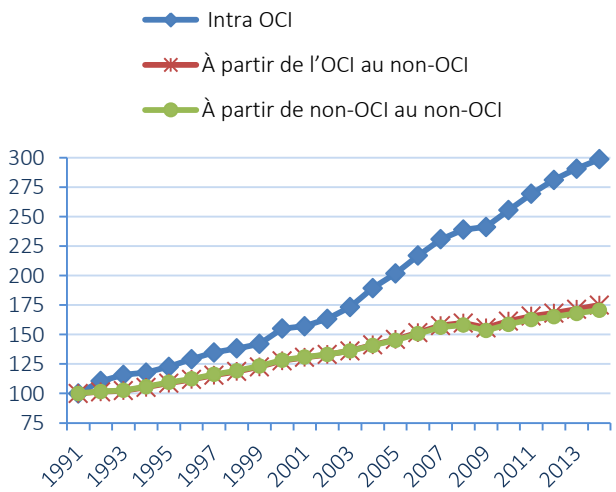
De plus près, les changements du potentiel du marché intra-OCI et le potentiel du marché des pays de l'OCI avec les pays non membres de l'OCI révèlent que le potentiel du marché intra-OCI s'est développé beaucoup plus rapidement que le potentiel du marché des pays de l'OCI dans les pays non membres de l'OCI ainsi que le potentiel d'intra-marché des pays non membres de l'OCI (Graphique 6.3). Le potentiel du marché Intra-OCI a presque triplé au cours des 25 dernières années, alors qu'il n'a augmenté que de 70-75% entre les pays de l'OCI et non membres de l'OCI ainsi que parmi les pays non membres de l'OCI. Par conséquent, on peut soutenir que la croissance du potentiel du marché des pays de l'OCI est principalement attribuable à la croissance du potentiel du marché intra-OCI et des différents pays membres de l'OCI à croissance rapide. Malgré l'augmentation rapide du potentiel du marché des pays de l'OCI, le potentiel total du marché intra-OCI avec une valeur totale de 179 milliards dollars des États-Unis ne représente que 5,5% du potentiel total du marché mondial en 2014 (Graphique 6.4). Ce pourcentage est encore plus inférieur que leur part dans la production mondiale totale (voir le graphique 1.1). Comparativement à son niveau en 1991 à une part de seulement 3,2%, la réalisation est remarquable.

Graphique 6.2
Croissance du potentiel du marché de l'OCI



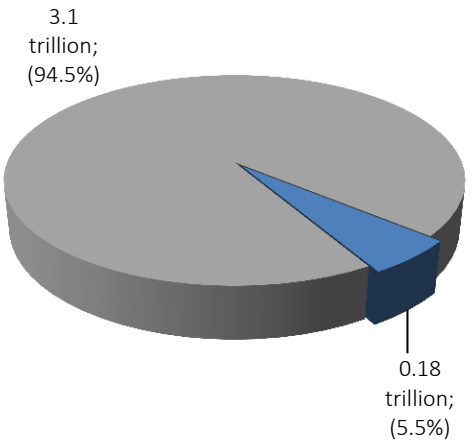
Source: Calcul du personnel de SESRIC.

Graphique 6.3
Croissance du potentiel du marché intra-OCI



Source: Calcul du personnel de SESRIC.

Graphique 6.4
Part du potentiel du marché intra-OCI dans le monde

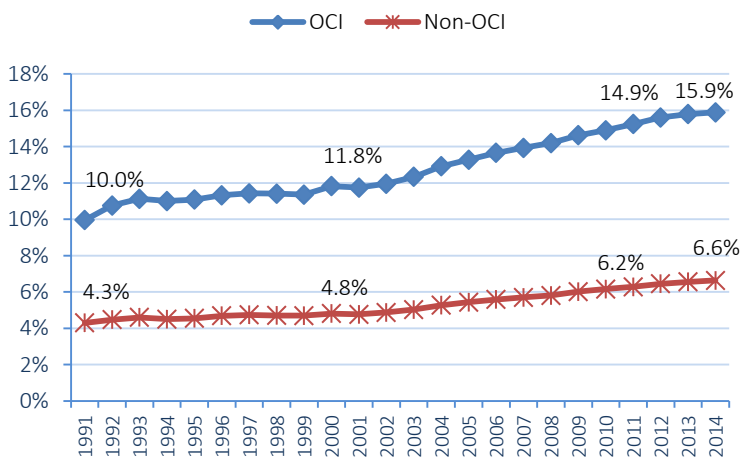


Source: Calcul du personnel de SESRIC.

Cependant, même si la tendance actuelle poursuit, la part du potentiel du marché intra-OCI atteindra seulement 9,3% au cours des 25 prochaines années, ou jusqu'en 2040. S'il est essentiel de soutenir la croissance actuelle, il est nécessaire d'identifier davantage de nouveaux mécanismes pour stimuler la croissance du potentiel du marché intra-OCI. Cela est vraiment lié à la croissance de différentes économies des pays membres de l'OCI.

Graphique 6.5

Importance du potentiel du marché de l'OCI

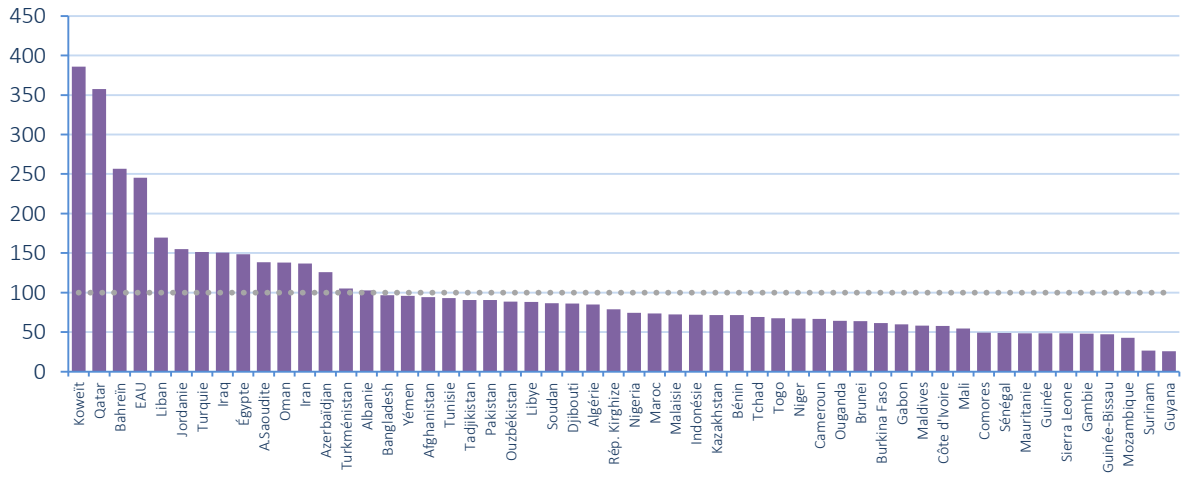


Source: Calcul du personnel de SESRIC.

D'autre part, l'importance relative des marchés de l'OCI est en augmentation, en particulier pour les autres pays de l'OCI. Pour les différents pays membres de l'OCI, le potentiel du marché des autres pays membres de l'OCI a augmenté en moyenne de 10% en 1991 à 15,9% en 2014 (Graphique 6.5). Cela implique qu'il y a plus de possibilités pour que les différents pays membres de l'OCI pour profiter d'un plus grand potentiel du marché de l'OCI. De même pour les pays non membres de l'OCI, le potentiel du marché des pays membres de l'OCI représentent une part plus élevée de leur marché potentiel, qui est passé de 4,3% à 6,6% au cours de la même période. Bien que ces chiffres représentent toujours insuffisamment le véritable potentiel des pays de l'OCI, la tendance reflète l'importance croissante des pays membres de l'OCI pour le commerce mondial et l'investissement.

Graphique 6.6

Marché potentiel intra-OCI chaque pays membre de l'OCI vis-à-vis de la moyenne de l'OCI



Source: Calcul du personnel de SESRIC.

Graphique 6.6 illustre le potentiel du marché intra-OCI au niveau du pays individuel en 2014. Le Qatar et le Koweït ont le potentiel le plus élevé du marché avec d'autres pays membres de l'OCI, ce qui est plus que 3,5 fois plus élevé que la moyenne de l'OCI. Ils sont suivis par le Bahreïn, les EAU, le Liban, la Jordanie et la Turquie. En général, les pays de l'OCI qui sont situés dans le centre (principalement au Moyen-Orient) ont plus d'accès favorable que d'autres pays de l'OCI et apprécient donc le potentiel plus élevé du marché. Une société basée à ces pays aura plus de possibilité d'atteindre de plus grands marchés par rapport à une autre société basée dans d'autres pays de l'OCI. D'autre part, les pays situés à la périphérie, comme Guyana, le Surinam, la Mozambique, la Guinée-Bissau et la Guinée ont le potentiel du marché relativement inférieur dans l'accès à d'autres pays de l'OCI.

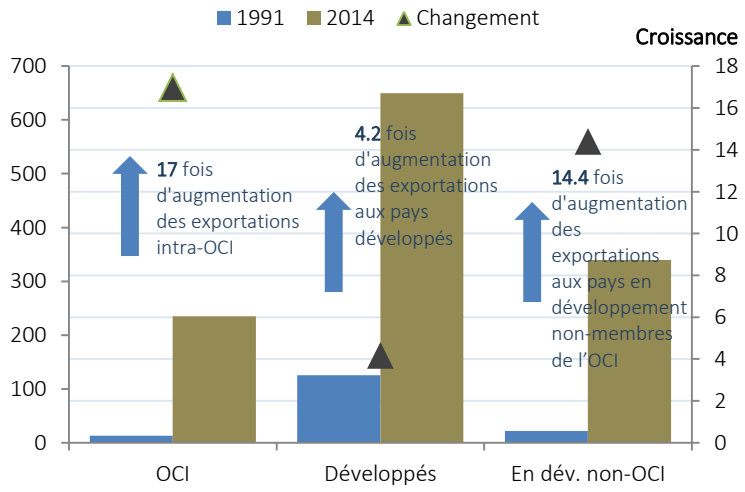
L'analyse en ce paragraphe indique qu'il existe un potentiel croissant des pays de l'OCI pour le commerce intra-OCI ainsi que le commerce et l'investissement mondial. Malgré la croissance rapide du marché potentiel des pays de l'OCI, leur part dans le marché mondial est toujours faible par rapport à leur part dans la production mondiale. L'utilisation efficace des potentiels existants du marché l'aidera à augmenter davantage à des niveaux plus élevés. À cet égard, les paragraphes suivants analyseront les obstacles et les possibilités de la façon d'utiliser le présent potentiel du marché pour le commerce et l'investissement.

6.2 Utilisation de la taille du marché pour plus d'échanges

Au cours des 25 dernières années, le commerce entre les pays de l'OCI s'est développé à une cadence rapide comparée à leurs échanges commerciaux avec les pays non membres de l'OCI (Graphique 6.7). La valeur totale des exportations intra-OCI est passée de 13 milliards dollars des États-Unis à 235 milliards dollars des États-Unis au cours de cette période, en raison d'une augmentation de 17 fois en valeur. Alors que les pays développés sont encore de grands partenaires d'exportation des pays de l'OCI avec une valeur totale des exportations de 650 milliards dollars des États-Unis, la valeur totale des exportations des pays de l'OCI aux pays développés n'a augmenté que 4,2 fois au cours de cette période. Une augmentation rapide (14,4 fois) est également observée dans les exportations vers les pays en développement non membres de l'OCI, qui a atteint 340 milliards dollars des États-Unis en 2014 par rapport à son niveau de 22 milliards dollars des États-Unis en 1991.

En conséquence, la part des exportations intra-OCI a augmenté de manière significative de 8,1% en 1991 à 19,2% en 2014 (Graphique 6.8). La part des pays développés

Graphique 6.7
Valeur des exportations des pays de l'OCI, 1991 contre 2014

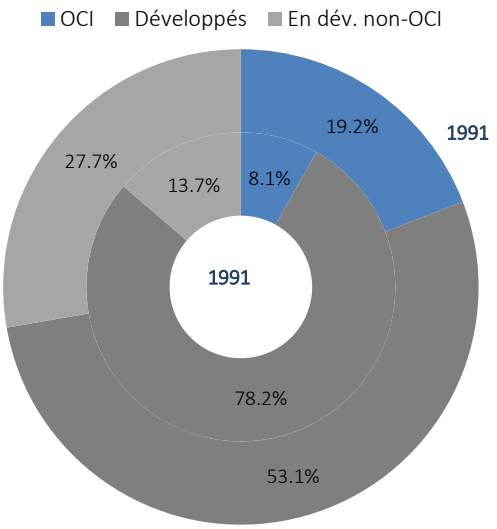


Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur la base de données de FMI DOT.

dans le total des exportations des pays de l'OCI a diminué de 78,2% à 53,1%. Au cours de la même période, la part des pays en développement non membres de l'OCI a également augmenté de manière significative pour atteindre 27,7% par rapport à son niveau de 13,7% en 1991. Dans l'ensemble, la part des exportations intra-OCI a augmenté de 11,1 points de pourcentage, la part des exportations à destination des pays en développement non membres de l'OCI a augmenté de 14 points de pourcentage et la part des exportations à destination des pays développés a diminué de 25,1 points de pourcentage.

Graphique 6.8

Part des exportations des pays de l'OCI, 1991 contre 2014



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur la base de données de FMI DOT.

6.2.1 Surmonter des obstacles au commerce

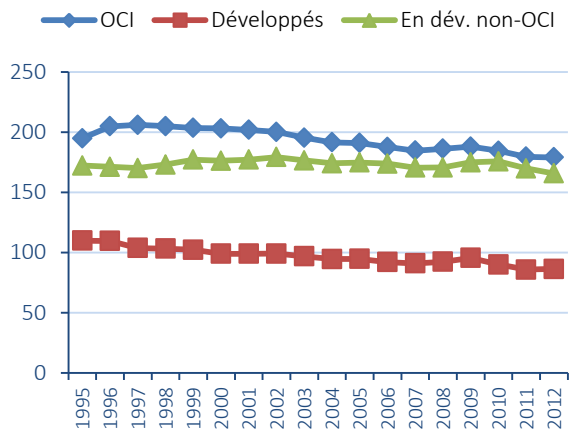
Malgré l'augmentation de la part des exportations intra-OCI, il y a les obstacles importants au commerce parmi les pays membres de l'OCI. Un obstacle majeur est le haut niveau des coûts commerciaux. Les coûts du commerce comprennent largement tous les coûts engagés pour l'obtention d'un bon pour un utilisateur final autre que le coût marginal de produire le bon lui-même : les coûts de transport (à la fois les coûts de transport et des coûts en temps), les obstacles politiques (tarifs et obstacles non tarifaires), les coûts de l'information, les coûts d'application de contrat, les coûts associés à l'utilisation de différentes monnaies, les coûts juridiques et réglementaires, et les coûts de distribution locaux (en gros et au détail) (Anderson et van Wincoop, 2004). Par conséquent, dans un contexte de mondialisation et d'un monde en réseau, la question commerciale de coûts comme cause de la structure des échanges et des investissements bilatéraux, ainsi que de la répartition géographique de la production et ils sont un déterminant important de la capacité d'un pays de prendre part à des réseaux de production régionaux et mondiaux (Arvis et autres, 2013).

En fonction de l'ensemble de données préparé par la Banque mondiale et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le graphique 6.9 montre la moyenne des coûts commerciaux pour différents groupes de pays au cours de la période 1995-2012.[13] Afin d'éviter tout risque d'induire en erreur l'agrégation, les moyennes sont calculées en utilisant les coûts commerciaux bilatéraux avec 20 plus grands partenaires d'exportation pour chaque pays. Comme il est évident, bien que les droits de douane dans de nombreux pays sont désormais à des creux historiques, dans l'ensemble, les coûts commerciaux restent élevés. La moyenne des coûts commerciaux tendent à présenter des coûts commerciaux plus élevés en particulier dans les pays en développement. Les pays de l'OCI, en moyenne, montrent davantage des coûts commerciaux plus élevés. En 2012, les coûts commerciaux dans les pays de l'OCI (179%

[13] Les données pour 2013 sont disponibles pour moins nombre de pays par des pairs. Par conséquent l'année 2013 a été omise en calculant les moyennes pour différents groupes de pays.

Graphique 6.9

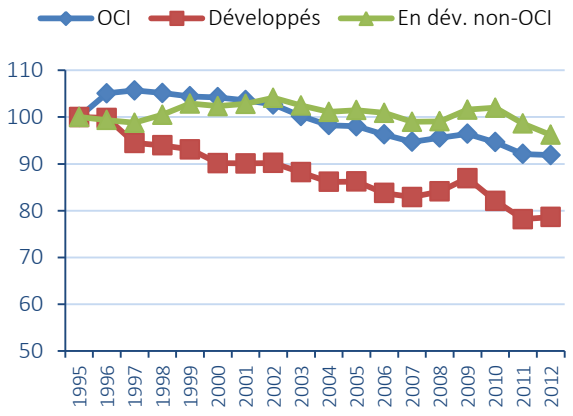
Moyenne des coûts commerciaux



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur la base de données des coûts commerciaux de BM- CESAP-ONU .

Graphique 6.10

Moyenne des coûts commerciaux (1995=100)



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur la base de données des coûts commerciaux de BM- CESAP-ONU .

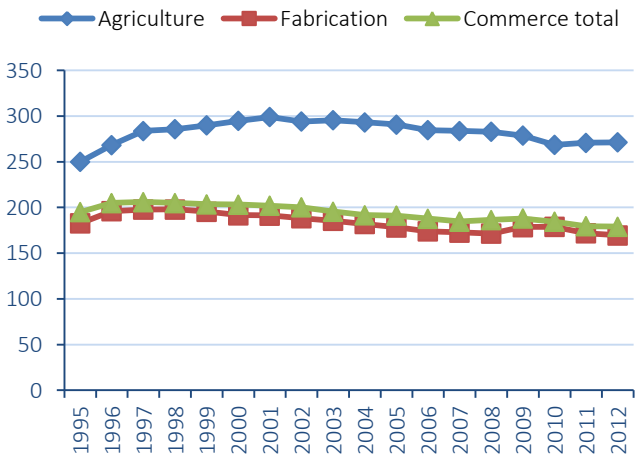
ad valorem) étaient en moyenne deux fois plus élevés que ceux dans les pays développés (86% ad valorem).

La conversion d'équivalent ad valorem en indices permet de voir le taux auquel les coûts commerciaux ont évolué au fil du temps dans différents groupes de pays. Le graphique 6.10 montre que, en moyenne, les coûts commerciaux ont diminué plus rapidement dans les pays développés (environ 21%). Ils ont considérablement diminué plus lentement dans les pays de l'OCI et n'ont diminué que d'environ 8% à 91,9 en 2012, qui est davantage mieux que la performance d'autres pays en développement. La baisse dans de la moyenne des coûts commerciaux dans les pays en développement non membres de l'OCI a diminué de 4% à 96,2 en 2012.

Enfin, le graphique 6.11 montre la moyenne des coûts commerciaux dans les pays de l'OCI dans les secteurs agricoles et les industries manufacturières séparément. En moyenne, les produits agricoles ont tendance à exposer significativement des coûts commerciaux plus élevés et Ils n'ont pas diminué au cours de la période considérée, ce qui est conforme à la poursuite de l'existence des principaux obstacles politiques. Il n'y avait qu'une légère diminution dans la fabrication de 183% ad valorem en 1995 à 170% ad valorem en 2012. Cette dynamique doit être abordée par des responsables politiques dans les pays de l'OCI s'il y a une aspiration intégration à approfondir leurs pays dans l'économie mondiale.

Graphique 6.11

Moyenne des coûts commerciaux dans les pays de l'OCI par secteur

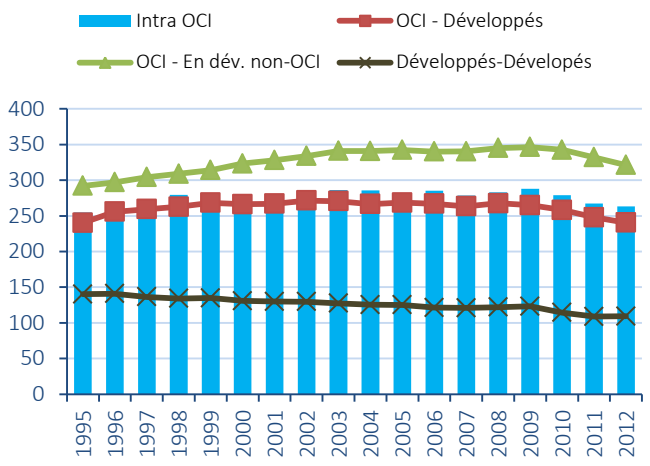


Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur la base de données des coûts commerciaux de BM- CESAP-ONU .

Graphique 6.12 compare le développement des échanges bilatéraux entre différents groupes de pays. Pendant une grande partie de la période à l'étude, les coûts des échanges entre pays de l'OCI sont légèrement inférieurs à leurs coûts commerciaux avec les pays développés. En 2012, la moyenne les coûts des échanges bilatéraux entre les pays de l'OCI étaient 263 ad valorem, alors qu'elle était 241 entre l'OCI et les pays développés et 321 entre les pays en développement de l'OCI et non membres de l'OCI. D'autre part, la moyenne des coûts des échanges entre les pays développés était constamment en-dessous des coûts entre l'OCI et ses groupes de partenaires et il est baissé à 109 en 2012.

Graphique 6.12

Moyenne des coûts commerciaux bilateraux



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur la base de données des coûts commerciaux de WB- CESAP-ONU .

Le tableau 6.1 résume les coûts du commerce bilatéral entre différents groupes de pays pour l'année 2010. Pour toutes les paires de groupe, les produits agricoles sont les plus coûteux dans le commerce. Même parmi les pays développés, 1 valeur unitaire du produit agricole doit payer des coûts unitaires de 2,1 jusqu'à ce qu'il parvienne au consommateur final. Ce n'est que de 1,1 dans les articles manufacturés pour le même groupe de pays. Pour les pays de l'OCI, la moyenne des coûts du commerce de produits agricoles est 3,3 fois plus que la valeur unitaire de ce produit. Ce nombre est environ 2,4 pour la production des produits. Le commerce entre les pays de l'OCI est moins coûteux par rapport aux échanges entre les pays en développement de l'OCI et non membres de l'OCI, mais il est plus coûteux en comparaison avec les coûts entre l'OCI et les pays développés. Le commerce entre les pays en développement non membres de l'OCI et les pays développés est d'autre part moins coûteux que le commerce entre l'OCI et les pays développés.

Tableau 6.1: Coûts commerciaux moyens entre les pays l'OCI, développés et en développement non-OCI (2012)

	Rapporteur: Pays de l'OCI		
Partenaires	Agriculture	Fabrication	Total
OCI	333.1	242.3	263.0
En Dév. non-OCI	345.1	296.4	321.2
Développés	321.9	231.2	240.5
	Reporter: Developed Countries		
Partenaires	Agriculture	Fabrication	Total
OCI	321.9	231.2	240.5
En Dév. non-OCI	304.6	226.2	235.2
Développés	208.6	105.9	109.2

Source: Le calcul de personnel de SESRIC fondé sur la base de données des coûts de commerce de BM- CESAP-ONU.

Il est également intéressant de voir les paires de pays au sein de la communauté de l'OCI avec des coûts commerciaux relativement faibles et élevés. Comme le montre le graphique 6.13 pour 2010, le commerce entre le Sénégal et le Mali est le moins coûteux. Il ne coûte que 60 de plus pour envoyer un produit de 100 unités à un consommateur final entre ces pays. Ils sont suivis du Guyana-Surinam (63), de l'Indonésie-Malaisie (68), de l'Algérie-Tunisie (70), de l'Arabie

saoudite -Jordanie (70), de la Turquie-Algérie (74), de la Liban-Syrie (74), de Kazakhstan-Kirghizistan (75), du Koweït- Arabie saoudite (75) et de la Jordanie-Syrie (78). En ce qui concerne les pairs de pays avec les coûts commerciaux les plus élevés au sein de la communauté de l'OCI, le commerce entre le Nigéria et l'Ouganda est évalué être le plus coûteux dans l'OCI. Il vous en coûtera 1349 unités à livrer un produit de 100 unités au consommateur final entre ces pays. Ils sont suivis de la Jordanie-Albanie (931), de l'Iran-Guyana (895), du Tadjikistan-Maroc (834), du Soudan-Niger (827), du Tchad-Ouganda (815), du Liban-Surinam (741), de l'Ouganda-Tunisie (726), du Bénin-Ouganda (724) et du Mozambique-Soudan (722).

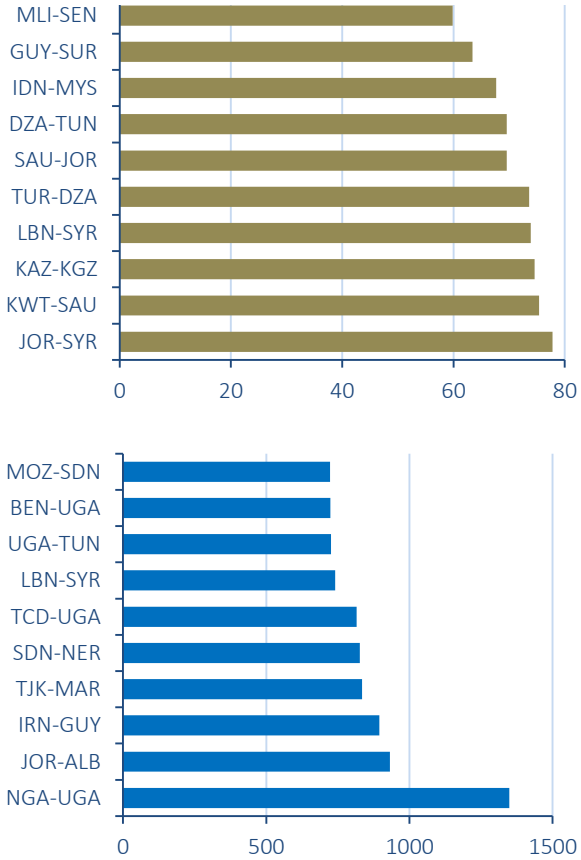
Il est évident que les pays ayant les plus bas coûts commerciaux partagent souvent une frontière commune ainsi que certaines ressemblances culturelles. Cependant, il existe également des pays à une distance relativement plus petite mais avec des coûts commerciaux élevés, principalement en Afrique subsaharienne. Cela souligne clairement que bien que la distance soit un facteur critique en affectant les coûts commerciaux, d'autres obstacles aux échanges peuvent également avoir l'impact important sur les coûts commerciaux.

Les diverses mesures de politique commerciale et les coûts commerciaux sont susceptibles d'avoir des incidences sur la diversification des marchés d'exportation des pays de l'OCI. Dans ce contexte, comme l'illustre le graphique 6.8, les exportations des pays de l'OCI à d'autres pays de l'OCI ont augmenté plus que leurs exportations vers les pays non membres de l'OCI, qui ont augmenté la part des échanges intra-OCI au cours des deux dernières décennies. La croissance de la structure des coûts commerciaux a pu avoir joué un rôle important dans cette transformation.

En étudiant les liaisons entre les coûts commerciaux et le commerce intra-OCI, Bagci (2014) affirme qu'une grande partie des changements en direction des exportations des pays de l'OCI peut être attribuée aux changements des coûts commerciaux. Dans ce cadre, il analyse le rôle des coûts commerciaux (en agrégat ainsi que sue ses divers composants) dans la détermination de l'orientation des exportations des pays de l'OCI. Les résultats d'estimation montrent que 1% de réduction des coûts commerciaux peut augmenter des exportations mondiales de 3,8%, mais elle peut augmenter les exportations des pays de l'OCI jusqu'à 4,3%. Lorsque les partenaires commerciaux des pays de l'OCI

Graphique 6.13

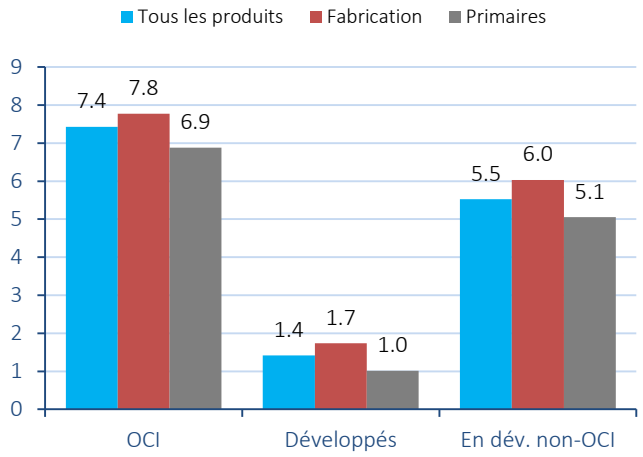
Les coûts commerciaux bilatéraux les plus faibles et les plus élevés entre les pays membres de l'OCI , 2010



Source: Base de données des coûts commerciaux de la BM-CESAP-ONU

sont considérés séparément, une diminution de 1% dans les coûts commerciaux augmente des exportations des pays de l'OCI à destination des pays développés de 4,2% et augmente les exportations intra-OCI de 3,9%. Cependant, l'augmentation de 1% des coûts commerciaux entraîne une chute de 4,5% des exportations vers les pays en développement non membres de l'OCI. Ces résultats sont en accord avec l'avis que la tendance actuelle des coûts commerciaux soit l'un des principaux facteurs donnant la direction des exportations des pays de l'OCI.

Graphique 6.14
Moyenne des tarifs douaniers appliqués



Source: Calcul de personnel de SESRIC fondé sur la Banque mondiale WDI.

Graphique 6.14 compare le niveau moyen du protectionnisme appliqué dans les pays de l'OCI aux moyennes d'autres groupes de comparaison en utilisant les tarifs douaniers appliqués en 2014, ou le plus tard après 2010. Il présente une moyenne simple de taux tarifaires moyens pondérés appliqués par chaque pays pour la fabrication, et tous les produits primaires. Par l'application d'une moyenne de 7,4% de taux tarifaires, les pays de l'OCI font apparaître une image plus protectionniste une fois comparée aux moyennes de pays développés (1,4%) et de pays en développement non membres de l'OCI (5,5%). Dans la fabrication des produits, les pays ont tendance à appliquer des taux tarifaires plus élevés comparés aux produits primaires. Les pays de l'OCI restent les plus protectionnistes dans ces deux catégories de produits avec 7,8% et 6,9% des taux tarifaires, respectivement.

6.2.2 Partenariats croissants

Compte tenu du niveau actuel des obstacles au commerce, il est nécessaire d'augmenter les partenariats pour faciliter les échanges entre les pays membres de l'OCI. L'augmentation constante du nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) et les accords commerciaux préférentiels (ACPR) est une caractéristique proéminente du commerce international. Selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les ACR sont des accords commerciaux réciproques entre deux ou plusieurs partenaires, qui incluent des accords de libre-échange et des unions douanières. Les APT sont des préférences commerciales unilatérales et comprennent un système généralisé de préférences (dans lesquelles les pays développés accordent des droits de douane préférentiels aux importations en provenance des pays en développement), ainsi que d'autres régimes préférentiels non réciproques.

En février 2016, quelques 625 ACR avaient été enregistrés par le GATT/OMC, dont 419 sont en vigueur. Le nombre total d'ACR en vigueur n'a cessé d'augmenter, une tendance qui devrait être renforcée par les nombreux ACR en cours de négociations. De ces ACR, les accords de libre-échange et accords de portée partielle représentent 90%, tandis que les unions douanières représentent 10%. Une majorité des accords qui ont été notifiées à l'OMC sont des accords bilatéraux, n'impliquant que deux paries. En outre, une majorité d'entre eux sont entre les pays

développés et en développement ou entre seuls les pays en développement (OMC, 2015). Au niveau régional, l'activité de RTA est la plus forte en Europe (21% des ACR en vigueur), avec des accords avec les pays en Europe de l'Est et autour du bassin méditerranéen ainsi que les ACR notifiés par l'Association européenne de libre-échange (AELE). Cela est suivi de l'Asie de l'Est (15%), de la région d'États indépendants du Commonwealth (12%) et de l'Amérique du Sud (11%).

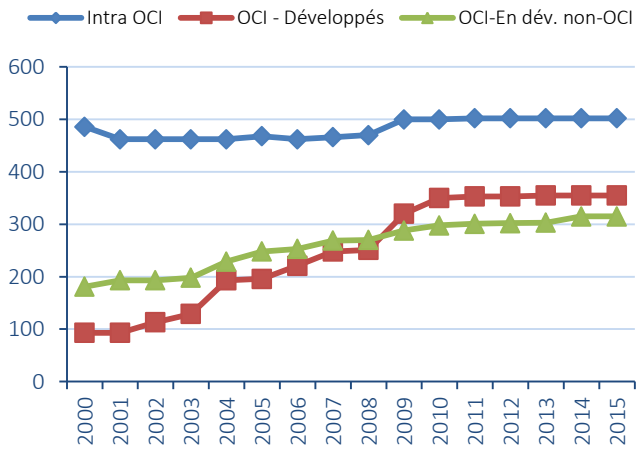
Comme une protection tarifaire diminue en raison soit de décisions unilatérales ou négociations multilatérales, il y a une tendance croissante pour que les ACR ne libéralisent pas seulement le commerce des marchandises, mais aussi libéralisent les services, l'investissement et couvrent d'autres questions telles que des droits de propriété intellectuelle, les marchés publics, la politique de la concurrence, et, dans certains cas, l'environnement et les normes du travail. La portée des ACR semble, donc, en accroissement pour inclure non seulement les obstacles au commerce à la frontière mais aussi accroitre derrière les mesures qui pourraient avoir un impact sur le commerce (OMC, 2015).

Les pays de l'OCI sont également très actifs dans le cadre des ACR. Il y a 502 paires de pays dans la région de l'OCI avec un ACR (Graphique 6.15). D'autre part, l'ACR avec les pays développés a atteint 355 et 315avec les pays en développement non membres de l'OCI. Malgré le fait que le nombre total d'ACR entre des pays membres de l'OCI est plus élevé que leur ACR avec des pays non membres de l'OCI, le nombre d'accords commerciaux avec les pays non membres de l'OCI s'accroît à un rythme beaucoup plus élevé. Cela implique qu'il est nécessaire d'adapter de nouveaux mécanismes pour renforcer le partenariat entre les pays de l'OCI.

Un mécanisme initié par le Comité permanent pour la coopération économique et commerciale (COMCEC) qui est

Graphique 6.15

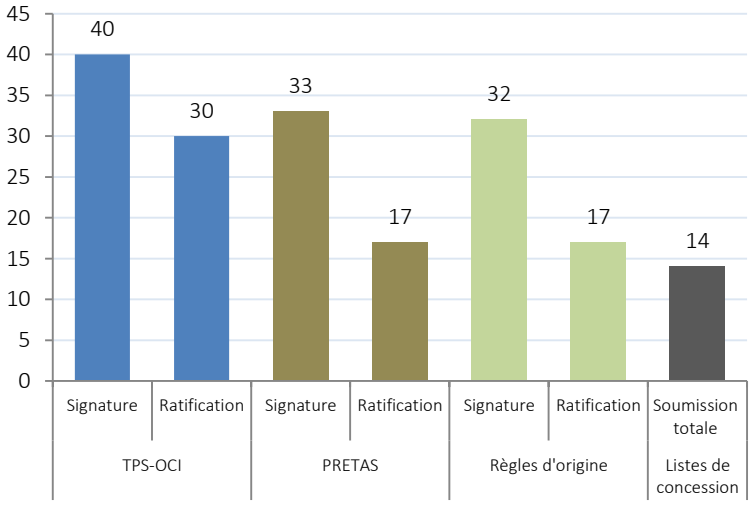
Accords commerciaux régionaux conclus par les pays de l'OCI



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur l'ensemble de données mis à jour de De Sousa (2012).

Graphique 6.16

Progrès notables dans le domaine du Système de préférences commerciales de l'OCI



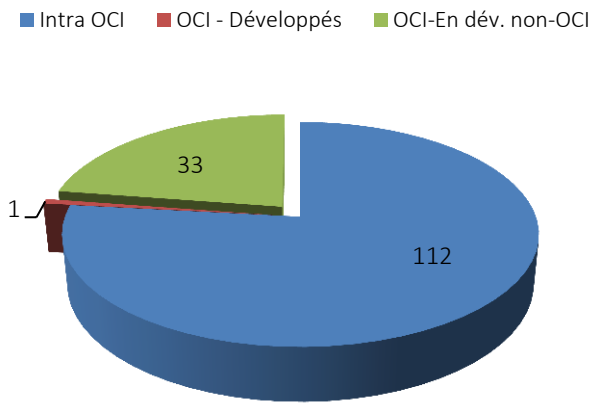
Source: Site Web du COMCEC. Données à partir de mai 2016.

en cours depuis plusieurs années est l'Accord-cadre sur le Système de Préférences Commerciales entre les États membres de l'OCI (TPS-OCI). L'accord-cadre énonce les principes généraux à l'établissement d'un Système de Préférences Commerciales entre les pays de l'OCI. Le régime tarifaire préférentiel pour les TPS-OIC (PRETAS) vient pour compléter l'Accord-cadre en établissant les taux concrets de réduction des droits de douane. Enfin, les règles d'origine seront appliquées pour déterminer l'origine des produits admissibles à l'établissement de concessions préférentielles en vertu de l'Accord-cadre et PRETAS. Comme le montre le graphique 6.16, depuis le début des années 1980, seulement 14 pays membres pourraient remplir toutes les exigences de l'accord depuis son entrée en vigueur. Il reflète les difficultés dans l'amélioration du partenariat dans les pays de l'OCI dans le domaine du commerce, qui doit être examiné afin de profiter de l'excellent potentiel du marché de l'OCI.

Les syndicats monétaires sont une forme de l'intégration économique et monétaire. La monnaie commune peut naturellement réduire les coûts commerciaux grâce à l'élimination des coûts de transaction et l'incertitude entourant le taux de change ainsi que l'augmentation de la transparence des prix. Toutefois, l'établissement des secteurs monétaires communs est une tâche difficile qui exige un niveau très développé de l'intégration économique. Bien qu'il semble être une cible dur-à-atteindre pour les pays de l'OCI, tout progrès vers cette direction améliorera certainement l'intégration socio-économique entre les pays de l'OCI. En fait, il y a un certain nombre de pays de l'OCI partageant la même monnaie. Comme le montre le graphique 6.17, il y a 112 paires de pays dans la région de l'OCI qui utilisent la même monnaie en 2015. Tandis que seul un pays de l'OCI utilise la même devise avec un pays développé, il y a 33 cas où un pays de l'OCI partage une monnaie avec un pays en développement non membres de l'OCI.

Graphique 6.17

Nombre d'accords de monnaie communs par les pays de l'OCI (2015)



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur l'ensemble de données mis à jour de De Sousa (2012)

6.2.3 Possibilités pour plus de commerce

La structure des exportations des pays de l'OCI est très concentrée sur un petit nombre de groupes de produits, principalement des minéraux et de marchandises primaires. Quand la structure des exportations n'est pas assez diversifiée, il est pratiquement difficile de trouver des possibilités pour plus d'échanges. En fait, il y a de bonnes occasions de commerce bilatéral entre les pays de l'OCI. Si nécessaire des mesures politiques sont prises pour réduire les obstacles au commerce et faciliter les échanges commerciaux entre les pays membres, la structure diversifiée de l'économie de l'OCI peut être conducteur d'une forte croissance et développement économique forte dans la région de l'OCI à travers une intégration économique plus élevée.

Tableau 6.2 : Principaux produits d'exportation des pays de l'OCI (milliard de USD, 2014)

Produit	Exportation à destination mondiale		Importation en provenance du monde		Importation en provenance de l'OCI		
	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Taux
Pétroles brut	808,3	1	48,4	5	42,7	1	88,3%
Gaz de pétrole	211,5	2	15,9	13	11,5	4	72,3%
Pétroles non bruts	160,8	3	137,5	1	38,5	2	28,0%
Circuits intégrés électroniques et micro assemblages	32,2	4	32,6	6	0,5	123	1,6%
Or sous forme brute ou sous formes semi-manufacturées	32,2	5	49,2	4	18,6	3	37,7%
Huile de palme et sa fraction	29,9	6	7,7	43	7,3	6	95,8%
APP électrique pour la ligne téléphonie, y compris la ligne système de courant	27,3	7	64,0	3	5,8	9	9,0%
Voitures (y compris station wagon)	25,2	8	80,8	2	6,4	8	7,9%
Articles des bijoux et des pièces relatives	21,7	9	16,3	12	7,7	5	47,2%
Charbon ; carburants manufacturé du charbon	19,4	10	4,7	79	1,2	48	24,8%

Source : TradeMap, centre de commerce international.

Le tableau 6.2 illustre les 10 principaux produits d'exportation (à 4 chiffres) des pays de l'OCI avec les valeurs les plus élevées, ainsi que leur importation à partir du monde dans les mêmes produits et leur exportation vers d'autres pays de l'OCI. Six produits qui sont sur la liste sont également parmi les premiers produits que les pays de l'OCI importent à l'échelle mondiale. Cependant, dans certains de ces produits, seul un nombre limité des parts est importé d'autres pays de l'OCI. Par exemple, en pétrole non-brut, bien que les pays de l'OCI exportent plus qu'ils importent, seul 28% de la demande est satisfait par d'autres pays de l'OCI. De même, seul 1,6% de la demande en composantes électroniques et 7,9% dans les voitures ont pu être satisfaits par d'autres pays de l'OCI.

Tableau 6.3 : Premiers produits d'importation des pays de l'OCI (milliard d'USD, 2014)

Produit	Importation en provenance de monde		Exportation à destination mondiale		Exportation à destination de l'OCI		
	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Taux
Huiles de pétrole, non bruts	137,5	1	160,8	3	19,6	1	14,2 %
Voitures (chariot de gare y compris)	80,8	2	25,2	8	9,0	7	11,1 %
APP électrique pour la ligne téléphonie, y compris la ligne système de courant	64,0	3	27,3	7	16,3	4	25,4 %
Or sous forme brute ou sous formes semi-manufacturées	49,2	4	32,2	5	13,2	5	26,8 %
Pétroles de pétrole	48,4	5	808,3	1	17,2	2	35,5 %
Circuits intégrés électroniques et micro assemblages	32,6	6	32,2	4	0,4	162	1,2%
Mélanges de médicament, ont mis dans le dosage	26,7	7	3,5	61	2,2	21	8,2%
Machines de traitement automatique de l'information ; lecteur optique, etc.	24,8	8	15,6	12	5,9	10	23,7 %
Blé et méteil	24,4	9	1,1	199	0,9	76	3,5%
Pièces et accessoires des véhicules à moteur	23,1	10	9,9	17	2,7	17	11,8 %

Source : TradeMap, Centre de commerce international

Sous un autre angle, les médicaments, les machines automatiques de traitement de l'information, le blé et les pièces de véhicules à moteur sont parmi les principaux produits importés des pays de

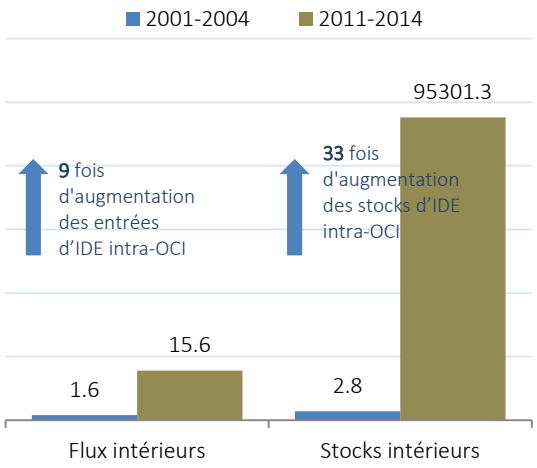
l'OCI, desquels il y a une grande demande de la part des pays de l'OCI (tableau 6.3). La capacité d'exportation de pays de l'OCI en médicaments et blé est déjà faible. Si tous les produits exportés par les pays de l'OCI sont expédiés à destination d'autres pays de l'OCI, ils ne pourraient répondre qu'à 13% de la demande totale en médicaments et 4,5% du blé. En rencontrant, respectivement, 8,2% et 3,5% de ces demandes, les pays de l'OCI réalisent en fait le bon travail. Dans les machines de traitement automatique de l'information et des pièces de véhicules à moteur, les pays de l'OCI pourraient satisfaire la demande de 63% et de 43%, mais seuls 24% et 12% de ces exigences sont satisfaits par d'autres pays de l'OCI, respectivement.

Cette estimation préliminaire révèle qu'il existe des possibilités importantes pour le commerce parmi des pays de l'OCI. La répartition géographique du commerce est influencée par de nombreux facteurs, y compris les coûts, la qualité, les normes et la concurrence, mais si la communauté des affaires et les responsables politiques travaillent ensemble à identifier les opportunités du marché et d'aborder les obstacles au commerce, il serait possible de développer les possibilités d'échanges entre les pays de l'OCI. La production et le commerce internationaux s'organise de plus en plus dans les chaînes de valeur mondiales, où les différentes étapes du processus de production sont situées entre les pays partout aux pays afin de bénéficier des compétences et des matériaux qui sont disponibles à des prix concurrentiels et de qualité. Cette fragmentation de processus de production peut également aider à se développer plus rapidement, à importer des compétences et de la technologie, et à stimuler l'emploi.

6.3 Utilisation de la taille du marché pour plus d'investissements privés

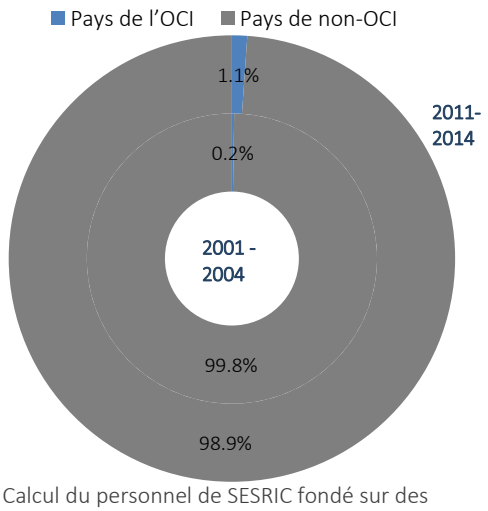
Un autre aspect important d'utiliser le grand potentiel du marché augmente l'investissement parmi les pays membres. Le potentiel élevé du marché est lié à plus d'investissements étrangers, parce qu'il permet un accès facile aux fournisseurs et clients pour les entreprises multinationales et permet également de faire des économies d'échelle qui réduisent de façon considérable les coûts de production et d'exploitation. La hausse des flux d'investissement améliore la coopération économique des pays. De même, une hausse du volume des échanges intra-OCI d'IED implique l'existence des liens économiques plus forts entre les pays de l'OCI. Le graphique 6.18 montre les entrées intra-OCI et les stocks pour les moyennes de la période entre 2001 et 2004 et entre 2011 et 2014. Plus d'une décennie, les flux d'investissement intra-OCI ont augmenté 9 fois pour

Graphique 6.18
Flux et stocks d'IDE intra-OCI



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur des statistiques de la CNUCED.

Graphique 6.19
Part de l'investissement intra-OCI



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur des statistiques de la CNUCED.

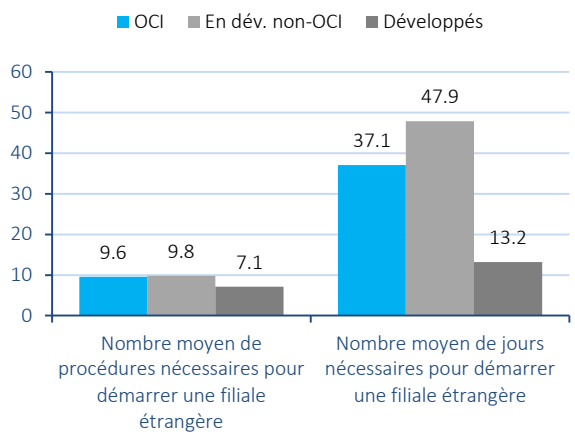
atteindre 15,6 milliards dollars des États-Unis. La hausse en stock d'investissement était plus substantielle. Il a augmenté à 95,3 milliards dollars des États-Unis par rapport à son niveau de 2,8 milliards dollars des États-Unis il y a seulement une décennie. Cela reflète une amélioration de l'intégration économique parmi les pays de l'OCI. Néanmoins, il est juste de dire que ces chiffres sont loin de leur potentiel. Comme le montre le graphique 6.19, la part de l'investissement intra-OCI dans le total mondial des flux d'investissement n'est que 1,1%, ce qui était à peine 0,2% il y a dix ans.

Par conséquent, plus d'interventions politiques sont nécessaires pour réduire les obstacles à l'investissement intra-OCI. Ces interventions ne devraient pas être seulement limitées à la libre circulation des capitaux à travers les frontières des pays membres de l'OCI mais également devoir adresser les régimes de visa restrictifs appliqués aux citoyens des pays de l'OCI par d'autres pays de l'OCI puisque les investisseurs étrangers recherchent souvent la mobilité de la main-d'œuvre facile à travers les frontières. Il est important que les pays de l'OCI reconnaissent qu'il y a un grand potentiel en termes d'investissement intra-OCI, qui peut stimuler la croissance économique et générer le développement dans les pays de l'OCI. Cependant, les obstacles se posant aux investisseurs des pays de l'OCI en termes de qualité institutionnelle, les régimes de visa, les restrictions sur les transferts de capitaux et profits etc., limite le niveau de la coopération économique des pays membres de l'OCI.

6.3.1 Surmonter les obstacles à l'investissement

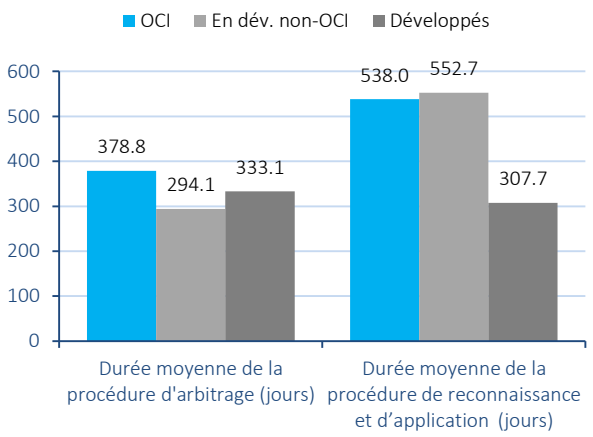
Les entreprises accordent une large gamme de facteurs avant de faire des investissements dans les pays étrangers, y compris l'importance du marché, les dotations en facteurs, les coûts de transport, les barrières institutionnelles et réglementaires, le développement de marché financier, la diversification économique, la gouvernance, la qualité des infrastructures et la stabilité macro-économique. Chaque pays et région fait face à des obstacles et défis différents pour attirer les investissements étrangers. OCDE (2004) examine les investissements du secteur privé dans la région du MOAN et identifie quatre obstacles importants à l'investissement privé dans la région : (1) le manque de diversité de la propriété, (2) le manque de diversification de l'économie, (3) le

Graphique 6.20
Démarrage d'une filiale à l'étranger



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur la base de données de la Banque mondiale investissant au-dela des frontières .

Graphique 6.21
Procédures d'arbitrage et d'application



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur la base de données de la Banque mondiale investissant au-dela des frontières .

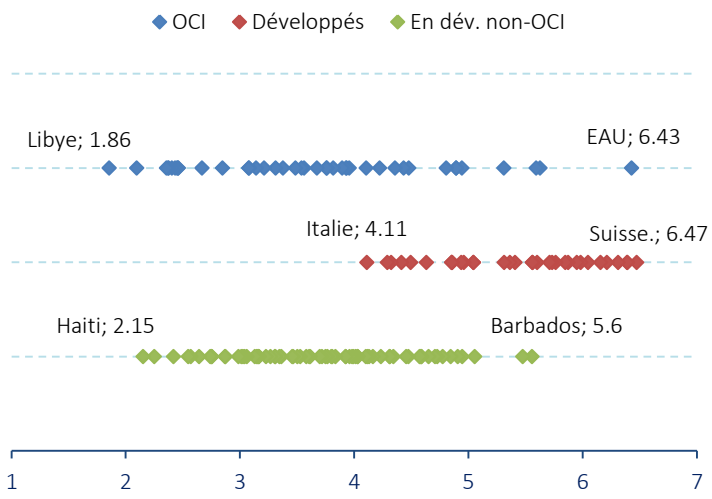
manque de transparence et de régulation, et (4) le sous-développement des marchés financiers. Alors que certains pays interdisent les entreprises étrangères de détenir des comptes bancaires en devises étrangères, d'autres ne font pas clairement, lois et règlements transparents permettant des opérations commerciales efficaces.

Puisqu'il est difficile d'évaluer les obstacles à l'investissement au niveau du pays individuel, une vaste évaluation sera faite en fonction des indicateurs de règlement et d'infrastructure. Une discussion plus détaillée sur la façon d'attirer les IDE peut être trouvée dans l'édition 2015 de la perspective économique de l'OCI. Le premier indicateur que nous étudions est le démarrage d'une filiale étrangère dans un pays hôte. Le nombre moyen de procédures nécessaires pour démarrer une filiale à l'étranger dans les pays de l'OCI est 9,6, ce qui est supérieur à la moyenne de pays développés (7,1), mais légèrement inférieur à la moyenne de pays en développement non membres de l'OCI (9,8). En termes de nombre moyen de jours nécessaires pour démarrer une filiale étrangère, les pays de l'OCI (37,1) mieux performant que les pays en développement non membres de l'OCI (47,9), mais bien derrière la moyenne des pays développés (13,2). De façon générale, il semble que les pays de l'OCI exécutent mieux en vue de faciliter l'entrée des entreprises étrangères par l'intermédiaire d'une filiale par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI, mais ils ont besoin d'améliorations en termes de nombre de procédures et de jours requis pour démarrer une filiale étrangère.

Quand il s'agit de résoudre des conflits commerciaux, tous les pays autorisent l'utilisation de l'arbitrage. Cependant, les diverses obstacles empêchent toujours la capacité et l'intérêt des entreprises étrangères d'utiliser l'arbitrage dans de nombreux pays. Le régime juridique d'un pays devrait fournir aux investisseurs une sécurité suffisante pour leur permettre de se sentir à l'aise dans l'exploitation et l'expansion de leurs entreprises. Comme le montre le graphique 6.21, la durée moyenne des démarches d'arbitrage est la plus élevée dans les pays de l'OCI avec 379 jours par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI (294 jours) et des pays développés (333 jours). La durée moyenne des démarches et procédures d'application des lois dans les pays de l'OCI (538 jours) est également bien supérieure à la moyenne de pays développés (308 jours), mais légèrement inférieure à la moyenne de pays en développement non membres de l'OCI (553 jours). Avec l'intensification des risques régionaux et mondiaux, les pays de l'OCI devraient agir pour créer des conditions efficaces, prévisibles et transparentes pour attirer plus d'investissements.

Un investisseur étranger tend à investir dans un pays où la qualité de l'infrastructure est fiable et permet à l'investisseur

Graphique 6.22
Qualité de l'infrastructure globale (2015)



Source: Base de données de Forum économique mondial, Indice mondial de compétitivité. Note : 1 (plus mauvais) - 7 (meilleur).

étranger d'exécuter son entreprise sans interruption au cours de ses opérations. Par exemple, une infrastructure électrique défectueuse ou un système de réseau ferroviaire avec des retards imprévisibles et des surcoûts dans un pays d'accueil affectent de façon négative la décision d'un investisseur étranger. Le graphique 6.22 compare la qualité globale de l'infrastructure dans différents groupes de pays. Bien que peu de pays de l'OCI sont mieux en termes de performance que certains pays développés en ce qui concerne l'offre d'une infrastructure de qualité pour les investisseurs, beaucoup d'autres semblent avoir seulement une infrastructure modéré ou de mauvaise qualité.

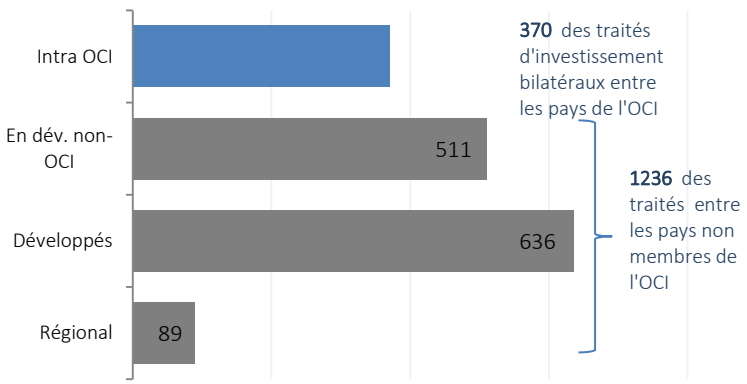
6.3.2 Augmentation des partenariats

Les pays concluent des accords d'investissement pour faciliter l'investissement entre les pays. Les accords internationaux d'investissement sont généralement divisés en deux types : (1) les traités bilatéraux d'investissement (BIT) et (2) les traités avec des dispositions relatives à d'investissement. Un BIT est un accord visant à encourager et à protéger des investissements effectués par des investisseurs d'autres pays, y compris le traitement juste et équitable, la protection contre l'expropriation et l'accès au règlement des différends neutre. Il élimine ou réduit au minimum les obstacles à l'accès au marché et assure une plus grande protection pour les investisseurs étrangers. C'est un outil essentiel qui facilite l'investissement à travers les frontières. La grande majorité de traités internationaux d'investissement sont des BIT.

Les pays de l'OCI ont été très actifs pour entrer dans des BIT avec d'autres pays. Ils n'ont signé qu'à 1.606 accords depuis 1970 dont, alors, seulement 370 ont été signés avec des autres pays membres de l'OCI (Graphique 6.23). La plupart des traités ont été signées avec les pays développés (636), suivis des pays en développement non membres de l'OCI (511). Dans 89 cas, les pays de l'OCI faisaient partie d'un accord régional.

Graphique 6.24 montre la tendance dans les traités bilatéraux d'investissement entre les pays membres de l'OCI. Bien que le nombre annuel de BITs a été constamment inférieur à 3 jusqu'en 1992, il est resté constamment supérieur à 10 au cours de la période entre 1994 et 2004 et a atteint son niveau record de 42 en 2001. Depuis lors, le nombre de BITs est en baisse et seul un BIT est enregistré par la CNUCED parmi des pays de l'OCI. En outre, il convient de noter que pas chaque BIT est ratifié et entré en vigueur. Le graphique 6.25 montre le nombre de BITs qui sont signés et ratifiés pendant les quatre dernières décennies. Au total, seulement 187 de l'ensemble de 370 BITs ont été entrés en vigueur. Encore une fois, la plupart des BITs qui sont entrés en vigueur ont été enregistrés au cours des deux dernières décennies. Apparemment, il est nécessaire de revitaliser le partenariat entre les pays membres de l'OCI pour encourager les investissements bilatéraux.

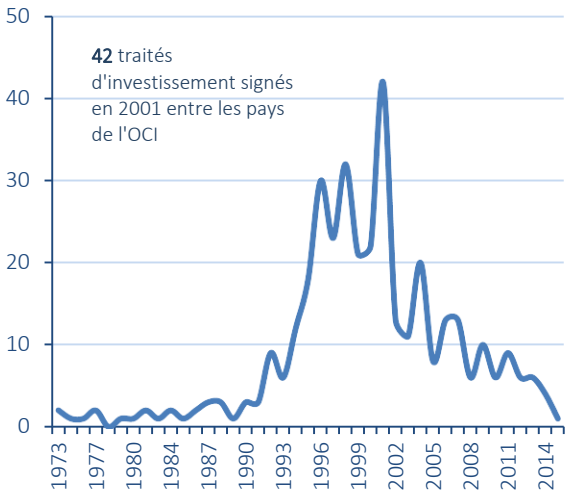
Graphique 6.23
Traités d'investissement depuis 1970



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur le navigateur d'accords internationaux d'investissement de la CNUCED.

Graphique 6.24

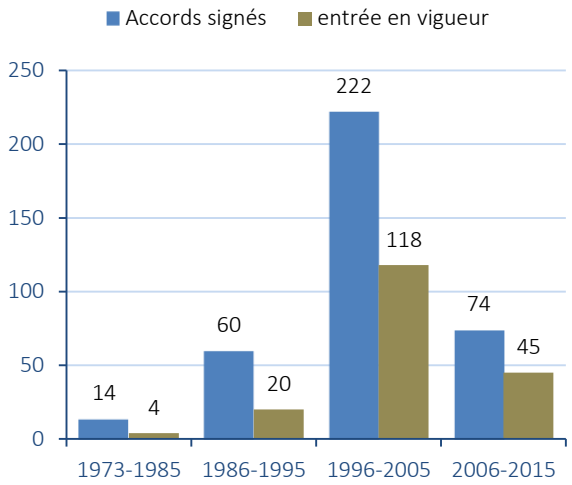
Traités d'investissement entre les pays de l'OCI



Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur le navigateur d'accords internationaux d'investissement de la CNUCED.

Graphique 6.25

Traités d'investissement entre les pays de l'OCI



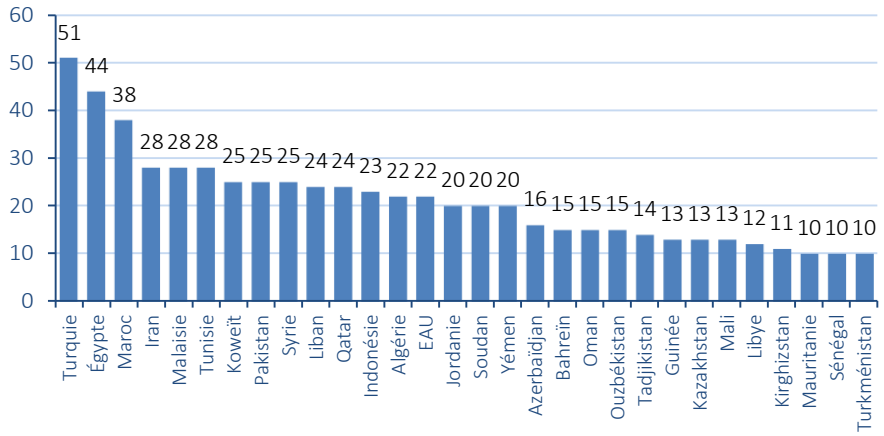
Source: Calcul du personnel de SESRIC fondé sur le navigateur d'accords internationaux d'investissement de la CNUCED.

Au niveau du pays individuel, la Turquie (51) a signé le nombre le plus élevé de traités d'investissement avec d'autres pays membres de l'OCI depuis 1970 (Graphique 6.26). Il a été suivi de l'Égypte (44), du Maroc (38), de l'Iran (28), de la Malaisie (28) et de la Tunisie (28). 30 pays membres de l'OCI ont signé plus de 10 BITs avec un autre pays membre.[14]

Il est clair qu'il est nécessaire d'augmenter le partenariat entre les pays membres de l'OCI pour encourager l'investissement dans la région de l'OCI en vue d'exploiter son grand potentiel du marché. Les traités d'investissement sont une façon d'augmenter le partenariat, mais les pays devraient s'efforcer de développer un environnement propice à l'investissement étranger. Certains des éléments ont été discutés plus tôt dans la présente section et dans la précédente édition de la perspective économique. La littérature internationale

Graphique 6.26

Premiers pays avec des traités bilatéraux d'investissement entre les pays de l'OCI



Source: Navigateur d'accords internationaux d'investissement de la CNUCED.

[14] Il convient de noter que certains pays ont signé plus d'un traité avec les uns et autres. Cela ne signifie pas que la Turquie, par exemple, a signé des traités avec 51 pays de l'OCI, mais a signé 51 accords avec d'autres pays membres de l'OCI.

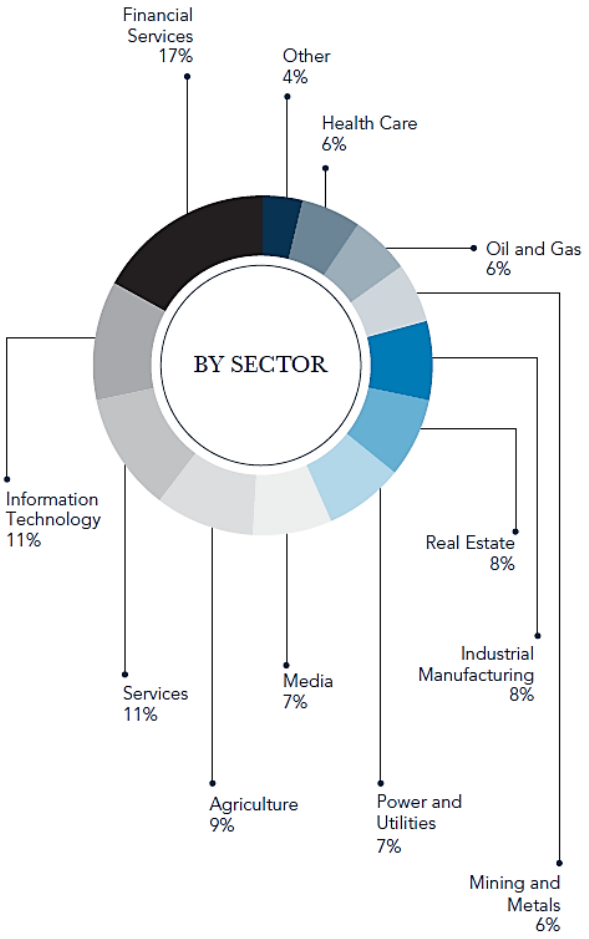
fournit également de nombreux conseils sur la façon d'attirer l'investissement international. Les agences de promotion des investissements font du bon travail dans la promotion de l'investissement dans leur pays, mais un Forum de l'OCI des agences de promotion des investissements pourrait aider davantage à réaliser un bon travail dans l'amélioration de l'investissement intra-OCI et du commerce si un tel mécanisme est établi. En outre, de nouvelles modalités et approches peuvent être adoptées pour promouvoir l'investissement intra-OCI et, entre autres, développer des projets d'investissement communs aux niveaux régionaux et sous régionaux de l'OCI et harmoniser des codes d'investissement et d'autres législations entre les pays membres de l'OCI.

6.3.3 Possibilités pour plus d'investissements

Le grand potentiel du marché offre de nombreuses opportunités d'investissement. Plusieurs pays entreprennent des programmes de diversification et de transformation économique en vue d'améliorer leur résistance aux chocs, leur compétitivité et soutenir une croissance à long terme. En particulier, le processus de diversification des secteurs traditionnels à de nouveaux secteurs productifs et concurrentiels offre d'énormes possibilités pour les investisseurs. Dans le secteur de l'énergie, par exemple, de nombreux pays investissent dans l'énergie renouvelable pour réduire leur dépendance à l'égard des sources d'énergie fossiles. De nombreux d'autres pays élaborent des stratégies pour améliorer leur infrastructure de transport, de tourisme et de communication.

Les accomplissements récents de la Turquie sont remarquables. La Turquie utilise effectivement le potentiel du secteur privé en réalisant des investissements d'infrastructure de grande envergure. Elle a connu une année exceptionnelle en 2015, avec des clôtures financières sur sept projets d'un montant de 44.7 milliard dollars des États-Unis, ou 40% de l'investissement mondial. La Turquie investit également sur la transformation dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'énergie. Le modèle des projets de soins du partenariat public-privé (PPP) de la Turquie surnommé 'City Hospitals' est conçu de recevoir des montants importants d'investissement dans les années à venir. De nombreuses banques de développement multilatérales, y compris

Graphique 6.27
Possibilités d'investissement dans les pays de l'OCI



Source: GIIG (2015).

la Banque Islamique de Développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (EBRD) cofinancent l'établissement des hôpitaux de pointe en Turquie. Ces projets présentent de nouvelles possibilités d'investissement entre les pays de l'OCI.

De même, le plan national de la transformation de l'Arabie saoudite, nommé « La vision saoudienne 2030, » décrit les grandes lignes des éléments clé pour décaler l'économie du royaume à l'écart de sa dépendance au pétrole et définit sa détermination à devenir une centrale électrique mondiale d'investissement. Ce type de plans de transformation offre des possibilités d'investissement bilatéral entre les pays de l'OCI.

Dans ce rapport, il est difficile d'identifier les opportunités d'investissement dans la région de l'OCI, mais GIIG (2015) tente de présenter quelques remarques. Le rapport de GIIG utilise une stratégie d'investissement du secteur privé pour fournir les meilleures possibilités d'investissement dans une région qui est économiquement et a géographiquement dispersée. Il donne la propriété à 10 secteurs, à savoir l'énergie, l'alimentation et l'agriculture, l'électronique, le voyage et le transport, les métaux, les produits chimiques, les matières de plastiques/caoutchouc, les textiles, l'infrastructure et la construction, et les produits et services de santé pour présenter les opportunités d'investissements uniques. Selon le rapport, avec de faibles prix du pétrole, les secteurs en aval et l'énergie renouvelable sont les domaines en croissance avec de beaucoup gouvernements ayant des projets agressifs pour intégrer l'énergie renouvelable dans le cadre de leur consommation intérieure. Dans les voyages et les transports, il convient de noté que les destinations de voyage de l'OCI, y compris Dubaï (EAU), la Turquie, l'Indonésie et la Malaisie, sont certains des marchés à croissance rapide de voyage mondiale avec d'énormes possibilités. Des occasions similaires sont présentées dans d'autres secteurs. Le graphique 6.27 montre la répartition des possibilités d'investissement dans tous les secteurs dans les pays de l'OCI, selon les estimations de GIIG. Les possibilités semblent exister dans tous les secteurs dans la région de l'OCI.

SECTION 7

Options politiques pour transformer les potentiels en impact

La trajectoire du développement économique des pays de l'OCI a été fortement ondulée en forme, tandis que le paysage de développement résultant des pays de l'OCI est multiplex. En Général, les pays membres de l'OCI n'ont pas pu soutenir la croissance à long terme comme ce fut le cas des pays développés au cours du siècle dernier. En dépit de quelques pays à revenus élevés, aucun pays membres de l'OCI n'est classifié aujourd'hui en tant que pays développé par les organismes internationaux. Les pays de l'OCI à revenus élevés, surtout les pays du Golfe, ont réalisé leur statut principalement en bénéficiant des gains exceptionnels à grande échelle des ressources naturelles, et non pas de l'accroissement de la productivité et de la compétitivité. D'autre part, certains pays membres avec de riches ressources naturelles sont restés autres des instabilités politiques pauvres et ont vécu des instabilités politiques et de la privation économique à cause du manque d'institutions de qualité qui peuvent gérer et distribuer équitablement les gains au profit de leurs populations.

Il existe peu d'économies émergentes qui ont atteint une performance économique relativement forte, comme la Turquie, la Malaisie et l'Indonésie, mais la performance de croissance de ces pays a été occasionnellement interrompue en raison de la diversité des problèmes structurels. Dans un grand nombre de pays membres de l'OCI ou les problèmes structurels sont plus répandus et profondément enracinés, les gens sont restés relativement pauvres et n'ont pas même accès aux services de base. Tous ces facteurs ont contribué aux différents niveaux de vie qui sont observés aujourd'hui dans toute la région de l'OCI, qui est en tous cas au-dessous des niveaux atteints par les économies développées.

Le fait que les performances économiques des pays membres de l'OCI ont été relativement plus faibles que les pays occidentaux dues aux diverses raisons n'implique pas que les pays de l'OCI n'ont pas suffisamment de capacité et de ressources pour exécuter mieux. C'est juste une question d'identifier les ressources et les potentiels productifs et de développer en suite les mécanismes et les instruments corrects de les utiliser effectivement à améliorer le bien-être des activités économiques. Chaque pays a différents ressources et potentiels de catalyser pour leurs programmes de développement économique. Ce rapport fait suite à une plus large approche et essaye d'identifier les potentiels les plus courants des pays de l'OCI qui peuvent être utilisés pour une meilleure performance économique.

Dans ce contexte, le rapport a porté essentiellement sur trois principaux facteurs qui peuvent potentiellement contribuer à réaliser une meilleure performance économique et niveaux de vie. Il s'agit de la structure de la population dynamique, les riches ressources énergétiques et le grand potentiel du marché. Dans tous ces domaines, le rapport a fourni une certaine évaluation préliminaire sur l'importance de ces ressources et les contributions potentielles qu'elles peuvent apporter au développement socio-économique dans les pays de l'OCI. Il a été également noté que le téméraire à l'examen de ces ressources et de potentiels peuvent également détériorer le niveau du développement déjà existant, transformant les potentiels en menace plutôt que la force. Sur cette base et d'autres évaluations faites dans les sections précédentes, une série de recommandations politiques seront données lieu.

Libérer la capacité productive des jeunes

La plupart des pays de l'OCI ont une structure démographique jeune et dynamique. La main-d'œuvre est traditionnellement l'un des composants essentiels de la croissance économique. Dans le monde d'aujourd'hui, la main-d'œuvre est un atout mais elle devient précieuse pour le processus de production seulement si elle dispose de connaissances techniques et capacités pour entreprendre des tâches complexes. Par conséquent, ayant une plus grande partie de la population jeunes n'est jamais un avantage *en soi*. Si les politiques appropriées ne sont pas prises pour établir le capital humain dans les pays de l'OCI, dont un tiers de tous les jeunes d'ici 2050 ne fera qu'attirer des entreprises multinationales à la région de l'OCI qui souhaite utiliser la main-d'œuvre non qualifiée du bon marché. Si les économies de l'OCI avec la grande population des jeunes ne deviennent pas assez sophistiquées pour créer des possibilités d'emploi pour ceux qui investissent dans leurs compétences et capacités, ces personnes rechercheront simplement des opportunités dans les pays développés où elles sont désespérément nécessaires en raison de la diminution rapide et du vieillissement de la population dans ces pays. Cette tendance seule contribuera à l'élargissement de l'écart du bien-être entre le sud et le nord, où le sud devient simplement centre de production de biens et le nord devient le centre des connaissances et de technologie du monde.

En fait, la proposition de politique pour libérer la capacité productive des jeunes est très simple : offrir une éducation de qualité et créer les possibilités d'emploi appropriées pour la génération des revenus. L'impact du capital humain devient fort quand assez d'attention est accordée à la qualité de l'éducation au lieu de la simple réalisation scolaire. Les compétences cognitives des jeunes faciliteront le développement économique si elles sont utilisées dans les processus de production des biens et des services. Cela permettra également d'améliorer leurs revenus individuels et le bien-être général de la distribution.

L'investissement dans l'éducation n'exige pas chacun personne d'obtenir un diplôme d'une université. Il exige les politiques de l'éducation qui définissent les bonnes compétences aux personnes concernées en fonction des stratégies nationales de développement et l'évaluation du marché du travail. La conception d'un système d'éducation avec un accent sur la qualité est dans l'ensemble difficile, parce qu'il est généralement plus facile de prévoir la façon d'élargir l'accès que d'améliorer la qualité. Fournir davantage de fonds aux écoles n'entraîne pas nécessairement une meilleure éducation de qualité. Les expériences des pays avancés peuvent être dûment prises en considération tout en préparant une stratégie pour le système d'éducation.

Étant donné la faible participation à l'éducation et à la faible qualité de la formation dans les pays à faibles revenus, la priorité devrait être clairement accordée à l'amélioration de l'accessibilité, la pertinence, la qualité et l'achèvement des programmes d'éducation et de formation afin de fournir le bon combinaison des qualifications et des compétences à la main-d'œuvre. Si le système d'éducation n'est pas en mesure d'augmenter les capacités cognitives de la population, les pays peuvent faire face à des coûts économiques et sociaux plus élevés pour réduire l'écart entre les besoins et l'offre de compétences pertinentes. Il convient également de noter que seules les compétences ne mènent pas automatiquement à l'augmentation d'emploi désiré. Les politiques de développement des compétences doivent faire partie d'un large ensemble de politiques qui favorisent des taux élevés de croissance et d'investissement.

Quand il s'agit de réaliser les meilleurs rendements sur l'investissement en termes de compétences, il est important de disposer des mécanismes permettant d'évaluer les compétences disponibles au sein de la population, de déterminer les compétences requises sur le marché du travail et apparier ces compétences de manière efficace avec les travaux qui mènent à une productivité plus élevée et une vie meilleure. Afin de s'assurer que les entreprises tirent la meilleure partie des compétences disponibles, il est important de mettre en place des politiques-cadre qui aident à créer de meilleurs emplois qualifiés dans le secteur formel. Le manque de la possibilité de faire ainsi contribuera à augmenter la probabilité de la fuite des cerveaux et de troubles sociaux.

La gestion de développement des compétences à l'égard de la trajectoire de développement peut être un défi. Comme les pays adoptent de nouvelles technologies et diversifient dans de nouveaux secteurs, les travailleurs et les gestionnaires doivent être bien préparés d'aborder de nouvelles productions et pratiques de gestion afin de soutenir la croissance de l'économie et du marché du travail. Si cela n'est pas bien coordonné, les investissements réalisés dans le développement des compétences ne peuvent qu'augmenter le nombre de travailleurs qualifiés, sans affecter le nombre ou la qualité des emplois. Par conséquent, la coordination et le dialogue entre les parties concernées, y compris les autorités publiques et les institutions d'enseignement et de formation est essentielle dans la gestion des processus de développement des compétences des jeunes. Il est également important de noter que la formation en elle-même ne crée ni des emplois, ni nécessairement contribue à stimuler la productivité dans l'économie informelle. Afin d'atteindre ces objectifs, l'environnement économique et du marché du travail devrait appuyer le développement et l'utilisation des compétences et l'officialisation des activités informelles (OIT, 2008).

D'autre part, dans les cas où les systèmes d'éducation et de formation n'offrent pas les jeunes avec les compétences de base nécessaires pour échapper à la pauvreté et le chômage, même lorsqu'ils

continuent à recevoir l'éducation formelle, les programmes d'éducation non formelle pourraient être un remède. Souvent fournis par les jeunes et les organisations à base communautaire, de tels programmes peuvent combler la lacune en offrant des possibilités d'apprentissage et du développement des compétences, particulièrement pour les groupes défavorisés et marginalisés. En complétant l'éducation formelle, de telles installations peuvent améliorer les possibilités pour que les jeunes puissent répondre aux exigences exaltantes de travail et de vie. À cet égard, les activités de l'organisation de la société civile devraient être appuyées à combler les lacunes dans le développement des compétences des jeunes. En outre, les compétences qui sont obtenues de manière informelle devraient être identifiées avec un système de reconnaissance des compétences afin de faciliter l'emploi dans le secteur formel.

Les programmes de la formation technique et professionnelle sont également essentiels en équipant les jeunes des compétences nécessaires pour l'emploi convenable et décent. Sans avoir le niveau désiré des compétences et des qualifications, il sera difficile pour les jeunes de trouver un emploi, de conserver cet emploi et de promouvoir dans cet emploi. Ces programmes permettront d'améliorer les capacités de résolution des problèmes et l'adaptabilité aux changements de l'environnement ainsi que leur sensibilisation sur de nouvelles technologies et d'activités d'entreprises. En soutenant la formation tout au long de la vie, ces programmes permettront d'améliorer l'employabilité des jeunes en leur permettant de saisir des possibilités d'emploi et de s'adapter à de nouvelles possibilités de carrière.

Un élément important dans la promotion de l'emploi des jeunes et la création d'emplois est la création d'entreprises. Il est important d'investir dans le développement des compétences entrepreneuriales et d'encourager l'esprit de l'entrepreneuriat chez les jeunes. Dans ce contexte, de divers services peuvent être offerts aux jeunes en leur fournissant des informations, des conseils, l'encadrement et le mentorat, le développement des infrastructures pour l'entreprenariat et fournissant le soutien financier. Les jeunes relèvent des défis majeurs dans leurs efforts de créer leur propre emploi. L'une des principaux obstacles à l'entrepreneuriat dans les pays de l'OCI est la question des finances et l'absence de l'inclusion financière. Beaucoup de jeunes qui s'aventurent à devenir entrepreneurs doivent compter sur leurs propres économies ou d'emprunter de leur famille. Ceux qui n'ont pas des épargnes ou des membres de la famille qui peuvent leur fournir le capital initial sont pratiquement bloqués par la direction d'entreprise.

Pour encourager l'esprit d'entreprise, le meilleur endroit à commencer est l'école. Les élèves ont besoin d'être présentés à des concepts et à l'idée que le démarrage d'une entreprise plus tard dans la vie est une option viable et attrayante. Dans de nombreux pays de l'OCI à revenu moyen avec de hauts niveaux d'instruction, il existe une pression sur les jeunes du part de leurs parents de choisir ce qu'ils considèrent comme un emploi sûr et stable dans le secteur public comme un premier choix et dans le secteur privé en tant que deuxième choix. Dans ces pays, l'opinion publique au sujet de l'entreprenariat doit être modifiée, ce qui peut être réalisé par des campagnes de publicité autour des exemples de succès inspirés des jeunes qui ont choisi la voie de l'entrepreneuriat. En outre, il a été montré que l'utilisation de la série de télévision populaire pour influencer les attitudes des personnes a été un succès, donc des séries de télévision populaires peuvent être utilisée pour influencer positivement les perceptions de personnes au sujet de l'esprit d'entreprise. En conclusion, de nombreux jeunes qui décident de s'aventurer à devenir entrepreneurs manquent

du marché et des compétences techniques pour faire ainsi et à cet égard, des incubateurs peuvent apporter une solution efficace.

En plus du développement des compétences et la promotion de l'entreprenariat, une autre dimension de libérer le potentiel des jeunes a été l'amélioration de la mobilité sociale dans les pays de l'OCI. Dans cette perspective, afin d'améliorer la mobilité sociale dans les pays de l'OCI, une approche globale, qui comprend les étapes critiques du développement individuel de la petite enfance à l'éducation et de l'enseignement supérieur au marché du travail et des progrès dans le marché du travail, devrait être conçu. Cela exige l'attention et la part de toutes les parties prenantes pertinentes. Les gouvernements de l'OCI devraient assurer une égalité d'accès aux possibilités. Les organismes de la société civile devraient appuyer les personnes défavorisées pour réussir. Les institutions d'éducation devraient tenir compte de la diversité des étudiants dans leurs efforts pour obtenir une éducation de qualité. Et les joueurs du marché du travail devraient être flexibles pour donner une seconde chance à ceux qui ne réussissent pas à s'adapter pas à l'environnement du travail.

Quand l'accomplissement dans le niveau d'instruction ne se traduit pas en résultats économiques correspondants, la nouvelle génération sera liée par un environnement déterminé par les antécédents des parents. Cela ne devrait pas être une surprise pour permettre aux jeunes de montrer leur mécontentement d'une manière ou d'une autre quand les jeunes bien-instruits n'ont pas de changements considérables dans leur statut social malgré leurs énormes investissements dans l'éducation.

Stimulation de la croissance et diversification des riches ressources énergétiques

Les pays de l'OCI sont riches en termes de ressources naturelles. Plusieurs pays de l'OCI ont l'avantage comparatif dans la variété de ressources naturelles. Certains d'entre eux sont riches en termes de combustibles fossiles par contre d'autres ont un grand potentiel de ressources renouvelables d'origine éolienne à l'énergie solaire.

En particulier, des combustibles fossiles peuvent d'abord être utilisés à l'intérieur pour répondre à la demande énergétique domestique. Deuxièmement, les exportations de combustibles fossiles combustibles fossiles permettent aux pays producteurs d'acquérir et d'accumuler des devises étrangères qui peuvent être utilisés pour financer des projets d'investissement national. Troisièmement, des revenus provenant des combustibles fossiles peuvent être enregistrés dans les comptes de réserves des banques centrales nationales qui visent à renforcer la capacité nationale de faire face aux chocs économiques. Enfin, avec des politiques appropriées, les pays peuvent investir dans les générations futures et utilisent mieux des revenus supplémentaires grâce à l'établissement de fonds souverains. À cet égard, les 16 pays de l'OCI ont déjà mis en place des fonds souverains grâce aux revenus générés par le commerce des fossiles. Ces fonds souverains peuvent aider à fixer le niveau de richesse des générations futures dans les pays de l'OCI (tableau 7.1). En outre, les pays de l'OCI peuvent utiliser une partie de ces fonds souverains pour transformer leurs secteurs économiques et énergétiques en vue de réduire la part des combustibles fossiles dans la production énergétique et diversifient les activités économiques à l'échelle nationale.

Tableau 7.1 : Fonds souverains dans les pays de l'OCI d'origine du pétrole et du gaz

Pays	Fonds	Actifs (Milliard de USD)	Origine
Émirats Arabes Unis	Autorité d'investissement d'Abu Dhabi	792	Pétrole
	Conseil d'investissement d'Abu Dhabi	110	Pétrole
	International Petroleum Investment Company	66,3	Pétrole
	Compagnie de développement Mubadala	66,3	Pétrole
	Autorité d'investissement d'émirats	15	Pétrole
	Autorité d'investissement de RAK	1,2	Pétrole
	Total	**1.050,80**	
Arabie saoudite	Entreprises étrangers de SAMA	598,4	Pétrole
	Fonds d'investissement publics	160	Pétrole
	Total	**758,4**	
Koweït	Autorité d'investissement du Koweït	592	Pétrole
Qatar	Autorité d'investissement du Qatar	256	Pétrole et gaz
Kazakhstan	Fonds nationaux de Kazakhstan	77	Pétrole
	National Investment Corporation	2	Pétrole
	Total	**79**	
Libye	Autorité d'investissement de la Libye	66	Pétrole
Iran	Fonds de développement national de l'Iran	62	Pétrole et gaz
Algérie	Fonds réglementaires de revenus	50	Pétrole
Brunei	Agence d'investissement du Brunei	40	Pétrole
Azerbaïdjan	Fonds du pétrole d'état	37,3	Pétrole
Oman	Fonds de réserve général d'état	34	Pétrole et gaz
	Fonds d'investissement de l'Oman	6	Pétrole
	Total	**40**	
Irak	Fonds de développement pour l'Irak	0,9	Pétrole
Nigéria	Autorité d'investissement souveraine nigérienne	1,4	Pétrole
Gabon	Fonds souverains du Gabon	0,4	Pétrole
Mauritanie	Fonds nationaux pour des réserves d'hydrocarbure	0,3	Pétrole et gaz
Turkménistan	Fonds de stabilisation de Turkménistan	Non-déterminé	Pétrole et gaz
TOTAL GÉNÉRAL		3.034,5	

Source : Institut souverain de fonds de souverains, juin 2016.

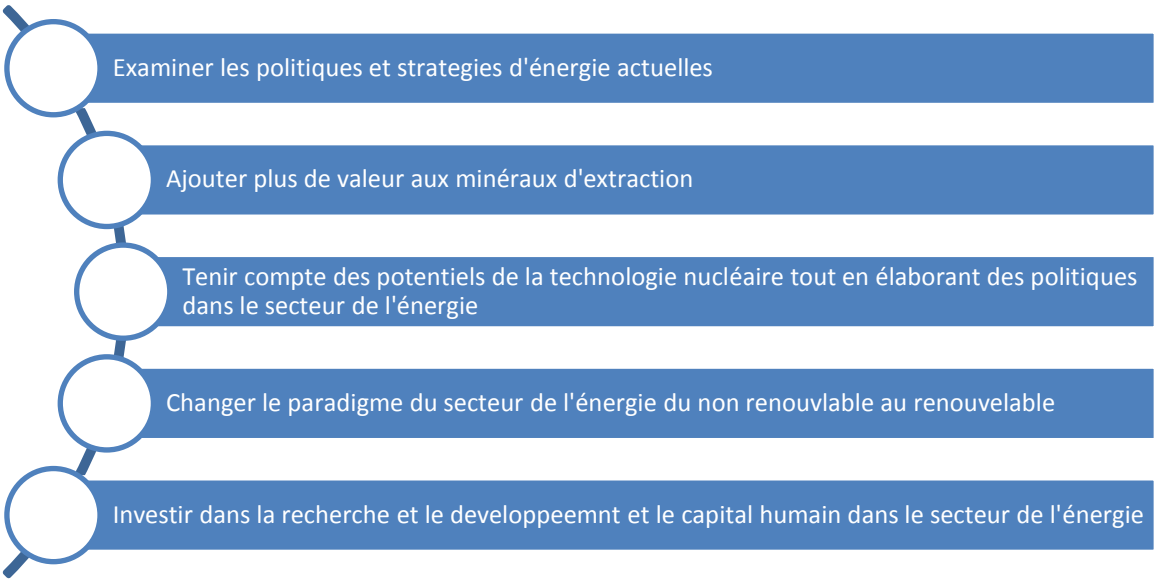
Malgré ces effets positifs sur le développement, avoir des combustibles fossiles riches peut s'associer à plusieurs risques. Premièrement, les taux obtenus par l'exportation de combustibles fossiles peuvent apprécier la valeur nominale des monnaies nationales, si non pas gérés correctement. Une monnaie nationale forte peut entraver la compétitivité des produits nationaux sur les marchés internationaux (c.-à-d. la maladie hollandaise). Le fait d'avoir de riches combustibles fossiles peut décourager la diversification économique de façon que d'autres secteurs économiques puissent rester sous-développés. Les riches combustibles fossiles peuvent également déclencher la consommation nationale des combustibles fossiles dans tous les secteurs qui s'associent souvent à une mauvaise terre, l'air et qualité d'eau en raison des impacts sur

l'environnement. La richesse en ressources naturelles peut s'avérer être une 'malédiction' plutôt qu'une 'bénédiction', si elle n'est pas géré correctement. À cette fin, les riches réserves des combustibles fossiles dans les pays de l'OCI peuvent constituer un avantage comparatif et stimuler le développement à condition que ces riches ressources naturelles soient gérées avec sagesse avec des politiques nationales et des stratégies appropriées et visionnaires.

Les riches ressources naturelles dans les pays de l'OCI ne sont pas également restreintes par les combustibles minéraux. Les pays de l'OCI ont un potentiel élevé dans différents types de ressources énergétiques renouvelables. Un coup d'œil pour les pays de l'OCI dans la carte mondiale peut facilement indiquer que la majorité de pays de l'OCI sont positionnés dans une zone riche avec l'exposition à la lumière solaire directe en termes de durée et densité. D'autre part, les pays de l'OCI sont également dotés de zones côtières très longues qui impliquent un potentiel élevé d'énergie éolienne et d'énergie des vagues pour générer de l'électricité. En résumé, si les pays de l'OCI peuvent activer le potentiel de l'énergie renouvelable, il peut être utile pour résoudre plusieurs problèmes tels que l'amélioration de la sécurité énergétique, la diversification des sources d'énergie, l'atténuation des effets environnementaux, l'élargissement de l'accès à l'électricité, et l'atteinte de l'efficacité énergétique.

Compte tenu de ce qui précède, les pays de l'OCI doivent examiner leurs politiques et les stratégies nationales actuelles en matière d'énergie en vue d'améliorent leur sécurité énergétique, diversifier les sources d'énergie et les aligner avec les objectifs de développement durable (ODD) ainsi qu'avec le programme d'action décennal de l'OCI (2016-2025). Pendant le processus d'examen, les pays de l'OCI ont également besoin de se concentrer sur des politiques visant à augmenter la valeur ajoutée des industries extractives de minéraux plutôt que d'investir dans l'amélioration des capacités de production existantes. Il est également très critique que les pays de l'OCI revisitent l'importance de la technologie nucléaire où les pays développés, en moyenne, représentent plus de 19% de leur production totale d'électricité à partir des centrales nucléaires.

Pour la diversification des sources d'énergie et de l'activation de tout le potentiel des énergies renouvelables, les pays de l'OCI ont besoin d'un changement de paradigme passant du 'développement' au 'développement durable'. En fait, de nombreux pays développés ont déjà pris ce virage et ont fixé des objectifs concrets pour réduire progressivement la part de la production d'énergie à partir de combustibles fossiles et d'améliorer la production d'énergie à partir de sources renouvelables. Plusieurs pays en développement sont également sur le chemin de transformer le mélange de leur production d'énergie en mettant plus d'accent sur les énergies renouvelables. Par exemple, la Chine a représenté une grande partie de l'augmentation subite par des économies en développement au cours des dernières années, en augmentant les investissements dans les énergies renouvelables juste de 3 milliards dollars des États-Unis en 2004 à 83,3 milliards dollars des États-Unis en 2014 (BNEF, 2015).



L'institut mondial de McKinsey a estimé que les taux de dégradation de l'environnement ne sont pas viables pour le fonctionnement à long terme de l'économie mondiale (MGI, 2011). Les investissements actuels et futurs, par conséquent, doit être "verts" pour éviter les niveaux risqués de changement climatique et les impacts négatifs sur l'environnement. Une attention particulière devrait être accordée à la promotion de l'investissement dans l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, le transport durable, l'agriculture, de la foresterie et de l'utilisation des terres, les déchets et les eaux usées. L'augmentation des investissements dans l'infrastructure d'énergie propre facilite l'accès rentable à l'énergie, réduit la pollution et les coûts de santé, réduit la dépendance aux combustibles fossiles, favorise l'innovation et crée de nouveaux emplois. En outre, l'Agence internationale de l'énergie estime que chaque dollar supplémentaire investi aujourd'hui dans l'énergie propre peut générer trois dollars dans de futures économies de carburant d'ici en 2050 (OCDE, 2015a).

L'un des principaux défis pour les gouvernements dans l'orientation de l'investissement pour des projets renouvelables est le manque de concevoir et d'mettre en œuvre des cadres politiques intérieures claires et prévisibles (OCDE, 2015b). Il est donc très critique pour que les pays de l'OCI développent des cadres politiques intérieures qui peuvent attirer les investisseurs étrangers et nationaux dans le secteur de l'énergie renouvelable.

L'inclusion dans l'élaboration des politiques dans le secteur de l'énergie est important pour le succès des politiques et de transformation. Par conséquent toutes les parties prenantes notamment les gouvernements, les investisseurs, et les organismes internationaux doivent coopérer à déterminer les défis et à encourager l'investissement vert. Les milieux universitaires et les organisations de la société civile ont joué un rôle clé dans les pays développés et les nombres croissants de pays en développement pour convaincre des responsables politiques sur l'importance d'un tel changement de paradigme. À cette fin, d'autres recherches sont nécessaires pour être menés dans les pays de l'OCI dans le but de révéler les véritables potentiels de l'énergie renouvelable, et pour mesurer l'empreinte environnementale et les coûts économiques de l'utilisation accrue des combustibles fossiles. Sans doute, les organisations de la société civile

pourraient jouer un rôle constructif et être un médiateur entre la communauté locale et les agents publics pour le succès des nouvelles politiques d'énergie.

Les pays de l'OCI ont non seulement besoin du changement de paradigme et des investissements physiques pour réaliser le développement durable mais aussi stimuler les investissements doux sous forme de dépenses en R&D et de développement du capital humain. À cet égard, les pays de l'OCI doivent investir davantage dans le secteur de R&D en mettant l'accent sur de nouvelles technologies dans le secteur de l'énergie, allouer plus de sources pour développer le personnel nécessaire technique et de recherches qui peut travailler dans le secteur de l'énergie des centrales nucléaires aux fermes éoliennes. Sans de tels investissements dans le capital humain, les politiques et les stratégies de l'énergie sont susceptibles d'échouer même si elles sont très bien définies par les responsables politiques avec de bonnes intentions.

Une réunion du Conseil de l'énergie au niveau de l'OCI peut être organisée afin de servir de plate-forme pour les pays de l'OCI d'échanger leurs vues et leurs idées au sujet des développements politiques d'énergie au niveau national, régional et international. En outre une telle plate-forme peut être utilisée pour explorer les possibilités de coopération entre les pays de l'OCI dans le secteur de l'énergie. Il existe de bons exemples de coopération énergétique intra-OCI en particulier au niveau sous régional de l'OCI. Entre autres, le projet d'interconnexion du réseau du CCG est l'un des plus importants projets qui relie les pays de l'OCI dans la région du GCC à savoir le Koweït, l'Arabie saoudite, Bahreïn, Qatar, Oman et Émirats Arabes Unis depuis 2011. En mai 2016, la Jordanie a également signé un protocole d'accord (MoU) pour rejoindre le réseau électrique des pays du Golfe à travers l'Arabie saoudite. Comme ce fut le cas du projet d'interconnexion de réseau électrique du CCG, les pays de l'OCI devraient générer des projets de coopération plus concrets dans le domaine de l'énergie pour faciliter la transformation à l'énergie verte, diversifier les sources d'énergie et améliorer la sécurité énergétique.

Utilisation du grand potentiel du marché pour plus de commerce et d'investissement

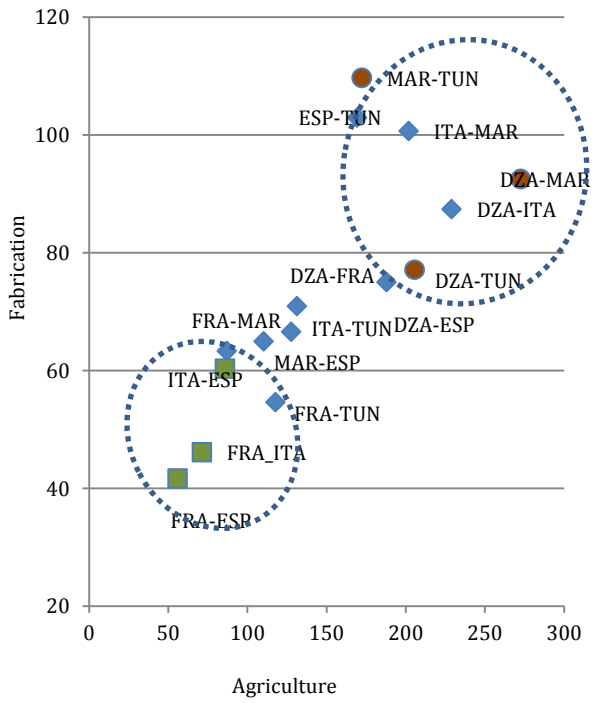
La capacité d'avoir accès à de grands marchés est l'un des facteurs les plus essentielles dans l'élaboration du commerce et des décisions d'investissement du secteur privé. Presque tous les pays membres de l'OCI ont une connexion terrestre ou maritime avec les autres pays membres de l'OCI. Si les obstacles artificiels qui réduisent la connectivité entre les pays membres sont éliminés ou réduits de façon effective, la région de l'OCI sera une occasion importante pour les investisseurs et les commerçants. Le potentiel du marché des pays de l'OCI augmente rapidement en raison de la croissance des activités économiques ainsi que la part en constante croissance des pays de l'OCI dans le total mondial de la population. Prise en charge avec d'autres réformes politiques, les 57 pays membres, avec une jeune population économiquement dynamique et une forte demande pour presque tous allant du développement d'infrastructure aux biens de consommation, vont certainement attirer plus d'investisseurs et augmenter leur part dans le commerce mondial.

Aujourd'hui, le commerce mondial s'effectue de plus en plus en pièces détachées et composants, avec chaque pays se spécialisant dans certaines étapes d'un ordre de production des biens. Une caractéristique essentielle de cette spécialisation verticale est que les entrées importées sont utilisés pour produire des biens d'exportation d'un pays, qui reflète également une répartition internationale du travail. Un moteur important pour la croissance de la spécialisation verticale a été la réduction des barrières commerciales. Malgré plusieurs réexportation et passages

frontaliers, la réduction des obstacles au commerce rapporte une réduction multipliée du coût de production d'une marchandise de façon séquentielle dans plusieurs pays. Pour être en mesure de prendre part plus dans cette forme de production et de commerce, il est nécessaire d'avoir un transport rapide et efficace et des mécanismes commerciaux en place en plus des facteurs de production appropriés.

En supposant que le processus de spécialisation verticale continuera, comprendre la source et la nature des coûts commerciaux restent cruciales. Toutefois, l'analyse et les implications politiques pour les coûts commerciaux sont plus complexes que pour les obstacles aux commerces tels que les tarifs ou les quotas. En outre, certains des coûts derrière les frontières des échanges peuvent impliquer des facteurs intangibles tels que des problèmes de sécurité ou lis peuvent être des instruments de constants débats politiques nationaux. De tels préoccupations et débats devraient être soutenus avec la compréhension de la nature et des conséquences des coûts commerciaux. De diverses mesures de facilitation commerciale peuvent naturellement être recommandées, comme les règles et procédures simples, la flexibilité opérationnelle, l'application des contrats juste et cohérente, la normalisation des documents et des exigences électroniques en matière de données et le système de guichet unique. Cela nécessite une forte volonté et engagement politiques, avec la participation du secteur privé.

Graphique 7.1: *Comparaison des coûts commerciaux bilatéraux pour les pays du Maghreb (2009)*



Source: Base de données des coûts commerciaux de la BM-CESAP-ONU

Des coûts commerciaux peuvent être réduits de façon unilatérale, régionale ou multilatérale, soit en réduisant les obstacles au commerce traditionnel ou en prenant des mesures de facilitation commerciales pertinentes. La réalisation d'un accord mondial a été difficile, malgré l'inclusion de la facilitation commerciale dans les négociations commerciales multilatérales. Cependant, beaucoup de progrès a été obtenu par des mesures nationales. D'autre part, il y a eu des progrès substantiels dans les accords régionaux, l'exemple le plus évident en Europe. En introduisant un système de préférences commerciales (TPS-OCI), les pays de l'OCI sont également ciblés pour réduire les barrières commerciales entre les pays de l'OCI. Cependant, ils ont besoin d'un engagement et volonté plus forts de promouvoir le commerce entre eux.

Bien que les mesures de politique commerciale soient les éléments importants des politiques industrielles dans la promotion de la compétitivité des industries nationales, une analyse devrait être faite pour mesurer l'efficacité de ces politiques restrictives pour le bien-être du pays à long

terme. Si elles ne sont pas correctement encadrées, de telles mesures peuvent nuire à la majorité des personnes, sans contribuer de manière significative au bien-être du pays.

Les coûts juridiques et réglementaires et les coûts de distribution locaux sont d'autres composants de l'ensemble des coûts commerciaux. Par conséquent, contrairement à la perception de la pertinence des tarifs pour les coûts des échanges, des efforts particuliers devraient être faits pour faciliter le commerce par une réduction des obstacles au commerce qui limite le flux de marchandises à travers les frontières. Par exemple, comme le montre le graphique 7.1, trois pays de l'OCI en Afrique du Nord ont des coûts sensiblement plus élevés entre eux par rapport à des pays sur le côté européen du méditerranéen. Malgré la proximité géographique, la langue commune, les similitudes culturelles et d'autres facteurs favorables, les coûts de commerce bilatéral pour les pays du Maghreb tendent à être plus élevés que les coûts du commerce bilatéral pour les pays de l'UE ainsi que les coûts de commerce bilatéral entre le Maghreb et les pays de l'UE. Ici vient l'importance de la facilitation du commerce. Si des politiques ne sont pas conçues de façon à faciliter le commerce entre les pays, en dépit d'autres conditions favorables, le commerce bilatéral ne s'élèvera pas en raison des coûts commerciaux relativement élevés. Cela est clairement prouvé sur le côté européen de la Méditerranée.

En termes d'utiliser le grand potentiel du marché pour plus d'investissement, les pays membres doivent être proactifs au sujet d'améliorer leur attractivité au IDE. De nombreux pilotes de l'investissement étranger -comme, par exemple, la situation géographique du pays, la taille du marché, et la disponibilité des ressources naturelles- ne peuvent pas être influencés par les décisions et les actions des responsables politiques, mais les pays de l'OCI ont déjà un potentiel fort en termes de taille, d'emplacement et de gestion des ressources naturelles. Afin d'activer ces potentiels, l'accent devrait être mis sur les pilotes liés à la politique des IDE -tels que la performance macro-économique, la qualité d'infrastructure, l'état de droit, la bonne gouvernance et le capital humain. Les pays membres devraient s'assurer un engagement national clair pour créer un environnement propice aux investissements qui permettraient de promouvoir et encourager les investissements nationaux et étrangers. Cela devrait être appuyé par des législations nationales, des stratégies et des mécanismes institutionnels.

L'augmentation des investissements fournit des avantages importants pour l'économie. L'investissement permet d'accéder à de nouvelles sources de capitaux et de nouveaux marchés, crée des emplois, permet le transfert de technologie et la diversification associée à des activités économiques. Il donne également accès aux biens et services à des prix compétitifs. L'investissement crée également des possibilités pour les entreprises d'avoir accès aux ressources, promouvoir leurs marchés, améliorer des stratégies et augmenter l'efficacité. Par conséquent, l'élaboration et l'amélioration du cadre d'investissement appropriés et l'amélioration de l'environnement des entreprises est essentielle.

Les pays membres devraient s'assurer un engagement national pour créer des stratégies d'exportation et de promotion des investissements, des liens entre les politiques de production et d'exportation et des capacités de pouvoir gérer les nouvelles règles mondiales du commerce et d'investissement. Cela nécessite la mise en place de bases institutionnelles comme des institutions de promotion des exportations et de l'investissement.

La création des cadres d'investissement juridiques et institutionnels efficaces et l'élaboration des systèmes d'infrastructure et financiers fiables dans le démarrage de nouvelles entreprises, l'enregistrement de propriétés, le traitement des licences, l'application des contacts et la protection des investisseurs sont également fondamentaux à la création d'un environnement propice. Le cadre juridique et institutionnel devrait accorder une attention particulière à la transparence, la reconnaissance de propriété privée, la sécurisation des droits de propriété industrielle et intellectuelle, la liberté contractuelle et le contrôle d'entreprises et la responsabilité, la lutte contre les monopoles privés et publics, la réforme fiscale et les politiques environnementales à long terme.

En plus de ces facteurs d'une économie de marché efficace, les pays membres doivent renforcer et améliorer les infrastructures clés, en particulier les transports et les technologies de l'information et des communications (TIC) afin d'offrir des possibilités d'investissement rentables et sécuritaires. Les équipements d'infrastructure intégrés propice au développement industriel devraient être établis et l'investissement sur le capital humain devrait être fait pour améliorer les niveaux de compétences de la main-d'œuvre pour qu'ils puissent appliquer des technologies de pointe. L'élaboration de l'infrastructure adéquate, en particulier dans le domaine des transports et des télécommunications, les ressources humaines et les capacités institutionnelles bien développées sont essentielles pour créer un contexte propice aux investissements dans et entre les pays de l'OCI.

Les traités internationaux d'investissement sont généralement signés pour répondre à ces préoccupations. De tels accords comprennent en général : (i) ne pas discriminer contre les investisseurs sur la base de la nationalité, (ii) ne pas prendre le contrôle de leurs actifs, notamment la nationalisation sans leur verser une indemnité, (iii) permettre aux investisseurs étrangers de transférer par la suite des fonds liés à leurs investissements vers et à partir de leur pays d'origine - par exemple, par le rapatriement des bénéfices ou leur utilisation pour ajouter à leur capital de base, et (iv) protéger les investisseurs étrangers contre le fait d'être injustement traités dans d'autres manières, telles que le déni de justice ou la discrimination ciblée.

Afin de faciliter les flux de capitaux et l'investissement à l'étranger et empêcher l'impact négatif des politiques d'investissement national - souvent contradictoires, il est également essentiel de conclure des accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux sur l'investissement d'une nature mutuellement bénéfiques entre les pays membres de l'OCI. De nouvelles modalités et approches peuvent être adoptées pour augmenter l'investissement intra-OCI à travers, entre autres, l'élaboration des projets d'investissement communs aux niveaux régionaux et sous régionaux de l'OCI et l'harmonisation des codes d'investissement et d'autres législations entre les pays membres de l'OCI.

RÉFÉRENCES

Acemoglu, D. and S. Johnson (2007), “Disease and Development: The Effect of Life Expectancy on Economic Growth," *Journal of Political Economy,* 115 (6), 925-985.

Acemoglu, D., S. Johnson, and J. A. Robinson (2002), “Reversal of Fortune: Geography and Institutions in the Making of the Modern World Income Distribution,” *Quarterly Journal of Economics*, *117* (4), 1231–1294.

ADB (2016), Joint Report on Multilateral Development Banks’ Climate Finance in 2015, http://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/189560/mdb-joint-report-2015.pdf

Aksoy Y., T. Grasl and R. P. Smith (2012), “The Economic Impact of Demographic Structure in OECD Countries,” CESifo Working Paper No. 3960.

Anderson, J. E. and E. van Wincoop (2004), "Trade Costs," *Journal of Economic Literature*, 42(3): 691-751.

Arvis, J.-F., Y. Duval, B. Shepherd and C. Utoktham (2012), “Trade Costs in the Developing World: 1995 – 2010”, *ARTNeT Working Paper Series* No. 121.

Bagci, K. (2014), “Trade Costs and Intra-OIC Trade: What are the Linkages?”, Journal of Economic Cooperation and Development, 35 (4), 187-220.

Barakat, B. and H. Urdal (2009). Breaking the waves? Does education mediate the relationship between youth bulges and political violence? Policy Research Working Paper, No. 5114. Washington, D.C.: World Bank.

Barbier, E. B. (2007), *Natural Resources and Economic Development*, Cambridge University Press.

Blinzel, C. (2001), “Decline in Social Mobility: Unfulfilled Aspirations among Egypt’s Educated Youth,” IZA Discussion Paper Series, IZA DP No. 6139, Forschungsinstitut zur Zukunft der Arbeit, Bonn.

Bloom, D., D. Canning, and G. Fink (2010), “Implications of Population Ageing for Economic Growth.*", Oxford Review of Economic Policy,* 26 (4), 583-612.

BNEF (2015), Global Trends in Renewable Energy Investment 2015, Bloomberg New Energy Finance and Frankfurt School-UNEP Centre.

Boulhol, H., A. de Serres and M. Molnar (2008), “The Contribution of Economic Geography to GDP per Capita”, OECD Journal: Economic Studies, Volume 2008.

Brookings Institution (2011), *The Global Compact on Learning: Policy Guide.* Washington, D.C.: The Center for Universal Education.

Brookings Institution (2011), The Global Compact on Learning: Policy Guide. Washington, D.C.: The Center for Universal Education.

Chowdhury, N. (2012), Is Nuclear Energy Renewable Energy? Stanford University. Available at: http://goo.gl/vXoYJY

Cunha, F., J. Heckman, L. Lochner and D.V. Masterov (2006), “Interpreting the Evidence of Life-Cycle Skill Formation”, Handbook of the Economics of Education, Volume 1, Chapter 12.

De Sousa, J. (2012), "The currency union effect on trade is decreasing over time", *Economics Letters*, 117(3), 917-920.

Feyrer, J. (2007), “Demographics and Productivity," *The Review of Economics and Statistics,* 89 (1), 100-109.

Fujita, M., Krugman, P. R. and Venables, A. (1999). The spatial economy : cities, regions and international trade. Cambridge, Mass.: MIT Press.

GIIG (2015), *Islamic Growth Markets Investment Outlook 2015 - Connected Value Creation*, Global Islamic Investment Gateway.

Glewwe, P., Hanushek, E. A., Humpage, S. D., and Ravina, R. (2013), "School Resources and Educational Outcomes in Developing Countries: A Review of the Literature from 1990 to 2010," in P. Glewwe (Ed.), Education Policy in Developing Countries, Chicago: University of Chicago Press.

Hall, R. E. and Jones, C. I. (1999). Why Do Some Countries Produce So Much More Output Per Worker Than Others? Quarterly Journal of Economics 114, 83-116.

Hanushek E. A. (2013), "Economic growth in developing countries: The role of human capital," Economics of Education Review 37 (2013) 204–212.

Hanushek E. A. and L. Woessmann (2015), *The Knowledge Capital of Nations: Education and the Economics of Growth*, CESifo Book Series, Cambridge, MA: MIT Press.

Humphrey, J. and Schmitz, H. (1998), "Trust and Inter-firm Relations in Developing and Transition Economies", The Journal of Development Studies, 34(4), pp. 32-45.

Huntington, S. P. (2001), "So, are civilizations at war?" Interview by The Observer. Sunday, October 21. Available at: https://www.theguardian.com/

world/2001/oct/21/afghanistan.religion2.

ILO (2008), *Skills for improved productivity, employment growth and development*, Report V, International Labour Conference, 97th Session, Geneva: International Labour Organization http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/97thSession/reports/WCMS_092054/lang--en/index.htm.

ILO (2011), "A Skilled Workforce for Strong, Sustainable and Balanced Growth", A G20 Training Strategy, Geneva: International Labour Office.

International Energy Agency (2011), World Energy Outlook, Paris.

International Energy Agency (2016), Hydropower Definitions, Available at: https://goo.gl/WdiB64

Jones, C. I. (2015), "The Facts of Economic Growth," NBER Working Paper No: 21142.

Klasen, S. and S. Woltermann (2005), "The Impact of Demographic Dynamics on Economic Development, Poverty and Inequality in Mozambique," Manuscript, University of Göttingen.

Kocaslan G. (2014), International Energy Security Indicators and Turkey's Energy Security Risk Score, International Journal of Energy Economics and Policy, Vol. 4, No. 4, pp.735-743

Masdar (2016), Masdar City Factsheet, Available at: http://goo.gl/DX4TPD

Mayer, T. (2008), Market Potential and Development: A background paper for the World Development Report 2009, Universite de Paris I.

MGI (2011), Resource Revolution: Meeting the world's energy, materials, food and water needs, McKinsey Global Institute.

OECD (2001), *The Well-being of Nations - The Role of Human and Social Capital*, Centre for Educational Research and Innovation, OECD, Paris.

OECD (2004), Overcoming Barriers to Private Investment in the Middle East and North Africa Region, Prepared by Patricia J. McCall, available at https://www.oecd.org/investment/investmentfordevelopment/33944640.pdf

OECD (2007), *OECD Insights: Human Capital - How What You Know Shapes Your Life*, Organisation for Economic Cooperation and Development, OECD Publishing, Paris.

OECD (2011), *Divided We Stand: Why Inequality Keeps Rising*, Paris: Organization for Economic Cooperation and Development

OECD (2015a), "Mobilising Private Investment in Clean Energy Infrastructure- What's Happening 2015," Paris: Organisation for Economic Co-Operation and Development.

OECD (2015b), Policy Guidance for Investment in Clean Energy Infrastructure: Expanding Access to Clean Energy for Green Growth and Development, OECD Publishing, Paris.

Putnam, R. (2000), Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community, Simon Schuster, New York.

Reichl, C, Schatz, M., and Zsak G. (2016), World Mining Data, Minerals Production, Volume 31,

International Organizing Committee for the World Mining Congresses, Vienna.

SESRIC (2011), “Human Capital Accumulation in OIC Member Countries,” OIC Outlook Reports, April.

SESRIC (2012), *Annual Economic Report on the OIC Countries 2012*, The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries, Ankara.

SESRIC (2014), *Education and Scientific Development in OIC Countries 2014*, The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries, Ankara.

SESRIC (2016a), *Agriculture and Food Security in OIC Countries 2016*, The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries, Ankara.

SESRIC (2016b), *Education and Scientific Development in OIC Member Countries 2016*, The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries, Ankara.

UNCTAD (2015a), *The Policy Guide on Youth Entrepreneurship*, United Nations Conference on Trade and Development, UNCTAD/DIAE/ED/2015/1, Geneva.

UNCTAD (2015b), “Entrepreneurship for Productive Capacity Building,” Note by the UNCTAD secretariat for the Trade and Development Board, 19 January 2015, Geneva.

World Bank (2001), Understanding and Measuring Social Capital: A Synthesis of Findings and Recommendations from the Social Capital Initiative, By C. Grootaert and T. van Bastelaer, Social Capital Working Paper Series.

World Bank (2011), “Learning for All: Investing in People’s Knowledge and Skills to Promote Development”, World Bank Group Education Strategy 2020, Washington, DC.

WTO (2015), Regional Trade Agreements and the Multilateral Trading System, Discussion Paper for the G20, Version: 21 September 2015, World Trade Organization, Geneva.

Sources de données

Base de données en ligne de la FAO AQUASTAT

Base de données mondiale du Conseil de l'énergie éolienne

Ensemble de données de l'OIT sur le perspective mondiale de l’emploi et sociale 2016

Base de données de la Direction des statistiques du commerce du FMI (DOT), août 2016

Base de données de perspective économique mondiale du FMI, avril 2016

Base de données de l'Agence internationale de l'énergie

Comité organisateur international pour la base de données mondiale des congrès d'exploitation

Base de données de PEMEX

Base de données de SESRIC BASEIND, août 2016

Base de données de l'Institut de fonds souveraine (SWFI)

Base de données de projet Maddison.

Base de données de l’Administration de l'information d'énergie

Base de données du Commerce de services de l'ONU, août 2016

Perspectives de la population mondiale de l'ONU : La base de données de révision 2015

Base de données en ligne de la CNUCED, juillet 2016

Navigateur d’accord international en matière d'investissement de la CNUCED

Base de données de l'UNESCO UIS

Base de données de conflit Uppsala

Banque mondiale - Base de données du commerce des prix de CESAP-ONU.

Indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale

Base de données de la Banque mondiale - Investir au-delà des frontières

Forum économique mondial, base de données de l'Indice de la compétitivité mondiale

Base de données du Conseil mondiale de l'énergie